39e Année,
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.
AUG 17 1932
N° 14.

LA

REVUE DE PARIS

15 JUILLET 1932

		Pages.
ry Bérenger . . .	*Les Résultats de Lausanne*	241
rges Duhamel. . .	*Tel qu'en lui-même.* — III	254
Giscard d'Estaing.	*L'Or, le Franc et la France*	283
n Cassou	*Les mauvais dimanches*	300
E. Blanche	*D. H. Lawrence et Mabel Dodge* . .	325
ré Colliez	*L'Enseignement au Maroc.*	342
ert Thibaudet . . .	*Les Idées politiques de la France.* — II.	358
Thomassin	*Le Roman d'une Demoiselle d'honneur.*	386
é Le Senne	*Le Bergsonisme et la Morale*	411
l Alfassa.	*L'Exposition Manet*	423
ien Corpechot . . .	*Souvenirs sur Gyp*	434
nçois Porché . . .	*Le Théâtre*	442
ry Bidou	*Voyages et Romans*	451
lbert-Petit	*Le Mouvement historique*	460

J.-M. Bourget : *Parmi les Livres.*

Copyright 1932 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement :***

Richard Wagner et Judith Gautie

par LOUIS BARTHOU

de l'Académie française

Lettres diverses et curieuses...

par HENRI DE RÉGNIER

de l'Académie française

Le Passé de Sobakine

par M. DE POURICHKEVITCH

Dans la série d'études sur les Religions où ont déjà paru le Catholicisme romain, par le R. P. YVES de LA BRIÈRE; **la Religion orthodoxe en Russie**, par CHARLES QUENET; **Bouddhisme**, par J. PRZYLUSKI; **la Situation actuelle de l'Islam** par LOUIS MASSIGNON; **l'Islam tel que nous le voyons**, p E.-F. GAUTIER; **le Protestantisme dans le monde**, par le pa teur JOHN VIENOT; **Où en est le Judaïsme**, par le rabbin MA RICE LIBER; **le Parsisme**, par E. BENVENISTE; **Religions fét chistes de l'Afrique noire**, par GEORGES HARDY,

seront publiés prochainement :

La Religion positive

par CHARLES DE ROUVRE

L'Église anglicane et la Crise du Prayer Book

par Y. M. GOBLET

Dans la série d'études consacrées à la Presse à l'étrange où ont été publiés : le « Quatrième Pouvoir » en Angleterr par STÉPHANE LAUZANNE; **la Presse allemande de nos jour** par H. VON ECKARDT,

paraîtra prochainement :

La Presse tchécoslovaque

par GEORGES MAROT

LES RÉSULTATS DE LAUSANNE[1]

Six semaines ont passé depuis que je traçais ici, dans la *Revue de Paris* du 1er juin, le tableau des difficultés internationales à l'ouverture de la Conférence de Lausanne sur les Dettes et Réparations. Que de pièces, depuis, reculées et avancées sur l'échiquier européen! Que de combinaisons essayées, rejetées, reprises! Comme si ce n'était pas assez, un autre jeu d'échecs s'est ouvert à Genève sur la meilleure façon de désarmer tout en restant armé. A ce second jeu, les États-Unis acceptèrent de jouer à découvert, tandis que dans le premier leur roi restait bloqué, gênant constamment le jeu. Si bien que chaque puissance, sauf la leur, a dû manœuvrer sur deux tableaux entre deux rives, ce qui n'a ni accéléré, ni simplifié la position de chacun dans les parties engagées.

Comme rien n'est encore terminé, ni ne le sera d'ici quelque temps encore, il est trop tôt pour marquer le bénéfice ou la perte dans ces nouvelles rencontres. Mais il n'est nullement impossible, il est même opportun de noter le mouvement des pièces, leurs changements réciproques, les avantages pris ou perdus. Si l'on réfléchit qu'il y va de tout l'avenir humain, de sa sécurité et de sa prospérité, qui se commandent l'une l'autre, on ne peut que désirer voir le plus clair possible

1. M. Henry Bérenger qui, le 15 juin, a consacré un remarquable article aux conditions dans lesquelles allait s'ouvrir la Conférence de Lausanne, a bien voulu dans les pages qu'on va lire étudier les premiers jours de négociations et les courants qui s'y sont dessinés. A l'heure où nous imprimons ces feuilles, la Conférence n'étant pas close, toutes les précisions ne peuvent être données, mais, dans un prochain article, M. Bérenger analysera les résultats des derniers entretiens. (N. D. L. R.)

dans de pareils jeux, en tirer les meilleurs avertissements pour le succès final.

I

LE RAPPROCHEMENT FRANCO-BRITANNIQUE

Quand la Conférence commença le 16 juin à Lausanne, l'éparpillement était à peu près complet. Dislocation certaine du front des créanciers de l'Allemagne. Les États-Unis avaient invité les Européens à se débrouiller entre eux avant de revenir séparément s'expliquer à Washington, le 15 décembre 1932. La Grande-Bretagne, l'œil tourné vers Ottawa, penchait pour un coup d'éponge qui remettrait ses crédits gelés de la Cité en mer libre, la vaste mer du *Rule Britannia*. L'Italie doctrinait l'annulation des réparations par goût de diplomatie théâtrale et pour faire pièce à une France trop bien partagée à son gré. La Belgique hésitait. La Yougoslavie réclamait ses 70 millions de reichsmarks perdus lors du moratoire Hoover, mais aussitôt compensés par la France. La France enfin, la France des contrats et de l'épargne, s'attachait solidement aux Accords de la Haye, à ces derniers textes librement signés par toutes les puissances d'Europe sur un plan d'origine américaine. Quant à l'Allemagne, elle reniait une fois de plus sa signature, affirmant de l'avoir donnée que par force majeure, et, par surcroît, affichant sans pudeur une insolvabilité toute nue.

Sous de telles perspectives, la Conférence de Lausanne s'annonçait aussi mal que possible. Déjà notre gouvernement annonçait son repli de recours final à l'arbitrage, à ce tribunal des Cinq prévu par l'Accord de la Haye (article 16), qui maintiendrait au moins une apparence de solidité contractuelle dans la débandade générale du droit et de la confiance.

Dès le début cependant, les choses tournèrent moins mal. Le 17 juin, M. MacDonald, élu Président de la Conférence, lança un appel émouvant à la solidarité des peuples contre la dépression universelle. Une Déclaration des Cinq, le Reich compris, affirma vouloir travailler dans les lignes arrêtées par les experts de Bâle et ajuster « un règlement européen dans le cadre d'un règlement universel ».

L'Allemagne ne dit pas non à cette procédure de règlement : elle se réservait pour le règlement lui-même !

Cette Déclaration des Cinq avait aéré l'atmosphère. Entre M. MacDonald et M. Herriot on avait senti renaître l'ancien songe commun assoupi depuis les Chequers. M. von Papen lui-même, apparenté à notre diplomatie danubienne, n'apparaissait ni trop déplaisant, ni trop complaisant. Sans la superbe de M. Grandi, que son nom oblige, et qui croyait tenir enfin son grand premier rôle sans frais pour l'Italie plus qu'impériale, on eût eu l'impression, illusoire d'ailleurs, qu'un ajustement raisonnable serait atteint très vite sans grands débats.

C'eût été compter sans les chocs en retour des nationalismes et les cheminements des intérêts ! Autour de M. MacDonald et de ses ministres agissaient deux experts de la Trésorerie britannique, sir Leith-Ross et sir Walter Layton. Ces deux porte-parole des mots d'ordre bancaires de la Cité jetèrent sur les premières effusions MacDonald-Herriot la douche, non écossaise, d'un memorandum dont voici la substance inédite jusqu'ici :

« Sans doute le but commun des deux délégations, française et britannique, est d'aboutir, en matière de dettes intergouvernementales, à un règlement final qui est devenu absolument nécessaire. Mais un règlement complet est impossible à cause de la situation politique américaine. Il est, d'autre part, impossible de dresser une échelle d'annuités allemandes qui corresponde avec certitude à la capacité de paiement du Reich. Certains Français (nous nous sommes reconnu ici) ont proposé une annuité de 440 millions de reichsmarks. Mais cette annuité, si elle est très modérée par rapport au Plan Young, ne cadre plus avec les possibilités économiques de l'Allemagne, car elle surcharge encore à l'excès sa dette extérieure. Rien que l'annonce d'une telle charge effondrerait définitivement le crédit de l'Allemagne. Or, les pays créanciers doivent y maintenir eux-mêmes leurs crédits : ils ne le feront que si ces crédits ne sont pas mis en danger par le maintien des dettes intergouvernementales. Même une simple suspension des Réparations laissera peser une menace sur le crédit de l'Allemagne et provoquera une fuite des capitaux. Mieux vaut donc ne pas reprendre le paiement des

Réparations. Leur menace ne pèse-t-elle pas aussi sur le commerce mondial? Car tant que le peuple allemand n'aura pas repris sa place parmi les consommateurs, *il n'y aura aucun moyen de relever les prix mondiaux.* On causerait, en outre, des frictions politiques perpétuelles, tout à fait hors de proportion avec les sommes que l'on obtiendrait. Enfin, la restauration du crédit de l'Allemagne est le plus efficace moyen de venir en aide à l'économie de l'Europe Centrale, qui ne peut vivre sans l'Allemagne, et cette restauration n'est nullement un danger pour le reste de la planète, car le commerce mondial ne sera pas remis en marche sans elle.

» On a objecté, continuait ce mémoire, que l'Allemagne pourrait payer encore quelque chose d'après les indices de sa prospérité économique et de sa balance commerciale. Mais ces objections ne sont point solides, car une activité économique intense peut coexister avec de graves difficultés de transfert et l'excédent d'une balance commerciale peut tenir à des soufflures d'exportations pratiquées à perte. Une clause de transfert des reichsmarks en devises or suffirait à provoquer la panique des capitaux qu'on cherche à éviter.

» Pour que les affaires reprennent, concluaient les experts de la Cité, il faut la régularité des paiements à l'échéance : or elle est incompatible avec des obligations intergouvernementales imprécises et prolongées. Puisque le but des Anglais, comme aussi bien des Français, doit être de mettre fin au déséquilibre artificiel de leurs commerces et de leurs industries causé par le *dumping* allemand des prestations, le mieux n'est-il pas de passer intégralement l'éponge sur les paiements de l'Allemagne? »

Quand M. Herriot reçut ce mémoire britannique, il put se dire que les Allemands n'avaient jamais aussi bien plaidé leur cause. Et pourtant M. von Krosigk était un « Monsieur » et M. von Neurath en était un autre! Mais comment désenvoûter les experts de la Cité? Comment ramener au simple bon sens français, à l'humble analyse cartésienne, ces financiers anglo-saxons d'imagination brouillée par le tourbillon allemand? M. MacDonald allait peut-être desserrer à tout jamais l'étreinte du cher Herriot, lorsque, tout à coup, le jeudi 23, M. Hoover, par son message, la resserra pour l'anniversaire de

son moratoire. Ce ne fut pas fait exprès, sans doute, mais ce fut ainsi. Devant ce nouveau coup de diplomatie à l'américaine, M. MacDonald se retourna sans hésiter vers la France. Les Anglais ont beau apprécier fort leurs cousins américains, il y a tout de même des limites au sans-façon, n'est-ce pas? Avoir été partenaires à égalité dans l'accord naval de Washington en 1921 et se voir traités, ainsi de haut en bas, à Genève, en 1932! C'était plus que n'en voulait supporter le chef d'un Cabinet britannique d'union nationale. *Rule, Britannia...* Les Américains allaient-ils faire ainsi la leçon à l'Europe, pour le principal profit des Allemands, des Italiens et des Russes? M. MacDonald ne le pensa pas.

Le jeudi 23 juin à 16 heures, il convoqua M. Herriot et M. Germain-Martin. Moins tendu, plus conciliant, il dit tout à coup : « Il faut conclure. Je vous propose deux choses : 1° A quoi que nous adhérions nous réserverons notre ratification jusqu'à ce que les États-Unis aient fait connaître leur attitude et nous ne nous séparerons pas devant eux;

2° Je suggère aux Français de se mettre d'accord avec les Allemands : ils ne vous offriront tout de même pas six pence, et vous, vous ne leur demanderez tout de même pas cent milliards, n'est-ce pas, Herriot? »

Notre Premier n'en croyait pas ses oreilles, mais ses yeux n'en firent rien voir. Il saisit au bond la balle favorable et dès jeudi soir commença de causer séparément avec von Papen, et Germain-Martin avec von Krosigk.

Le rapprochement franco-britannique était ainsi décidé. Sans doute était-il en l'air depuis des mois et dans la logique depuis des années. Remercions tout de même cette « unilatéralité » du message Hoover qui nous a valu la bilatéralité MacDonald-Herriot! Il y a des effets-massues dont il ne faut pas abuser. Après le moratoire, c'était assez, mais après le message, ce fut trop.

Ce qui s'est déroulé ensuite à Lausanne, c'est la mise en œuvre, lente et progressive, de ce rapprochement franco-britannique. Rien d'une alliance, encore moins d'une « entente cordiale »: les Anglais n'en veulent plus entendre parler, et, par ailleurs, le train de l'univers a évolué depuis trente ans. Mais quelque chose d'autre et peut-être de mieux : une atmo-

sphère commune pour regarder la crise, pour y respirer plus à l'aise, pour y chercher ensemble la voie large où reprendre haleine et confiance. Que Lausanne et Genève aient pu rendre possible cela, c'en serait déjà assez pour justifier ces deux Conférences devant l'Histoire.

En dehors même d'une atmosphère plus précieuse que tout, des résultats tangibles apparurent, que la politique française ne saurait dédaigner. Ils furent matérialisés dans la réunion des Cinq Puissances invitantes, tenue à Lausanne le 29 juin, puis dans la seconde Déclaration que le Président MacDonald fit en leur nom, enfin dans la constitution d'un « Bureau commun » de la Conférence, où les Cinq Puissances furent représentées chacune par un délégué. La déclaration du 29 reconnaissait :

1° Que le règlement des Réparations devait être résolu d'abord et avant tous autres;

2° Que ce règlement devait être conforme aux conclusions du Rapport des experts de Bâle;

3° Qu'un moratoire immédiat pouvait être accordé à l'Allemagne, vu son insolvabilité momentanée;

4° Que la Conférence de Lausanne doit aboutir à un résultat substantiel, lequel devra être adapté à un règlement mondial, auquel participeront les États-Unis d'Amérique.

Par ces quatre points, M. MacDonald, au nom des Cinq, replaçait la Conférence dans le carré d'où les puissances « révisionnistes » (Allemagne, Italie, etc.) avaient essayé de la faire évader. Mais il ne définissait pas encore le « résultat substantiel » à inscrire dans ce carré. Il en laissait la charge au Bureau de la Conférence, mais tout le monde avait compris que ce résultat ne pouvait plus être le coup d'éponge intégral. On s'acheminait, non sans achoppements, vers « l'ajustement proportionnel » annoncé dans mon article du 1er juin.

Cet ajustement proportionnel, les Français et les Allemands se mirent à le chercher, à le définir, à le discuter, dans leurs entretiens alternés du vendredi 24 et du samedi 25. En vain la délégation italienne tenta-t-elle de troubler le jeu par un manifeste brusqué pour le « coup d'éponge ». Les Américains, à la cantonade, avaient fait la grosse voix, ils avertissaient les ambassadeurs d'Europe qu'ils n'approuvaient nullement

l'annulation des Réparations. Cette fois, les Allemands comprirent. On se mit à disserter autour d'un « reliquat forfaitaire » payé une fois pour toutes. Serait-il, ce reliquat, de cinq ou de quatre ou de trois milliards de reichsmarks? En capital ou en annuités? En obligations de la Reichsbahn ou en bons du Reich? A intérêts fixes ou à fixer, à l'unanimité ou à la majorité, par la Banque des Règlements Internationaux? Ample matière à chicanes, à dires d'experts, à reculades et à reprises d'audiences. M. von Papen jouait de Berlin, en diplomate consommé de l'ancienne « carrière ».

Cependant les deux pinces du rapprochement franco-britannique se resserraient. Après Lausanne et Genève, Bâle entra dans le circuit : l'opération pratique fut en vue. Quand des experts internationaux et des banques d'émission voient poindre des milliards de devises, plus de coup d'éponge possible : il faut que l'ardoise soit couverte.

Respect des contrats, honneur des signatures, règlement acceptable pour le débiteur allemand, ce n'était déjà pas rien que ce résultat franco-britannique. Mais il atteignait plus profond et plus loin, plus profond, car il constituait pour la première fois un front financier européen en face du créancier américain; plus loin : car il amorçait un aménagement de l'économie générale de la planète.

Combien de fois ai-je eu l'occasion de dire au Sénat, d'écrire dans la presse, que ni l'Angleterre, ni la France ne sont spécifiquement *européennes*, mais *intercontinentales*! Les deux premières puissances coloniales de la planète ont des intérêts et des obligations sur tous les océans et dans tous les territoires. Pour elles deux, l'ère du continentalisme est dépassée; plus de bloc européen, c'est du globe entier qu'il s'agit pour leurs destins; les États-Unis de France s'entrecroisent avec ceux de la « Communauté Britannique ». Ce sont deux grands phares dont les feux interfèrent sur toutes les mers pour le rayonnement de tous les rivages. Comment se conjugueront le mieux les deux plus hauts foyers de la civilisation d'aujourd'hui? C'est encore la nuit de l'avenir. Mais rien n'interdit d'espérer que la double déclaration de Lausanne ait été l'étincelle d'un commencement.

II

LE RALLIEMENT ITALIEN

Une seconde conséquence de Lausanne aura été le ralliement italien à la position franco-britannique. Alors que, le 10 avril dernier, le Grand Conseil Fasciste s'était prononcé avec éclat pour une annulation totale des Réparations et Dettes de guerre, alors que le 24 juin, en pleines tractations franco-allemandes, la Délégation italienne avait lancé le brûlot de son manifeste contre tout arrangement forfaitaire, tentant ainsi d'acculer les Allemands à l'intransigeance, un changement à vue se produisit le lendemain et M. Grandi, après un aller et retour à Milan, où sans doute étaient parvenues les instructions du *Duce*, cessa de contrarier l'attelage MacDonald-Herriot et entra lui-même dans les brancards. A partir de ce moment, l'Allemagne se trouvait isolée et son refus de tout règlement devenait plus dangereux.

Malgré maintes ruades et saccades avant l'accord final, souhaitons que le ralliement italien soit définitif, L'Italie est l'une des plus grandes puissances du monde : elle peut et doit s'avancer à égalité dans la voie large rouverte par le rapprochement franco-britannique. M. le comte de Fels, dans l'article qu'il vient de donner à la *Revue de Paris* sur l' « Énigme Italienne », a lumineusement exposé les vues nouvelles de l'Italie fasciste. Avec ses 45 millions d'habitants unifiés et embrigadés, elle vise à replacer la Péninsule sur le plan historique de l'Empire Romain. Corporative et dictatoriale à l'intérieur, elle s'appuie à l'extérieur sur toutes les forces qui lui paraissent pouvoir contrebalancer celle de la France. « Son ambition extérieure, écrit M. de Fels, s'étend aux quatre points cardinaux, mais elle y rencontre partout et uniquement la France. On parle couramment en Italie d'une récupération de la Savoie et du comté de Nice, de la conquête de la Corse et de la Tunisie, de l'obtention du mandat sur le Cameroun, de l'accès au lac Tchad. Tout cela aux dépens de notre pays. » Rien de plus exact : tous ceux qui ont fait de récents séjours un peu prolongés en Italie le savent. Et M. de Fels ajoute avec une objective justesse : « Aujourd'hui le voyageur français est frappé à la fois par la courtoisie de l'accueil et de l'hospitalité

qu'il reçoit et par le ton acrimonieux de la presse transalpine qui ne laisse jamais passer une occasion bonne ou mauvaise d'incriminer notre pays. » De quoi est faite cette animosité de l'Italie officielle contre la France? D'éléments assez divers.

Le premier de tous est la surprise que la France se soit si vite et si puissamment relevée d'une guerre où quinze cent mille morts, des millions de blessés, dix départements envahis et saccagés, des finances épuisées, semblaient devoir la faire passer au second rang des puissances latines. Le premier rang, l'Italie l'avait calculé secrètement pour elle, de 1915 à 1918, dans la Méditerranée et l'Europe danubienne, au lendemain de la victoire. Amère lui fut cette victoire dont la France sortait plus forte. D'autant plus amère, que les fruits italiens en furent plus rares par l'insuffisance de ses négociateurs! Sans doute MM. Clemenceau, Wilson et Lloyd George ne sont-ils pas sans reproche : mais que dire de MM. Orlando et Salandra? M. Mussolini et son équipe ont brillamment rétabli, autant qu'ils l'ont pu, le prestige de la diplomatie italienne : mais pourquoi s'en prendre à la France d'échecs dus surtout à des faiblesses d'Italie?

La sincère et fidèle admiration que j'ai toujours témoignée à l'Italie de tous les temps, et qui s'était manifestée avant la guerre par mes *Résurrections italiennes*, dont M. Tittoni a bien voulu dire un jour qu'elles furent en 1911 la prophétie de 1922, cette admiration de l'esprit qui est en même temps une amitié du cœur, m'autorise à dire à l'Italie que son meilleur destin n'est pas dans une contradiction perpétuelle avec la France. Émulation, oui; collaboration serait bien aussi. Une diplomatie purement formelle, qui consisterait à prendre partout le contre-pied de la France sans se soucier même du fond, ne serait que l'apparence d'une grande politique. Ne vaut-il pas mieux rechercher sincèrement, en Afrique, en Méditerranée, sur le Danube, ce qui peut associer les intérêts, concilier les aspirations, harmoniser les développements complémentaires? Si le règlement de Lausanne pouvait servir à rapprocher les hommes et diminuer les malentendus entre Rome et Paris sous l'égide de Londres, un grand pas serait fait sur le chemin de la paix véritable. Il ne serait indigne ni de M. Herriot ni de M. Mussolini de s'y engager à fond.

III

L'INCERTITUDE ALLEMANDE

Qu'après les campagnes de M. Schacht, les succès de M. Hitler, les imprudences de M. Brüning, il se soit trouvé un chancelier allemand pour ne pas refuser tout arrangement à Lausanne, c'était un acte de courage dont on pouvait faire honneur à la lucidité diplomatique de M. von Papen s'il ne s'était pas livré ensuite à des maquignonnages de chiffres et des confusions de programme peu dignes de la diplomatie véritable.

Quoi qu'il en soit, au bout du compte, l'Allemagne ne fait que gagner dans cette affaire, puisque plus des trois quarts de la charge du Plan Young sont enlevés de ses épaules. Que lui reste-t-il à payer de toute son énorme folie de la guerre? A peine quelques milliards de reichs-marks en capital, dont l'annuité ne dépassera pas deux cents millions par an, sur un budget général de plus de dix milliards. Encore cette annuité sera-t-elle moratoriée jusqu'au dégel du crédit de l'Allemagne. C'est donc pour rien, ce serait pour rien du moins, s'il ne fallait tenir compte de la psychose allemande, de ce dégoût de tout, qui se conjugue avec l'appétit de tout, et qui ferait engloutir au Reich tous les milliards de l'univers sans en pouvoir restituer un seul. Dollars, sterlings, francs, lires, rien n'a été de trop pour l'Allemagne depuis dix ans, et cependant l'Allemagne a cinq millions de chômeurs et son économie ne s'équilibre pas. Faim et soif perpétuelles l'agitent; rien ne la rassasie, ni ne la désaltère. Faim de quoi? Soif de quoi? De considération? D'égalité? Qui lui rendra son point de fixation, son centre de gravité, si elle les eut jamais?

L'arrangement de Lausanne, s'il devient définitif, permettra de pousser plus avant, plus solidement, cette collaboration franco-allemande qui s'est ébauchée par la Commission économique de 1931-1932. Cette Commission n'a pas fait d'inutile besogne. Le mauvais traité de commerce de 1927 qui a chaviré les exportations françaises et hypertrophié les exportations allemandes, créant ici la carence et là le dumping, a

été peu à peu remplacé, pièce à pièce, par une série de cartels et de contingentements (plus de 45 en moins d'un an) qui s'essaient à ajuster les productions complémentaires des deux côtés du Rhin. Pareille œuvre devra être poursuivie, étendue, poussée à fond. En même temps, les deux gouvernements de France et d'Allemagne devront reprendre, sur le terrain de la diplomatie économique, une politique de participation avec l'Italie en Europe Centrale et Orientale. Pas d'Anschluss : l'Autriche autonome doit rester la pièce politique maîtresse, fragile mais indispensable, du nouveau Danube d'après-guerre. Point non plus de cet « émiettement parcellaire », conception chère à une Italie, qui voudrait des Balkans divisés pour y régner plus aisément; mais, au contraire, un circuit homogène dont le Danube soit le courant et qui rétablisse la circulation des produits dans toute l'Europe sans fermer la porte aux commerces d'Asie et d'Amérique. Politique de large reconstruction danubienne sur le plan européen et même intercontinental, voilà l'avenir. La Conférence de Lausanne y réussira-t-elle après avoir aménagé le passé, c'est-à-dire les Réparations et les Dettes de guerre? Il est déjà essentiel que l'Allemagne n'ait pas dit non. Soyons assurés qu'elle finira par dire oui si l'Amérique finit par le lui faire dire.

IV

L'ARBITRAGE AMÉRICAIN

Un fait a dominé, dans les coulisses, toute la négociation de Lausanne : les États-Unis d'Amérique ne voulaient pas du coup d'éponge en Europe! Ils l'ont fait savoir discrètement aux diverses chancelleries d'Europe. Les Britanniques l'ont su dès la fin de mai; M. Stimson en a averti M. Claudel au début de juin; Berlin ni Rome, finalement, ne l'ont point non plus ignoré. Voilà qui rendait impossible, quelque envie qu'on en eût partout, sauf en France, toute annulation globale et définitive des réparations.

Quelles raisons les Américains ont-ils données de leur opposition à l'ardoise nette? Il y en a eu de trois ordres : juridiques, financières, politiques. Juridiques : il n'est pas

bon de déchirer des contrats, même à plusieurs, et la sainteté des obligations internationales doit être respectée. Financières : il ne se trouvera plus un souscripteur américain pour des « investissements » européens, si les dettes publiques peuvent être protestées sans contre-partie à l'échéance. Politiques : les Européens ne paieront pas les États-Unis, si les Allemands ne paient pas les Européens. Et il ne serait pas bon que les Européens fussent déliés de leurs paiements, tant qu'ils n'auront pas diminué leurs armements. Toutes ces raisons, qui rejoignaient la morale américaine avec l'intérêt américain, ont fait peser les États-Unis sur Lausanne. Et leur poids fut prépondérant sur les revirements finaux de Berlin et de Rome, car des commanditaires et des créanciers savent toujours se faire entendre lorsqu'ils le veulent!

La France, elle, était plus indépendante, car « qui a terme ne doit rien » et j'avais pris soin, par l'Accord Mellon-Bérenger, d'éviter tout « investissement », toute dette privée, tout « crédit extérieur ». Même pour le concordat de notre dette politique, il est bon qu'on le sache, en tout et pour tout, la France ne doit payer aux États-Unis, le 15 décembre prochain, que 19 261 000 dollars, soit à peine 482 millions de francs. Elle était donc vraiment libre aux entournures, et, par ailleurs, l'opposition américaine au coup d'éponge rentrait dans ses vues.

Que feront maintenant les États-Unis avec « l'ajustement proportionnel » de Lausanne? C'est ce que se sont tout de suite demandé les débiteurs européens. Et ils ont sagement résolu, cette fois, semble-t-il, de ne plus se présenter en ordre dispersé devant l'unique créancier américain. Par le *gentlemen's agreement* réalisé, les divers gouvernements ont décidé de réserver leurs ratifications respectives jusqu'à leur accord d'ensemble avec le gouvernement américain.

L'on ne voit pas, d'ailleurs, comment ce gouvernement pourrait faire obstacle à cette procédure, car c'est lui-même qui l'a recommandée. D'abord, le 23 juin 1931, c'est M. Hoover qui a lié les dettes « intergouvernementales » en les moratoriant toutes d'un même coup. Ensuite, c'est le même Président Hoover qui, fin octobre 1931, dit à notre Président Laval : « Arrangez-vous d'abord entre Européens, puis revenez

causer avec nous » et qui contresigna ce communiqué officiel Hoover-Laval : *En ce qui concerne les obligations intergouvernementales, nous reconnaissons qu'avant l'expiration de l'année de suspension Hoover, un arrangement, couvrant la période de dépression économique, peut être nécessaire, arrangement sur les termes et conditions duquel nos deux gouvernements font toutes réserves. L'initiative de cet arrangement devra être prise par les puissances européennes principalement intéressées, dans le cadre des accords en vigueur avant le* 1er *juillet* 1931.

Quel accueil sera réservé à ces puissances, lorsqu'elles se représenteront à Washington conformément à ces précédents? Nous ne le savons pas, personne ne le sait. Mais ce que nous savons, ce que chacun sait, c'est que la dépression économique n'est pas close et que l'arrangement prévu est plus que jamais nécessaire.

Autant que toute autre, pour ne pas dire plus que toute autre, la nation américaine a été et reste profondément touchée par la crise qui ruine la planète. Commanditaires, créanciers, percepteurs d'intérêts en Europe, les États-Unis n'ignorent plus qu'il faut réduire le fardeau des débiteurs, si l'on ne veut pas naufrager, ou même couler à pic tous ensemble.

C'est vers l'avenir du capital en production, plus que vers le passé du capital en arrérages, que l'organisation humaine doit se tourner aujourd'hui. Le salut pour tous est en avant et non pas en arrière. Ne garder du passé que le lest nécessaire à la traversée dans la tempête, ce sera la sagesse d'un continent à l'autre. Et puisque l'Europe vient d'alléger son lest à Lausanne, pourquoi l'Amérique se refuserait-elle au même geste, en son Capitole de Washington?

HENRY BÉRENGER

TEL QU'EN LUI-MÊME...[1]

XII

Immobile sur l'étroit palier, Dargoult attendait, le cœur battant. Nul bruit ne venait de la chambre close. Un moment, le jeune homme pensa que Moktar s'était trompé, que Chavegrand n'était point là. Il heurta sans confiance à la porte.

Il y eut un moment de silence et déjà le visiteur, déçu, songeait à rebrousser chemin quand retentit la voix de Simon. Elle était basse, assourdie :

— Entrez, Moktar. Entrez donc!

Dargoult tourna le bouton.

— Comment, c'est vous! — fit Chavegrand.

Il était à genoux devant une grande malle ouverte dont le couvercle le cachait jusqu'aux yeux. En apercevant Louis, il eut un faible mouvement de contrariété.

— Je vous demande pardon, — dit-il enfin. — Je n'attendais personne... Non! Non! Entrez quand même. Je vais ranger toutes ces nippes.

Et comme Louis restait, interdit, dans l'entrebâillement de la porte, Simon reprit avec plus de cordialité :

— Entrez, mon ami, et pardonnez-moi ce piètre accueil : je n'attendais personne et rêvassais à des souvenirs.

— Simon, — fit Louis en pénétrant dans la pièce, — je voulais être le premier...

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juin et 1er juillet.

Il tremblait un peu. Sa voix, détendue par l'émotion, fléchit soudain.

— Le premier? — répéta Chavegrand, le visage rétif.

— Ah! — reprit Louis balbutiant, — ne me demandez pas d'expliquer ce que vous comprenez très bien. Je sais ce qui s'est passé. J'ai rencontré le docteur Arnauld. Il m'a confié... J'attendais votre retour pour vous dire...

Une fois encore, Louis s'arrêta, confus. Chavegrand venait de se lever. D'un coup de pied distrait, il referma la malle.

— Je crois, — dit-il, — vous avoir écrit quelque chose au sujet d'une lettre à votre adresse. Elle est toujours là, dans la malle. Je viens de la voir. Qu'elle y reste! On ne sait jamais.

Il laissa, pendant une minute, sa tête s'incliner vers l'épaule, attitude que Dargoult ne lui connaissait pas, puis il répéta : « On ne sait jamais. »

Le jeune homme fit encore un pas et reprit avec plus d'assurance et de chaleur :

— Simon, vous êtes, je le sais, un homme extraordinaire. Ne me repoussez pas quand je viens vers vous le cœur plein de joie et de reconnaissance. Simon, je suis votre ami et je sais...

Chavegrand haussa les épaules et sourit faiblement.

— Vous en savez peut-être plus que moi. Il paraît que le docteur Arnauld est un poète. Vous a-t-il dit, par exemple, que les quatre malheureux sont morts?

— Je le sais, mon ami, et je le déplore comme vous.

— Écoutez, — dit soudain Simon, — j'espérais que l'on ferait le secret sur cette affaire et que, par conséquent, on me laisserait tranquille. Tant pis! Si vous y tenez, je peux vous dire ce que j'en pense. Sortons ensemble, voulez-vous? Allons au grand air, n'importe où. Un peu de vent me fera du bien. Je suis las et, en outre, soucieux, ce que je vous prie de me pardonner.

Les deux hommes sortirent et s'acheminèrent sans parler vers le rivage du lac, où l'on achevait de tracer une avenue à travers de vastes espaces marécageux. Des charroyeurs clabaudaient, au loin, derrière leurs voitures chargées de débris. Une violente odeur de pourriture marine venait par bouffées du lac où pêchait une compagnie de flamands roses.

Le ciel était gris, pesant et comme frénétique. A gauche, des bâtisses galeuses, poussées au bord des fondrières. A droite, par delà les lèpres palustres, des terres verdâtres, embrumées, et, parfois, un bouquet de palmes qui, ce jour-là, semblait une allusion dérisoire aux enchantements africains.

— C'est laid, — dit Chavegrand avec un soupir. — Mais ici, du moins, nous sommes tranquilles.

Les deux hommes firent encore quelques pas en silence, puis Dargoult s'écria :

— Simon, vous m'avez étonné dès les premières heures de notre rencontre et vous m'étonnez bien davantage aujourd'hui, aujourd'hui que je suis votre ami. Depuis cinq jours, nous vivons, Gertrude et moi, dans la joie, car nous savons que vous avez fait, une fois de plus, une action qu'il faut bien appeler une belle action. Ne protestez pas! Quand je devrais me fâcher avec vous, je réclame le droit de juger admirable votre conduite en cette affaire. Et je viens à vous, croyant vous trouver heureux...

Chavegrand s'était arrêté, regardant le jeune homme. Un regard noir, non pas froid, mais mobile et comme farouche, un regard que Dargoult soutint mal.

— Qu'avez-vous de changé, Simon? — fit-il avec embarras. — Qu'y a-t-il de changé dans votre visage?

— Rien, rien, — fit Chavegrand, détournant la tête. — J'ai cassé mon binocle, pendant cette histoire de la Rabta. J'ai trouvé dans mes bagages une vieille paire de lunettes. Plus commode, quand même. C'est peut-être ça qui vous étonne. C'est sans importance.

— Oui! — balbutia Dargoult, — sans importance.

Il reprit en hésitant :

— Je pensais vous trouver heureux...

Chavegrand secoua la tête.

— On ne sait pas, on ne sait jamais ce qu'il faut faire pour être heureux.

Il souleva deux ou trois fois les bras d'un air ennuyé, puis saisit Dargoult par un bouton de la veste.

— Vous avez vu le grand docteur ou professeur Arnoux ou Arnauld, je ne sais pas. Excusez-moi. Je suis un ignorant, oui, un ignorant, vous avez pu déjà vous en apercevoir.

Je suis plus âgé que vous. J'ai l'air de savoir beaucoup de choses. En fait, à peu près rien. Je peux apprendre à conduire une puissante automobile, comme ça, du jour au lendemain, ou presque. Je peux m'acheter des vêtements princiers. Je peux même faire ce que vous appelez une action admirable. Mais je ne peux pas, du jour au lendemain, ne plus être un ignorant. Enfin, passons. Le grand docteur vous a tout dit, tout raconté, c'est-à-dire pas grand'chose. M. Conseil a demandé quelqu'un pour s'enfermer avec lui et ces pauvres diables. J'étais là, j'étais seul infirmier dans la pièce. Je pourrais presque jurer que le docteur Conseil m'a regardé fixement. Peut-être l'ai-je imaginé. Presque la main forcée, s'il faut être sincère. Bref, je me suis proposé. On m'a pris. On m'a fait une ou deux piqûres, je ne sais plus très bien. On m'a conduit en automobile sur cette colline qui domine la ville. M. Conseil et moi, nous avons enfilé des espèces de combinaisons : blouses, tabliers, etc... Plus un masque ou cagoule. Et nous sommes restés là. Je ne saurais plus dire au juste : deux ou trois jours, le temps que les hommes meurent. Car ils sont morts tous les quatre. Nous avons été parfaitement inutiles. Passons encore.

— Le docteur Arnauld dit que la ville entière a échappé à un grand danger.

— Ne vous agitez pas. Les quatre hommes étaient condamnés. Nous avons, somme toute, assisté à leur mort. Pour la ville... N'exagérez rien.

— Simon, — dit le jeune homme, — vous pouvez, s'il vous plaît, calomnier votre abnégation. Mais nous sommes libres de penser ce que nous voulons.

— Attendez encore, — dit Simon, ramenant sur Dargoult son regard sombre et tourmenté. — Attendez : je n'ai pas tout dit. Vous parlez d'abnégation! Puisque vous m'y forcez, je vais tâcher de vous expliquer tout. J'ai eu un bon moment, oui, un très bon moment. Entre onze heures et onze heures et demie, peut-être. Après la résolution ou, si vous voulez, l'acceptation. Dargoult, vous avez tort de me faire parler de tout ça.

— N'en parlons plus, Simon.

— J'ai pris la résolution ou, si vous préférez, accepté

la chose dans un très bon mouvement. Et voilà, comme nous arrivions à la Rabta, j'ai commencé de tout regretter. Oui, j'ai terriblement regretté. J'ai même été sur le point de demander à m'en aller. Quelle honte, Dargoult! Mais c'était fini. J'étais pris. Nous étions enfermés. Et puis, il y avait M. Conseil. En voilà un qui doit être heureux! Il fait tout si simplement. On ne sait jamais, d'ailleurs. Il faut être à l'intérieur de la bête pour parler de bonheur. Je ne pouvais donc pas m'en aller. Et même, s'il faut tout vous dire, je n'avais pas peur.

Chavegrand fit, très vite, trois ou quatre pas, s'arrêta, baissa la tête et reprit.

— J'ai surtout peur de l'homme. On me dirait, la nuit : il y a un homme... La maladie, non, je ne suis pas extrêmement peureux. Peur de souffrir, ça, bien sûr. Mais je ne risquais guère de souffrir. Même je l'ai demandé au docteur Conseil, dans la voiture. Enfin, je n'avais pas très peur. Aucun mérite, c'est clair. La cagoule, oui, c'est désagréable. Alors, Dargoult, vous comprenez bien que, si l'on n'a pas peur, qu'est-ce qui reste de tout ça? Rien, rien. Le cœur sec, comme toujours.

— Moi, — dit Louis décontenancé, — moi, Simon, je vous envie. J'ai toujours pensé que s'il m'était donné d'accomplir un acte de dévouement...

Chavegrand fit le geste de chasser une mouche.

— Accomplir un acte de dévouement! Mais, je ne songe qu'à ça.

— Si je ne vous respectais pas, — dit Louis d'une voix vibrante, — je dirais, Simon, que vous vous moquez de moi. Vous avez sauvé ma fille. Comment appelez-vous ça? Je vous ai vu, Simon, et je ne l'oublierai jamais. Je vous ai vu sortir entre les roues, en rampant sous le wagon.

— Moi, — dit Chavegrand d'un air étonné, — je ne suis pas sorti entre les roues.

— Simon!

— Mais non, mais pas du tout. Les wagons ont reculé, je ne sais plus au juste, et je me suis relevé, rien de plus. Mais je ne suis pas sorti en rampant. Qu'est-ce que c'est que cette histoire?

— Mon ami, mon ami, êtes-vous donc de ces âmes inassouvies qui doutent même de leurs meilleures œuvres?

— Vous avez tort, Dargoult, de me parler de cette histoire. Si je vous ai demandé le silence, peut-être est-ce parce que je préfère n'y plus penser. Vous êtes un enfant, Dargoult : vous allez m'obliger à dire tout haut des choses auxquelles les paroles ne font pas de bien. Et maintenant, plus moyen de reculer. Comme tout le monde, j'ai rêvé d'être un de ces hommes... Il y en a : voyez le docteur Conseil ! Un acte de dévouement véritable, Dargoult, c'est le fruit de la réflexion qui pèse tout et qui choisit, c'est le résultat ferme et serein d'un grand débat intérieur. Eh bien, voulez-vous que je vous dise la vérité sur cette histoire de Marseille? Si j'avais été de sang-froid, jamais je ne me serais jeté sous ce wagon. Mais quoi! Je n'ai même pas eu le temps de réfléchir. Cela m'a saisi au ventre comme la pire de mes peurs. Il m'a semblé que je fuyais une fois de plus. Vous dites : un acte d'héroïsme, cela m'a fait mal comme toutes les autres choses laides. Et vous voulez que je sois heureux et vous appelez ça une belle action! Ah! comme ça m'a rendu triste! Comme c'est loin de ce que j'avais imaginé!

Chavegrand retira ses lunettes et les essuya longuement avec son mouchoir. Il s'était tourné vers le large, respirant à grands coups l'haleine iodée du marais. Puis il remit ses lunettes, fit quelques pas d'un air plus calme et revint vers le jeune homme.

— Je crois, — dit-il en s'efforçant de sourire, — que vous m'aurez fait dire aujourd'hui beaucoup de bêtises. Si vous étiez vraiment mon ami, Dargoult, vous sauriez qu'il est charitable de ne pas me faire parler de moi. La parole n'a pas été donnée aux hommes de mon espèce comme un allègement, mais comme un poison. Retournons sur nos pas, voulez-vous? J'ai du travail à la maison. Oui, fumez, si le cœur vous en dit. Vous savez que je ne fume jamais. Tenez, puisque vous m'avez entraîné hors du raisonnable, je vais vous montrer un document curieux. Lisez cette lettre.

Il tira de sa poche une lettre toute froissée qu'il tendit à Dargoult.

— Un jour de plus, — poursuivit-il pendant que le jeune homme parcourait la lettre qui était tapée à la machine sur papier commercial, — un jour de plus, et c'est vous qui, comme

je vous en avais prié, l'auriez ouverte, cette lettre, avec les autres. Avouez qu'elle ne vous aurait pas dit grand'chose. Une lettre de la Compagnie N. T. M. La fameuse compagnie, avec laquelle je suis lié par traité. Un inspecteur de la Compagnie est venu paraît-il, en mon absence. Un vrai malheur! Ce n'est pas votre affaire, Dargoult, c'est la mienne. Et, juste, je n'étais pas là. J'étais à la Rabta, comme ils disent, en train de faire une belle action. L'inspecteur ne peut rien connaître à cette histoire de la Rabta. Seulement le bureau de Paris me fait savoir que, si ma maison n'est pas mieux gérée, je risque la résiliation du traité. Le bureau de Paris n'a pas tort. Un bon marchand de phonographes doit vendre ses phonographes et ses disques. Le reste est sottise. Que chacun demeure à sa place. Ne croyez pas, Dargoult, que j'attache la moindre importance à cette lettre. Elle m'a peut-être irrité. Je n'ai pas su vous le cacher. C'est fini. Je vous remercie du soin que vous avez pris de surveiller Moktar en mon absence.

Dargoult marchait pensivement, près de son étrange compagnon. Au nom de Moktar, il releva la tête.

— Puisque vous parlez de Moktar, — dit-il, — je pense que vous avez eu tort de laisser votre revolver entre les mains de cet enfant. Permettez-moi de vous donner très amicalement ce conseil.

— De quel revolver parlez-vous? — demanda Chavegrand. — Je n'ai jamais possédé le moindre revolver. Que ferais-je d'un revolver?

— J'ai vu, entre les mains de Moktar, un revolver qu'il m'a dit vous appartenir.

— C'est bien surprenant, — fit Simon. — Voilà un mystère qui sera d'ailleurs vite éclairci.

— Chavegrand, — reprit le jeune homme, — vous êtes, je suppose, las, irrité. Je suis bien confus de vous avoir parlé, non sans présomption, de choses très intimes et qui demandent en effet, vous avez mille fois raison, le secret de la conscience. Pardonnez-le moi. Pardonnez-moi, de même, d'oser vous donner encore un avis : défaites-vous de ce garçon, Moktar. Je l'ai regardé d'assez près. Ce n'est pas le serviteur qu'il vous faut. Il ne me plaît pas.

Chavregand haussa deux ou trois fois les sourcils et répondit avec vivacité :

— Il ne me plaît pas non plus. Mais quoi! le dévouement, le fameux dévouement, il est peut-être à côté de cette pauvre brute. J'y pense. J'y penserai, je vous assure.

XIII

Ce Chavegrand amer, débridé, entrevu l'espace d'une heure, dans le souffle du lac malade, Louis ne le retrouva point les jours suivants et put même croire qu'il ne l'avait rencontré qu'en songe.

— Tu comprends, — expliquait-il à Gertrude attentive, — il était extraordinairement las, presque exténué. Jamais je ne l'avais vu comme je l'ai vu ce jour-là. Lui, si réservé, ne se contenait plus. Peut-être aussi l'exaltation de son acte. Il m'a dit, sur le dévouement, des choses bien étonnantes, presque déconcertantes. J'étais là, ne sachant que répondre et n'ayant pas même envie de répondre. J'en reviens toujours au même point : ce n'est pas un homme que l'on puisse ramener à la commune mesure. Mais, maintenant, maintenant, c'est à n'y pas croire. Le nuage est passé. Une belle figure calme! Un homme reposé, noble. Notre Chavegrand, quoi! Pourtant, il travaille beaucoup. Vois, Gerty, ce ciel pur! Quel beau temps! Comment ne pas être heureux?

Mars éclatait comme un concert de trompettes. Le ciel versait à plein cratère une lumière délectable, cette lumière sans mémoire et sans projet qui laisse l'homme béat entre l'expérience incomprise et la menace méprisée.

Les autochtones ne prenaient pas seuls part à la fête solaire. Les hommes du nord, touchés aussi par ces délices végétales, oubliaient parfois, pendant toute une heure, pendant tout un jour, leurs calculs et leurs visées pour succomber à l'allégresse.

Bien que l'ascension du printemps ne laissât pas Simon Chavegrand insensible, au lieu de lui donner loisir et rémission, elle semblait aviver en lui la belle flamme un instant obscurcie.

Ce mois de mars fut, pour Simon, du moins au sentiment de ses amis, un mois de grâce et de bénédiction.

Il y eut d'abord, du côté de Moktar, une histoire assez fâcheuse qui se termina dans l'apaisement. Un matin, comme il rentrait chez lui, Chavegrand trouva la cour envahie par une petite foule piaillante. Il aperçut tout de suite Moktar que les potiers contenaient à grand peine. Un Moktar écumant, hurleur, lèvre saignante, œil tuméfié. D'autres voisins formaient de-ci, de-là, des groupes animés d'une éloquence querelleuse. Il fallut à Simon beaucoup de patience et d'autorité pour obtenir, de l'incident, une relation raisonnable. Moktar, en nettoyant les fenêtres, avait brisé l'une des vitres et s'était entaillé la main. Il était aussitôt sorti dans la cour, accusant le brocanteur italien d'avoir le mauvais œil et d'être cause du malheur. Bientôt saisi de frénésie, Moktar s'était jeté, les griffes en avant, au nez du bonhomme impassible. Le brocanteur, avec une adresse et un sang-froid bien imprévus, avait pris, sous sa voiture, une bûche d'olivier et l'avait lancée tout droit, visant le furieux à la tête. On avait alors, mais déjà trop tard, séparé les combattants. Une chamaille vétilleuse menaçait de s'envenimer chez les témoins.

Simon se fit répéter le récit par deux ou trois bouches différentes et vint vers Moktar, qui, détendu, commençait de pleurnicher. Simon entraîna Moktar dans la maison et eut avec l'adolescent un entretien secret, un entretien fort long, à l'issue duquel se produisit une scène qui fut jugée surprenante et même incompréhensible par les badauds demeurés dans la cour. Moktar, sous l'œil de son maître, s'avança vers le brocanteur et dit, en français, quelques phrases de repentir et d'humilité. Il ajouta, tout aussitôt, en tendant la main comme pour un serment, une vingtaine de mots arabes prononcés de façon très volubile, que nul ne comprit et qui semblaient la traduction des paroles précédentes. Le brocanteur, ahuri, posa sa pipe et se prit à hocher la tête. Les potiers indigènes regardaient la scène de loin, en silence.

Moktar se tourna vers son maître et rentra dans la maison.

— Moktar, — dit alors Chavegrand, — je voulais aussi vous parler de ce revolver que vous dites m'appartenir.

Le visage de l'Arabe exprima le plus sincère étonnement. Il affirma, plusieurs fois de suite, n'avoir jamais tenu sembla-

ble objet entre ses mains et même ne pas savoir très bien ce que pouvait être un tel objet.

— Vraiment? — dit Simon en se passant la main sur le front. — Aurai-je donc rêvé cette histoire de pistolet? Il faudra que j'en reparle à Dargoult.

Simon n'en reparla pas et même n'y pensa plus. Le miracle semblait accompli. Moktar fut, brusquement, silencieux, sage et concentré. Vint le début du ramadan, et Moktar observa les prescriptions, jour par jour, avec un scrupule farouche. Simon connut la paix.

La paix, non certes l'oisiveté. Car, vers le milieu du mois, il y eut l'affaire Soulagne.

Gabriel Soulagne était un ancien collègue de Dargoult. Licencié es-lettres, trop pressé d'argent pour atteindre à l'agrégation, il avait passé la mer et pris une place au collège Sadiki. Tout de suite, il s'était jeté dans la politique anti-coloniale avec une passion que ses propres partisans jugeaient intempérante. Sous la pression de la résidence, les autorités du collège avaient dû d'abord admonester, puis congédier ce collaborateur compromettant. Il avait, pendant plusieurs mois, vécu tant bien que mal de sa plume. Il donnait aux journaux avancés des articles brûlants que les gens « du milieu » jugeaient quand même un peu trop littéraires et publiaient à contre-cœur. Dans toutes les assemblées politiques, autorisées ou clandestines, il montrait son visage véhément et faisait retentir une voix que la misère et le courroux rendaient pathétique. Enfin, comme il allait être touché par un arrêté d'expulsion, il était tombé grièvement malade.

— C'est une pneumonie, — expliquait Louis. — En outre, il est faible, mal nourri, surmené. Il est intransportable et, malgré l'avis favorable de l'hôpital civil, refuse d'ailleurs obstinément d'être transporté. Nous nous sommes arrangés quelques amis et moi, avec le patron de l'hôtel, pour la pension et les soins. Mais quels soins! Et quel hôtel! Vous ne connaissez pas, Simon, ces quartiers populaires au voisinage du port? Oh! des rues à angles droits, bien sûr, comme en Amérique. Quelle tristesse! Hôtel de Belgrade! Ça sonne assez bien, n'est-ce pas? Mais il faut voir les chambres. Soulagne est peut-être un exalté, c'est d'abord une âme pure. Je l'ai tou-

jours dit et nous sommes quatre ou cinq de ses anciens camarades à penser qu'avec un peu de diplomatie, de doigté...

Simon rêvait, la tête penchée, la bouche entr'ouverte, et n'écoutait pas.

Le soir même, Dargoult et l'un de ses collègues, Magnier-Bedoux, garçon qui cachait un cœur tendre sous le masque du sceptique, se rendirent à l'hôtel de Belgrade pour prendre des nouvelles. Il était plus de neuf heures du soir. Le patron de l'hôtel, un Grec inquiet, que gênait fort ce pensionnaire indésirable, répondit en rechignant que les visiteurs pouvaient monter, mais que le malade n'était pas seul.

C'était une maison bruyante et malpropre. Un phonographe déversait dans les couloirs un déluge de musique ordurière, des rires giclaient d'une porte à l'autre, et des injures proférées dans toutes les langues méditerranéennes. Les deux hommes montaient, saisis d'amertume à l'idée de visiter un moribond dans cette sentine.

— Je sais, — disait Dargoult, — qu'il a vu le médecin ce matin; mais je n'ose espérer qu'on a fait sa chambre.

Parvenu devant la porte, les deux hommes s'arrêtèrent un instant, puis, n'entendant rien et jugeant qu'il était vain de frapper, ils entrèrent.

La chambre n'était pas complètement noire : une petite lampe à pétrole brûlait sur une table, au pied du lit. Un large morceau de carton en étouffait et dérivait la lueur. Le malade, étendu sur le dos, le regard grand ouvert, la face cramoisie, respirait avec peine et tortillait fiévreusement ses draps. Un homme était assis au pied du lit, mince dans une blouse blanche. A l'entrée des visiteurs, il se dressa, un livre aux doigts. Dargoult fut saisi d'étonnement :

— Quoi! Simon! Mais, mon ami, mon ami...

Chavegrand balbutiait un peu, l'air gêné. Il donnait des explications qui ressemblaient à des excuses.

— Je commence à connaître le métier. Alors, j'ai cru comprendre que, pour la nuit, une surveillance ne serait pas inutile. J'ai déjà fait prendre la potion et les cachets.

Le malade toussa, donna du pied dans le bois de son lit et dit d'une voix âpre en montrant Chavegrand :

— Qui est-ce?

Dargoult se pencha vers le lit :

— Un très cher et très bon ami.

— Pourquoi vient-il ici?

Dargoult resta quelques instants interdit, puis il répondit avec simplicité :

— Pour faire ce que les autres n'ont pas fait.

Il ajouta tout aussitôt :

— Soulagne, vous pouvez avoir confiance!

Le malade toussa, cracha, se tourna vers le mur et ne dit plus rien.

Magnier-Bedoux semblait malaxer quelque chose au fond de ses poches. Dargoult regardait la misérable chambre. Elle était en ordre. Une valise fermée, dans un angle. Un torchon propre sur la table, avec deux ou trois fioles, un verre, un réchaud à esprit de bois. Le lit était fait. Bref, un ordre un peu semblable à celui que savent répandre les femmes.

— J'ai lu l'ordonnance, — dit encore Chavegrand. — Je sais mettre les ventouses. Pour moi, voyez : j'ai un livre. On est presque content de trouver l'occasion de lire.

Dargoult lui serra la main sans parler et sortit, tirant son compagnon.

Comme ils arrivaient dans les quartiers du centre, Magnier-Bedoux entendit Louis qui murmurait :

— Quelle leçon! Quelle leçon!

Magnier-Bedoux se mit à siffler.

— C'est presque trop bien. Ça vous a comme un petit air quaker ou Vincent de Paul. Enfin, on ne sait jamais.

— Ne riez pas! — s'écria Dargoult. — Je ne peux tout vous dire de cet homme. Ne riez pas, mon cher! Je me sens plein de honte.

— Pourquoi? Moi, je suis très content, au bout du compte, de penser qu'il y a quelqu'un, cette nuit, près de Soulagne, puisque je n'ai pas eu l'idée et le courage de m'y coller moi-même.

— Demain soir, — soupira Dargoult, — je veux, à mon tour...

— Tatata! C'est du plagiat, mon vieux! Ces choses-là, ça ne vaut que par l'inspiration. Dites-vous bien que vous n'y avez pas pensé. Voilà qui est clair. Et laissez à ce gars-là,

votre ami, le bénéfice de sa performance, comme on dit dans les journaux de sport. Après tout, une nuit sur une chaise, Dargoult, c'est très désagréable.

Dargoult baissa la tête et ne répondit pas.

Les six nuits qui suivirent, Chavegrand les passa dans la chambre du malade. Dargoult vivait dans l'enthousiasme et la confusion. Chaque soir, il venait à l'hôtel de Belgrade, résolu chaque soir à réclamer son tour et, chaque soir, déconcerté par les paroles de Magnier-Bedoux : « Laissez-lui donc le bénéfice... »

Le matin du septième jour, la crise favorable se produisit. La fièvre tombait. Le malade exténué parut hors de péril.

Chavegrand avait encore maigri. Il avait le regard élargi, luisant, les joues mal rasées. Dargoult lui broyait les mains.

— Simon, pensez à vous!

Chavegrand répondit d'une voix faible :

— J'ai bien peur de ne pas penser à autre chose.

Il ajouta tout aussitôt.

— Avez-vous le temps de m'accompagner?

— Chez vous?

— Non. Jusqu'à l'hôpital. Il est l'heure. Je suis même un peu en retard. Je ne voudrais pas décourager le docteur.

En fait, Chavegrand jouissait maintenant, chez Sylvain Rude, d'une considération tacite, mais générale. Il y avait aussi la plus large liberté, venait à des heures irrégulières, y était toujours bien reçu, encore que le chirurgien ne se départît pas volontiers de ces façons bourrues ou goguenardes.

Ce fut le dernier jour de mars qu'eut lieu l'opération de Hassine ben Cedria.

XIV

Hassine, ramassé rue du Persan, par les agents de ville, à l'aube, devant la porte d'une prostituée, avait reçu deux ou trois coups de poignard dans le ventre et semblait perdu.

Le chirurgien le fit porter en toute hâte sur la table d'opération.

Hassine était un adolescent long et maigre, grêlé, comme Moktar, et, d'ailleurs, si semblable à Moktar qu'en le voyant

sur la civière, Simon fut, une seconde, saisi d'angoisse. Hassine avait dû beaucoup saigner, son visage était couleur de mastic, ses lèvres mauves, et mauves aussi les gencives qu'il découvrait dans une grimace funèbre. Le regard non pas éteint, mais agité, anxieux. Toute l'expression du visage, malgré la solennité de l'instant, trahissait une laideur bestiale, hostile, et Simon, son gros registre entre les mains, regardait le misérable avec une compassion mêlée d'horreur.

— Vite, vite, l'éther! — grogna Sylvain Rude. — Pas une minute à perdre. Il faut tâcher de sauver cette petite canaille. Rue du Persan! Et presque un gosse. Et qui jouait du couteau comme père et mère : on a suivi les traces de l'adversaire. Vite! Les pinces et les écarteurs. Allons, donnez-moi les grandes compresses que j'enlève tous ces caillots. Ah! voici la plaie. La plaie! Crédié! Les plaies! Deux, trois, quatre perforations. Pas plus? Non. C'est assez. Donnez-moi des aiguillées de soie. Oui. Que dit le pouls? Mauvais, bien sûr. Eh bien, qu'est-ce que vous attendez pour mettre le sérum en route? Et vous, là-bas, l'endormi! L'huile camphrée? Ne tire pas si fort, Bachir. Bien, nous allons, carrément, en laisser tomber cinquante centimètres. Encore des aiguilles. Cette petite canaille est capable de nous claquer dans les mains. Il ne descend pas, votre sérum. J'en ai pour dix minutes encore, pas même. Faites préparer des boules chaudes, évidemment.

Toutes ces phrases, prononcées sans hâte, de minute en minute, tombaient dans un calme profond, et l'âme de l'enfant Hassine flottait dans ce calme comme une fumée ténue que le moindre souffle va déchirer et dissoudre.

Enfin le chirurgien laissa filer un grand soupir et dit, remuant la tête :

— Les fils de bronze! Ils sont sur la table? Merci.

Le ventre fut refermé, l'homme découvert. Le corps gracile apparut, d'un ambre verdâtre. On voyait, sous les côtes, battre le cœur faible et précipité

Sylvain Rude arracha ses gants et saisit le poignet du garçon.

— Oh! — dit-il, — beaucoup de travail pour rien. Ce petit imbécile va mourir. Il est bien trop choqué. Votre sérum est fini? Enlevez le tube. Pas grand'chose à faire encore. Quoi?

mon Dieu! Une transfusion? Ce sale gosse ne le mérite pas. Une transfusion? Bah!

Le docteur laissa, quelques instants, ses yeux errer dans la salle où passaient et repassaient les infirmiers. Il haussa les épaules, dit encore une fois ou deux : « Bah! » et laissa retomber le poignet du mourant sur la table. Il eut alors le sentiment qu'un regard très attentif suivait chacun de ses mouvements. Il fit claquer sa langue contre son palais et grogna :

— Vous avez dit quelque chose, monsieur Chavegrand?

— Je n'ai rien dit, — répliqua Simon, soudain très rouge; — mais je dirai quelque chose, si vous le voulez bien.

— Allez toujours.

— Il me semble, docteur, que vous avez parlé de transfusion.

— Oui! Eh bien?

— Il s'agit d'une transfusion de sang?

— Bien sûr.

— Je peux donner le mien.

Le docteur se tourna tout à fait et regarda Chavegrand bien en face.

— Oui, — dit-il, entre haut et bas, — il paraît que vous n'êtes pas de ces gens, devant qui l'on peut dire ce que l'on pense.

Il enveloppa son interlocuteur d'un coup d'œil sévère et poursuivit :

— Vous n'êtes pas bien robuste pour gaspiller votre sang. Et au bénéfice de ce jeune voyou. Et puis, je n'ai pas votre analyse.

Chavegrand fit un geste indistinct.

— Oui, je comprends, — reprit le chirurgien. — Oui, perdu pour perdu. Et puis, si vous vous proposez, c'est que vous avez sans doute la conscience nette. Donnez-moi votre doigt. Rien qu'une goutte, pour commencer. Je vais chercher le groupe. Même en désespoir de cause, du moment qu'on fait les choses, faut les bien faire. Un peu de patience... Mais, mais, ça va. Vous êtes, sans le savoir, un donneur universel. Le type courant par excellence, monsieur Chavegrand. Un homme de la moyenne courante, quoi! au point de vue du

sang, je veux dire. Enlevez votre blouse, monsieur Chavegrand. J'accepte le sang. Je l'accepte pour cette petite gouape. Allons, vous autres, la seconde table. Et l'appareil de Tzank. La boîte est prête, comme toujours. Bien. Les tubes de caoutchouc. De l'iode. Une petite table, pour moi, entre le donneur et le receveur. Un tabouret, pour moi. Bachir, trouves-tu facilement les veines?

On a fermé les portes de la salle. Deux ou trois infirmiers s'empressent et, pourtant, le silence est devenu soudain du recueillement. Simon Chavegrand vient de s'étendre sur une table. On le couvre d'un drap, on lui fixe les jambes avec une sangle et, de la tête, il fait signe que c'est suffisamment serré. On a dénudé son bras jusqu'à l'épaule. Un bras maigre, sur lequel on fait, avec le lien, saillir des nœuds de veines. Le docteur vient près de Simon et lui caresse la joue avec le dos de la main, d'un air distrait. Puis il enfile des gants propres et s'assied à sa petite table. Simon sent une piqûre au bras. Peu de chose. Il a serré les lèvres et les détend tout de suite. Le docteur grogne :

— Vous n'aurez pas à souffrir davantage. Vous le voyez : ce n'est pas le martyre. Simple comme bonjour.

Simon ne répond rien. Il était prêt à souffrir davantage. Il regarde ce qu'il voit, c'est-à-dire le plafond qui lui paraît beaucoup plus spacieux que le sol et curieusement vide, malgré le gros phare dont l'œil fulgurant contemple le bras de Simon.

L'appareil est en place. Le docteur commence très doucement à manœuvrer la seringue qui s'emplit de liqueur pourpre. Il dit :

— Laisse, Bachir. Je tournerai moi-même les robinets. Diable! Pas d'erreurs! Vous n'avez sans doute pas la vérole, vous, monsieur Chavegrand; mais ce jeune arsouille l'a très probablement. Ici, ça fait partie de la santé courante.

Simon penche un peu la tête. Il aperçoit, toute proche, la grosse tête du docteur, attentif comme un bijoutier à l'établi. De l'autre côté du docteur, Hassine dort. On l'a recouvert d'un drap qui se soulève faiblement avec la respiration. Son bras droit est là, près du bras gauche de Simon.

Le regard de Simon retourne au plafond où se promène une mouche. Que dirait le docteur s'il voyait une mouche

dans la salle d'opérations? Simon s'arrête un instant de penser et même de respirer. Recueillement. Il voudrait suivre ce qui se fait. On a retiré le coussin qu'il avait sous la tête. Maintenant, il a vraiment la tête trop basse. Est-ce donc pour cela que cette tête semble, à la fois, si lourde et si légère? Une sensation de vide presque délicieuse gagne de proche en proche la personne de Simon. Il sait qu'il est attaché sur la table; pourtant, il a peur de tomber. Il n'ose pas dire qu'il va tomber. Il vient de faire un rêve étonnant. Il ne dort pas. Un rêve ou un souvenir? Il se promenait dans une petite rue humide et triste. Il marchait bizarrement, comme un danseur ou comme un équilibriste, sur les longues pierres qui bordent le trottoir. Une... deux... une... deux... eux... Un pas par pierre. Mais non, Simon est là, lié sur une table. Dure, très dure, la table. Depuis combien de temps? Où est Simon? Que fait Simon? Quel est donc cet homme que l'on appelle Simon? Des images troubles et bousculées traversent la pensée de Simon. Il perçoit une voix lointaine qui dit, à travers le brouillard : « Quatre cents centimètres cubes, c'est peut-être assez? » Et Simon entend une autre voix qui dit avec ivresse : « Prenez, prenez encore, docteur! » C'est la voix de Simon? Ou de qui, mon Dieu, de qui?

Encore une éternité de silence. On entend, dans la chambre voisine, ou peut-être dans l'espace du ciel, une machine qui fait pch... pch... Ce doit être l'autoclave. Ou quoi? La grande bouilloire?

La voix du docteur, encore : « Ça fait vraiment bien. Regardez le blessé. Il reprend du poil à vue d'œil. Non! mais comptez le pouls! » Simon sent quelque chose de puissant qui se gonfle dans sa gorge. Est-ce là le goût de la joie?

Soudain, une petite secousse au bras. Comme une piqûre encore. Le docteur dit : « Ça va bien. Une compresse et une bande. »

Simon Cha-ve-grand. Que fait donc, sur cette table, l'homme qu'ils appellent tous Simon Chavegrand? Simon remonte du fond d'un autre rêve bien étrange. Tous ces vieux hommes qui griffonnent comme des enfants en classe, et qui tirent la langue, comme des enfants en classe... Quel rapport avec Simon Chavegrand, le donneur de sang?

Il ouvre lourdement les yeux. Pourquoi? Simon Chavegrand avait-il fermé les yeux? Il a le bras gauche endormi comme quand on est resté couché dessus très longtemps, pendant le sommeil. Il dit, d'une voix qu'il ne reconnaît pas lui-même :

— C'est fini? Alors, je peux m'en aller?

Une autre voix souffle à l'oreille de Simon :

— Mais non! Vous n'êtes pas si costaud, mon bon. Vous ne partirez que ce soir ou demain matin. On est en train de vous préparer un lit et on va vous donner à boire.

— C'est ça. Oui. Merci. J'ai soif.

On dirait qu'il n'y a plus personne dans la salle d'opérations. Simon entend la respiration de Hassine qui commence à se réveiller et gémit par intervalles.

Simon, lui, voudrait s'endormir à son tour et rêver encore à ces histoires d'un autre temps, d'une autre vie.

XV

Simon s'endormit en effet, allongé sur un lit de camp, dans une petite chambre fraîche comme un caveau. Il s'endormit d'un sommeil miraculeux, après une heure de rêverie et de repliement, à laquelle il devait, par la suite, penser comme à l'heure la plus poignante de sa vie.

Quand il surgit du sommeil, un rayon rouge, entré par une lucarne, traversait l'ombre au-dessus du lit, venait se briser sur le mur blanc et, rejaillissant dans toute la chambre, y répandait une lueur surnaturelle. Simon leva la main et vit l'ombre de ses doigts errer dans la flamme. Il pensa : « L'aube ou le soir? Depuis combien de temps?... » Et, comme il tentait de remuer, il se sentit perclus et ne put retenir un gémissement. Il n'était pas déshabillé. Avec un entêtement inexplicable et coloré de frayeur il avait refusé de se déshabiller. Le docteur avait bougonné, haussé les épaules. Simon se rappela soudain le mouvement des grosses épaules.

Tout à coup, le rayon rouge s'évanouit. Traversant plafonds et murailles, une voix qu'on eût dite venue du ciel se répandit dans l'espace, une voix tantôt véhémente et tantôt plaintive. « Le soir, songea Simon. La prière du soir. »

Il se dressa sur le lit, aperçut à son bras la piqûre et le

pansement, rama doucement dans l'ombre inférieure, y rencontra ses chaussures et se chaussa. Puis il aperçut sa veste sur un tabouret et, la prenant, fit choir un objet mou, frais, odorant : un gros bouquet de narcisses. « Étrange... Que pouvait bien signifier... »

Il prit le bouquet d'une main mal assurée, le posa sur les couvertures, s'habilla dans la pénombre, presque à tâtons, en hoquetant de malaise, comme si quelque obstacle organique l'eût empêché de laisser jouer son long corps; enfin, poussant la porte du réduit, il découvrit la galerie qui domine le patio. Chavegrand reconnut tout de suite ces lieux familiers, fit quelques pas et pénétra dans une longue salle obscure où s'alignaient de nombreux lits.

— Ou l'a-t-on mis? — demanda-t-il à l'infirmier indigène qui trottait, une écuelle aux mains.

— Qui? — dit l'homme avec sérénité.

— Hassine? Hassine ben Cedria? Le blessé de ce matin?

L'infirmier tendit le bras vers le fond de la salle.

— Là-bas, le dernier.

— Comment va-t-il? — fit encore Simon d'une voix plus sourde et plus hésitante.

— Dieu le sait, — murmura l'indigène en s'éloignant.

Simon gagna le fond de la salle et distingua dans l'ombre, derrière le lit, la haute silhouette de Bachir. L'assistant du docteur, une cigarette aux lèvres, chéchia épanouie, cravate rutilante, comptait le pouls du moribond.

— Comment le trouvez-vous? — demanda Simon.

— Ah! vous voilà! — dit le bel homme avec une familiarité polie. — Réveillé?

— Je suis bien confus d'avoir dormi, — soupira Simon. — Je n'ai pas l'habitude, voyez-vous? Et comment va le blessé?

Deux ou trois fois, Bachir fit pivoter, sur l'axe du poignet, sa main écarquillée, paume dessus, paume dessous.

— Comme ça. Regardez-vous même.

— Je ne suis pas médecin.

— Pas nécessaire d'être médecin.

A ce moment, Hassine fit entendre une plainte entrecoupée. Simon, se ployant en deux, regarda.

Hassine reposait sur le dos, un coin du drap ramené devant

le front. Simon aperçut le visage grimaçant, inhumain, les lèvres retroussées, comme trop courtes, craquelées, découvrant la denture. Et, dans l'ombre, un regard mobile, nuageux, chavirant, un regard de chèvre malade.

— Ne faut pas se plaindre, — dit Bachir. — Le pouls est bien remonté. C'est la transfusion. C'est votre sang. Allons, venez, maintenant.

— Attendez encore un peu. Je veux le regarder encore.

— Regardez-le bien, — fit négligemment Bachir. — Vous ne le reverrez peut-être plus demain.

— Est-ce possible? — murmura Simon tout pâle. — Pourquoi parlez-vous si haut?

— N'entend guère et ne comprend pas, — répondit Bachir en soufflant la fumée de sa cigarette. — Allons, venez et retournez à la maison. Vous n'avez plus rien à faire ici. Le sang! Vous avez donné du sang. C'est quelque chose. Et encore, à un gaillard qui ne mérite pas une goutte de sang.

Il tirait Simon par le bras et, à peine hors de la salle, se prit à rire.

— Quelqu'un vous a fait porter des fleurs. Z'avez vu?

— Ce n'est sûrement pas pour moi, — bredouilla Simon.

— Si, si. Un bouquet. Vous allez, mon cher, devenir une espèce de marabout pour vos compatriotes, si ça continue comme ça. La transfusion, ça fait encore de l'effet. On aura bavardé, par là. Bah! Donner le sang, c'était gentil de votre part. En ville, nous avons deux donneurs universels. Eux, bien sûr, ils ne donnent pas le sang pour rien. On les paye.

— Vous dites?

— Je dis qu'on les paye honorablement. Tout se paye.

— Combien? — demanda Simon.

Bachir ne répondit pas tout de suite. Il murmura « heu... heu... » et, de nouveau, il fit pivoter sa main, paume dessus, paume dessous, pour laisser entendre que le salaire était variable.

Simon serra vivement cette main ouverte, murmura des paroles de civilité, s'éloigna, fit un détour et, grimpant de nouveau l'escalier, regagna la salle ou gisait Hassine.

On venait d'allumer des lampes. Le blessé, les yeux clos, semblait dormir. Sa respiration était irrégulière et râlante.

Chavegrand se pencha de nouveau. Il contemplait ce visage misérable avec une obstination si pressante que le moribond ouvrit enfin les yeux et dit quelques mots dans sa rude langue maternelle. Cette fois, Simon s'enfuit.

Presque courant, il sortit de l'hôpital et descendit à travers le labyrinthe des souks. La nuit était complète et la rue des Maltais brillante de mille quinquets quand il parvint en vue de l'impasse. On distinguait des lueurs entre les fentes des volets du magasin fermé. Simon pénétra dans la cour et poussa la porte dérobée. Tout de suite, il aperçut Moktar, debout contre la muraille, l'air maussade, puis un groupe de personnes qui semblaient discuter avec chaleur. Il y avait là Gertrude, Louis Dargoult, Magnier-Bedoux et un jeune peintre nommé Séménov, Russe émigré qui fréquentait chez les Dargoult.

Tous firent silence à l'entrée de Simon. Celui-ci dit faiblement « Bonsoir », hasarda quelques pas, aperçut une lettre posée sur son bureau, la prit, l'ouvrit d'un geste machinal, puis la garda, sans la lire, entre ses doigts.

— Excusez-nous, monsieur Chavegrand, — dit Magnier-Bedoux avec bonhomie, — vos amis se sont permis d'envahir votre maison.

Chavegrand bredouilla quelques paroles pour assurer que sa maison était ouverte à tout le monde et que les amis, à plus forte raison... Il avait soudain l'air soucieux et retournait dans sa main l'enveloppe ouverte.

— Explique-lui, Gerty, — murmurait Louis.

— Non, — reprit Magnier-Bedoux. — Avant de vous expliquer quoi que ce soit, nous vous prions, monsieur Chavegrand, de lire votre correspondance. Lisez donc et nous parlerons après.

Simon s'approcha de la lampe et lut la lettre. On vit ses sourcils se lever à deux ou trois reprises. Une vive rougeur parut sur son visage et sa lèvre inférieure se mit à trembler finement. Puis il fit effort pour contracter, maîtriser tous les muscles de son visage, s'éloigna de la lampe, déchira la lettre avec soin en menues parcelles qu'il glissa dans sa poche. Un moment il resta pensif, considéra les personnes rassemblées dans la pièce avec une sorte d'étonnement et dit, à plusieurs reprises :

— Je vous demande pardon, oui, vraiment pardon...

— Je crois, — commença Dargoult...

— Non! — Et Magnier-Bedoux s'avança, la main tendue, la voix ronde. — Non! laissez-moi, Dargoult. Si nous devons faire une maladresse, c'est à moi de la faire. Je ne suis presque pas, pas encore du moins, un ami de Simon Chavegrand. Je suis un figurant, le personnage du chœur antique. Laissez-moi donc parler. Monsieur Chavegrand, les quatre personnes ici présentes ont ourdi un complot, après avis des autorités médicales et certitude reçue que votre santé ne courait aucun risque. Les quatre personnes ici présentes ont formé le projet de vous enlever — oh! pour deux ou trois heures, pas plus — et de vous offrir dans un endroit bien choisi et bien préparé, un intime festin d'honneur, un repas de communion. Quelque chose de tout à fait chaud, fraternel, intime et même secret. J'ajoute que les quatre personnes ici présentes ne sont que quatre par discrétion et qu'elles seraient bien vingt et plus si l'on n'y avait mis bon ordre. J'ai dit.

Simon cacha sa figure dans ses mains et secoua la tête.

— Il fallait attendre, — murmura Gerty. — Il est bien trop fatigué, ce soir. Le docteur peut se tromper.

— Simon, — dit très doucement Dargoult, — l'amitié est exigeante et maladroite. Nous avons agi, sans nul doute, avec trop de précipitation, car vous devez être las, peut-être souffrant, après ce que vous avez fait, après l'effort que vous avez donné.

— Ne parlons pas de ça, — fit Simon, découvrant son visage qui trahissait une vive contrariété. — Vous savez, Dargoult, que nous n'avons pas toujours même façon de considérer les choses. Je voudrais pouvoir vous remercier tous. Je voudrais pouvoir accepter ce grand témoignage de sympathie, vous suivre, ce soir, avec joie, avec abandon. Eh bien, non, je ne peux pas. Non, vraiment, je ne peux pas encore.

Simon fit quelques pas, se retrancha derrière sa table et dit en secouant la tête avec une soudaine froideur :

— Je n'ose vous dire que, ce soir, j'aurais grand besoin d'être seul.

Il y eut un moment de silence et Gertrude, enfin, s'avança tendant la main.

— Bonsoir et bonne nuit, — fit-elle avec simplicité.

Dargoult, Séménov et Magnier-Bedoux échangèrent un regard d'embarras qui disait leur déconvenue; ils prirent, à leur tour, la main de Simon et se retirèrent.

Chavegrand monta dans sa chambre et s'assit sur une chaise, les mains aux genoux.

— Voulez-vous manger? — demanda Moktar.

Simon secoua la tête.

— Le lit, peut-être? — fit encore l'Arabe.

— Non, Moktar, laissez-moi.

Il répéta deux ou trois fois, avec irritation : « Laissez-moi, mais laissez-moi donc! » Le chaouch salua très bas et sortit. Un peu plus tard, Chavegrand se leva pour pousser le verrou de la porte. Il commença de se dévêtir avec une hâte tremblante. Veste et gilet enlevés, il se dépouilla de la chemise blanche à col raide, puis d'un gros tricot de laine. Le torse apparut alors, très maigre, emprisonné, jusque sous les aisselles, dans un long corset, une sorte de carcasse grise, à monture de fer et de cuir. Cet appareil était lacé par derrière, mais fermé devant par des boucles et des courroies que Chavegrand libéra d'une main fébrile. Et, tout de suite, l'étrange carapace détachée, Simon Chavegrand retomba sur sa chaise et poussa de longs soupirs. Un moment, il considéra cet appareil de torture et le chassa du pied. Simon venait de s'affaisser d'un coup, le dos arrondi, les épaules en déroute et, ses grands bras pendant le long de ses jambes, il se mit à tourmenter distraitement les lacets de ses souliers. Minute à minute, heure par heure, les bruits de la rue décrurent, le silence gagna de proche en proche le monde engourdi. Un ange en visite aurait pu se demander si le solitaire dormait, sur la petite chaise de paille, ou s'il rêvait encore, d'une rêverie plus profonde que la mort.

XVI

— Bachir, — dit le docteur, — as-tu compté les jours?

— Au moins deux semaines, — répondit Bachir avec placidité.

— C'est vrai, — murmura le docteur en s'approchant du

registre. Regardez-vous même, Dargoult, 31 mars, laparotomie, résection du grêle, etc. Transfusion : cinq cents centimètres cubes. Donneur : Simon C. Voilà. Et nous sommes le 17 avril. J'ai su, par les infirmiers, qu'il était revenu le lendemain matin, avant la visite. C'est de votre ami que je parle.

— Je l'entends bien, docteur, et je vous suis, je vous assure. J'écoute de toutes mes oreilles, je cherche à comprendre.

— Il ne faut pas toujours chercher plus profond que les faits. Les faits, rien que les faits. Je vous disais qu'il est passé dans mon service le lendemain de la transfusion. L'opéré venait de mourir. Que voulez-vous? Une bonne laparotomie, une bonne transfusion, et puis, quoi! on meurt quand même. Nous savons ça! J'ajoute que ce n'était pas une grande perte. Une véritable petite fripouille, le blessé. Il paraît qu'il est resté — je reviens à votre ami — une heure devant le cadavre.

— Devant le cadavre?

— Oui, à rêvasser, à réfléchir, si vous préférez. Et puis il est sorti de l'hôpital. Et depuis, il n'est pas revenu, comme je vous l'ai déjà dit, monsieur Dargoult. Au début de la guerre, j'ai vu les dames du monde arriver par bataillons dans les ambulances. On ne les a pas rabrouées, bien sûr. Le dévouement, même à l'état de crise aiguë, de démonstration spasmodique, c'est quand même honorable. On a mis toutes ces belles personnes au travail. Six mois après, la guerre durait encore et les trois quarts de ces dames étaient retournées à leurs thés, à leur bridge, à leurs balivernes. Il en restait quelques-unes, heureusement, les meilleures.

— Docteur, vous ne faites aucune comparaison.

— Avec votre ami Chavegrand? Non, sans doute, ce n'est pas la même chose. Le dévouement! Voilà un vice bien humain. Tous ces gens qui veulent, coûte que coûte, vous porter vos paquets, vous faire vos courses, vous veiller vos morts, vous prendre vos péchés. Tous ces gens qui sont là, corps et âme, sauf quand on a précisément d'eux un besoin désespéré. Vous pensez à votre Chavegrand, je vois. A vous parler franc, pour ce qui le concerne, c'est peut-être fini.

— Expliquez-vous, docteur.

— Eh bien, nous ne le reverrons probablement pas ici, votre ami. Le connaissez-vous depuis longtemps?

— Je crois le connaître très bien. A la vérité, depuis six mois, pas plus. Mais je pourrais répondre de lui.

— Connaissez-vous sa famille?

— Non.

— Est-il Français? Avez-vous quelques renseignements sur sa vie, sur son passé, sur sa formation intellectuelle?

— Docteur, — fit Louis en rougissant — je vais vous paraître un esprit bien peu scientifique : je ne saurais répondre à aucune des questions que vous venez de poser. A vous parler franchement, je dois avouer que ces questions, quand elles se sont présentées à mon esprit, m'ont paru sans importance, étant donné l'homme.

— Soyez sûr, — souffla Rude en soulevant à moitié une main massive aux doigts agiles, — soyez sûr que je vous pose de telles questions par amitié, non par habitude professionnelle. Il m'intéressait, votre ami. Il m'intéresse, pour mieux dire. Je l'ai bien regardé, plusieurs fois. Je souffre malaisément d'ignorer tout ou presque tout d'un homme qui vit dans mon polygone, dans mon aire de pensée et d'action. Eh bien, votre ami Chavegrand, on ne peut ni le comprendre ni, d'ailleurs, ne pas le voir.

— Ce qu'il a fait ici, docteur, de votre propre aveu...

— D'accord. Ce qu'il a fait chez moi, c'est bien. Et ce qu'il a fait à la Rabta, c'est mieux que bien. Ce qui m'échappe, ce sont les desseins, les raisons du personnage. Il a toujours l'air d'obéir à des mobiles que nous ne pouvons pas même entrevoir. Je ne peux pas ne pas avouer que ça me gêne.

— Docteur, ne croyez-vous pas que le pur désintéressement, le bien pour le bien, si je peux dire...

Le docteur arrêta sur Dargoult un regard à la fois insistant et distrait.

— Est-il religieux?

— Religieux?

— Allons, vous me comprenez très bien. Est-il, par exemple catholique pratiquant, ou christian-scientiste, ou quaker, ou bouddhiste, ou quelque chose de tel?

— Je vais peut-être vous étonner, mais je ne pourrais,

honnêtement, répondre à aucune de ces questions, parce que je ne sais rien de précis à cet égard.

— Oui, oui, — fit le docteur, bougon. — En somme, vous ne savez rien de ce qu'un bon observateur a, somme toute, le droit de savoir. Vous nourrissez pour M. Chavegrand quelque chose comme une passion mystique : amitié, admiration, confiance aveugle.

— Ajoutez, — dit Louis avec feu, — ajoutez gratitude, profonde gratitude.

— Amitié, admiration, gratitude. Soit! Mais vous ne le connaissez guère et vous ne savez rien de lui.

— Je connais de lui tout ce que j'en pense.

— Après tout, c'est simplificateur. Une vue du monde reposante et provisoire.

— Provisoire?

— Attendez, — dit encore le docteur. — Je viens de trouver un mot qui peut éclaircir ma pensée. Dans tout ce que fait M. Chavegrand, il y a comme un goût de pénitence, oui, de repentir. Ma foi, c'est ça, c'est bien ça que je voulais dire.

— A vous entendre, docteur, — murmura Louis Dargoult, profondément troublé, — on pourrait croire...

— Rien, — gronda soudain le docteur en levant les épaules. — Rien. On ne pourrait rien croire et je ne veux rien donner à croire. Vous m'entraînez, Dargoult. Vous êtes un lettré, un curieux d'âmes, si, si, ne protestez pas, un amateur d'émotions délicates. Moi, rien de tout ça. Moi, un artisan de la chair humaine. Un ouvrier. Si vous discutez, je vais ajouter : une brute. Des faits, des faits, rien que des faits. Voilà ce qui me retient. J'ai pris dans mon service, à votre prière, un inconnu d'ailleurs bien élevé, correct et soumis. Il s'est honnêtement comporté parmi nous. Il était sur le point de me plaire tout à fait. Et voilà qu'il s'envole. Caprice ou quoi? Sans un mot d'avis, sans une ligne d'excuse. Il nous échappe. Il sort de mon polygone. C'est tout ce que je sais, tout ce que je peux dire.

XVII

SIMON CHAVEGRAND A LOUIS DARGOULT

Mon bien cher ami,

Vous êtes venu cinq fois à la maison depuis deux semaines. Je vous ai fait, chaque fois, répondre que j'étais absent. J'ai menti. Pardonnez-le moi. J'ai le mensonge en horreur précisément parce qu'il m'arrive d'être obligé de mentir. Je viens de traverser une période assez amère pendant laquelle je n'aurais pu soutenir la vue d'un ami, surtout quand cet ami met en moi une confiance dont je ne suis, définitivement, pas digne. Je vous reverrai bientôt, non que j'espère être revenu à quelque état plus heureux, mais parce que tout s'épuise, même la tristesse.

Vous savez peut-être, étant donnée la sollicitude que vous voulez bien me témoigner, vous savez peut-être que je ne suis pas retourné, depuis près de trois semaines, à l'hôpital Sadiki. Je ne sais quels motifs vous pouvez chercher à cette défection. Comme vous êtes généreux, vous devez vous perdre en conjectures. Vous pourriez, d'autres personnes le font sans doute, m'accuser d'incohérence et de futilité. Les vraies raisons, celles que je vais vous dire, trouveront grâce à vos yeux. Peut-être même leur découvrirez-vous de l'élévation, de la noblesse. A cause de cela, j'ai balancé longuement à vous les confesser. Moi, je les trouve accablantes.

Vous savez peut-être que le blessé pour lequel j'ai donné du sang est mort le lendemain même de l'opération. Le docteur a bien voulu m'affirmer dès l'abord que la blessure était fort grave et que la transfusion avait bien des chances d'échouer. L'assistant du docteur, Si Bachir, ne m'a pas laissé ignorer qu'aujourd'hui la transfusion est à peu près réglée comme un commerce et qu'elle n'a plus rien de romantique, rien d'héroïque. C'est bien mon avis. J'ai même été déçu que la chose fût si facile. Je dois pourtant vous avouer qu'à cet acte si banal j'ai cru devoir attacher, dans le secret de mon esprit, une importance majeure. J'ai fréquenté pendant plusieurs mois le service du docteur Rude. On m'a laissé croire qu'avec un peu de patience et d'éducation, je pourrais rendre des services. Par malheur, ce témoignage de satisfaction ne m'a pas contenté. J'ai, pendant trois mois, fait

des efforts exténuants non pour rendre des services — c'est si simple — mais pour les rendre avec joie, pour éprouver, à l'égard de ces misérables, de l'élan, de la sympathie, et même de la tendresse. Je n'y suis pas parvenu souvent. Quand, après avoir opéré le jeune Ben Cedria, le docteur a parlé de transfusion, j'ai tout de suite proposé mon sang. Vous pensez, peut-être : le voici, l'élan. Mon ami, j'ai, dans mon esprit, pesé la chose d'une façon très ferme et très froide. Une simple épreuve. J'ai donc pensé : « Je vais donner du sang et je vais le donner de mon mieux. Du sang, de la volonté, de l'âme, et sans marchander. Si le malade survit, c'est que je suis agréé, reçu. Si le malade meurt, c'est que toute cette histoire d'hôpital est une comédie malheureuse et que je m'y dépense inutilement. » Ne vous récriez pas : je sais très bien que ce que je vous avoue n'est pas déraisonnable. J'ai donc fait de mon mieux. Il est à penser que ce mieux n'est que peu de chose. Le jeune homme est mort. Quand j'y songe avec sincérité, il me semble tout comprendre, pouvoir tout expliquer. Ce jeune homme m'inspirait une véritable répulsion. Il ressemblait ignoblement à quelqu'un que je ne puis souffrir. Enfin, je ne l'aimais pas. J'ai fait de mon mieux, sans amour. J'ai échoué. Je suis un ambitieux maladroit. Tant pis pour moi. Je pourrais dire aussi : tant pis pour Hassine.

Rien n'était plus touchant que votre présence amicale et votre invitation quand je suis rentré, ce soir-là, rue des Maltais. J'allais écrire « quand je suis rentré à la maison ». Mais quoi! Faut-il appeler sa maison l'endroit où l'on dort, même quand cette maison vous demeure profondément étrangère. Non, non, ma maison n'est pas ici. Vous comprenez que, dans l'indécision où j'étais sur le résultat de mon épreuve, je n'avais pas lieu de me réjouir.

J'ai su, par un billet de M. Magnier-Bedoux, que le jeune artiste Séménov avait l'intention de faire mon portrait. C'est une idée à laquelle je le supplie de renoncer. Je ne présente aucun intérêt pour un peintre; en outre, j'ai le plus grand désir de rester obscur et ignoré. Mais revenons à la soirée du 31. Par surcroît de disgrâce j'ai trouvé, sur ma table, en rentrant, une nouvelle lettre de la Compagnie avec laquelle je suis liée. Un de leurs fondés de pouvoir était passé dans la journée. Il ne m'avait pas trouvé, bien évidemment. Il me faisait donc savoir

que je ne suis pas très bien noté par l'agence métropolitaine et que la concession pourrait m'être retirée. Je crois vous avoir déjà dit que les gens de la Compagnie N. T. M. n'ont pas tort. J'ai commis une et plusieurs fautes. J'ai conçu de grands devoirs, des devoirs chimériques, et j'ai négligé mon petit devoir, mon véritable et misérable devoir. Non! Décidément, il faut que l'homme reste à sa place.

Mes absences sont d'autant moins excusables que je ne suis pas content de mon serviteur. Ce malheureux enfant boit de l'alcool. Je le soupconne de me voler parfois un peu d'argent. Il n'a pas seulement ces deux vices. Il en a un autre qui ne regarde que lui, apparemment, mais dont il ne se cache pas assez, ce que je suis bien obligé de remarquer, et ce que je ne peux remarquer sans une certaine répugnance. En outre, il est querelleur. Et puis... Comment vous expliquer? Mais quoi! J'écris cette lettre, après bien des mois de contrainte, pour goûter du moins à l'affreuse volupté du vrai. Eh bien, je l'ai battu. Je parle de Moktar. Je me suis trouvé dans l'obligation de le battre. Le motif n'a pas d'importance. Des motifs, il y en aurait mille. Je lui ai donné une gifle, un coup sur le visage. C'est une sensation abominable — pour celui qui donne le coup, s'entend. — J'ai même donné tout de suite, un second coup. Comme j'allais me retirer, c'est-à-dire me sauver, il m'a baisé la main. Je méritais cette suprême humiliation. Vous le voyez, défaite complète.

Voilà, voilà! J'ai tout dit. N'allez pas me plaindre. Le seul service que vous puissiez me rendre, c'est de ne pas penser à moi pendant huit jours, de me retrancher de vous pendant huit jours.

SIMON

GEORGES DUHAMEL

(*A suivre.*)

L'OR, LE FRANC ET LA FRANCE

La Banque de France détient un stock d'or considérable et qui, depuis la stabilisation du franc intervenue en 1928, ne cesse de s'accroître. Chaque situation hebdomadaire est saluée comme un bulletin de victoire par ceux qui ne voient de salut que dans le gage de la monnaie; tandis qu'elle soulève des commentaires aigris de la part d'économistes étrangers aimant dénoncer dans l'exode de l'or la source des difficultés au milieu desquelles ils se débattent.

A l'heure actuelle, la France se trouve détenir une encaisse-or de plus de 80 milliards, la plus élevée qu'elle ait jamais eue, et qui dépasse même le montant des billets en circulation. Les États-Unis qui possédaient 43 p. 100 du stock de métal en 1925, n'en ont plus que 33 p. 100, c'est-à-dire qu'ils ont annulé à peu près la moitié des gains que la guerre leur avait valus à ce point de vue vis-à-vis de l'Europe. Tel est le fait nu qui soulève des commentaires passionnés, et des attaques qui ne le sont pas moins. Dans ces temps où le monde souffre de façon si visible, et où les nationalismes s'exaspèrent avec une telle facilité, toute question devient prétexte à des différends de nation à nation. Qu'il s'agisse du désarmement, des responsabilités de la guerre, de l'origine de la crise économique ou du développement colonial, on assène de part et d'autre des statistiques en guise d'arguments, et des affirmations en guise de documents. On ne sache pas, d'ailleurs, que cela ait jamais convaincu personne, et rien n'est plus stérile que ces thèses dont les conclusions ne dépendent pas des prémisses, mais seulement des opinions et de la nationalité de leur promoteur.

Si l'on envisage ici les quelques questions que soulève l'abondance présente de l'or dans les caves de la Banque de France, ce n'est donc avec aucun souci de justification ou de critique, ce n'est même pas dans l'intention audacieuse de convaincre, mais c'est uniquement avec le souci d'essayer d'expliquer. Nous nous servons de mécanismes qui sont, au fond, très simples, mais qui ne sont plus ceux que nous nous représentons sur la foi du passé. En ce domaine, comme en beaucoup d'autres, l'évolution rapide des dernières décades a accentué la dissociation entre les phénomènes économiques, qui ont évolué, et le vocabulaire dont nous sommes obligés de nous servir pour les décrire, vocabulaire qui n'a lui-même pas changé.

Lorsqu'on expose les rudiments de l'électricité, on se sert des mots qui ont été forgés pour d'autres représentations, et des assimilations d'images se forment entre le courant qui passe, et le flot d'un fleuve qui s'écoule. Nous parlons de même de la monnaie, de la formation et des mouvements des capitaux, comme au temps de la monnaie métallique et des épargnes individuelles. Il ne faut pas s'étonner du trouble que cette désadaptation jette dans les esprits. Peut-être est-ce d'ailleurs la manifestation la plus profonde de la crise essentielle qui est la nôtre : l'équilibre social et moral de notre société tenait à l'accord parfait existant entre un état de choses lentement élaboré par le temps, et la représentation que nous nous en faisions à la suite d'une expérience largement intuitive. Aujourd'hui, nous nous servons d'un « matériel intellectuel » qui est le fruit de circonstances déterminées du passé, profondément différentes de celles au milieu desquelles nous vivons. La rapidité des évolutions économiques n'a pas encore permis le rajustement, forcément assez lent, entre nos idées apprises, et les faits.

***

Monnaies et lingots d'or ont afflué vers la France. Le premier point à élucider est la cause et le mécanisme de ces entrées, en recherchant à la fois pourquoi et comment l'or entre en France.

On est ainsi amené à comprendre pourquoi et comment il en peut sortir.

Si on élucide ces deux questions, on peut ensuite essayer de déterminer ce que la France pourrait faire du stock d'or qu'elle détient, et dans quelle mesure elle a le droit de s'en servir.

***

Un Américain doit à un Français 25 000 francs, sans que nous nous préoccupions provisoirement du motif de cette dette. Ses biens étant aux États-Unis, il va vendre 1 000 dollars pour acheter 25 000 francs qu'il enverra à son créancier français. Si, le même jour, on trouve sur le marché financier international un Français débiteur de 25 000 francs vis-à-vis d'un Américain, les deux opérations se compenseront l'une l'autre sans qu'il y ait eu pression sur le marché des changes, et sans qu'aucun transfert de richesse ait été matériellement effectué. S'il n'en est pas ainsi, l'Américain doit prélever sur ses biens une richesse américaine susceptible d'être achetée par un Français, lequel lui remettra en échange les 25 000 francs qu'il fera parvenir à son propre créancier. Les progrès considérables de la forme mobilière des richesses, c'est-à-dire l'importance des Sociétés par actions dans le monde moderne, font que l'aliénation, par delà les frontières, des biens qui paraissent pourtant les plus stables par leur nature, est devenue extraordinairement facile. Cet Américain pourra, par exemple, étant détenteur de 100 actions Canadian Pacific, les envoyer à Paris où elles seront négociées, et les y vendre à un Français. A la suite de cette opération, l'Américain ne devra plus rien au Français, aucun mouvement ne sera intervenu sur le change, aucun déplacement d'or n'aura été enregistré, mais le règlement d'un engagement international, qui ne se trouvait pas balancé par l'existence d'un autre engagement international en sens inverse, se sera effectué par le transfert effectif, entre les mains d'un Français, d'une parcelle des propriétés matérielles existant aux États-Unis.

De pareilles opérations peuvent se répéter indéfiniment et tendent à opérer des règlements internationaux, sans que le change en soit directement affecté, mais en pratiquant de

vastes transferts de propriétés nationales, grâce à l'extraordinaire mobilité des titres qui les représentent.

En somme, l'intervention de la valeur mobilière, et le développement des Bourses internationales permettant l'échange de ces titres, ont singulièrement étendu les moyens dont les nations disposent entre elles pour régler leurs comptes. Au temps de la circulation métallique effective, l'or était la marchandise internationale type, puisque, avec de très légères modifications de forme, elle devenait apte à circuler dans les limites de n'importe quel État, et que, d'autre part, sa valeur relative considérable en permettait le transport à peu de frais. Le lingot d'or était donc la première « richesse nationale », à l'aliénation de laquelle chaque pays avait recours pour trouver les disponibilités étrangères dont il avait besoin pour régler ses dettes extérieures.

Le développement du commerce international fit que, plus tard, les nations purent disposer également de toutes sortes de produits de leur sol ou de leur industrie, qu'elles pouvaient vendre dans le monde entier à la suite du prodigieux développement des courants d'échange. Il se trouva même que les sorties de marchandises furent directement facilitées par le fait qu'un pays commençait à exporter son or, car il en résultait une baisse des prix intérieurs stimulant la concurrence internationale et provoquant, par conséquent, l'exportation. L'expansion du trafic maritime et ferroviaire représente donc le second stade dans l'organisation des échanges; il correspondait à l'utilisation de toute une espèce de marchandises, rendues également mobiles et transportables, et jouant le rôle plus exclusivement dévolu antérieurement au métal jaune.

La troisième conquête dans cette histoire des relations financières internationales a tenu à l'emploi des valeurs mobilières. Les différentes nations ont alors créé un moyen supplémentaire de règlement entre elles, sous forme des certificats qui transfèrent la propriété d'usines, de maisons, de chutes d'eau ou de forêts.

Parallèlement à ces facilités nouvelles permettant les règlements de pays à pays, apparaissaient des occasions infiniment plus nombreuses qu'autrefois de faire naître des créances et

des dettes entre pays différents. Les systèmes monétaires sont devenus, en effet, depuis la guerre surtout, indépendants les uns des autres, en ce sens que les monnaies, si elles restent théoriquement définies par un certain poids d'or, sont devenues le jouet de circonstances économiques, sociales, et surtout politiques, qui leur ont enlevé l'élément essentiel de stabilité qu'elles ont connu dans le passé.

Être détenteur de 100 couronnes danoises, c'est, en fait, mettre un enjeu dans une sorte de loterie aveugle et effrayante : suivant le succès de la politique agricole, les exigences du système douanier, la générosité des Pouvoirs publics dans la gestion du train de l'État, suivant aussi l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti politique qui accroîtra ou diminuera la rentabilité réelle de tels ou tels capitaux danois, la devise nationale sera soumise à des épreuves plus ou moins dangereuses. Dans ces conditions, et suivant les circonstances, tel individu qui est en relations d'affaires avec le Danemark sera tenté d'accroître ses avoirs libellés en couronnes, ou, au contraire, de les vendre pour fuir une monnaie dont il redoute les lendemains. Mais il y a plus. Des étrangers ou des Danois possèdent des richesses qui sont exclusivement monétaires, en ce sens que ce sont des créances libellées en couronnes danoises et n'ayant de valeur qu'autant que la monnaie en a une : il s'agit notamment des rentes et des obligations industrielles. Le créancier a droit à 3 couronnes par an ou au remboursement des 100 couronnes qu'il a prêtées. Si la stabilité de la devise est compromise, c'est l'ossature même de cette richesse qui disparaît. La méfiance monétaire amène donc la réalisation d'une masse de capitaux libellés en couronnes danoises : le Danois inquiet vend la rente danoise qu'il possède, puis, détenteur de 100 couronnes danoises, les transforme à leur tour en francs français. Le monde se trouve donc vendeur possible non seulement de toutes les couronnes danoises qu'il possède, matériellement ou en dépôt dans les banques, mais aussi de toutes les couronnes qu'il obtient en vendant les créances libellées en cette monnaie et qu'il ne veut plus conserver. Cette recherche des climats monétaires les plus favorables est nouvelle, mais elle n'est en somme que la continuation parfaitement logique de la recherche des climats politiques

ou économiques les plus stables, telle qu'elle était pratiquée dans le passé. Il y a cent ans, les gens sages achetaient une terre dans les pays dont la main-d'œuvre était stable et le pouvoir politique prudent; ils bâtissaient leur maison de préférence à l'écart des frontières trop menacées par les armées; aujourd'hui, ils choisissent les monnaies qui leur apparaissent les plus sûres pour y fixer les disponibilités liquides et même les capitaux dont ils ont besoin.

On voit ainsi se dessiner le schéma de l'évolution considérable intervenue pendant les dernières décades, et l'état dans lequel elle se trouve provisoirement fixée.

Chaque individu appartenant à un État déterminé cherche quotidiennement la monnaie du monde lui permettant, suivant les pronostics les plus vraisemblables, de conserver le maximum de stabilité aux capitaux et aux avoirs de toute espèce qu'il détient. L'offre ou la demande d'une certaine monnaie ne résulte donc plus seulement de l'obligation où chaque pays se trouve être de régler vis-à-vis des autres le solde de sa balance commerciale; elle résulte de mouvements infiniment plus vastes, qui englobent ce paiement, mais qui n'ont avec lui ni proportion, ni commune mesure, et qui le dépassent infiniment en importance immédiate. — Par contre, pour satisfaire à ces demandes de transferts entre un système monétaire et un autre, les différentes nations disposent non seulement de leurs marchandises, non seulement de leurs stocks d'or, mais aussi de tout l'ensemble de leurs richesses, sous la seule condition de donner à celles-ci une forme matérielle qui les rende mobilisables, et de savoir, ou de pouvoir, les négocier sur les marchés étrangers.

***

Pendant l'année 1931, la balance commerciale de la France a été en déficit; ayant importé pour 42 199 millions de francs, elle a exporté pour 30 421 millions de francs. La France a consenti, d'autre part, des prêts importants à des nations étrangères. Les nationaux français ont donc eu, dans l'ensemble, à acheter beaucoup plus de devises étrangères qu'ils n'en recevaient par les opérations normales de nation à nation. Cependant, l'or n'a cessé d'entrer en France.

Pendant le même temps, la balance commerciale de l'Angleterre accusait un déficit largement couvert par les intérêts des capitaux placés à l'étranger, et le marché anglais était fermé aux émissions étrangères. De même, la balance commerciale de l'Allemagne était favorable, les importations atteignant 6 632 millions de reichsmarks et les exportations 9 600 millions de reichsmarks. Néanmoins, l'or a fui la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Les disponibilités existant dans l'ensemble du monde ont, en effet, cherché de plus en plus à se faire libeller en francs, parce que le système politique et économique général de la France apparaissait comme de beaucoup le plus sain. Au contraire, les capitaux fuyaient la dénomination en livres sterling et en marks. On ne peut pas dire d'ailleurs que ces pronostics aient été déjoués, puisque toute personne qui détenait une livre sterling a été privée des 40/125e de son avoir, et celle qui détenait un reichsmark a été mise dans l'incapacité de l'utiliser.

Il est malheureusement trop certain que de pareils mouvements de l'opinion déterminent justement les difficultés auxquelles chacun désire se soustraire. La livre sterling eût été moins malade, et le reichsmark eût été plus mobilisable, si les détenteurs de ces deux monnaies n'avaient pas précisément accéléré leurs retraits en vendant tout ce qu'ils avaient dans l'une ou l'autre de ces monnaies. On touche ici à un des points les plus sensibles de la psychologie des foules économiques. Mais quelles que soient les responsabilités mélangées de chacun dans des événements aussi vastes, il n'en reste pas moins que la crédulité populaire est, au fond, extraordinairement solide, et qu'il faut une politique bien imprévoyante, ou des menaces bien inconsidérées, pour lui porter atteinte : mais, par contre, quand elle a commencé à craindre, et que les événements peu à peu éveillent ses préoccupations, l'opinion perd toute mesure, et achève de déclencher les mouvements violents qu'elle redoute le plus.

Ainsi, à la base de la situation actuelle, il y a une constatation de fait : malgré la situation déficitaire de la balance commerciale et malgré des prêts aux pays étrangers, la demande de francs s'est accrue régulièrement pendant toute

l'année 1931. Il a donc fallu trouver des richesses appartenant à des étrangers, ou libellées en monnaies étrangères, que des Français, détenteurs de francs, acceptassent d'acheter. L'accroissement des importations a été un des moyens de satisfaire à cette exigence; l'Américain désireux d'être détenteur de 25 000 francs au lieu de 1 000 dollars, envoyait en France une auto américaine. Le ralentissement des échanges commerciaux et l'élévation des barrières douanières sont venus enrayer dans toute la mesure possible de pareils mouvements[1]. L'étranger pris comme exemple disposait aussi d'un paquet immense de valeurs anglaises ou américaines. Mais le capitaliste français, qui a si longtemps, et si volontiers, acheté des valeurs étrangères, a éprouvé avec elles de telles déceptions, qu'il ne veut plus en acheter de nouvelles. Il n'a pas tort puisque les actions américaines, que l'on croyait les meilleures, ont baissé dans des proportions invraisemblables, et que les Gouvernements, par ailleurs, rivalisent de hâte à renier leurs engagements et à suspendre le service de leurs dettes. Aussi, non seulement le marché de Paris n'a plus pu absorber de titres étrangers, mais il a été, au contraire, vendeur pour le compte des Français eux-mêmes : un Français ayant une valeur américaine, introduite ou non à Paris, la vendant, se trouvait détenteur de dollars qu'il voulait échanger contre des francs; le courant des titres étrangers devenait donc incapable de participer à l'équilibre du mouvement des changes dont il accentuait, au contraire, les écarts.

Finalement, les autres procédés de règlement international ayant été employés autant qu'ils pouvaient l'être dans les circonstances actuelles, pour qu'un Américain, acheteur de 25 000 francs et vendeur de 1 000 dollars, puisse réaliser son opération, il fallait que le système monétaire américain exportât une quantité d'or correspondant à 1 000 dollars. C'est effectivement ce qui s'est produit, et on a vu se précipiter les envois de métal des États-Unis vers les quelques pays d'Europe dont les monnaies étaient recherchées.

1. Les exportations des 5 principaux États du monde ont atteint, pendant les cinq premiers mois de 1932, la somme de 14 351 millions de francs suisses contre 23 036 pendant la période correspondante de 1913.

***

L'examen des bilans successifs de la Banque de France montre comment l'or a été matériellement introduit dans l'organisme économique français.

L'Américain devenu détenteur de 25 000 francs n'avait presque jamais besoin de billets de banque. Il lui suffisait de laisser en compte, dans une banque française, un dépôt de 25 000 francs à son nom. Le désir mondial de libeller les dépôts mondiaux en francs doit donc trouver son expression dans une majoration des dépôts bancaires existant en France. C'est ce que prouvent de façon rigoureuse les bilans de la Banque de France.

La Banque a comme dettes vis-à-vis de la nation les billets qu'elle émet, et les dépôts qui lui sont confiés. Ce sont là d'ailleurs ses deux seuls moyens d'action. En janvier 1930, les billets en circulation s'élevaient à 69 346 millions, les comptes créditeurs du Trésor et de la Caisse d'Amortissement à 11 303 millions et les comptes courants particuliers à 6 369 millions, formant un total de 87 018 millions. Au 3 juin 1932, la circulation monétaire s'est élevée à 82 406 millions, les dépôts de deniers publics se sont abaissés à 2 995 millions, tandis que les comptes courants particuliers quadruplaient presque pour atteindre 23 359 millions, faisant au total 108 760 millions.

D'autre part, en contre-partie de ses dettes, la Banque dispose d'avoirs ou de créances. Il est intéressant d'isoler, dans les postes d'actif, les éléments représentant directement des avoirs internationaux, c'est-à-dire l'encaisse-or, les disponibilités à l'étranger et les effets de commerce étrangers. En janvier 1930, l'encaisse-or était de 42 458 millions et les disponibilités à l'étranger, sous forme de dépôts ou sous forme d'effets de commerce, atteignaient 25 879 millions. La Banque de France avait, au total, 68 337 millions d'actifs que l'on peut dire internationaux. Au 3 juin 1932, l'encaisse-or a presque doublé, passant à 80 170 millions. Les dépôts à l'étranger et les effets de commerce ont fléchi jusqu'à 9 131 millions. Au total, les actifs internationaux s'élevaient à 89 301 millions.

Dans l'ensemble, les actifs internationaux de la Banque de

France se sont donc accrus, pendant la période considérée, de 20 964 millions. Pendant ce temps, les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers se sont accrus de 21 742 millions. On ne peut qu'être frappé du parallélisme rigoureux qui a régné entre les deux mouvements. A la lumière du processus qui vient d'être résumé, ce phénomène n'a rien de surprenant. Il est, au contraire, tout à fait naturel, et il illustre de façon frappante les raisons mêmes qui ont fait affluer l'or chez nous.

Il va sans dire que tous les étrangers ne sont pas clients de la Banque de France. Mais on peut penser que, par l'intermédiaire des banques privées qui sont elles-mêmes en relation avec elle, les opérations internationales finissent toujours par se solder dans les comptes de la Banque de France servant de clearing commun pour les opérations de cet ordre.

Au total, des richesses libellées en monnaies étrangères, ou constituées par de l'or venant de l'étranger, sont donc entrées en France pour une somme de 20,9 milliards. Et la France a créé littéralement 21,5 milliards de francs en contre-partie. Mais ces 21,5 milliards de francs créés ont été utilisés de façon fort différente; d'autre part, la répartition des avoirs étrangers a été modifiée.

L'augmentation des billets de banque en circulation a été de 13 060 millions. — Il est curieux de constater que la diminution des dépôts faits par le Trésor à la Banque a atteint pendant la même période 8 308 millions, c'est-à-dire une somme voisine de la première. — Au contraire, les comptes courants particuliers se sont accrus de 16 990 millions. On voit donc que, si le Trésor et la Caisse d'Amortissement avaient laissé intacts les dépôts qu'ils avaient en janvier 1930 à la Banque de France, il aurait été nécessaire de créer seulement 5 milliards de billets nouveaux. Cela veut dire que l'introduction des actifs étrangers en France s'est faite pour plus des trois quarts par la simple constitution de dépôts en francs auprès des banques françaises, dépôts restant la propriété des détenteurs primitifs de l'or importé en France. L'accroissement de la circulation se trouve, au contraire, dû, pour la quasi-totalité, au fait que le Trésor et la Caisse d'Amortissement ont retiré leurs fonds pour les mettre en circulation, et que ce retrait a amené un décaissement effectif de billets.

Bien entendu, les opérations ne sont pas liées ainsi dans la pratique, mais le résultat final est bien celui que décrit le schéma dessiné par les chiffres initiaux et les chiffres finaux qui encadrent l'opération.

Par ailleurs, tandis que 20,9 milliards d'avoirs étrangers venaient se faire nationaliser en francs, une répartition nouvelle était opérée entre les diverses catégories qui les constituent. Les effets de commerce ou les dépôts que possédait à l'étranger la Banque de France, ont diminué de 16,7 milliards. L'augmentation de l'encaisse-or, qui a été de 37,6 milliards, a donc correspondu d'une part à l'accroissement net des actifs internationaux de la Banque, c'est-à-dire 20,9 milliards, et, d'autre part, à la substitution de 16,7 milliards d'or à une quantité égale de créances libellées en monnaies étrangères.

Les importations d'or correspondant à une fuite de l'étranger vis-à-vis de ses propres monnaies ne peuvent donner lieu à aucune récrimination vis-à-vis de la France. Les disponibilités mondiales se précipitant vers la dénomination « franc », il est impossible que l'Institut d'émission, responsable de la tenue du franc, n'acquière pas une contre-partie inattaquable aux engagements en francs qu'il a dû contracter par le fait d'étrangers acheteurs de francs. Le bon sens le plus élémentaire empêche toute discussion sur ce point.

Quant à la seconde opération, il était évident que la France ne pouvait pas rester indifférente aux craquements monétaires qui sont intervenus un peu partout. Or, tant qu'elle restait détentrice de monnaies étrangères, ou propriétaire de dépôts à l'étranger, elle était littéralement en spéculation sur le franc, c'est-à-dire qu'elle acceptait de prendre un risque sur une devise étrangère répudiée par ses propres nationaux. Le risque était considérable; la dévalorisation brutale de la livre en a été une preuve éclatante et fort onéreuse pour notre pays. La seule mesure pouvant enrayer ces importations d'or eût été la décision prise par les Instituts d'émission, responsables de leur propre devise, de reconnaître une valeur or aux créances des Instituts d'émission, et notamment de la Banque de France, sur eux.

Un Anglais ayant vendu une livre sterling pour acheter 125 francs, la Banque de France se trouvait recevoir, après

l'opération, un dépôt chez elle de 125 francs, et posséder elle-même un dépôt de une livre dans une banque de Londres. Si la valeur de la livre par rapport au franc doit rester fixe, la Banque pourra, à tout moment, faire face au retrait de 125 francs en vendant la livre qui a été provisoirement consignée chez elle. Mais si la livre tombe à 90 francs, c'est l'Institut national français, et, à travers lui, la collectivité française, qui fait les frais de l'opération de sécurité conclue par l'étranger.

La Banque des Règlements Internationaux s'occupa fort diligemment de faire consacrer la valeur intangible de pareils dépôts à l'étranger lorsqu'ils sont détenus par les Banques d'émission. Comme elle ne put obtenir cette sécurité, il était évident que les Banques centrales devaient remplacer peu à peu leurs créances monétaires par les quantités d'or qu'elles représentaient. Le mouvement est loin d'avoir été complet, puisque la chute de la livre a imposé, aux finances publiques de la France, un sacrifice de 2 342 millions de francs (indépendamment des pertes résultant de créances privées appartenant à des Français). Le 3 juin 1932, la Banque de France possédait encore plus de 9 milliards de francs sous forme de dépôts ou de créances libellées en monnaies étrangères. Dans cette limite, la Banque est littéralement en spéculation sur le franc, et on peut juger que c'est la limite maxima du risque que la collectivité française puisse courir au nom d'une solidarité internationale dont on la voit seulement faire les frais.

***

L'or peut sortir de l'organisme monétaire français par un déroulement exactement inverse de celui qui a amené son entrée. Il y a même cette différence entre les deux cas, que la balance des comptes normaux, de ceux qu'on pourrait appeler les comptes industriels de la France, est actuellement nettement défavorable. Pour que l'or entre en France, il faut donc que l'afflux des capitaux venant chercher la nationalité française commence d'abord par compenser le solde passif de la balance commerciale. Et c'est le surplus seulement qui nécessite des entrées de métal. Les sorties d'or se

produiraient, au contraire, du seul fait qu'un relatif équilibre dans les mouvements purement monétaires laisserait apparaître la nécessité pour la France de solder au moyen de ses avoirs internationaux la balance de ses comptes normaux.

Au point de vue monétaire, la France est remarquablement bien armée pour faire face à cette possibilité d'évasion des capitaux. Le jour où les dépôts étrangers, libellés en francs, chercheraient une dénomination monétaire nouvelle, la France n'aurait, naturellement, aucun moyen de s'y opposer; mais il lui suffirait de matérialiser les retraits effectués par l'étranger en renvoyant l'or qui a accompagné les dépôts faits chez elle. Le seul point nouveau qu'il convient de mettre en lumière, c'est que l'Institut d'émission se trouve ainsi contraint de conserver une couverture quasi totale aux engagements-francs qui sont nés par le fait des importations des capitaux en France. C'est cette nécessité qui a été souvent mal comprise, et dans laquelle on a cru voir une volonté systématique de stériliser l'or.

Il est certain que, dans une situation monétaire normale, l'expérience a conduit à considérer qu'une certaine proportion, d'un tiers généralement, était suffisante entre l'encaisse-or d'un Institut d'émission et ses propres engagements. Cette règle a été fixée législativement pour la Banque de France. En janvier 1930, la proportion de l'encaisse-or aux engagements à vue était de 48 p. 100, déjà en majoration sensible par rapport au minimum légal. Le 3 juin 1932, elle est de de 73,5 p. 100. Cette élévation correspond au fait que les engagements de la Banque de France se sont élevés, comme on l'a vu plus haut, d'une somme très sensiblement égale à l'accroissement même de ses actifs étrangers. Il est indéniable que, légalement, les engagements de la Banque de France auraient pu s'accroître d'une somme très supérieure, si on avait utilisé le multiplicateur antérieurement en usage. Il est vrai, par conséquent, que la France était en mesure de déclencher une inflation formidable de crédit, et de créer des billets par paquets, pour pratiquer une politique d'escompte ou d'avances inondant la France d'argent. Mais c'eût été une véritable catastrophe, et au point de vue économique, et au point de vue monétaire.

Personne ne peut soutenir que l'économie ait à gagner à une débauche de crédit, alors qu'elle a été, au contraire, victime d'exagérations qu'elle ne peut aujourd'hui résorber. La question est évidente en ce qui concerne l'économie française, qui a la sagesse de ne pas chercher des remèdes dans un redoublement des excès monétaires. Sans doute aurait-il pu enêtre autrement vis-à-vis de l'étranger. L'or qui est en Allemagne ou aux États-Unis a normalement, une efficacité multipliée par le crédit[1]. Une sortie d'or d'Allemagne de 1 million, par exemple, oblige donc à un dégonflement local de crédit très supérieur, qui est de l'ordre de 5 à 6 millions. L'Allemand s'imagine alors qu'il peut s'adresser à la France, chez laquelle ce million est entré, pour lui demander de faire, à l'extérieur, des prêts analogues à ceux qui étaient basés sur cet or tant qu'il était en Allemagne. Mais il y a une différence essentielle entre ce qu'on peut appeler l'incompressibilité relative des systèmes monétaires nationaux, et l'élasticité complète des relations monétaires internationales. Cela veut dire que, si la règle du tiers, par exemple, s'est avérée traditionnellement opportune, c'est parce qu'un pays ne peut pas se passer de monnaie, et qu'il est impossible d'imaginer que tous les billets en circulation soient présentés à la fois aux caisses de la Banque. Mais il en est tout autrement quand il s'agit de dépôts appartenant à des étrangers, et qui ne sont venus chercher dans un pays qu'un abri et une dénomination provisoires. Il est parfaitement possible, pour ceux-ci, d'imaginer un retrait rapide et total; on peut même dire que cette éventualité est une certitude pour un jour ou pour l'autre. L'Institut d'émission ne doit donc pas garder par devers lui une simple portion des dépôts qui lui sont confiés, mais leur intégralité, car il sait qu'il devra les rendre. On en a eu d'ailleurs un exemple frappant par ce qui s'est passé en Allemagne en 1931. L'Angleterre et les États-Unis, perdant confiance dans le mark à la suite des succès nazis, et désireux de rapatrier leurs avoirs, ont pratiqué des retraits massifs qui ont immédiatement

1. On est bien obligé de se servir de ces formules elliptiques qui résument la vérité, mais qui en forcent le sens. La relation entre l'or et le volume du crédit est infiniment plus complexe qu'on ne le croit (cf. sur ce point « L'or ou le Retour aux Disciplines », dans la *Revue de Paris* du 1er mars 1932).

bloqué tout le système monétaire allemand. On a été obligé d'appliquer des remèdes, par eux-mêmes absurdes et contradictoires, en décrétant, d'une part, que les dépôts étrangers faits en Allemagne ne pouvaient plus être retirés, et, d'autre part, que l'Allemagne devait en envisager néanmoins le remboursement intégral, mais suivant une cadence très ralentie. Il était cependant de toute évidence que l'Allemagne ne pouvait, en aucune façon, rembourser les dépôts qui lui avaient été confiés, si parallèlement on ne lui en confiait pas d'autres, car elle les avait fait entrer dans son fonds de roulement national.

Il serait étrange que l'on reprochât à la France d'avoir évité de se mettre dans une situation aussi périlleuse. Il est vrai que la centralisation de l'or dans un certain pays détermine des troubles chez les nations qui exportent leur métal jaune. Mais le pays importateur n'y est pour rien. Il n'a aucun besoin du métal excédentaire qu'on lui envoie malgré lui, et il ne peut tout de même pas démolir toute son économie en infusant de force à celle-ci des doses massives et meurtrières d'un crédit dont il n'a que faire.

***

En somme, l'importance des déplacements matériels de métal pendant les derniers mois doit être considérée comme la manifestation d'un trouble organique, de même que l'agitation du sang, et la rapidité des pulsations artérielles, décèlent un déséquilibre dans le corps.

L'évolution internationale avait créé des moyens de règlement, de nation à nation, de plus en plus nombreux. Une maladie s'est emparée du monde et l'a conduit à renoncer à ses plus précieuses conquêtes dont l'audace effrayait sa prudence renaissante. Il a donc cessé brusquement d'avoir recours aux moyens de paiement que l'ingéniosité universelle avait développés, et il est revenu à l'usage presque exclusif du métal jaune pour compenser le solde des comptes internationaux. Or, il s'est trouvé justement que les mouvements de capitaux prenaient, pendant le même temps, une ampleur démesurée à cause des violentes disparités qui éclataient

entre les différents systèmes monétaires employés. En d'autres temps l'afflux des disponibilités vers la France, ou leur reflux hors de la France, se serait probablement traduit essentiellement par l'introduction ou le retrait de valeurs américaines ou anglaises, ou bien encore par une participation accrue, ou diminuée, dans les emprunts extérieurs placés à la fois à Amsterdam, à Londres, ou à Paris. L'opinion se serait à peine douté de pareils ajustements, et aurait négligé les avertissements de ceux qui auraient voulu les signaler et les interpréter. Mais, dans l'état de semi-paralysie où se trouve le monde depuis plusieurs années, on a dû recourir au déplacement physique de l'or, et chaque individu s'est ému de ce qu'il voyait trop.

L'évasion ou l'accumulation de l'or a vivement impressionné l'opinion publique, parce que celle-ci a cru discerner la cause de l'ébranlement monétaire dans ce qui en était, au contraire, la conséquence. Le fait initial n'est pas que l'or entre ou sorte d'un pays déterminé; il consiste en ce qu'une nation a confiance ou n'a pas confiance dans sa monnaie. En réalité, il n'existe plus dans le monde de monnaies rigoureusement inattaquables. Cela résulte inévitablement des nouveaux usages monétaires qui se sont superposés au maniement matériel des pièces métalliques, et même des monnaies fiduciaires. Au stade d'évolution qu'a atteint le monde, la monnaie ne peut subsister que grâce à un consentement universel, sur lequel les lois sont impuissantes, mais qui, par contre, devient de plus en plus impressionnable à tous les éléments qui touchent l'opinion. On croyait possible, il y a quelques années encore, de créer des monnaies purement artificielles, et destinées à conserver leur valeur-or, quelle que soit la gestion des pays qui devaient en user. Ces tentatives ont échoué. La preuve expérimentale est faite qu'une monnaie ne résiste pas en vertu de sa définition, ni même en vertu de la politique strictement monétaire de sa Banque d'émission. Elle est étroitement solidaire de la confiance que mérite la direction de ses affaires économiques, sociales, ou politiques.

Pendant trois ans, l'or a afflué en France pour des raisons positives, tenant à un certain équilibre des affaires intérieures,

et pour des raisons négatives, tenant à l'inquiétude croissante de l'étranger vis-à-vis de ses propres monnaies. Les mouvements inverses seront déclenchés par les divers pays au fur et à mesure que leurs devises mériteront la confiance, et que leurs nationaux la leur accorderont. Rien ne peut prévaloir contre de telles constatations irréductibles.

Le monde exige au moins un minimum de cohérence pour son fonctionnement. Si les discours sont en contradiction avec les faits, les premiers ne résistent pas un instant en face des seconds. C'est ainsi que l'on a pratiqué un socialisme effréné, sans accepter de comprendre qu'on enrayait progressivement le fonctionnement d'une machine qui n'était pas faite pour cet usage, bien que par sa résistance elle en ait toléré l'application jusqu'à l'épuisement. De même, nous continuons à nous servir d'un système monétaire international intelligent et souple; mais il suppose le respect de certaines conventions et de certains engagements qui constituent son essence même. Le monde n'accepte plus les règles du jeu; il est trop simple, mais inexact, de prétendre alors que les dés sont pipés.

ED. GISCARD D'ESTAING

LES MAUVAIS DIMANCHES

A Jean Sarrailhé.

En 1931, il y avait, dans le quartier de la place des Victoires, de la Bourse, du Palais-Royal, des rues charmantes. Je parle ainsi pour le cas où, beaucoup plus tard, quelqu'un lirait cette histoire : il faudrait alors qu'il comprenne tout l'attachement que certains d'entre nous ont pu garder au Paris de leur temps; il faudrait qu'il se représente, dans toute leur force, les sentiments d'une jeune fille étrangère qui, par un soir d'avril de cette merveilleuse année, pénétrait dans une vieille maison de la rue des Petits-Champs. Elle était venue d'une ville de l'Allemagne du Sud se placer à Paris, dans une famille, comme institutrice, et Paris l'avait tout de suite enchantée. Elle n'en saisissait pas encore toutes les nuances, mais elle sentait qu'elle se trouvait en un lieu unique au monde et où des tas de choses anciennes, sous leur patine, frémissent du besoin de vous dire qu'elles sont là et qu'elles ont des paroles à vous confier. C'est donc toute pleine de recueillement et d'une sorte de gravité allègre qu'elle entra dans la vieille maison et monta un large escalier de pierre à rampe de fer forgé. Entre chaque palier il y avait une haute fenêtre de dimensions inusitées, et l'ombre, la lumière, le coins et les recoins composaient un désordre qui, autrefois, avait dû paraître normal et familier, mais auquel, à présent, il fallait faire un petit effort pour s'accommoder. Et, cependant, on s'y accommodait assez vite. De même il régnait dans ce

vaste escalier mal éclairé une odeur d'usure et de poussière qui étonnait un peu, mais qui, en même temps, séduisait le cœur et lui parlait un langage touchant. A chaque palier des plaques de cuivre, sur les portes, annonçaient des bureaux, des commerces inconnus, des petites industries en chambre, toute sorte d'occupations intimes et monotones. Au dernier étage, la jeune fille s'arrêta. Il n'y avait plus là qu'une porte sur laquelle on lisait : *Foyer*. Elle tourna le bouton, poussa la porte et entendit éclater des rires et des voix féminines. Elle était dans une antichambre, qui servait de vestiaire. Elle demanda :

— Mademoiselle Frida Menzel?

— Elle doit être dans la salle de lecture, — lui répondit-on. — Vous connaissez le chemin?

Elle fit oui de la tête et s'engagea dans un couloir, croisa des jeunes filles qui riaient, parlaient, faisaient du bruit, et pénétra dans une vaste pièce pleine de tables et éclairée de petites lampes vertes. Là on ne papotait qu'à voix basse, mais cela n'en faisait pas moins un grand bourdonnement. Elle chercha un peu parmi les tables et découvrit, enfin, son amie, enfoncée dans un fauteuil de cuir et qui feuilletait un magazine.

— Enfin me voilà! — lui dit-elle en allemand. — Je croyais que je n'arriverais jamais.

— Lenchen! — s'écria l'amie. — Assieds-toi vite et bavardons. As-tu toute ta soirée? Dînes-tu avec moi?

— Mais oui. Samedi ils ont du monde et je devrai garder les enfants. Mais, comme compensation, ils m'ont laissé ma soirée d'aujourd'hui.

— Es-tu toujours contente au moins?

— Oh! ils ne sont pas désagréables et les enfants sont gentils. Évidemment, samedi soir, je ne m'amuserai pas. Il faudra que je mange à l'office avec les deux petits et que je les distraie un peu jusqu'à l'heure du coucher. Mais, parfois, quand ce n'est qu'un ami intime qui vient dîner, on les admet à table et cela me permet de voir des visages nouveaux. L'autre soir j'ai fait ainsi la connaissance d'un grand hurluberlu qui a été fort aimable avec moi.

— Un amoureux, Lenchen! Tu as de la chance.

— Je n'en voudrais pour rien au monde. Donne-moi une cigarette.

Elles éclatèrent de rire, puis se mirent à fumer gravement. Frida Menzel était employée dans une banque. Elle travaillait à Paris depuis plus longtemps que son amie, ce qui lui donnait une grande supériorité.

Une jeune fille s'approcha :

—Bonsoir, miss Grave, — lui dit Frida. — Permettez-moi de vous présenter ma compatriote, mademoiselle Hélène Rügen.

— Oh! — fit l'Anglaise, — êtes-vous vraiment Allemande, vous aussi? Vous avez tellement l'air parisien.

— Et elle n'est ici que depuis un mois! — s'écria Frida. — Pourtant nous sommes de la même ville, je vous le jure.

— Alors vous êtes deux amies d'enfance? C'est gentil de s'être retrouvées ici.

— Non, — expliqua Frida, — figurez-vous que nous ne nous connaissions pas. Mais, lorsque Lenchen est venue à Paris, des amis me l'ont recommandée et c'est ici que nous avons fait connaissance. Bien sûr nous nous sommes trouvé des relations communes. Seulement, moi, j'ai fait mes classes à Munich. Oh! je suis une habituée des grandes villes. Enfin, nous sommes devenues amies tout de suite. Mais voici la cloche : allons dîner.

Toutes les jeunes filles quittaient, en grand tumulte, la salle de lecture. Après avoir gravi quelques marches on entrait dans un immense hall vitré. Une femme, assise derrière un bureau, distribuait des tickets contre une somme de sept francs ou sept francs cinquante, selon que l'on prenait le dîner avec ou sans vin. Puis les jeunes filles allaient se munir d'un plateau et chercher elles-mêmes, au fond de la salle, leur dîner, réparti en petites casseroles couvertes et en petits plats, leurs assiettes, leur couvert. Enfin elles se plaçaient à leur gré, aux longues tables de réfectoire qui emplissaient la salle.

— On est tout de même haut ici! — observa Hélène Rugen, en levant les yeux vers les vitrages sombres. — C'est drôle de manger si haut!

— Un de ces jours, — lui dit Frida, — je t'emmènerai dîner à la Tour Eiffel. Tu verras, Lenchen : c'est encore plus haut.

Leur dînette expédiée, Frida proposa :

— Si vous voulez, allons chez moi : nous ferons marcher le phonographe.

— Je ne peux pas, — dit miss Grave. — J'ai promis à une amie de sortir avec elle.

— Eh bien! Lenchen, nous irons toutes les deux, — dit Frida. — Partons.

Frida habitait une chambre meublée, rue Bergère. Il y en avait pour un quart d'heure de marche, par des petites rues débordantes d'animation dans la journée, mais à présent désertes.

— Oh! Frida, — disait Lenchen, — comme j'aime tout cela, comme tout cela a l'air serré et mystérieux! Sais-tu ce qui se passe dans toutes ces maisons?

La nuit était claire et fraîche. Un peu plus loin on traversa brusquement les Boulevards, brillants de tous leurs feux, puis de nouveau ce furent les petites rues obscures.

— Je passe devant toi, — dit Frida en entrant chez elle et en faisant jouer l'électricité. Son logis comprenait un vestibule, une chambre et une salle de bains. Les meubles étaient vulgaires, mais on respirait un parfum subtil et qui semblait avoir été amené là de très loin. Frida alluma une petite lampe, la cacha derrière un fauteuil, jeta sur le tapis la courtepointe du lit et les deux amies s'installèrent par terre dans la pénombre, avec leurs cigarettes et leur phonographe.

— Mon Dieu! — soupira Frida en s'étirant.

— Quoi?

— Rien... Passe-moi les disques, ils sont près de toi. Non, pas celui-là, il est affreux, il va me faire pleurer. Celui-ci, oui.

Vers onze heures, Hélène prit congé de son amie. Ses patrons habitaient sur la rive gauche, derrière le Luxembourg. Elle rentra à pied, lentement, savourant cette nuit de printemps parisienne, et faisant la plus grande attention à ne pas s'égarer. Elle se débrouillait encore très mal dans les autobus et trouvait moins de risques à circuler à pied. L'itinéraire de sa maison à la maison de Frida et au Foyer était d'ailleurs celui qu'elle connaissait le mieux : encore fallait-il ne pas se laisser distraire. A chaque instant elle

croyait ne pas reconnaître les lieux et s'être perdue. Quand elle eut gagné la Seine, elle poussa un soupir de soulagement. Cette fois elle s'y retrouvait très bien, il n'y avait qu'à remonter le boulevard Saint-Michel. Des ombres passaient et repassaient, légères et comme portées par un souffle de ferveur et de fantaisie. Elles entraient dans les cafés illuminés, en sortaient, y rentraient ou passaient près de vous avec un frôlement indifférent et cependant sympathique.

Pour ses soirs de sortie, on confiait à Hélène une clef de l'appartement. Elle entra sur la pointe des pieds, traversa un long couloir et parvint à sa chambre. Elle s'arrêta un instant devant la porte des enfants : ils dormaient. Mais elle, dans sa tête, elle entendait résonner le plus triste et le plus délicieux des airs qu'avait joués le phonographe de Frida. Elle le garda en elle jusqu'au moment où, enfouie dans ses draps, elle s'endormit. Le lendemain matin elle crut l'avoir oublié, mais il revint pendant la répétition de géographie.

Ce soir-là le grand hurluberlu était invité à dîner. Hélène en éprouvait une vive joie. Les enfants, dans la chambre d'enfants, rangeaient leurs livres, cependant que, l'oreille tendue vers les bruits de la maison, elle entendait madame Rouart donner des ordres pour le dîner. Sept heures sonnèrent. Madame Rouart entra.

— Eh bien! — demanda-t-elle aux enfants, — est-ce que Fräulein est contente de vous? Il faudra bien vous laver les mains et faire un peu de toilette. L'oncle Charles vient dîner.

L'oncle Charles avait voulu être officier de marine : mais, à vingt ans, il s'était crevé un œil dans un accident d'auto, ce qui l'avait empêché de poursuivre ses études. Il avait dû se contenter d'entrer au Ministère et ne s'en était pas consolé. Son seul voyage avait été une croisière en Méditerranée qu'il ne cessait de raconter, évoquant en un langage attendri et ampoulé tel coucher de soleil sur les îles ou telle escale à Palerme. Il parlait toujours comme pour lui-même, sans regarder ni écouter ses interlocuteurs, la tête dressée, un œil à jamais fermé, l'autre grand ouvert et perdu dans le vague, ce qui lui donnait l'air de prêter attention à des choses lointaines. Il adorait la poésie et citait à tout coup des poètes,

les prenant à témoin des illusions dans lesquelles il vivait et dont il lui était impossible de sortir. Le premier soir qu'il avait vu Hélène, il avait étalé aussitôt le répertoire de tout ce qu'il savait de l'Allemagne et avait découvert mille concordances entre Hélène et l'image qu'il se représentait d'une jeune fille allemande. On était habitué à ses façons, et ses amis entraient dans son jeu, ou bien ils se moquaient doucement de lui. Mais il n'y prenait pas garde et continuait à se satisfaire d'un univers qui lui apparaissait perpétuellement émouvant et mélodieux

Il était déjà au salon, causant avec monsieur et madame Rouart, lorsque Hélène entra, encadrée des deux enfants. Il leva les bras au ciel et lança un madrigal mêlé des deux mots d'allemand qu'il connaissait, puis embrassa les enfants et les prit entre ses genoux. Les enfants aimaient à l'examiner de près, car il s'habillait avec une recherche singulière et portait toujours sur lui des pochettes, des stylographes, des porte-cigarettes, un tas de petits objets dont les femmes lui faisaient cadeau. Car il avait beaucoup d'amies avec qui il entretenait un commerce sentimental et badin, sans aucun risque, d'ailleurs, ni pour elles ni pour lui.

Lorsqu'il n'y avait pas d'invité à table, la conversation se cantonnait entre monsieur et madame Rouart. Au début du repas, seulement, on adressait, fort aimablement, quelques questions à Fräulein sur la conduite et les progrès des enfants. Mais en présence de l'oncle Charles, Hélène pouvait parler un peu d'elle-même, et ce n'est qu'alors que monsieur et madame Rouart, poursuivant la conversation, apprenaient des précisions sur sa vie et ses pensées.

— Et votre papa, Fräulein Hélène, — lui demandait l'oncle Charles, que fait-il à cette heure-ci?

— Il est à sa brasserie, — répondait Hélène. — Il lit les journaux, il fume un cigare. Puis il va rentrer dîner à la maison.

Là-dessus l'oncle Charles se lançait dans des broderies et des divagations, construisant la petite ville allemande et la bonne face du père Rügen. Madame Rouart, avec un intérêt conventionnel et comme pour parler sérieusement, se penchait vers Hélène et lui demandait à mi-voix :

— Monsieur votre père est âgé, Fräulein?

— Bientôt soixante ans, madame.

— Mais sa santé est bonne?

Ces soirs-là, Hélène jouissait de la chaleur et du luxe de l'appartement et s'y trouvait à sa place. Lorsque, vers neuf heures et demie, elle emmenait coucher les enfants et se retirait dans sa chambre, de vagues espoirs, qu'elle n'aurait su définir, gonflaient son cœur. Elle prolongeait sa toilette du soir, choisissait dans son armoire son plus joli déshabillé et restait longuement étendue sur son canapé, lisant un roman, dont elle découpait et tournait les pages avec des gestes lents, et auquel d'incessantes distractions l'empêchaient de rien entendre.

Un professeur du petit lycée Montaigne venait tous les jours entre cinq et sept heures donner ses leçons. Le rôle d'Hélène était de s'occuper des répétitions, de l'enseignement de l'allemand et des promenades. Outre son soir de sortie elle avait donc tous les jours, entre cinq heures et six et demie, un peu de liberté, dont elle profitait pour faire des courses. Elle examinait les vitrines, parcourait les grands magasins, s'y reprenant à plusieurs fois avant de se décider à acheter un foulard ou une blouse en solde. C'est ainsi que de Paris elle apprenait surtout à connaître les dernières heures de la journée, qui sont les heures les plus fiévreuses, celles des suprêmes résolutions. Elle aimait la hâte qui précipite tout le monde à ce moment-là, surtout lorsqu'il pleut et que l'on aperçoit, sur le trottoir d'en face, des midinettes qui pataugent avec leurs souliers frêles et leurs petits bas transparents et qui déploient un si ferme courage pour se rendre là où les appelle, indifféremment, le travail ou le plaisir. Elle se sentait pleine d'admiration pour ces obscures petites sœurs, elle aurait voulu les arrêter au passage et leur dire : « Moi aussi, je suis une des vôtres. Vous me reconnaissez, n'est-ce pas? Vous m'acceptez parmi vous? Ce soir, si vous voulez, nous irons au cinéma ensemble... » Elles lui paraissaient si fines, si intelligentes, rien que dans la façon dont elles portaient leurs sacs, leurs minuscules parapluies, elles mettaient tant de coquetterie à se défendre contre la servitude... Tant de légèreté à dépenser leurs lourdes huit heures de travail...

« Oui, moi aussi, se disait Hélène, je suis une ouvrière d'ici; moi aussi je veux être brave. »

Le dimanche on lui accordait l'après-midi et la soirée. Le déjeuner terminé, elle courait au Luxembourg ou aux Tuileries, où elle avait donné rendez-vous à Frida. Les deux amies passaient alors une longue journée, longue, passionnément interminable. Elles se promenaient, elles allaient prendre le thé, elles se promenaient encore et allaient dîner au restaurant. C'était tantôt l'une, tantôt l'autre qui invitait. Frida, qui était la plus gourmande, découvrait chaque fois un restaurant nouveau. On se rappelle que 1931 fut l'année de l'Exposition Coloniale. Il n'y en eut pas un coin que nos deux amies n'aient parcouru. Pendant toute la semaine, Hélène pensait au dimanche suivant, l'attendait avec impatience. Quand elle arrivait au rendez-vous de Frida, son cœur battait comme au rendez-vous d'un amoureux. « Frida sera-t-elle déjà arrivée? pensait-elle. Ou bien vais-je être obligée d'attendre, pendant que le temps passe, que ma liberté se gaspille et qu'autour de moi je verrai des gens béatement assis sur leurs chaises, des familles heureuses, des groupes complets et qui ne souhaitent rien? » Elle parvenait enfin à la statue du rendez-vous et une joie délirante la faisait tressaillir lorsqu'elle apercevait Frida, élégante, joyeuse et fraîche, qui accourait à elle.

Un dimanche qu'elles goûtaient dans un thé de la rue Royale, elles laissèrent la conversation s'engager avec deux messieurs assis à la table voisine. Ou plutôt ce fut, naturellement, Frida, qui commença à répondre à leurs avances. « Comme elle est hardie! » pensait Hélène, qui ne disait rien; mais bientôt, elle aussi se mit à parler. Ils paraissaient, d'ailleurs, fort bien élevés, surtout le plus âgé, un gros homme chauve, qui pouvait avoir quarante ans et parlait avec lenteur, d'une voix douce et discrète. L'autre, un assez beau garçon, était peut-être moins distingué. Mais il plaisait infiniment à Frida. Et lorsqu'il proposa aux deux amies de les emmener finir l'après-midi dans un cinéma permanent, Frida répondit :

— Pourquoi pas? Mais très volontiers.

— Tu es folle! — ne put s'empêcher de s'écrier Hélène.

Mais Frida sourit en haussant les épaules et Hélène reprit :

— Après tout, ce sera peut-être amusant.

Dans la rue, elle se laissa prendre le bras par le gros monsieur, cependant que, devant eux, Frida et le jeune homme se pressaient résolument l'un contre l'autre. Au cinéma, dans l'obscurité, le gros monsieur voulut lui caresser la main : elle le repoussa. Il n'insista point et soupira. Elle lui demanda :

— Qui êtes-vous?

Il se tourna vers son jeune compagnon :

— Dites-donc, Albert, — lui dit-il, — ma gentille voisine est curieuse : elle veut savoir qui nous sommes. Ah! mademoiselle, — poursuivit-il, — pour ce qui est de moi, je ne suis pas grand'chose : un provincial, presque un étranger comme vous.

— Nous sommes deux provinciaux, — fit le jeune homme, — et nous venons passer à Paris la fin de chaque semaine. Pas très gênants, comme vous voyez. Nous ne vous demanderons que vos dimanches.

— Et où habitez-vous? — demanda Frida.

— Amiens, — répondit le gros monsieur.

Lorsque les deux amies furent seules :

— Décidément tu es folle! — dit Hélène. — Veux-tu vraiment que dimanche prochain nous allions à leur rendez-vous?

— Nous verrons bien, — répondit Frida. — Mais en somme, pourquoi n'irions-nous pas? Ta conquête n'a pas beaucoup de cheveux, cela est sûr, mais c'est un homme sérieux et qui paraît charmant. Quant au jeune, il est très sympathique, tu ne trouves pas?

Il lui avait tourné la tête. Chaque fois que, pendant la semaine, elle revit Hélène, elle ne fit que lui en parler.

— Tu m'ennuies avec ton type, — lui dit Hélène. — N'est-ce pas ainsi que l'on dit en français? Un type... tu as un type.

— Et toi aussi, tu en as un, — répondit Frida. — Un gros type sérieux, entre deux âges, quelque chose d'avantageux et de solide, et non un gigolo comme moi. C'est toi qui as le mieux choisi, tu sais.

— Cela est bien étrange, — murmura Hélène.

— Quoi?

— D'avoir un type.

Le dimanche suivant, ce fut avec un tout nouveau senti-

ment d'anxiété qu'Hélène alla rejoindre Frida. Puis elles se dirigèrent vers le café, où les deux types leur avaient donné rendez-vous. Ils les emmenèrent au *Casino de Paris*. En sortant de là Hélène se sentait étourdie, la tête bruissante. Le soir n'était pas encore tombé et il y avait dans l'air une tiédeur molle et triste. Frida était très agitée.

— Vous restez à dîner avec nous? — demanda Albert, le jeune homme.

Frida accepta aussitôt, Hélène dut la suivre. Le dîner, dans un restaurant à orchestre, fut long. Frida parlait et riait sans arrêt, se rejetait en arrière sur l'épaule d'Albert, disait des folies, auxquelles Albert répondait par d'autres folies. Le gros monsieur se montrait plus réservé. Il était plein d'attentions pour Hélène et parfois lui effleurait les doigts. Pourtant il ne semblait y avoir nulle timidité dans son attitude, rien qu'une déférente circonspection.

— Je ne sais pas encore votre nom, — lui dit Hélène tout à coup.

Les deux autres pouffèrent de rire.

— Non? — s'écria Albert. — Mais c'est incroyable! Eh bien! mon ami s'appelle...

Il allait dire Polydore ou Symphorien, mais le gros monsieur s'empressa de déclarer qu'il s'appelait Jacques. Et il présenta sa carte de visite : *Jacques Lemarchand, industriel, Amiens.*

— Dimanche prochain, — fit Hélène, — je ne pourrai pas vous revoir. Mes patrons s'absentent et l'on m'a demandé de garder les enfants toute la journée.

— Mais le dimanche suivant? — demanda précipitamment M. Lemarchand.

Et il ajouta, plus bas :

— Je compte absolument sur vous le dimanche suivant. J'ai besoin de vous... Eh bien! je passerai mon dimanche prochain à Amiens.

— C'est vrai, — demanda Frida à son amie, lorsqu'elles se retrouvèrent seules, — c'est vrai que dimanche prochain tu es de corvée?

— Absolument vrai, je devrai promener les enfants à l'Exposition et les emmener goûter chez leur grand'mère. C'est bien triste.

Mais elle pensait que ce ne serait pas plus triste que les dimanches auxquels elle se voyait livrée désormais, auprès d'une Frida déchaînée et de deux hommes inconnus. Elle éprouvait une sorte de vertige angoissé, à quoi, néanmoins, elle ne pouvait résister, un peu ce qu'elle avait ressenti le jour de ses treize ans, alors que son père lui avait dit d'un ton étrangement grave :

— A présent, tu n'es plus une petite fille.

Un jour de cette semaine, l'oncle Charles revint dîner. Les deux enfants, tout joyeux, lui avaient annoncé cette bonne nouvelle :

— Oh! Fräulein, l'oncle Charles vient dîner ce soir!

Là encore, elle comprit que quelque chose de nouveau s'était passé en elle. Car jusque-là, c'est à la façon des enfants qu'elle s'était réjouie des dîners avec l'oncle Charles. A présent elle ne pouvait plus partager le plaisir des enfants et elle pensait que l'oncle Charles trouverait un changement en elle. D'ailleurs il ne trouva rien, et l'accueillit par les propos respectueux, délicats et emphatiques par lesquels il l'avait toujours accueillie et par lesquels on sentait qu'il l'accueillerait éternellement. Mais elle ressentit en face de lui une sorte de gêne, comme une grande coupable devant un innocent qui radote.

Le dimanche suivant elle s'éveilla avec un sentiment de soulagement, à l'idée de ne pas avoir à le consacrer à ses nouvelles relations. Autrefois elle eût maudit sa captivité, elle eût détesté les enfants avec lesquelles elle était obligée de rester : à présent elle se réjouissait de passer ce dimanche en leur douce et lassante compagnie. Le déjeuner terminé, elle les mena en autobus à l'Exposition Coloniale. L'autobus traversait ces vastes zones faubouriennes qu'Hélène ne comprenait pas très bien et qui constituent la part incolore de toute grande ville. De ce voyage elle ne retint qu'une chose que, malgré ses nombreuses promenades à l'Exposition, elle n'avait jamais remarquée jusque-là. C'était, dans la longue muraille insipide de l'avenue Daumesnil, tout à coup, percée dans le néant, une petite auberge italienne, toute rouge, avec une de ces portières de sparterie, ensoleillées et légères, qu'on voit aux boutiques des pays méridionaux.

Les enfants pépiaient sans arrêt. Ils s'étaient violemment attachés à Hélène, le petit garçon surtout, et c'était un triomphe pour eux que ce dimanche qu'ils lui volaient. Lorsqu'on arriva devant les énormes colonnes blanches de l'Exposition, parmi la foule, la poussière, les cris, leur joie n'eut plus aucune limite. Ils frémissaient d'impatience de pénétrer dans cette fête compacte; en même temps ils ne voulaient pas lâcher les mains d'Hélène qui cherchait la route la plus sûre. Ils se pressaient contre elle, puis ils la tiraient de toutes leurs forces. Hélène, bientôt, se laissa aller à partager leur bonheur. Elle voulut, comme eux, tout voir, tout connaître, se sentir partout à la fois.

— Mes petits amis, — leur dit-elle tout à coup, — n'oubliez pas que nous devons aller goûter chez votre grand'mère.

Celle-ci habitait l'île Saint-Louis. Il fallut reprendre l'autobus. Cinq heures sonnaient, lorsqu'on arriva quai de Bourbon, devant la maison de la grand'mère. Une lumière grise, lointaine, et comme fanée, enveloppait la courbe de la Seine, les ponts, les maisons. Tout cela paraissait très vieux, la Seine surtout avec sa vieille eau usée. « C'est un fleuve si ancien! » pensa Hélène. Et elle retrouva cette impression spéciale qu'elle avait si souvent à Paris et qui, à présent, contrastait avec les exhibitions tumultueuses et vulgaires de l'Exposition coloniale, l'impression d'être devant un monde caduc et vermoulu, mais qui remue encore, qui tressaille sous sa poussière et qui cache des secrets incompréhensibles. Peut-être suffirait-il d'une petite déchirure pour découvrir comment tout cela peut vivre encore. Mais le voile est solide et il faut continuer à demeurer isolé comme dans un brouillard. Il faut avancer comme un demi-aveugle ou comme un noyé. Le décor était gris et tranquille. Il n'y avait personne sur le quai, personne dans la cour de la maison, ni dans l'escalier, et le coup de sonnette d'Hélène retentit au milieu d'un silence extraordinaire. La porte s'ouvrit, et il y eut encore une fois l'odeur de poussière, une chaude odeur de bibliothèque et de sacristie.

La grand'mère était une vieille dame sereine, aimable et auprès de laquelle on pouvait délicieusement s'ennuyer. Oui, pendant ces deux heures passées dans un salon encombré

de meubles et où les hautes fenêtres du balcon répandaient une lumière d'aquarium, Hélène s'ennuya avec passion, une passion attendrie et somnolente, comme lorsqu'on est dans le train et que le voyage est long et qu'on a peur, néanmoins, de le voir s'achever.

— Que dites-vous de ma vue, mademoiselle? — demanda la grand'mère. Il fallut s'approcher du balcon, à travers les meubles pressés les uns contre les autres, et revoir la vieille Seine et les derniers rayons du soleil sur les berges lépreuses. Alors Hélène comprit qu'elle n'était qu'une étrangère et que les gens qui vivaient là n'aimaient qu'une chose au monde qui était Paris et avec quoi ils mourraient, qu'ils entraîneraient avec eux dans leur mort comme ces objets de chasse ou de toilette qu'on mettait dans les tombes des peuples antiques. Sans doute était-ce pour cela que Paris était chargé d'une si trouble plénitude : il fallait le partager avec des morts. Hélène ne le voyait qu'en passant, il lui faudrait encore de longues années avant de le posséder comme il méritait d'être possédé. Et peut-être n'y parviendrait-elle jamais, de même qu'elle ne parviendrait jamais à parler le français comme la grand'mère avec cet accent si pur, cette élocution serrée, sifflante, et légèrement affectée.

Elle se sentit emplie de respect et de ferveur. Et en même temps elle eut un peu pitié d'elle-même, car elle se demandait ce qu'elle était venue faire en un pareil lieu. Puis elle se dit qu'il y avait aussi de la grandeur à y passer comme une étrangère. Non comme une étrangère qui voyage en touriste, mais comme une jeune fille audacieuse qui vient demander sa part et veut gagner son pain et connaître tous les risques et tous les efforts. Elle se rappela les midinettes qu'elle aimait croiser dans la rue et qui étaient, comme elle, spontanées et courageuses. On servit le goûter et elle fit manger les enfants, aidant la grand'mère à beurrer les tartines, à verser le thé.

— Comment faites-vous, Fräulein? — lui demanda le petit garçon. — Nous avons les doigts pleins de confiture, et vous, vous ne vous salissez jamais.

Elle regarda ses mains aux longs doigts frais et roses et eut un petit mouvement de fierté. Elle avait de fort jolies mains

des mains d'ouvrière courageuse qui travaille et reste belle et dont le courage, justement, consiste avant tout à défendre sa propre beauté.

Ce fut une merveilleuse journée, toute consacrée au repliement et à la lenteur. Il faisait encore clair lorsque Hélène et les enfants traversèrent le Luxembourg et rentrèrent à la maison. Les enfants étaient fatigués, la tête bourdonnante des souvenirs de l'Exposition Coloniale. Hélène demeurait sans pensée, béatement ouverte à la suavité de l'air, aux cris d'enfants, à ces rumeurs cotonneuses qui emplissaient le Luxembourg, aux approches insidieuses du soir, aux vagues harmonies sur lesquelles s'achèvent les longues journées convalescentes des demi-saisons parisiennes et que, seule, une oreille très musicienne sait percevoir. La conversation avec la grand'mère l'avait, à la fois, harassée et ravie. Ç'avait été une chose précieuse, frêle, interminable et au cours de quoi elle s'était sentie tendue et éblouie comme lorsqu'on fixe trop longtemps un même objet. A table, tandis que monsieur et madame Rouart l'interrogeaient sur la façon dont les enfants s'étaient conduits et que ceux-ci ne cessaient de raconter les curiosités qu'ils avaient vues, elle fixait la nappe blanche, l'éclat des cristaux et croyait entendre encore en elle la voix de la vieille dame débitant avec son accent parfait des futilités convenues, souriantes et impalpables.

Huit jours plus tard, elle retrouva Frida et les deux messieurs. On alla dans un dancing. Frida, éperdue, s'abandonnait à son cavalier, ne manqua pas une seule danse. Hélène et M. Lemarchand, plus sages, demeuraient assis à leur table et causaient, avec des silences gênés, et visiblement inquiets l'un et l'autre de savoir où les menait la conversation. Puis on alla dîner. Frida but beaucoup. Albert, de temps à autre, adressait des œillades à son compagnon, qui répondait par un sourire embarrassé. A la fin du repas, Albert proposa :

— Voulez-vous qu'on aille prendre le café chez moi?

— Chez vous? — demanda Frida.

— Oui, j'ai une petite garçonnière ici. Nous pourrions...

Une demi-heure plus tard, Hélène se trouvait seule, dans une chambre hideuse, avec M. Lemarchand. Elle était assise sur un canapé, toute étourdie de ce qu'on lui avait fait boire,

et M. Lemarchand, assis à côté d'elle, lui tenait la main. De temps à autre il la regardait, approchait son visage du sien et souriait d'un air bizarre. Son crâne luisait sous la lumière d'un affreux lustre qui pendait au plafond. Dans la chambre voisine on entendait les rires de Frida, et la voix gouailleuse d'Albert.

M. Lemarchand prit Hélène par la taille et la pressa contre lui. Alors elle se dégagea :

— Laissez-moi, — murmura-t-elle, — laissez-moi.

— Tu ne veux pas? — demanda-t-il gauchement.

Deux coups de poings résonnèrent dans la cloison et Frida cria :

— Eh bien! les amoureux, ça va, à côté?

On entendit de nouveaux rires et des petits cris.

— Ça va très bien, — répondit M. Lemarchand d'une voix rauque.

Il se leva et se mit à marcher de long en large.

— Pardonnez-moi de vous avoir amenée ici, — dit-il, enfin, avec un gros soupir. — Il ne faut pas m'en vouloir.

— Je ne vous en veux pas, — répondit Hélène en le regardant d'un air un peu hébété. — Non, — reprit-elle brusquement, — ne vous approchez pas, vous me faites peur. Vous comprenez, vous vous êtes trompé, je... Oh!

Et elle éclata en sanglots. Il s'approcha d'elle, s'agenouilla, lui prit les mains.

— Mais je ne vous ferai rien, — dit-il, — ne pleurez pas, n'ayez pas peur. Si vous permettez que je reste ici, près de vous, à causer avec vous, eh bien! cela me fera un grand plaisir et c'est tout ce que je vous demanderai. J'avais espéré... Mais enfin, ne parlons plus de cela. Laissez-moi tout vous expliquer. Je ne sais ce que vous pensez de moi, vous me connaissez à peine. Il ne faut pas que vous me jugiez mal. Cet Albert n'est pas mon ami. Vous savez : il vous a menti, il n'habite pas Amiens, c'est un Parisien. Je suis en affaires avec lui, et il n'y a rien de plus entre nous. Moi, je viens à Paris toutes les semaines, du jeudi au samedi. Lorsque nous vous avons rencontrées, vous et votre amie, j'avais manqué un rendez-vous, la veille, avec Albert et j'avais décidé de prolonger mon séjour, afin de déjeuner avec lui le dimanche.

J'avais une après-midi à perdre, je l'ai passée avec lui. C'est un garçon déluré et moi, je suis une grosse bête de provincial. Je mène à Amiens la vie la plus plate; je suis marié, j'ai des enfants, mais j'avais toujours rêvé de trouver à Paris une petite amie sérieuse, qui me distrairait... J'ai horreur des grues, je ne... Enfin, comme cela, pour nous amuser, ce jour-là, nous avons décidé, Albert et moi, d'aller dans un thé, de chercher une petite aventure... Nous vous avons rencontrées. Depuis je me suis arrangé pour passer mes dimanches à Paris. Je me suis attaché à vous. Je me disais qu'un jour peut-être vous seriez pour moi ce que je cherchais... Cela ne vous ennuie pas que je vous parle ainsi? Pardonnez-moi, je n'ai pas une grande habitude des femmes, et vous êtes si charmante, si jeune...

Hélène se tamponnait les yeux avec son mouchoir, et lorsqu'elle les ouvrait, elle voyait ce gros homme agenouillé devant elle, le visage en feu et bégayant des paroles sans suite. Elle se reprit un peu et murmura :

— Je ne sais pas ce qu'il faut vous répondre. Tout cela est la faute de Frida. Moi, voyez-vous, je...

Et elle acheva :

— Je n'ai jamais pensé à rien de cela.

— Me laissez-vous quelque espoir? — demanda M. Lemarchand. — Il faudra que vous me parliez un peu de vous. Si vous saviez quelle vie triste et monotone je mène! Je travaille beaucoup, je travaille trop, je m'ennuie. C'est si dur les affaires! En tout cas, nous nous reverrons, n'est-ce pas?

— Pourquoi, — demanda-t-elle, — votre ami Albert a-t-il raconté qu'il habitait Amiens?

— Il trouvait cela plus commode. Sans doute ne veut-il pas être dérangé pendant la semaine, et n'avoir que ses dimanches à consacrer à votre amie. Mais vous, si vous êtes libre quelquefois le jeudi, le vendredi, le samedi, nous pourrons nous voir...

— Je ne sais pas, — fit-elle avec un frisson de terreur.

— Ne me refusez pas, Hélène! — supplia-t-il. Et il se releva avec effort, promena sa main sur son front chauve et se remit à marcher de long en large.

— Vous pourriez être une si gentille petite amie, — reprit-

il. — Une si gentille petite amie... Bien sûr je ne suis plus un jeune homme, mais enfin...

— Il faut que je rentre, — dit Hélène.

M. Lemarchand tapa dans la cloison et cria :

— Bonsoir, vous autres! Nous partons!

— Déjà? — cria la voix de Frida.

M. Lemarchand accompagna Hélène jusqu'au Luxembourg. Il lui avait pris le bras et elle s'était laissé faire. Mais, lorsqu'un passant les regardait, elle éprouvait un peu de honte, comme si l'on devait s'étonner qu'elle se fût choisi un pareil amoureux. Ce n'était pas elle qui l'avait choisi, on l'avait choisi pour elle, et peut-être en est-il ainsi de tous les couples que l'on croise et qui se donnent l'illusion de paraître harmonieux et concertés. « Et cependant, se dit-elle, les chères petites ouvrières que je rencontre et qui courent à un rendez-vous, c'est pour y retrouver quelqu'un qu'elles ont vraiment choisi, un jeune homme de leur classe, de leur âge et de leur rang, et qu'elles peuvent aimer de toute la force de leur cœur. » Lorsqu'ils se séparèrent, il lui baisa la main, et ce geste, bien qu'accompli avec gaucherie, la consola un peu, lui rendit un peu de fierté. Rentrée dans sa chambre, elle ouvrit sa fenêtre. La fenêtre donnait sur la cour. Devant elle, dans la nuit, il y avait des murs, des toits. On était loin de la rue, loin de tout et pourtant au centre de tout, dans un encerclement de tuiles indifférentes, de cheminées sourdes et anonymes, et pourtant tuiles et cheminées étaient les signes d'une vie profonde, multiple et qui devait être réelle, qui, sous tous ces toits, devait exister! C'était le grand Paris qui s'étendait autour d'Hélène, si vaste, si plein de foule et de bruit, mais elle n'en percevait rien et se sentait aussi seule qu'au centre d'un désert. La foule, le bruit lui demeuraient insaisissables, il lui était impossible de s'y frayer un chemin qui serait vraiment son chemin, de s'y tailler un destin qui lui appartiendrait en propre. Elle baissa la tête, ferma la fenêtre et, toute épouvantée, se déshabilla sans allumer sa lampe et se coucha dans l'obscurité.

Cette semaine-là le printemps survint, et il y eut une soirée singulière. L'oncle Charles était venu dîner à la maison, mais

il s'était retiré très tôt, à cause d'une migraine qui le faisait souffrir. Pendant que monsieur et madame Rouart le reconduisaient jusqu'à la porte de l'appartement, Hélène était restée au salon avec les enfants. On avait entendu le bruit de la porte, puis monsieur et madame Rouart s'étaient attardés dans la salle à manger, que l'on desservait, à parler entre eux et à débattre on ne sait quelle question avec les domestiques. Dans le salon déserté et qui sentait le cigare refroidi, les enfants s'étaient mis à jouer à un de ces jeux qu'on invente quand on a sommeil et que l'on vit un moment insolite, en marge des occupations régulières. Hélène, assise dans un fauteuil, l'esprit vacant, les regardait faire, et, à travers la porte vitrée, elle entendait les voix imprécises qui venaient de la pièce voisine. Les enfants avaient aligné des fauteuils à la suite l'un de l'autre et, s'y étant installés avec des coussins, ils imaginaient qu'ils étaient perdus, sur un bateau, en pleine mer et dans la nuit. Malgré le danger ils pouvaient dormir, mais ils ne dormaient que d'un œil afin d'être prêts à répondre au secours qui pourrait surgir; en même temps ils s'abandonnaient au plaisir d'être seuls et très loin. Et ils avaient peur de voir ce plaisir soudainement interrompu. Tout à l'heure, monsieur et madame Rouart allaient paraître et les envoyer au lit, et alors ils n'auraient plus que le vrai sommeil profond, dans la banale chambre à coucher de toutes les nuits. C'est, d'ailleurs ce qui arriva : la porte s'ouvrit et le charme disparut.

— Allons, Fräulein, — dit madame Rouart, — vous allez emmener coucher ces jeunes gens. Mais d'abord ils vont remettre les fauteuils à leur place. Bonsoir, enfants!

Une fois dans sa chambre, Hélène commença lentement à se déshabiller. Elle enleva sa robe, sa chemise, puis, se jetant au fond du divan, retira ses bas. Sa ceinture la serrait, et ses jarretelles roses faisaient flotter sur ses cuisses la caresse froide de leurs petites agrafes métalliques. Elle regarda ses jambes qui s'allongeaient, minces et parallèles, et se rappela combien elles lui paraissaient plus minces encore lorsqu'elle les regardait dans son bain, comme détachées d'elle-même, opalines et pareilles à deux très longues fleurs. Elle se défit de sa ceinture, soupira, s'étira, et brusquement

elle eut honte, car la pensée venait de la saisir qu'un jour ce même corps serait surpris par des regards étrangers, peut-être par ceux de M. Lemarchand, et elle le vit, ému et chauve, agenouillé devant elle, posant des baisers sur ses pieds nus, tendant les mains vers ses jambes de poupée, ses jambes pâles et longues, que rien jusqu'alors n'avait encore effleurées. Elle se précipita sur son peignoir et, toute crispée, se pelotonna au pied de son lit, au creux de l'édredon souple et dense, qui vivait, certes, lui aussi, mais d'une vie purement animale, et ne répandait d'autre chaleur que celle des oiseaux. Et pourtant, si un homme qu'elle n'imaginait point, mais qui n'était point M. Lemarchand, avait surgi à ce moment, n'aurait-elle pas levé les yeux sous son front baissé, n'aurait-elle pas laissé son peignoir s'ouvrir doucement, et ses jambes et ses bras glisser dans le frisson d'un abandon total? Elle contempla sa chambre autour d'elle, les meubles ripolinés qu'on lui avait prêtés, la lampe qui lui accordait une lumière devenue, à la longue, presque amicale, et dans cette chambre de passage, pareille aux chambres d'hôtel où descendent les voyageuses, dans cette chambre anonyme d'ouvrière, d'institutrice, de jeune fille courageuse qui défend son existence, elle sentit brusquement la présence de l'amour. Sans doute avait-elle espéré qu'il viendrait chez elle, à un moment où elle se sentirait vraiment elle-même, dans sa véritable chambre de jeune fille, là où l'on peut, avec des gestes de grande dame, accueillir les présents de la vie, comme s'ils vous étaient naturellement dus. Mais il l'avait surprise, sur une terre étrangère et parmi des hasards et des compromis dans lesquels il lui semblait qu'elle n'était pour rien. Et cependant il lui fallait bien reconnaître que c'était sa vie d'être là, de se résigner à être là, sur ce lit faussement tiède, et d'offrir son corps aux hasards et aux compromis qui s'imposaient désormais à elle.

Le samedi, pour son soir de sortie, elle alla dîner avec M. Lemarchand. Il fut pour elle, comme toujours et peut-être plus que jamais, plein d'attentions timides, excessives et rougissantes, l'emmena dans un grand restaurant, commanda du champagne. Elle se laissa un peu griser. Derrière ce gros homme chauve, aux joues tannées, couleur de brique, à la

moustache trop longue et démodée, elle distinguait la figure de l'inaccessible amour. Et comme autour d'elle il n'y avait que des couples inexplicablement appariés et que néanmoins tous ces désaccords étaient mêlés à beaucoup de bruit, de luxe et de musique, elle éprouva une sorte de joie à accepter le sort qui lui était échu, elle se laissa, un instant, vertigineusement aveugler. Dehors, elle se ressaisit et parut soudain triste et déçue.

— Qu'y a-t-il, Hélène? — lui demanda M. Lemarchand en lui prenant le bras. — Est-ce que vous regrettez de m'avoir accordé cette soirée?

Ils demeurèrent un instant silencieux. Puis M. Lemarchand murmura dans sa moustache :

— Ne vous fâchez pas de ce que je vais vous dire. J'ai... j'ai loué un petit pied-à-terre où vous serez chez vous. C'est dans un quartier tranquille. Voulez-vous le visiter? Chauffeur!

Il la poussa dans un taxi, et, durant tout le trajet, se tint sagement à côté d'elle, effleurant sa main de temps à autre, et parlant beaucoup, comme pour s'étourdir, vantant les mérites du petit pied-à-terre et disant :

— Vous comprenez, je ne suis pas heureux dans mon ménage, vous me ferez beaucoup de bien, et vous ne serez pas trop malheureuse, vous verrez...

Il disait encore :

— Vous aussi, vous avez besoin d'un peu de compagnie et de distraction. Vous êtes toute seule ici, ma pauvre petite, loin de votre pays, loin de votre famille... Vous ne regretterez pas de m'avoir rencontré.

Le taxi s'arrêta. Hélène vit encore une chambre blanche aux meubles légers, et les éternelles petites lampes. Derrière elle, M. Lemarchand souriait d'un air tout ensemble fier et embarrassé.

— Eh bien! Hélène, — disait-il, — qu'en dites-vous?

Elle se retourna froidement vers lui et sentit monter en elle un sentiment de puissance amer et cruel, comme si elle pressentait qu'un jour elle serait en mesure de se venger sur cet homme de ce qu'il avait pris la place du premier amour.

Pendant le cours de ce printemps, à mesure que les jours grandissaient et que la vie se dégageait des pluies languis-

santes et monotones pour se hâter vers les vacances et vers le beau temps, trop beau, trop chaud, trop radieux, une même sorte d'impatience s'empara d'Hélène, la poussant hors de l'appartement des Rouart, loin des enfants et de leurs leçons, et la faisant accourir, dès qu'elle le pouvait, aux rendez-vous de M. Lemarchand. Non pas qu'elle trouvât en ceux-ci la moindre satisfaction. Mais, en agissant ainsi, elle répondait à un instinct de révolte qu'elle avait découvert en elle. Puisque toute femme a son existence à elle, ses secrets particuliers, ses amours, quelle que soit la beauté de ces secrets et de ces amours, elle aussi, à son tour, elle possédait tout cela, en dépit du métier qui s'efforçait de la retenir captive et asservie. Autrefois, sa récréation, sa récompense, c'était d'aller retrouver Frida à son Foyer et d'y faire la dînette avec elle, ou dans quelque square, parmi les familles, les bonnes et les enfants, encore les enfants. A présent elle se donnait des récréations de grande personne, elle se sauvait pour courir à son pied-à-terre, comme une fille entretenue, comme une femme qui jouit de sa souveraineté, et fait valoir ses charmes, une femme dangereuse, qui court des dangers, et qui en offre. Car la lutte était égale : il y avait danger pour Hélène à s'échapper de la vie calfeutrée et à connaître les risques de cette aventure de rencontre où elle se croyait engagée, et par ailleurs elle découvrait les risques où s'était engagé le cœur de ce vieux monsieur chauve, de ce gros mari épris d'une jeune fille étrangère qui pouvait, si elle voulait, lui faire tant de mal.

Les jours où M. Lemarchand n'était pas à Paris, elle ne profitait pas moins du petit pied-à-terre et allait y passer ses deux heures quotidiennes de liberté. Elle invitait Frida à y prendre le porto. Celle-ci avait déjà perdu son Albert : aussi enviait-elle le bonheur d'Hélène.

— Je te l'avais bien dit, — lui répétait-elle, — c'est toi qui as eu le plus de chance : tu es tombé sur un homme sérieux. Sais-tu ce que je ferais à ta place?

— Que ferais-tu?

— Il t'aime, n'est-ce pas, Lenchen? Oui, oui, je suis sûre qu'il ne peut plus se passer de toi, tu le tiens. Eh bien! tu devrais l'obliger à divorcer et à t'épouser.

Hélène demeurait un peu rêveuse. Elle n'aimait nullement M. Lemarchand, grand Dieu, non! Cependant elle éprouvait parfois un sentiment de jalousie, à la pensée de cette famille dont il était le chef et au milieu de laquelle il trônait, là-bas, dans son honnête province française. N'y aurait-il pas pour elle un peu de plaisir à détruire cette stupide sérénité? C'est elle, à son tour, qui, comme elle l'avait si souvent vu faire à Frida, s'étirait sur ses tapis, bâillait d'un air farouche, et, les yeux tournés vers la petite boîte luisante du phonographe, gémissait :

— Mettons un disque...

Car M. Lemarchand lui avait offert un phonographe, un véritable bijou, auprès duquel le phonographe de Frida n'était que de la pacotille. Au reste rien ne manquait au pied-à-terre, le petit cabinet de toilette était perpétuellement approvisionné de flacons de parfums, les vases toujours pleins de fleurs fraîches. Chaque fois que Frida entrait, elle jetait autour d'elle des yeux ravis et répétait :

— Vrai, tu as de la chance! C'est charmant ici. Je t'assure, tu devrais le faire divorcer.

— Tu es folle, — répondait Hélène.

— Il faut penser à l'avenir.

— L'avenir, Frida? Oh! C'est très simple, l'avenir. Voilà bientôt les vacances : nous allons rentrer en Allemagne, retrouver nos amis, nos relations. Nous nous marierons. Un beau jour, nous nous rencontrerons à Paris, en voyage, toi avec ton mari, moi avec le mien. Ce sera très drôle.

— Oui, — disait Frida. — Si cela se passe ainsi, cela nous fera un drôle d'effet. J'amènerai mon mari devant la maison où est le Foyer et je lui dirai : tu vois?...

— Le Foyer... Il y a longtemps que je ne suis retournée t'y voir, Frida. Samedi prochain, si tu veux, j'irai dîner avec toi. Nous nous donnerons une petite soirée à nous toutes seules.

— Et ton M. Jacques?

— Je lui dirai que je dois garder les enfants.

Ce samedi-là, Hélène retrouva le grand portail de la rue des Petits-Champs, la rampe en fer forgée. Il faisait encore jour, et à l'odeur poussiéreuse de l'escalier se mêlait comme une

odeur de lumière crue et plate. Dans le couloir plein de jeunes filles, dans la salle de lecture, Hélène ne retrouva plus cette intimité qu'elle y avait connue pendant la fin de l'hiver, au temps de ses premières impressions parisiennes. Il y avait un air d'abandon dans la façon dont les magazines traînaient sur les tables et dans le geste ennuyé avec lequel les jeunes filles les feuilletaient. Où étaient la ferveur, le mouvement, la nouveauté? Il semblait même à Hélène qu'il y eût là moins de jeunes filles et que les dimensions des pièces eussent diminué. Sous les vitres qui couvraient le réfectoire, la chaleur s'était amassée et l'on mangeait sans appétit. Miss Grave vint se placer près d'Hélène et de Frida. Sur le visage de cette charmante Anglaise Hélène crut lire de la lassitude.

— Elle vient d'avoir un grand chagrin d'amour, — lui souffla Frida à l'oreille. — Eh bien! miss Grave, — poursuivit-elle à haute voix, — comment allez-vous? Toujours le cafard?

— Oh! — fit la jeune Anglaise en secouant ses boucles, — cela passera.

Lorsque les deux amies se retrouvèrent dehors, dans les rues calmes aux boutiques closes, la nuit était enfin tombée, une nuit pâle et accablante. La place des Victoires était déserte. Hélène leva les yeux vers les lettres dorées des enseignes, aux balcons des maisons de commerce vides, et vers deux ou trois fenêtres éclairées, tout en haut, sous les toits. Des gens sortirent d'un petit restaurant crépusculaire, celui qui est au coin de la rue La Feuillade et où ils avaient dîné en lisant leur journal, dans une salle blanche et morose. A présent il n'y avait plus dans ces lieux aucun mystère pour Hélène. Tout ce qui s'y passait, elle le savait. Cela ne l'inquiétait plus. Brusquement Frida lui prit le bras.

— Lenchen, — lui dit-elle, — tu ne penses pas à ton pauvre M. Jacques? Qu'est-ce qu'il peut bien faire en ce moment? Il est au pied-à-terre?

— Il a dû dîner au restaurant, et puis, oui, il ira coucher au pied-à-terre. Je le verrai demain.

— Qu'est-ce que vous ferez demain?

— Il m'emmènera au théâtre ou au dancing. Tu es bien curieuse.

— Cela m'amuse de savoir cela, — répondit Frida d'un air pensif. — De même, — continua-t-elle, — je voudrais tant savoir ce que fait Albert. Je me le demande à tout instant de la journée. Ce n'est pas que je le regrette beaucoup, mais j'aimerais tant savoir ce qu'il fait, en ce moment, par exemple...

— N'y pense pas, — dit Hélène.

Après avoir laissé son amie chez elle, rue Bergère, elle rentra à pied, ainsi qu'elle l'avait fait si souvent, mais sans plus chercher son chemin à présent, en marchant au contraire d'une façon mécanique et en suivant librement le cours de ses rêveries. Elle traversa la Seine scintillante, remonta le boulevard Saint-Michel plein d'animation, longea la masse du Luxembourg, parvint devant la haute façade froide et grise de la maison qu'elle habitait et s'arrêta un moment, surprise d'être arrivée si vite, surprise aussi du sentiment qu'elle éprouvait d'avoir passé ce soir-là parmi des choses, des gens, des occasions qu'elle aurait pu retenir. Elle sonna. La porte fut lente à s'ouvrir.

En passant devant la chambre des enfants, elle entendit des chuchotements.

— Voulez-vous bien dormir? — fit-elle à mi-voix. — Puis elle entra sans sa chambre, tourna le bouton électrique et commença à se déshabiller en pensant au lendemain. La pensée lui était brusquement venue de ce nouveau dimanche, tout proche, tout réel. Oui, que ferait-elle demain? M. Lemarchand l'emmènerait au théâtre, cela était à peu près sûr. Et ce fut le dimanche. Elle alla au pied-à-terre et trouva M. Lemarchand, assis au milieu des meubles blancs, des petites lampes et de ce parfum où elle se reconnaissait elle-même, qui était elle-même et où M. Lemarchand aussi la reconnaissait.

— Hélène, ma chérie, — dit-il, — je me suis affreusement ennuyé hier, tout seul. Oh! la triste, triste soirée!

Elle le regardait. Il avait vraiment l'air malheureux. Il disait aussi qu'il avait peur de la perdre, que les vacances approchaient, qu'elle allait partir, ne plus jamais revenir, que cette idée le rendait fou, que, parfois, il pensait à divorcer, à abandonner sa femme et ses enfants pour l'épouser, elle, sa petite Hélène, si elle voulait bien de lui, car il l'aimait

vraiment, qu'il l'avait prise d'abord comme une gentille petite amie qui devait le distraire de ses soucis, mais qu'il s'était habitué à elle et qu'à présent il ne pouvait plus se passer d'elle et qu'il l'aimait, oui, qu'il l'aimait à en perdre la tête. Bref, tout ce dont Hélène et Frida avaient parlé comme d'histoires en l'air se réalisait et il n'y avait plus moyen d'échapper à ce cercle toujours plus étroit d'événements prévus, fatals, rusés et pénibles, pénibles... Hélène, les sourcils froncés, le cœur battant, une moue amère sur les lèvres, regardait cet homme qui lui débitait toute sa passion avec un visage convulsé qu'elle ne lui avait jamais vu et des gestes étranges, un peu ridicules, plus étranges d'ailleurs que ridicules. Le temps passait et l'on s'enfonçait au cœur de l'après-midi du dimanche. Toute la petite chambre aux meubles banals, avec les lampes stériles et la petite boîte éblouissante du phonographe, s'enfonçait comme un navire qui sombre mollement, s'enfonçait dans la masse terrible de ce dimanche de mai, ensoleillé, silencieux, perdu.

— Mais voyons, Jacques, — disait Hélène. — Voyons, vous dites des folies, c'est impossible...

Elle se débattait, mais le flot d'ennui et de fatigue montait vers elle. M. Lemarchand, à présent, était à ses genoux. Avec un gros effort de sa corpulence, qui faisait craquer son complet, il s'était mis à ses genoux, et il lui parlait d'elle, de ses yeux, de ses cheveux blonds, de ses mains si jolies. Il prenait ses mains dans les siennes et caressait le poignet autant que le permettaient les manches de la blouse qu'Hélène portait ce jour-là, une blouse de soie blanche, serrée à la ceinture et qui faisait très institutrice, mais institutrice souple et brillante, vraiment désirable. Si l'on défaisait le cordon noir qui se nouait sous le collet, la gorge apparaissait, transparente, nacrée. Hélène savait aussi qu'elle avait des bras charmants, minces, bien tournés et qui correspondaient parfaitement aux jambes minces qu'elle s'était plue si souvent à admirer. Elle savait qu'ainsi tout son corps présentait une sorte d'unité juvénile dont elle devait être fière et qu'il fallait à tout prix préserver des plaintes impérieuses qui s'élevaient vers lui et menaçaient de l'engloutir.

JEAN CASSOU

D. H. LAWRENCE

ET

MABEL DODGE

L'hiver de 1911, avant Noël, une dame américaine me téléphona de l'hôtel où elle était descendue à Paris, me demandant un rendez-vous pour nous entendre sur un portrait qu'elle désirait que j'allasse faire, d'elle et de son fils, dans sa villa de Florence. Une heure après, on sonnait à ma porte. Je vis entrer une personne emmitouflée dans des fourrures, car il neigeait très fort. Son petit garçon l'accompagnait. Son apparence me frappa tout de suite. J'aurais été incapable de dire ni son âge, ni sa nationalité, si je ne l'avais pas sue. Son manteau une fois ôté, je vis son costume un peu oriental, un peu Bakst. C'était l'époque des premières toilettes de Paul Poiret. Je compris qu'elle venait chez moi, poussée par le désir de connaître le peintre de Nijinsky et d'Ida Rubinstein, l'ami de Diaghilew. Je me rendis bientôt compte que j'avais affaire à une personne remarquable, d'une grande culture, et presque trop au courant de tous les engouements du jour. Elle m'invita à venir chez elle, dans cette villa Curonia que tant d'artistes d'avant-garde ont fréquentée.

Je n'acceptai pas d'habiter chez mon modèle, m'étant douté, dès mon arrivée à Florence, que la vie quotidienne avec les esthètes anglo-saxons, russes, allemands, etc., ne serait pas de tout repos. Mais, si je n'y habitais pas, j'y passais une grande partie de mon temps. Les premières personnes que je vis à la villa furent Éléonora Duse, Vernon Lee, Bernard Berenson, Léo Stein et sa sœur Gertrude, les grands collec-

tionneurs de Picasso. Cézanne avait eu ses premiers défenseurs à l'étranger, parmi le monde cosmopolite de Florence. Le critique d'art américain Lœser conservait dans sa curieuse habitation, une tour du XIVe siècle, quelques belles toiles de Cézanne avec des primitifs siennois et d'autres objets d'art très précieux. Mais il n'y avait pas que des artistes dans la colonie anglo-saxonne. Je m'aperçus vite que la villa Curonia était le centre d'un petit monde qu'agitaient des passions génératrices de drames que le public connaîtra plus tard; en effet mon modèle, madame Mabel Dodge, publiera, un jour ou l'autre, ses Mémoires dont nous sommes quelques privilégiés à connaître des fragments.

Pendant nos séances, dans la grande *sala* dont chaque fenêtre encadrait un sublime paysage ayant pour fond la Chartreuse d'Ema, je sentais peser un mystère. Les personnages qui interrompaient nos séances, les habitués du lieu, hommes et femmes, glissaient autour de moi, silencieux comme des ombres. C'était une femme en costume de pèlerin, avec les coquilles et le bourdon, qui se rendait à pied à Rome. C'était quelque beau jeune homme, au visage féminin, qui copiait des Botticelli, aux Uffizi. La Condamine, le créateur, à Londres, du rôle d'Hérode dans la *Salomé* de Wilde, discutait de décors et de mise en scène avec Gordon Craig. Eléonora Duse, muette, nous regardait de ses grands yeux de sphynge. Mais ces fantômes changeaient souvent. Les brouilles écartaient pendant des semaines ceux auxquels on avait commencé à s'habituer. Surtout ne pas poser de questions!

Celle qui hier soir était venue à une redoute, costumée en Ophélie, avec les cheveux tressés de fleurs, déjeunait ce matin en habit de cheval. Tel enfant de chœur, qui avait fait son entrée avec un prélat à la robe de pourpre, était un Américain qui portait les clubs de golf de l'Éminence d'un soir, banquier à Chicago. La mascarade, le travestissement étaient en grande faveur chez ces aimables oisifs. Plus d'un avaient élu pour domicile les charmants *Villini*, cachés sous les oliviers et les cyprès, satellites de la grande « Curonia » construite sur les plans de Raphaël, et que l'architecte Edwin Dodge, mari de Mabel, venait de restaurer. Mrs. Dodge, tandis que je la peignais en turban d'Orientale et gandourah, me disait :

« Un jour, vous me verrez en jupe de mousseline, à la Berthe Morisot. Vous pourrez peindre un portrait de chacun de mes avatars. Je ne suis pas de celles qui se fixent. » Et elle contemplait les flammes, dans l'immense cheminée où s'empilaient des troncs d'oliviers, comme si elle y voyait l'image de ses futures métamorphoses. Parfois il était impossible de la tirer de sa torpeur. Où était-elle, à quoi songeait-elle? Ne se sachant pas encore capable de créer, quoique je n'eusse aucun doute qu'elle fût née pour écrire, ou peut-être pour peindre, elle avait le besoin d'inspirer des artistes, de susciter des œuvres. Déjà lasse d'avoir mis sur pied cette organisation de la villa Curonia, qui était une sorte de cénacle de beaux esprits, elle projetait de livrer son domaine à de jeunes peintres pauvres de Montparnasse, qui en feraient comme une Villa Médicis du fauvisme et du cubisme.

Mais elle divorça. Puis ce fut la guerre. Après avoir fait l'ambulancière pendant le premier bombardement de Reims, elle devient soudain pacifiste, quitte la sanguinaire Europe pour conduire par les rues de New-York des cortèges de communistes, cortèges fort esthétiques et théâtraux, réglés par Gordon Craig.

Je ne sais exactement ce que dura sa phase de prosélytisme social. Elle épousa un peintre russe — son troisième mari — et c'est comme Mrs. Luhan qu'elle m'écrivit du New-Mexico, m'apprenant, vers 1920, qu'elle a enfin trouvé sa vraie vocation : elle est l'épouse d'un chef indien, elle a transporté sa Florence à elle dans un camp de Peaux-Rouges. Elle bâtit une villa mexicaine toute rose, des fermes, des haras, un établissement rural sur la sublime et sauvage colline de Taos, autour de laquelle se déroule un panorama qui, selon D. H. Lawrence, suggère les bouleversements géologiques du commencement du monde.

Si l'on veut connaître D. H. Lawrence et la partie mexicaine de son œuvre, il faut avoir lu le livre qui nous parvient aujourd'hui d'Amérique et dont nous allons tâcher de donner une faible idée au public français. *Lorenzo in Taos*, par Mabel Dodge Luhan.

***

Au début de son livre, Mabel Dodge Luhan raconte les conditions dans lesquelles elle eut l'idée de faire venir auprès d'elle le romancier anglais qu'elle admirait sans le connaître. Il était en Italie, à Naples, avec sa femme Frida, née von Richthofen : « On ne connaissait pas vraiment l'homme d'après ses livres, quoiqu'il eût essayé, pendant vingt ans, de se montrer, ainsi que Frida, dans ses ouvrages. Quand je lus à Taos particulièrement ses volumes *Sea and Sardinia, Tortoises* et *Birds, Beasts, and Flowers*, je me dis : celui-là est le seul homme qui puisse vraiment voir ce pays de Taos et les Indiens, et soit capable de les décrire de telle façon qu'ils soient aussi vivants entre les feuillets d'un livre que dans la réalité. Car Taos porte en soi quelque chose de miraculeux comme l'aurore du monde. Quand il fut venu, Lawrence l'appelait toujours *pristine.* »

Mais Mabel avait pour maître Tony Luhan, sorte de monolithe humain, à l'ombre duquel elle s'était blottie. Or, ce Peau-Rouge n'avait aucun désir d'être dérangé par l'invasion de deux Européens. Mabel lui persuade alors que l'écrivain anglais peut faire le plus grand bien à la race des Indiens. Avec une indomptable obstination, elle exerce sa puissance de volonté sur le faible « Lorenzo ». Elle le mesmérise, positivement, dans une série de lettres; dans les réponses on reconstitue aisément tous les sentiments que parcourra le malade, lequel n'est pas sans redouter la tyrannie de la sirène qui l'appelle. Votre réputation est bien établie à Florence, lui écrit Lawrence. Elle lui riposta : « Ce n'est pas un désir que j'ai de vous faire venir, c'est un ordre que je vous donne. » Elle devine une résistance de la part de Frida : « Je savais de quoi il retournait. Ils étaient épouvantés, auraient voulu m'apercevoir d'abord, goûter un morceau et pouvoir au besoin le recracher. Quelqu'un les avait mis en garde. J'y étais accoutumée. Les gens ne cessent de se prévenir les uns les autres contre moi. Que cette prévention fût justifiée ou non, je savais qu'elle existait. Néanmoins, cela me blessait et raidissait ma volonté. Certes, je n'irais pas jusqu'à Ceylan pour les rencontrer. J'étais décidée à le faire venir, *lui*, à *Taos*, et je resterais là, l'évoquant

jusqu'à ce qu'il vînt. Je descendrais au fond de moi-même et appellerais cet homme jusqu'à ce qu'il m'obéît. »

Enfin ils arrivent. La scène de la descente du train, de la rencontre des voyageurs et de leurs hôtes à la gare de Lamy, près de Santa-Fé, est saisissante dans le récit de Mabel Dodge. Cette scène fait songer à la fin du premier acte de Tristan, quand Isolde présente le philtre à son héros. Comme deux nuages chargés d'électricités contraires, les deux couples s'affrontent. C'est le prélude à une série de drames, qui intéresseront tous les lecteurs de Lawrence, car ses derniers livres, y compris *Lady Chatterley's Lover*, furent engendrés par la liaison très agitée de l'écrivain et de celle dont il devait faire aussi une femme-auteur, une créatrice. Elle ignorait ses dons, il les lui révélerait, tandis qu'elle se rendrait intolérable par son insistance et sa soif de domination. En même temps, le chef indien, Tony Luhan, mettrait Lawrence à même de s'immiscer dans les mystères de la religion aztèque, à la magie des diverses tribus qui peuplent le pays de Taos. *Le Serpent à plumes*, *The woman who rode away*, les *Matinées de New-Mexico*, sont le fruit de plusieurs séjours dans l'atmosphère de Mabel Dodge. Nous allions dire : sous son toit, mais la cohabitation ne fut pas de longue durée; on aurait pu le prédire dès le premier souper à la gare de Lamy, où le frêle et nerveux petit Anglais frémissait entre sa Frida tumultueuse, vociférante, et Mabel, aussi impénétrable que Tony.

Ils s'en vont coucher à Santa-Fé, à mi-chemin de Taos. Tony est au volant, Frida à côté de lui. Au fond de la voiture, Mabel et « Lorenzo »; celui-ci, gêné, semble fasciné par les deux blocs de chair qui lui tournent le dos, et à sa droite la maîtresse de son tout prochain destin, celle à qui il vient de se rendre. Mabel raconte : « On sentait autour de nous un trouble, comme au moment d'un cataclysme naturel. Ce n'était pas de l'imagination de ma part, il en était ainsi. Les Lawrence paraissaient terriblement intimidés par Tony. Je devinai en un clin d'œil que Frida nous voyait, Tony et moi, dans nos rapports sexuels. J'observai le rapide regard de femelle dont elle le jaugea. La secousse physique la fit cligner. A ce premier instant, je vis comment ses perceptions se communiquaient à son mari. Il était si bien accordé à elle

qu'il sentait les choses par elle et qu'il était forcé de recevoir la vie d'elle, par procuration. Mais je compris aussi qu'il était blessé par la vision de Frida, exaspéré qu'elle le tînt, sexuellement, pour un inférieur. » Nous savons, d'autre part, que, si Mabel Dodge s'efforçait de s'imaginer ce que pourrait être la volupté d'une femme auprès de Lawrence, — car elle est fort explicite sur ce sujet, — elle considérait qu'il manquait totalement de sensualité. Peut-être aussi qu'un certain côté protestant et moraliste, si frappant dans le caractère et dans les œuvres même les plus lubriques de Lawrence, lequel nous irions jusqu'à taxer d'innocence, exaspérait l'intrépide et aventureuse Mabel. La doctrine de l'amour unique d'un homme pour une seule femme en laquelle il se réalise, devait singulièrement contrarier une personne qui en était à son quatrième essai conjugal. Et quel essai! Elle s'ouvre à nous de ses sentiments pour le Peau-Rouge, d'une culture et d'un atavisme qui lui défendent de traiter certains sujets avec lui, mais contre son énorme poitrine elle s'était réfugiée. Elle dit le repos qu'elle goûtait, après tant de poursuites à travers le monde, quand elle confiait sa petite main blanche à la grosse patte sombre du géant. Serait-ce sa dernière halte, n'irait-elle pas ailleurs encore?

Mais voici le couple Lawrence installé chez les Tony Luhan à Taos, au milieu des champs d'alfa, dans une vie pastorale et biblique. La villa, en une sorte de torchis rose, à la mexicaine, comporte un bâtiment principal, qu'habitent les maîtres; pour leurs invités, le « pavillon à deux étages » dont il sera fort question; une autre maisonnette, des ateliers; plus loin les bâtiments agricoles, les fermes. Nous retrouvons ici l'organisation du domaine Dodge à Florence, mais transposé dans un cadre d'une sauvagerie inouïe; Mabel prête telle ou telle de ces maisonnettes et de ces ateliers à ceux qu'elle attire près d'elle : des artistes, des intellectuels. Une certaine sourde, portant le sobriquet de Brett, occupe un de ces logements. Elle s'éprendra de Lawrence, l'épiera, le suivra comme une chienne et suscitera des orages. C'est la fille de Lord X... Elle possède un ranch où elle élève des chevaux. Vêtue en cowboy, c'est à peine si on la prendrait pour une femme. Passionnément dévouée à Lawrence, elle lui servira de dactylographe.

Ensemble, ils peindront les chambres de couleurs tendres, ils feront des meubles. Lawrence est un manuel qui toujours *fait* des choses. Il ne supporte pas qu'on reste inoccupé : « Somme toute, Lawrence n'avait aucun besoin de loisir. Quand il s'était acquitté des besognes domestiques, il allait se fourrer contre une haie, dans un coin tranquille, pour griffonner, assis à terre, ses genoux relevés. Midi : un autre repas à préparer, puis la vaisselle à faire, à ranger. Dans la journée, encore des besognes, s'il y en a qui le requièrent; sinon, il s'ingénie à en trouver, telles que clouer, raccommoder un meuble, nettoyer, à moins qu'il ne soit en notre compagnie. Son seul moment de détente est le goûter. Alors il consent à bavarder. Il aimait son thé. Mais le soir, que nous passions toujours ensemble, chez nous ou chez les Lawrence, il monologuait en une harangue passionnée, ou un récit qu'il se contait à lui-même, comme si nous étions absents, très absorbé par des images qu'il voyait intérieurement; cela finissait par une controverse avec Frida; ou bien encore par une charade. Il adorait les charades, s'y montrant gai, spirituel, capable d'imiter n'importe qui ou quoi. Son adresse à s'identifier avec les gens et les choses tenait du miracle. Certaines soirées, avec Ida, Dasburg, Spud et autres amis, nous laissaient tous dans un état de liesse et de béatitude, mais il haïssait de prendre les choses telles qu'elles viennent, au rebours de moi qui préférais que la vie s'organisât d'elle-même : paresseuse en conversation, et en toute occurence, je ne tentais jamais de rien diriger, réservant pour mes rapports avec les individus de m'appliquer à les orienter, à les exciter. Lawrence, pour sa part, n'eût voulu en aucune façon se substituer aux impulsions instinctives de l'humaine nature : soit qu'il ne pût, ou qu'il ne voulût imposer sa volonté. Frieda triomphait alors; car, avec moins de scrupule, elle exerçait sur lui un empire absolu. Il semblait n'avoir aucune décision, nulle volonté. Mais je me demande, après tout, s'il en était ainsi, ou s'il se targuait de sa passivité, et, comme d'une vertu de réfréner ses élans.

« Nous avons tous faim d'un peu plus que de l'*ordinaire* quotidien. Quoique Frida brandît son glaive incandescent entre lui et nous autres, lui, subtilement, échangeait avec

moi de plus en plus de sympathie, mais en secret, quoique non pas tout à fait inconsciemment peut-être. Oh! l'on ne peut jamais se connaître à fond l'un l'autre; cependant je crois que nous aurons été, Lawrence et moi, aussi proches que deux êtres puissent l'être. Suffise de dire que je sentais sans erreur les effluves qui traversent l'espace pour atteindre leur but; et je cherchais, tant j'étais en contact avec lui, à intensifier ce mystérieux courant. Un jour que nous lavions les assiettes, sur le porche de sa cuisine, et que nos doigts se rencontraient sous la mousse de savon, alors il me regarda de ses yeux bleu et or, comme si autour de nous sonnaient d'invisibles cloches magnétiques, s'écriant : « Il y a quelque chose qui est au-dessus de l'amour! » Et moi, interloquée, à défaut d'une définition, mais sûre de moi-même comme de lui, convaincue qu'aucune barrière ne nous séparait : « Quoi donc? Qu'est-ce? » interrogeai-je. Et il répondit tristement : « La fidélité! »

« Ne critiquons pas ceux qui manquent de contrôle sur les autres. C'est parce qu'ils n'ont pas appris à en avoir sur eux-mêmes. Nous sommes désespérés sur cette planète, en notre besoin de rendre à l'univers tout ce que nous lui avons pris. Et si nous n'y avons réussi nous-même, nous essayons de le faire faire par les autres. Aussi, voulais-je que Lawrence *comprît* pour moi, qu'il se servît de mon expérience, de *mes* observations, de *mon* Taos, et qu'il formulât tout cela dans une magnifique création d'art... Je pense qu'il ne s'est rendu compte que je concentrais toute ma volonté sur lui, que bien après qu'il fut pris ».

Ce qu'ont dû être les soirées, dans le grand hall, chez les Luhan! Dans une atmosphère d'hystérie, on parlait, on parlait beaucoup. On jouait aux échecs. On dansait aux sons du gramophone. Mabel voulait entraîner Lawrence, qui se défendait comme un beau diable. Il s'échappait dans la nuit avec Brett. Chaque jour amenait son petit drame. D'un pavillon à l'autre, il y avait de mystérieuses allées et venues, dont la présence du grand homme et les jalousies qu'il inspirait étaient toujours l'origine. Chacune aurait voulu l'avoir tout à elle. Mais il se défendait.

« Quelle était sa mission sur terre? » se demande quelque

part Mabel. Ce n'était ni Simon-Pierre, ni Paul, ni aucun autre des apôtres. Ce n'était pas Jésus-Christ. C'est Jean-le-Baptiste prophétisant dans le désert.

Émacié comme le *Pauvre pêcheur* de Puvis de Chavannes, il lui ressemblait. Mais ses yeux étaient « deux étoiles bleues », ses lèvres de corail flambaient dans une barbe rousse, sous une chevelure emmêlée comme un nœud de vipères. De cette bouche sanguinolente coulait comme un flux de paroles qui fascinaient tous ses auditeurs. Passant de la gaminerie, de la gentillesse, à la fureur, il surprenait toujours par la nouveauté de ses aperçus : « Nous avions tous des hauts et des bas dans nos rapports. Mais de temps en temps quelle compensation que la parole de Lorenzo, quand son démon le possédait et que la vie intérieure, comme enterrée au fond de lui, jaillissait soudain! Je ne puis, hélas, vous rendre ce qu'il disait dans certains moments d'inspiration. Curieusement, cette éloquence haute en couleur s'efface de ma mémoire. Puissent d'autres que moi se remémorer les mots qu'il trouvait parfois. Je ne suis capable que de dire qu'il nous enlevait au-dessus de nous-mêmes, nous participions à ses visions de plus en plus sublimes, à sa divination. Elle frémit encore en moi cette sensation, comme d'une vague, plus puissante que les autres, qui vient se briser sur un récif jusqu'alors inviolé. »

« Je ne noterai que les sautes d'humeur, les drôles de petits épisodes, dont était fait notre trantran quotidien sur la colline. Si du moins quelqu'un avait enregistré les paroles que proférait ce surhomme! Mais pour moi il y avait une autre langue qui émanait de sa chair et de son sang. D'être auprès de lui équivalait à se sentir détruit et recréé... Mais cet espoir d'être recréée ne m'était à aucun degré permis, en ce qui me concernait. »

D'où les rapports épineux, les frottements à la suite desquels on changeait de demeure, on communiquait par lettres, on partait pour un ranch éloigné, puis on revenait tout de même auprès de la Circé, dont les nerfs finirent par se rompre. Une des plus intéressantes parties du livre a trait au médecin freudien qu'alla consulter Mabel Dodge à New-York, sur le conseil de Lorenzo. On sait quelle influence avaient eue sur les intellectuels anglo-saxons la psychanalyse et les premiers

ouvrages de Siegmund Freud. Parmi toutes les modes et les engouements qu'avait adoptés et propagés Mabel à Florence, devait fatalement figurer l'étude de l'inconscient d'où sortiraient le dadaïsme, le surréalisme. Parlant tous les idiomes, elle connaissait la littérature de tous les pays et nul endroit plus que la colline de Taos n'était mieux disposé pour recueillir toute nouveauté.

Pendant les séjours de Mabel à New-York, les Lawrence, à peu près brouillés avec elle, voyagent à travers le Nouveau-Mexique, louent des maisons. Ils ne peuvent rester en place. Ils se mêlent à cette existence complexe de tant de races, de toutes provenances et couleurs : espagnoles, indiennes, dont le romancier nous a donné le tableau si impressionnant dans les divers chapitres de son livre : *le Serpent à plumes.* Il assiste aux danses rituelles, aux cérémonies d'une religion barbare.

Enfin il revient en Europe, toujours inquiet, détestant le monde et, sans le savoir, déjà dans l'ombre de la mort. Il va à Florence, puis en Suisse, dans le midi de la France, projetant chaque automne d'hiverner à Taos. Mais sa santé, et les difficultés avec les éditeurs, la préparation de nouveaux ouvrages, dont *Lady Chatterley's Lover*, qui ne peut pas être publié en Angleterre, le retiennent ici. Le roman scandaleux devant être imprimé à Florence, il loue encore une villa dans les environs, qu'il s'amuse à meubler de nouveau et décorer. Les lecteurs français se demanderont comment un littérateur peut gagner assez d'argent pour s'offrir le luxe de si nombreux déplacements, d'installations nouvelles, dont il se dégoûte dès qu'elles sont au point. Mais c'est que Lawrence, ayant déjà un grand public aux États-Unis, recevait des chèques d'éditeurs, de directeurs de revues et de journaux. On s'étonne même qu'il ait eu le temps d'écrire tant d'articles, d'essais qu'on le supplie de toutes parts de fournir, alors qu'il peignait d'innombrables toiles, faisait du pastel et trouvait encore le moyen de passer des journées entières, étendu sur l'herbe, à contempler la nature. De plus, il lisait inlassablement, dans toutes les langues, la sienne, l'allemand, le français, l'italien. Quant à sa correspondance, on en pourrait faire des volumes.

***

Nous voudrions pouvoir traduire toutes ses lettres à Mabel Dodge. C'est lui qui l'a sauvée de la neurasthénie en lui donnant cette tâche : écrire ses *Mémoires*. Or ses *Mémoires* seront un monument. Nous ne croyons pas qu'une femme se soit jamais confessée avec une aussi totale franchise. Le freudisme n'est pas pour rien dans cette absence de pudeur. Elle s'est affranchie de toutes les règles. Lawrence s'épouvante, quand, à Florence, il reçoit les premiers paquets de copies. Osera-t-elle donner les noms des personnages, publier son texte en anglais? *L'Ulysses* de Joyce venait d'être édité à Paris par les soins de miss Sylvia Beach, qui tient un bureau de littérature d'avant-garde dans la rue de l'Odéon. Il lui conseille de s'adresser à elle. C'était le moment où Montparnasse battait son plein, comme rendez-vous des artistes, des intellectuels cosmopolites. On y rencontrait toutes les figures romantiques de Londres, de Berlin. Paris connut un grand prestige à cette heure-là, pour la liberté qu'on avait de s'y comporter à sa guise. Une brasserie du quartier se targuait d'avoir servi de cabinet de travail aux révolutionnaires russes pendant la guerre :

« ... Ne confiez pas votre manuscrit à n'importe qui, écrit Lawrence de Florence, on l'émasculerait. Réveillez-vous et publiez-le vous-même. A Paris, ou même ici. Norman Douglas publie ses œuvres pour lui seul, ici, à Florence, mais je préférerais Paris. Surtout ne demandez pas de préface. Ne soyez pas présentée et discutée, avant de vous montrer vous-même. Ne demandez pas de lettre de recommandation. Montrez-vous telle que vous êtes, dans votre texte, sans y rien corriger... Je ne crois pas que l'on doive jamais, si on le peut, éviter la bataille sur le terrain des relations personnelles (La lutte est essentielle.) Et ne pas surtout livrer le combat sur ce vague et indéfini terrain où l'on se battrait avec une société immobilisée et pourrie. Mettez toute votre pugnacité dans la publication de votre livre et f... vous des autres. Ne vous préoccupez pas de votre salut.

» Mais enfin, vous ferez ce que vous voudrez.

» Nous avons eu un temps affreux. Pluie, pluie, pluie tout

le temps. Je suis assis sur la terrasse au soleil. Mais le tonnerre gronde au loin... Si j'étais assez riche, je louerais la villa Curonia, juste assez de temps pour montrer à ces Anglo-Américains de Florence combien on veut les ignorer. »

Mais, au début de cette même lettre, il dit sur lui-même des choses essentielles, tout en jugeant le caractère de Mabel Dodge :

« Vous savez que, j'en ai été toujours convaincu, le seul moyen de se tenir au-dessus des choses et de poursuivre son ascension vers les sommets est de se laisser aller au courant de la chair, c'est le *sexe*, la vraie vie sensuelle. Mais elle revêt mille formes; ce peut n'être même qu'un simple souffle dans l'air. Oui, ce qui nous est indispensable, c'est l'attraction vers la chair; et pour cela même je ne peux pas rester longtemps de suite en Amérique ».

On voit ici la double figure de Lawrence, toujours partagé entre le physique et le spirituel. Même dans *Lady Chatterley's Lover*, qui décèle l'influence directe de Mabel Dodge, certains lecteurs français sont déconcertés, après avoir été choqués par la brutalité des descriptions, quand l'auteur, qui reste malgré tout un protestant, on dirait presque un méthodiste, trahit sa candeur dans son jugement des rapports intersexuels. Il a voulu faire une œuvre de moralité. On peut lui reprocher ce qu'il y a en lui d'un prédicateur. Mais il y a surtout un homme malade, éperdu, qui ne sait plus vers quoi se diriger. Il est éperonné par la fièvre de partir, de changer constamment de milieux. On va donner une pièce de lui à Londres, *David*, mais il ne veut pas voir les littérateurs anglais. Ses peintures où il croit avoir atteint son style définitif, et qui ne sont que des rêveries érotiques, vont être exposées aussi à Londres, où elles ameuteront une foule scandalisée, mais qu'attire le nom du romancier. Se décidera-t-il à y paraître?

Mabel Dodge, le devinant si agité, lui conseille une cure à l'École du bonheur de Fontainebleau, chez Gourdjief, là même où est morte Katherine Mansfield. Il répond :

« Villa Mirenda, 16 mai 1927. — Une fois de plus j'ai évité Londres, et mon *David*. J'avais un rhume. Et puis, je ne peux plus me résigner à me mêler à ces gens de la ville. Mais je

n'irai certes non plus à Fontainebleau pour voir Gourdjief, n'insistez pas. Il ne m'intéresse aucunement et c'est un fameux charlatan. Faites-lui donc une petite visite vous-même. Vos esprits ne seront pas tranquilles, tant que vous n'aurez fait cela... On change. Chacun change en son intérieur. Les vieilles sources d'intérêt s'épuisent. Puisqu'il nous faut changer, nous devons accepter que notre esprit devienne différent, qu'il change avec le reste. Je crois que les hommes ont peut-être plus de *change of life* dans leur *psyché* que les femmes. Du moins est-ce mon expérience personnelle. Non que ce ne soit souvent déplaisant, mais il ne nous reste qu'à laisser aller les choses, accepter ce qui vient et laisser partir ce qui s'en va. C'est véritablement pourquoi il m'est inutile d'aller en Amérique à présent. J'envie l'espace et la liberté de New-Mexico. J'aimerais avoir un cheval, et tout, et tout. Mais mon vrai moi tourne le dos à l'Amérique. Et puis voilà! Je n'y puis rien. »

Dans une autre lettre du 28 mai 1927, il écrit :

« Vous avez à peu près raison sur l'affaire « métamorphoses du moi ». C'est ce qui me fait du mal, comme je vous l'ai dit dans ma lettre précédente; et une des raisons pour lesquelles je demeure ici déprimé, c'est que je veux laisser s'opérer ce changement sans que ma volonté intervienne et en avoir fini aussi vite que possible. Tant que ce changement s'opère, c'est l'enfer. Mais il me semble que j'aperçoive un peu de lumière au bout du tunnel. On en sortira, avec un corps remis en état, mais tout autre, peut-être moins intellectualisé. N'importe. Je commence à me sentir bourgeonner, prêt à fleurir encore une fois. Je doute si l'Europe me retiendra encore bien des mois, et les probabilités sont pour un retour à New-Mexico. Mais il vaut mieux rester tranquille pour savoir si j'aurai encore des rechutes. A quoi bon remuer avant d'être sûr de moi? Mais je commence à me sentir étouffer, claquemuré ici, en Italie....

« La semaine dernière, on a représenté mon *David*. Le public, m'apprend-on, a été vraiment assez enthousiaste. Mais la critique est très défavorable. Ah! Ces faiblards! Ces pauvres petits critiques. Ils n'ont pas assez de cran pour entendre une vache meugler. Le pire, chez le jeune Anglais,

c'est qu'il soit un tel bébé. On croirait que son derrière est emmailloté dans des langes. Et un tel cuistre! On le prendrait pour une femme déguisée ou bien pour un hermaphrodite. Osbert et Edith Sitwell sont venus prendre le thé chez nous. Ils étaient très gentils. Osbert a détesté l'Amérique. Mais, mon Dieu, l'envie que cela me donne d'y retourner! De me sauver loin de ces Européens, de ces petits garçons criards. En Amérique ils ne sont rien du tout. Ils n'ont rien de la dure indomptabilité des Yankees. Je donnerais tout, tout, tout pour un peu de courage indomptable.

» L'Italie est un peu irrésolue et tout à la hausse de la lire. Ennuyée de la disparition des touristes, de la nécessité de baisser les prix et les gages. Mais personne ne montre aucun signe de résistance. C'est dégoûtant. Je n'ai pas encore pu faire photographier mes tableaux. Mais j'ai fini une *Résurrection*, une autre chose sur le même thème. Je crois que je porterai mes peintures à New-York pour les montrer. Êtes-vous de cet avis? Ne jamais, jamais les montrer en Europe! Du tout! J'en ai six grandes et plusieurs petites. Pour New-York, en automne ou au commencement du printemps. Ensuite on irait à Taos pour en peindre d'autres. Ce serait assez drôle. Décidément, je sens que je suis en possession de mes moyens. »

En même temps il ne parle que d'aller en Bavière, à Rome. Et cette agitation bientôt finira à Vence. Il n'a pas encore quarante ans. Et quelle œuvre!

Les deux dernières années de sa vie, quelques lettres à Mabel Dodge nous en font sentir le tumulte, ses préoccupations d'ordre matériel. De Palma, de Mayorque, puis de Baden-Baden, puis de Villach, puis de Bandol, il ne cesse plus d'écrire de courts billets à la femme à laquelle il reconnaît devoir tant et dont on ne sait s'il désire la revoir ou non. Cependant, il lui propose une rencontre. Ils feraient ensemble une croisière en Méditerrannée. Il court après l'argent, attend des chèques du *Survey Graphic*, voudrait vendre une propriété qu'il a acquise au New-Mexico, avec les chevaux, les selles, le bétail. Les filles de sa femme se sont mariées. Il veut les faire venir à Bandol. Mais il est incertain si sa santé lui permettra de rester. Il éprouve une terreur que son état ne s'améliore pas. De Suisse, où il est en traitement, il écrit :

« On m'ordonne de rester ici jusqu'en septembre. Dieu veuille me guérir. Je devrais aller à Londres en octobre, mais c'est bien incertain. Ici je tripote un petit tableau, et je muse sous les arbres. Ce sont de bien mauvaises années pour nous tous. Enfin! Espérons qu'on pourra se remettre sur ses pieds et retrouver quelque équilibre. *Poveri noi*!

» Et tout cela par un temps superbe... »

« 25 décembre 1928 : J'ai écrit ce que je crois être un tout à fait bel article sur New-Mexico. Peut-être un peu trop profond pour le *Survey Graphic*. J'aimerais que vous le lisiez, d'abord. En l'écrivant, j'ai ressenti un véritable mal du pays, un désir fou d'y être. Comme on voudrait y aller au printemps, ne fût-ce que pour y passer les six mois que me permet mon passeport. Brett m'engage à m'y faufiler en fraude. Mais je n'en ferai rien, les États-Unis ne sont pas un paradis... Mon exposition est différée. Je crois que je vais faire reproduire tous mes tableaux en un volume, précédé d'un essai sur la peinture; à dix guinées l'exemplaire, c'est-à-dire 50 dollars. La Mandrake Press prétend qu'elle veut faire cela. Ça me semble d'un prix fou. L'exposition ouvrirait en même temps que paraîtrait le livre. Je viens de faire un album de rag-poèmes, des *pensées* (en français dans le texte) — je les appelle mes *pansies* (la fleur) — qui les irriteront tous encore une fois. Mais je ne les montre pas encore.

» Comment vous plaisez-vous à New-York? C'est aujourd'hui Noël. Pendant le lunch, nous pensions à vous. Curieux de savoir avec qui diable vous êtes en train de manger le dindon. Mille hommages. »

Dans une lettre suivante, du 11 février 1929 :

« Bandol. Je viens d'envoyer un exemplaire de mes *Pansies* à Marianne Moore, mais sans aucune indication d'auteur. Car la police commence à faire un tapage énorme à Londres à propos de *Lady Chatterley*. Et cette police a même confisqué deux copies manuscrites de *Pansies* sur accusation d'obscénité; quel *mensonge*! J'intente un procès pour qu'on me rende ce manuscrit. S'il vous plaît : pas un mot de cela à New-York, à qui que ce soit, ma seule intention étant de faire aboyer encore une fois les chiens immondes. »

Il semble qu'on ne compte pas les éditeurs et les directeurs

de revues auxquels il offre sa copie. Mais le scandale qu'il suscite rend ses propositions plus hasardeuses. La lecture de ses dernières lettres est poignante. On y sent un grand esprit qui se désagrège, ravalé par les bas soucis de la vie et son état physique. Rien ne l'empêche, néanmoins, de participer aux féeries de la nature. Son panthéisme lui inspire des descriptions lyriques, qui sont toutes teintes de la mélancolie d'un mourant. A ses brèves phases de joie succèdent la torpeur, le doute. Il tousse, il s'épuise. On comparera plus tard son calvaire avec celui de l'adorable Katherine Mansfield qu'il admirait tant. La Méditerranée sert de fond aux tableaux d'agonie qui mettent un sceau de deuil à son œuvre exubérante et diverse.

Le *Lorenzo in Taos* de Mabel Dodge, laquelle ne revit plus son héros, conclut sur une lettre de bénédiction et de paix, datée du 21 janvier 1930, c'est-à-dire à la veille de la mort de l'écrivain.

« *Villa Beausoleil, Bandol.*

» Chère Mabel,

» Votre lettre reçue hier — bien triste — nous trouve de même. Un médecin est venu me voir d'Angleterre. Il dit que ma bronchite est aiguë et aggravée par les poumons. Je dois rester sans bouger, ici, deux mois. Il parle de m'envoyer dans un sanatorium, près de Nice. Mais est-ce bien opportun? Je doute que j'y aille. Il prétend que, si je prends des soins rigoureux pendant deux mois, et un repos complet, délivré de tous tracas, je devrais être assez bien pour aller à New-Mexico et y récupérer toutes mes forces. Je crois en effet qu'il en serait ainsi...

» Dès que je le pourrai, je suis déterminé à partir. La vérité serait de ne plus m'occuper du tout de mon corps, et de le laisser vivre comme il peut, agir selon ses possibilités. Nous vivons par le corps et nous l'avons trop forcé. Il se refuse à vivre.

» Il en va de même pour vous. Donc, je ne bougerai, tant que mes membres ne remueront pas d'eux-mêmes. Comme c'est dur, de céder complètement. Mabel! Il faut que, de même, vous vous abandonniez à votre corps, entièrement,

et ne viviez que pour lui-même, enfin. Vous l'avez si maltraité, jusqu'à vous être rendue stérile... Maintenant, essayez de l'aimer, de le traiter tendrement. Et qu'il reprenne son indépendance. Peut-être est-il un peu tard. Mais tard vaut mieux que jamais. Croyez-moi bien, je le sais. Et pour atteindre ce but, soyez solitaire. Restez couchée, et peu à peu votre corps, libéré de votre domination, reprendra ses droits. Moi, c'est aussi ce qu'il me reste à faire. Si jamais il m'est loisible de retourner au New-Mexico, alors nous recommencerons une nouvelle existence, pleine de véritable tendresse. Toute chamaillerie, toute gronderie est détestable. Mais il faudra que vous m'aidiez à revenir à vous quand il sera temps.

» Amitiés de Frida et de moi. »

Après sa mort, ses amis, indignés des articles nécrologiques et de la réception qu'avaient ménagée les critiques à *Lady Chatterley's Lover*, entre autres, s'entendirent pour ne rien publier, jusqu'à nouvel avis, des inédits posthumes de D. H. Lawrence.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

L'ENSEIGNEMENT AU MAROC

Le pays civilisé qui assume la tâche d'initier à la vie moderne un peuple moins évolué, doit résoudre un problème très délicat. S'il laisse les indigènes dans l'ignorance, il sera accusé d'égoïsme, de manquer à sa mission civilisatrice, et il s'exposera à ce que les aspirants étudiants qui ne trouveront pas dans leur pays les lumières qu'ils réclament, aillent les chercher à l'étranger. D'autre part, s'il répand l'instruction d'une façon inconsidérée, il donnera à des individus à peine dégrossis des appétits qu'ils ne pourront satisfaire, il créera des mécontents et, peut-être, des révoltés.

Jamais les lauréats des écoles qu'il ouvrira ne trouveront que la place que leur a valu leur diplôme est assez honorifique ou assez lucrative et un certain nombre d'entre eux utiliseront les lumières qui leur ont été données pour attaquer le régime dont ils les tiennent. Suivant l'expression des Tharaud, l'enseignement des indigènes, c'est l'école de l'ingratitude...

La question est donc infiniment délicate, les Anglais en Egypte et aux Indes s'en sont aperçus, et nous-mêmes, en Tunisie, en avons fait l'expérience.

Au Maroc, au moment où nous établissons notre Protectorat, nous nous trouvons en présence d'une merveilleuse floraison d'écoles, grandes et petites, fonctionnant dans l'ombre des quartiers urbains, ou sous la tente des villages. Le sommet de l'organisation est représenté par l'Université Qaraouiyne où, depuis l'an 919, on disait la prière publique.

Cet établissement avait, au Moyen âge, dans le monde musulman, une réputation égale à celle que possédait, en Europe, l'Université de Paris.

Mais les écoles coraniques bornaient leur enseignement aux commentaires du Coran et la Qaraouiyne ne formait que des juges ou des notaires.

La question embarrassante, c'était donc, tout en laissant subsister l'ordre de choses ancien, auquel il ne pouvait être question de toucher, de déterminer dans quelle mesure nous devions apprendre le français aux indigènes et répandre parmi eux l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

La solution est difficile, mais notre gouvernement, dès le début, n'a pas reculé devant son étude. Le traité de Protectorat est signé en mars 1912 : en octobre de la même année la Direction de l'Enseignement est créée, elle est confiée à un homme qui a fait sa carrière aux colonies, M. Hardy[1], qui, pendant dix ans, sera l'animateur du service, et le général Lyautey fait lui-même son enquête sur l'enseignement des indigènes.

Nous avons, en effet, à éduquer des races bien différentes : tout d'abord le gros des habitants du pays, les marocains musulmans; puis les israélites marocains qui ne peuvent fréquenter les mêmes écoles; puis les étrangers, dont les Espagnols et les Italiens constituent la masse principale; enfin les Français.

Voici donc trois sortes d'Enseignements différents. Examinons, tout d'abord, l'effort fait pour les Européens.

***

En 1912, il n'y avait, au Maroc, dans les villes du littoral, que quelques modestes établissements scolaires. Tout l'effort avait porté sur la porte d'entrée, sur Tanger où fonctionnaient un grand et un petit collège de garçons, deux écoles primaires réservées aux fillettes européennes et deux écoles franco-arabes.

1. M. Hardy, aujourd'hui directeur de l'Ecole coloniale, est bien connu des lecteurs de cette revue, par les excellents articles qu'il y publie.

Le Protectorat est signé et, grâce aux discussions franco-allemandes, le Maroc bénéficie d'une merveilleuse réclame. A l'annonce que les difficultés sont aplanies, que nos droits sur ce pays sont reconnus, un grand enthousiasme naît dans l'âme française et les colons arrivent en rangs pressés. Pour recevoir leurs enfants, le Résident ordonne la construction, à Casablanca, de baraquements en bois qui recevront tous les petits Européens. Au 1er janvier 1913, on y trouve 350 élèves; au 19 février, à l'inauguration, 925; au 1er juillet, lors de la distribution des Prix, on en compte 1400!

A cette époque, on institue l'échelle scolaire de la métropole avec ses méthodes et ses programmes. C'est une grave décision. Il ne s'agit pas, en effet, au Maroc, de donner aux enfants une culture aussi développée que dans la mère patrie, mais de débrouiller des petits colons qui auront fort peu de temps à consacrer à la fréquentation scolaire, et aussi d'apprendre notre langue et d'assimiler les Italiens et les Espagnols qui, dans certaines régions, sont aussi nombreux que les Français. Pour cette double tâche, les méthodes et les programmes de la métropole ne sont-ils pas trop lourds et trop touffus? Mais, d'autre part, le directeur de l'Instruction Publique peut-il instituer, de toutes pièces, un nouvel ordre de choses? Évidemment non. Si, comme nous le croyons, une réforme est nécessaire, elle doit être faite à Paris et viser toutes nos possessions d'Outre-Mer. En attendant, au Maroc, pour accorder les nécessités de la pratique avec la théorie, on donne à chaque professeur une grande initiative en matière de programme.

Une seconde question qui intéresse fort l'instruction de nos petits colons, c'est l'enseignement de l'arabe. Il n'est pas, en effet, une profession, que ce soit celle d'agriculteur, de commerçant, d'industriel, d'avocat, de médecin, de fonctionnaire... dans laquelle l'ignorance de cet idiome ne constitue une terrible infériorité. Si nous voulons former une équipe vraiment utile pour la mise en valeur du pays que nous administrons, il faut lui apprendre la langue de ses habitants. Or, avec le système actuel, sur 25 000 élèves européens, on peut estimer que 600 à 700 enfants seulement

s'instruisent dans la langue du pays où ils demeurent. C'est une chose regrettable.

L'enseignement de l'arabe se heurte à plusieurs difficultés; la première, et la principale, est le manque presque absolu de professeurs. Le Maroc est ici hors de cause. Venu à la vie civilisée il y a à peine quinze ans, il a souffert d'une terrible crise de croissance, mais que dire de l'insouciance que l'on a montré en Algérie où nous sommes depuis cent ans! La situation est tellement fâcheuse qu'elle a frappé les quatre gouvernements participant à la cinquième conférence Nord-Africaine tenue en juillet 1928, à Rabat, qui décidèrent de faire une enquête à ce sujet.

C'est dans l'enseignement supérieur que la crise a atteint, sinon le plus d'acuité, du moins le plus d'éclat. Le manque de personnel y est si grand que les professeurs sont obligés d'occuper successivement des chaires situées à quelques milliers de kilomètres de distance. C'est ainsi que M. Lévi-Provençal, directeur de l'Institut des Hautes Études Marocaines, partage son temps entre Rabat et Alger, que M. William Marçay quitte le Collège de France pour Tunis et que M. Collin fait la navette entre Rabat et Paris.

Pour l'enseignement de l'arabe dialectal, de la langue usuelle, on souffre également d'une grande pénurie de professeurs. On recrute pour les écoles musulmanes des instituteurs en France et on leur fait passer quelques mois dans une section normale, puis on les met en présence de petits musulmans ne sachant pas un mot de français. C'est évidemment une préparation insuffisante.

Même carence pour la formation des interprètes. Il n'est délivré au Maroc que cinq certificats d'aptitude à l'interprétariat en 1927; en 1929, que quatre...

La France est aujourd'hui la seconde puissance musulmane, elle réunit les trois provinces de l'Afrique-Mineure sous son drapeau, elle ne peut laisser tomber en désuétude l'étude de la langue que parlent quinze à vingt millions de ses administrés. Il faut donner à ceux qui tenteront cet apprentissage difficile des avantages suffisants.

L'Enseignement primaire est donné aux quatre cinquièmes de la population scolaire, soit à vingt mille enfants environ.

Il comprend les groupes scolaires des villes dont certains comptent jusqu'à dix classes, et qui, à Casablanca, reçoivent plus de 7.000 élèves, et les écoles modestes des centres de Colonisation. Pour les enfants des colons agricoles qui, en raison de leur éloignement, seraient privés de toute fréquentation scolaire, on a créé dans les principaux centres des internats. Les élèves peu fortunés peuvent y obtenir des Bourses.

L'Enseignement secondaire est accessible, en principe, aux élèves de toute origine, il est donné dans les lycées de garçons de Rabat, Casablanca, Oujda et Tanger et dans les lycées et collèges de filles de Rabat et Casablanca, Oujda et Tanger; dans des cours mixtes à Fez et à Meknès. Les lycées de Casablanca, Rabat, Oudjda et Tanger, le lycée de jeunes filles de Casablanca, reçoivent des internes. Des bourses sont distribuées d'une façon libérale. Deux sessions d'examen pour le baccalauréat se tiennent annuellement à Rabat. Les parents qui désirent faire donner à leurs enfants une éducation plus développée peuvent donc les garder près d'eux et ne pas les envoyer dans la métropole. Six mille élèves sont inscrits aujourd'hui sur les contrôles de l'enseignement secondaire.

Le Maroc a donc un système complet d'enseignement primaire et secondaire, mais on n'a pas cru, étant donné la faible importance de la population européenne, devoir instituer un enseignement supérieur des lettres, des sciences, du droit et de la médecine. On a créé simplement l'Institut des Hautes Études Marocaines, qui prépare aux certificats et diplômes d'arabe et de berbère et fait des études sur le pays et ses habitants, et l'Institut Scientifique chérifien qui centralise les recherches de sciences naturelles relatives au Maroc.

Vingt-sept mille enfants européens fréquentent aujourd'hui les écoles du Protectorat et le nombre des élèves croît si régulièrement qu'on a pu calculer qu'ils seraient près de 40 000 en 1936 et qu'on a dû réserver à l'Enseignement Primaire 66 millions sur le prochain emprunt.

On ne peut que louer la façon dont est organisé cet enseignement. Formulons simplement deux souhaits : tout

d'abord, qu'une part plus grande soit faite à l'étude de la langue du pays; puis que les internats primaires se multiplient et abaissent leurs prix de pension de façon que les bons travailleurs qui peinent dans le bled pour créer des fermes françaises, puissent, tous, assurer à leurs enfants un minimum d'instruction.

***

Examinons maintenant le statut des Israélites marocains.

L'Alliance Israélite Universelle, qui a été formée pour venir en aide à ses coreligionnaires dans le monde entier, s'était occupée du Maroc bien avant notre Protectorat puisque sa première école a été fondée, à Tétouan, en 1862.

Il nous souvient d'avoir, en 1911, visité cet établissement en compagnie du consul de France qui se plaisait à y faire un cours et de l'inspecteur de l'Alliance. Nous fûmes accueillis par sept cents enfants chantant la Marseillaise et nous entendîmes des fillettes de douze ans jouer des petites pièces en français... Puissant contraste avec la sauvagerie et le fanatisme de la région que nous avions traversée pour leur rendre visite!

En 1912, au moment où nous établissons notre protectorat, mille marocains musulmans fréquentent nos écoles, mais cinq mille petits israélites peuplent les établissements scolaires de l'Alliance. Durant la guerre, cette association, gênée pour le recrutement de ses professeurs, remit au Protectorat le soin de faire fonctionner un certain nombre de ses établissements : ainsi se créèrent les écoles franco-israélites, directement entretenues par le service de l'Enseignement. Le mouvement allait-il s'accentuer et toutes les écoles israélites allaient-elles devenir officielles? On le pensa un moment, puis on se dit qu'en agissant ainsi on se priverait de la forte influence morale dont dispose l'Alliance dans les milieux israélites marocains. On remet donc aujourd'hui, entre les mains de cette association, les établissements qu'elle avait abandonnés, on lui donne la disposition des bâtiments scolaires édifiés par le Protectorat, on alloue deux millions de subvention, et l'on soumet ces écoles à un contrôle étroit du service de l'Enseignement.

Tout en reconnaissant le rôle éminent que l'Alliance a tenu dans le passé, pour l'éducation de ses coreligionnaires, on peut toutefois se demander si le moment n'est pas venu pour l'État Chérifien de la remplacer dans cette tâche, et si ce n'est pas le vœu de beaucoup d'israélites marocains. En effet, aucune association, si puissante soit-elle, agissant de Paris, ne peut avoir la même autorité ni la même force d'impulsion qu'une administration établie sur place et ayant ses agents dans la main.

Les israélites assiègent littéralement les écoles qu'on leur ouvre. Pour éviter la création d'une foule de déclassés, l'enseignement a des tendances de plus en plus pratiques et, à côté de la culture générale, il fait une place de plus en plus grande aux méthodes commerciales, à l'éducation manuelle et même à l'agriculture pratique.

L'Enseignement Israélite ne comporte, aujourd'hui, que des écoles primaires, les jeunes gens qui désirent faire des études secondaires doivent entrer dans les lycées ou collèges européens.

Les écoles de filles ont un succès égal à celles des garçons. Elles font une part encore plus grande à l'enseignement professionnel; toutes les écoles, à peu près, sont des écoles ménagères.

Les établissements d'éducation israélites recensent, aujourd'hui, douze mille élèves.

***

Nous voici arrivés au point névralgique : à l'enseignement des indigènes.

Au moment de la signature du Protectorat nous nous sommes trouvés en présence d'une situation de fait; l'Université Qaraouiyne fonctionnait à Fez. Pendant dix siècles, elle a fourni à l'Islam africain ses cadres intellectuels, elle contenait encore 700 élèves. Dans les villes et les campagnes, existaient une multitude d'écoles coraniques, entretenues par le sultan, par les fondations pieuses ou les particuliers, établissements dont on pouvait évaluer l'effectif à 30 ou 40 000 élèves.

Nous ne pouvions songer à toucher à ces écoles dont le rôle presque unique est d'apprendre le Coran, « ce petit livre, d'inspiration divine qui est, en même temps, la Bible et l'Évangile, le catéchisme, le Code Civil, le Code Pénal et la Charte constitutive de l'État ». Nous ne pouvions, d'autre part, nous contenter d'un enseignement qui consiste à apprendre sur la planchette, par cœur, et sans explications, les versets de ce Coran.

Nous voulions mettre à la disposition des jeunes arabes des écoles primaires leur enseignant le français, des rudiments de calcul, et faisant du préapprentissage.

On commença par les grandes villes; à Fez, où il existait une école subventionnée par la Légation, à la demande des habitants, on en ouvrit une seconde, puis une troisième, puis une quatrième. Le même effort fut accompli à Marrakech, puis à Meknès. Enfin, en Chaouïa, à côté de chacun de nos postes militaires s'ouvrit une petite école franco-musulmane.

Notre enseignement allait donc fonctionner parallèlement aux écoles coraniques. Mais, pour lui assurer une clientèle, il fallait agir avec adresse et ménagement. Nous nous efforçames donc d'associer les hauts fonctionnaires chérifiens à notre action, et d'assurer un accord constant entre les services de l'Instruction Publique et l'opinion indigène.

A cet effet, fut créé un comité de patronage pour chaque école ou groupe d'écoles; un conseil de Perfectionnement pour les établissements plus importants. Comités et Conseils sont composés de Français et de musulmans notables. Au haut de l'édifice, le Conseil Supérieur de l'Enseignement a pour président le Grand Vizir, et pour vice-président le Directeur Général de l'Instruction Publique.

Quand, dans une grande ville, nous ouvrons un établissement d'instruction secondaire, nous nous efforçons, comme caution, d'y attirer les maîtres les plus réputés de l'Enseignement libre. A Fez par exemple, nous avons pris comme professeurs de culture musulmane, au collège Moulay-Idriss, quatre des juristes les plus célèbres de la Qaraouiyne. Pour achalander nos écoles il fallut parfois user de ruse. Alors que nos protégés voient avec plaisir leurs fils s'instruire dans notre langue, il semble encore, à une grande partie de l'opinion, malséant

que les filles apprennent le français. Lorsque nous ouvrons une école pour les jeunes musulmanes, nous sommes donc obligés de proclamer bien haut : Ici on ne dira pas un mot de français... mais, quelques jours après l'ouverture des cours, c'est un indigène qui vient prendre à part l'institutrice et, mystérieusement, chuchote, un doigt sur la bouche : « Dis donc, je voudrais bien que ma fille apprenne le français, mais sans qu'on le sache... » Un second, un troisième l'imitent, bientôt, c'est un quart de l'effectif qu'il faut instruire dans un local séparé... avec toute la discrétion désirable. Dans quelques années, toutes les élèves apprendront notre langue ouvertement, mais il faut laisser à l'opinion le temps d'évoluer. En attendant, grâce au savoir-faire de notre corps enseignant, deux mille petites musulmanes peuplent déjà nos écoles, et, sur ce chiffre, cinq cents environ apprennent le français.... à la demande de leurs parents.

Nos établissements scolaires fonctionnent donc à côté des écoles coraniques, mais qu'y enseigne-t-on?

L'Enseignement populaire est représenté par les écoles primaires qui se répartissent en écoles urbaines et en écoles rurales. Les programmes ne sont pas uniformes. Dans les campagnes, l'instituteur, généralement un Algérien, limite son action au français, à des rudiments de calcul et à des leçons de choses; dans les villes, il fait une place modeste au Coran et à la langue arabe, et, dans les régions de l'intérieur habitées par des berbères, il se borne au français. Cette préparation a pour couronnement l'enseignement professionnel.

Ici, nous sommes sur un terrain solide. La demande de main-d'œuvre qualifiée, soit pour les métiers indigènes : tapis, maroquinerie, reliures, poteries..., soit pour les métiers européens, — des villes entières sont à édifier, — est si grande, que nous sommes sûrs de ne pas engager nos protégés dans une mauvaise voie. Ils obtiendront, pendant encore bien longtemps, des salaires supérieurs d'un tiers à ceux de leurs compatriotes restés dans l'ornière. Ce ne seront donc pas des mécontents, des révoltés, que nous formerons. L'enseignement d'un métier doit être la base de notre méthode d'éducation des indigènes marocains. Nous ne serons retenus dans

cette voie que par la dépense qui est élevée. On estime, en effet, aujourd'hui, que chaque apprenti revient à 1 500 francs par an au Protectorat.

Mais les Marocains ne sont pas une race homogène, et l'enfant d'un milieu social déterminé doit recevoir une instruction qui s'adapte à ce milieu.

Or, il y a une classe de Marocains qui, depuis des siècles, se consacre aux fonctions publiques, à l'industrie ou au négoce. Si nous avions la prétention de transformer en artisans les fils de ces notables, nous nous condamnerions simplement à voir nos écoles désertées par une partie fort intéressante de la population dont beaucoup d'enfants iraient à l'étranger. Déjà, de 1912 à 1915, un exode assez important avait eu lieu sur le Caire, Alexandrie et Beyrouth. Rien ne serait aussi dangereux pour nos étudiants que l'ambiance égyptienne ou syrienne.

Le maréchal Lyautey, qui, dès son arrivée au Maroc, fit une enquête personnelle sur ce point, a donc voulu créer des écoles de fils de notables et des collèges musulmans, établissements où serait donné un enseignement secondaire. Mais c'est ici que naît la difficulté, car, pour ne pas créer des déclassés, il faut éviter de former plus de diplômés qu'il n'y a de places à leur offrir. On s'est efforcé d'y parvenir en exigeant pour chaque élève l'approbation du contrôleur dont il dépend, ce qui permet de filtrer les candidats. Un millier de Marocains suivent, aujourd'hui, les cours de l'enseignement secondaire; le cycle des études étant de six années, il sortirait donc annuellement de ces écoles environ 170 jeunes gens qui doivent pouvoir trouver une place dans les administrations publiques, les maisons de commerce, les banques ou l'interprétariat.

Les écoles de fils de notables sont, à peu près, aux collèges franco-musulmans, ce que sont les classes élémentaires aux lycées et collèges. Leur enseignement comporte des cours pratiques et notamment des cours commerciaux. Quant aux collèges musulmans, ils recoivent des élèves dont la culture est équivalente à celle des titulaires du certificat d'études primaires.

L'Enseignement Supérieur franco-musulman a pour centre l'Institut des Hautes Études Marocaines, à Rabat, qui se propose de donner aux étudiants la culture islamique, et,

en même temps, d'achever la formation de leur esprit et de les initier aux recherches personnelles. A côté de cet établissement destiné à former des professeurs, des administrateurs et des lettrés, qui est une création du Protectorat, fonctionne, soutenue par les fondations pieuses, la plus ancienne institution du Maroc, l'Université Qaraouiyne.

Fondée au début du IXe siècle par des Tunisiens venus de Kairouan, la Qaraouiyne a été pendant mille ans le foyer religieux de l'Islam à l'Occident de l'Afrique du Nord et toute la Société arabo-berbère, du méridien d'Alger à l'Océan, et de la Méditerranée au Tafilelt et au Drâ et parfois à Tombouctou, y a puisé ses cadres intellectuels et son clergé, ses docteurs, ses magistrats et ses prêtres. Elle a encore aujourd'hui près de sept cents élèves, 300 Fasis et 400 jeunes gens des provinces, qui sont logés dans les médersas. Parmi ceux-ci on ne compte malheureusement plus comme étrangers que quelques Oranais. La Qaraouiyne a donc perdu la clientèle que lui attirait la célébrité de ses études, et son rôle se borne aujourd'hui à former les cadis et les adouls, les juges et les notaires du Maroc.

Venant des tribus les plus lointaines, les étudiants se mettent en route munis d'un sac de couscous et de couffins d'olives. Les chambres des médersas, qui les recevront, appartiennent aux fondations pieuses. Celles-ci, après avoir remis la clef au nouvel occupant, lui font chaque jour cadeau d'un pain. Un certain nombre de bourgeois Fasis imitent cette générosité. A ceci s'ajoutent les provisions et conserves de farineux, de viandes séchées, de fruits, que l'élève apporte avec lui ou qu'il reçoit de sa famille. Puis, aux trois grandes fêtes religieuses, il bénéficie d'un cadeau du sultan. En 1924, chaque étudiant a ainsi perçu... 23 francs...

Ces avantages, quoiqu'ils soient nombreux, n'assurent pas à nos étudiants une existence très large, beaucoup cherchent donc des petits emplois qui les feront vivre; ils font des quêtes et aident parfois aux récoltes. La grande réjouissance a lieu au printemps, c'est la « nozaha des Tolba », un campement hors la ville, sur les bords de l'oued Fès, où un sultan des Tolba, élu par ses camarades, traite pendant quinze jours, d'égal à égal, avec le souverain du pays.

L'Enseignement que l'on donne aujourd'hui à la Qaraouiyne est, à peu près, uniquement un enseignement de grammaire et de droit canon. La théologie, la métaphysique, la philosophie scolastique... ont émigré vers les mosquées de quartiers. L'étude coranique et la science de la lecture du Coran sont complètement tombées en désuétude. Les sciences profanes : mathématique, histoire, géographie, médecine... qui, au Moyen âge, avaient été l'objet d'un enseignement si brillant, sont délaissées.

Pour l'enseignement de la grammaire et du droit canon, on ne comptait, il y a encore quelques mois, pas moins de cent vingt professeurs! Il est vrai que leurs traitements n'étaient pas excessifs... ils variaient de trente à cent francs par mois.

Les méthodes pédagogiques étaient déplorables. Le professeur faisait sa classe quand il voulait et où il voulait, il s'attardait sur son texte et était absolument maître de son allure; c'est ainsi que le cadi de Fez-Djedid faisait son cours de droit en deux ans, tandis que son voisin, le cadi de Fez-Bali, mettait pour enseigner les mêmes matières... vingt-huit ans! Et, ne nous y trompons pas, l'homme populaire, l'homme de la tradition, c'était l'homme des vingt-huit ans. Il fut porté en triomphe, à la fin de sa tâche, par ses auditeurs enthousiasmés de tant de persévérance alliée à tant de savoir...

Mais, évidemment, ses élèves, qui restaient en moyenne sept ou huit ans à Fez, devaient prendre la leçon au point où elle était lors de leur arrivée et l'abandonner bien avant son achèvement. En outre, aucun examen de fin d'études ne venait sanctionner cet enseignement un peu incomplet et les étudiants partaient de l'Université en demandant simplement à trois ou quatre de leurs professeurs un certificat qui devait consacrer leurs lumières dans leurs tribus.

Or, nous l'avons dit, tous les cadis et tous les adouls, tous les juges et tous les notaires indigènes du Maroc sont formés à la Qaraouiyne. Le gouvernement du Protectorat ne pouvait donc se désintéresser de la question.

Il fallait, toutefois, agir avec une grande prudence, car on se heurtait à deux forces considérables : la coutume et les intérêts particuliers.

En essayant de réformer la Qaraouiyne, nous risquions de froisser des traditions séculaires, de mécontenter les Uléma, collège qui nomme les sultans et dans lequel se recrutent les professeurs, et, enfin, de dresser contre nous les étudiants qui vivent dans une sainte paresse.

La réforme de l'Université d'Al-Azhar, au Caire, quoique faite par des musulmans, avait donné lieu à des émeutes sanglantes. N'allions-nous pas susciter de semblables réactions?

Cependant, M. Saint qui, avait présidé, à Tunis, avec bonheur, à la réforme de la Zitouna, a voulu tenter l'entreprise, mais il l'a fait avec une extrême prudence.

C'est une commission présidée par le sultan, comprenant le grand vizir et les principaux notables, qui a édicté les réformes, et aucun Français ne leur a été adjoint. Nous avons eu, évidemment, un droit de conseil et un droit de regard, nous étions informés, chaque jour, de l'état des délibérations, mais, comme le pense à juste titre notre Résident Général, les questions qui touchent à l'enseignement de la loi religieuse doivent être réglées uniquement par des musulmans. Et voici les principaux changements que nous avons pu faire adopter.

De cent vingt, le nombre des professeurs est ramené à trente et, pour ne susciter aucun mécontentement, tous les professeurs dont la chaire est supprimée conservent leur traitement. (Nous avons dit qu'il était assez menu.)

Les trente professeurs maintenus se divisent en :

12 membres de l'enseignement primaire à 1 000 francs par mois;

12 membres de l'enseignement secondaire à 1 250 francs par mois;

8 membres de l'enseignement supérieur à 1 500 francs par mois.

Le personnel comprendra, en outre, un inspecteur des études et sera sous la surveillance du grand vizir. Enfin, les professeurs qui faisaient leurs cours à leur guise seront astreints, désormais, à des heures régulières.

La durée des études sera aussi réglementée, elle comprendra :

Pour l'enseignement primaire, trois années;

Pour l'enseignement secondaire, six années;

Pour l'enseignement supérieur, trois années pour la littérature, trois années pour le droit.

La durée normale du séjour à la Qaraouiyne sera donc de douze années, car il sera très rare que les élèves suivent successivement les cours des deux sections de l'enseignement supérieur. La plupart des élèves arrivant à Fez à l'âge de 14 ou 15 ans, ce séjour de douze ans à l'Université leur permettra de devenir cadi à vingt-six ou vingt-huit ans; âge normal de la fonction.

Mais la réforme a été plus loin, elle a touché les programmes et a ajouté, à l'enseignement purement religieux donné jusqu'ici, l'histoire, la géographie, l'arithmétique, la littérature.

Pour ces dernières sciences il n'y a pas de discussion, mais nous devons avouer que l'introduction de l'histoire dans le programme des études soulève quelques appréhensions, car toute surveillance nous est impossible. Nous pouvons encore, à la rigueur, exercer une censure sur les manuels. Mais sur les commentaires?

Quelle est la portée de la réforme? Tout dépendra du personnel qui l'appliquera. Peut-être est-elle surtout de façade et peut-on dire que l'on a simplement repeint la maison.

On a choisi les trente professeurs que l'on a conservés parmi les plus intelligents et parmi les esprits les plus modernes, mais quel est cependant leur savoir, leur aptitude pédagogique et, même, leur mentalité? Il paraît bien certain que, pendant longtemps encore, tant que le corps des Uléma, dans lequel se recrutent principalement les professeurs de la Qaraouiyne, n'aura pas été renouvelé, les cadis et les adouls, les juges et les notaires du Maroc, seront d'une formation très inférieure à celle de leurs collègues indigènes, qui, sortis des écoles de Notables ou des collèges franco-musulmans, servent dans les banques ou dans les Conservations Foncières. Mais cela a-t-il une grande importance? Depuis des siècles la fonction de cadi est assez décriée. Mahomet, qui connaissait évidemment son personnel, n'a-t-il pas dit : sur trois cadis, deux iront certainement en enfer, quant au troisième son sort est douteux? Et, depuis Mahomet, la machine a continué

à tourner. L'essentiel, c'est de ne pas aller trop vite, c'est de ne pas troubler des habitudes séculaires, c'est de ne pas avoir l'air de nous ingérer dans l'enseignement du Chraa, de la loi religieuse.

Malgré toutes les précautions que nous avons énumérées, les réformes instituées à la Qaraouiyne ont suscité parmi les Universitaires un certain émoi qui s'est traduit par le refus des étudiants de se faire inscrire à cet enseignement rénové. Il y a, nominalement, sept cents étudiants appartenant à l'Université, mais, en fait, on ne peut compter que quatre cents assidus. Dans les premières semaines qui suivirent la réforme, cent cinquante seulement suivirent les cours.

Puis le Sultan vint à Fez, les tolba mécontents allèrent lui présenter leurs réclamations et, devant la fermeté avec laquelle le souverain affirma la nécessité des réformes et sa volonté de les faire aboutir, ils s'apaisèrent.

Les trois vieilles Universités musulmanes, Al-Azhar, la Zitouna, la Qaraouiyne, ont donc éprouvé, après dix siècles de fonctionnement, le besoin de rajeunir leurs méthodes.

Toutes trois avaient à lutter contre deux forces considérables : la coutume et les intérêts particuliers.

Mais, alors qu'au Caire les réformes faites cependant par des musulmans, en exécution de lois votées par un Parlement musulman, ont suscité des émeutes sanglantes, dans nos deux Protectorats, elles ont été accomplies, non seulement sans causer de troubles, mais encore sans soulever d'émotion véritable.

Il faut reporter le mérite de ce succès à la bonne équipe de nos administrateurs et, en particulier, à M. Lucien Saint qui, à Tunis et à Rabat, a présidé avec beaucoup de doigté aux deux opérations.

A Tunis, où nous étions depuis cinquante ans, où les esprits sont plus ouverts et le sentiment religieux moins agressif, il a associé notre administration à la réforme en nommant deux fonctionnaires français membres de la commission qui l'instituait. Mais, au Maroc, où le rite malékite est plus fanatique, où Fez est le point névralgique de notre Protectorat, où le corps des Uléma est défiant, soupçonneux, un peu hostile, il a jugé avec raison que, pour être acceptés plus faci-

lement, les changements devaient être opérés uniquement par des musulmans, sous l'égide du sultan et du grand vizir.

***

Vingt-sept mille élèves européens, douze mille élèves israélites, douze mille élèves musulmans, tel est, aujourd'hui, le bilan de nos écoles au Maroc.

Sans doute, notre Protectorat est encore très en retard sur l'Algérie qui instruit 45 000 petits musulmans et sur la Tunisie qui en recense 25 000, mais il n'a que vingt ans d'âge et, étant donnés ses progrès, il rattrapera certainement nos deux autres provinces.

En tout cas, le Maroc a commencé son effort dès le début de notre occupation, alors que l'Algérie a attendu cinquante ans pour s'occuper de la question, puisqu'en 1880 les crédits affectés à l'instruction publique musulmane ne dépassaient pas, au budget de notre colonie, cinquante mille francs.

Depuis vingt ans, les progrès que nous avons accomplis au Maroc sont considérables et l'on peut dire que nous avons marché à pas de géants. Nous avons entrepris la guerre contre les abus, nous avons amendé l'administration, la perception des impôts, la justice, le régime foncier, nous avons organisé le crédit, la lutte contre la famine et la maladie, donné l'instruction, et voici que nous couronnons la tâche en rénovant la vieille Université millénaire.

En intronisant ces réformes nous avons montré de l'entregent, de l'affabilité, de la bonne humeur, et même de l'affection, car, comme le maréchal Lyautey le faisait remarquer, l'an dernier, au banquet que lui offraient à l'Exposition Coloniale ses anciens administrés, on ne peut rien faire en pareille matière sans affection...

En agissant ainsi nous avons justifié cette parole d'un ancien ministre de la Grande-Bretagne à Tanger devant qui on discutait des mérites des différentes formes de Protectorat et qui concluait : « Qu'importent les systèmes? Vous, Français, vous vous entendrez toujours avec les indigènes. »

ANDRÉ COLLIEZ

LES IDÉES POLITIQUES DE LA FRANCE[1]

LE CHRISTIANISME SOCIAL

Le christianisme a été longtemps en France la maison mère des idées politiques. Il n'est plus la seule depuis le XVIIIe siècle, mais sa valeur reste immense dès qu'il s'agit de l'homme, de la destinée, de la fonction et de la vie intérieure humaines : d'où, pour une politique de sentiment ou de pensée chrétienne, un ton, un style, et, grâce à cette milice cléricale qui, dit Jules Soury, porte l'uniforme des hautes préoccupations spirituelles, une influence hors de pair.

Milice cléricale, et plus d'un lecteur de gauche reniflera, à ce mot, une odeur de poudre. L'homme dans la rue en a presque oublié l'acception normale, remise cependant en circulation par M. Benda, et y voit l'épithète dérivée de cléricalisme, au lieu que cléricalisme soit dérivé de clérical. Catholicisme social, c'est-à-dire influence du catholicisme sur la société, pénétration de la société par le catholicisme, voilà qui, pour un républicain vigilant, cousine de bien près avec le cléricalisme, ouvre le bon œil du militant.

Rassurons le militant. Le catholicisme social, sous la figure qu'il présente aujourd'hui, et qu'il tient d'un certain passé, n'est point un cléricalisme. Il est même le contraire d'un cléricalisme : à savoir un laïcisme. J'irais plus loin. Je verrais en lui le laïcisme le plus vivant, avec des vitamines, des tragédies,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet.

des problèmes. Laïque ne se conçoit en effet que comme corrélatif de clérical (au sens non polémique : ce qui concerne le clerc). Or, depuis la Séparation, le clergé, soumis au droit commun, n'a plus les moyens de faire du cléricalisme, c'est-à-dire de s'efforcer vers un gouvernement des curés en s'appuyant sur une situation de curés du gouvernement. Il n'y a plus de vrai cléricalisme d'État, il n'y a par conséquent plus de quoi faire un vrai laïcisme d'État. Depuis que l'État s'est séparé de l'Église, que le radicalisme a perdu ce qui le faisait si bien marcher, on n'est laïque que sur une jambe. Ce conservatoire de la laïcité qu'est la Gauche Démocratique du Sénat paraît sujet à l'illusion des amputés, il a parfois mal dans sa jambe de bois, et ne l'envoie pas dire. Mais comme médire du Sénat est aussi déplacé chez le bon républicain qu'abîmer à l'excès l'Académie, décèle un manque de tact chez l'homme de lettres, hâtons-nous d'ajouter que cette illusion ne manque pas d'utilité, qu'elle fait fonction d'antenne, et que, quand l'invalide sent des rhumatismes dans son membre absent, c'est que le temps va changer : les inquiétudes du Sénat au sujet de la laïcité signalent à un président du Conseil avisé qu'il cède immodérément à la réaction, pactise avec les ennemis du progrès, et que le coup de barre à gauche est nécessaire.

Le laïcisme vivant, celui qui permet de poser des problèmes, serait moins un laïcisme contre-catholique qu'un laïcisme intra-catholique. Et, que nous le disions aujourd'hui, n'empêche que le fait ne remonte beaucoup plus loin, au temps où des laïques catholiques ont commencé à prendre sur le public catholique, en des matières qui sont de la religion ou qui y touchent, une influence sensible. On pourrait même en marquer le moment précis : ce début de janvier 1656 où l'abbé Antoine Arnauld, docteur en Sorbonne, ayant été jugé téméraire par cette compagnie, et ayant écrit, pour se disculper, un copieux factum, fit lecture de son œuvre à ses amis de Port-Royal. Le propos du docteur parut froid, ce qu'on ne lui dissimula pas, et dont il prit son parti : « Je vois bien que ce que j'ai fait n'est pas bon ». Un laïque était là, le frère d'une religieuse de Port-Royal, un garçon occupé jusqu'alors à des recherches de physique et de géométrie, vers qui se tourna l'abbé. « Mais vous, Monsieur, qui êtes jeune, vous

devriez nous faire quelque chose ». Pascal promit d'essayer : quelques jours après il apportait à ses amis la première *Provinciale*.

On a coutume de déplorer le mal que les *Provinciales* ont fait à l'Église, en provoquant et en entretenant une fièvre polémique dont l'incrédulité et la Révolution profitèrent seules. Et ce n'est pas inexact, mais il faut aussi voir le bien. Port-Royal (mi-clérical, mi-laïque) et Pascal ont introduit dans le catholicisme français ce qui en est demeuré non seulement la marque propre, mais le levain actif : la parole donnée aux laïques, sur les mêmes matières qu'aux clercs, et avec la même efficace; un laïcisme para-clérical qui se fera parfois anticlérical, en réponse à ceci, que, par position, le clerc se fera plus ou moins antilaïque, mais les deux chevaux, malgré leur rivalité, traînant le même char. Depuis la mort de Massillon, la littérature catholique éminente est toute laïque, à une exception près, qui confirme singulièrement la règle : Lamennais (ajoutons, pour notre temps, l'abbé Bremond, ce fruit d'automne par qui l'Église de France a fini par avoir, ce qu'elle méritait bien, son Sainte-Beuve à elle). Les trois seules apologétiques qui aient eu, en même temps qu'une place dans la littérature, une action sur les âmes, sont de deux laïques et d'un « prêtre malgré lui » qui ne l'est pas resté : les *Pensées*, le *Génie du Christianisme* et l'*Essai sur l'Indifférence*. Aujourd'hui, dans notre Landerneau littéraire, si nous connaissons les convertis de l'abbé Altermann, et même ceux de l'abbé Mugnier, nous savons aussi ceux de Léon Bloy, et ceux de Claudel, et peut-être ceux de notre cher Poète Rustique. Dans cette Église spéculative et enseignante, le laïcisme coule à pleins bords.

Tout le sens et tout l'avenir de ce laïcisme étaient déjà dans la scène de Port-Royal : « Vous qui êtes jeune! » Pascal est un jeune, Pascal est un laïque, et qu'est-ce que la Provinciale qu'il écrit à la suite du propos d'Arnauld? Un article de journal, le premier de tous, le morceau instituteur du journalisme. Les trois questions intérieures qui ont préoccupé si fort la hiérarchie ecclésiastique au XIXe siècle depuis l'Encyclique *Mirari vos* sont là : celle des jeunes, celle des laïques, celle du journal.

***

Celle des jeunes : l'Église n'est pas seulement une hiérarchie, c'est une gérontocratie. L'éducation de la jeunesse, les œuvres de jeunesse figurent au premier rang de ses préoccupations et de ses occupations. Mais il s'agit alors de rendre la jeunesse docile, d'en extirper les poisons, comme le baptême a extirpé Satan, de la ployer à une tradition, de lui communiquer le plus possible de l'expérience des vieillards. Il est exclu qu'on la considère comme une force propre de renouvellement, comme le mouvement de cette humanité qui « ne vit pas d'une idée », et qu'à ce titre, on lui confère une fonction et on lui réserve un rôle. L'autorité du passé reste la matière rigide et résistante dont sont faits les cadres qui la commandent et l'utilisent. Cette pensée qu'il y a une vertu propre dans la durée, que chaque génération apporte son ferment et son message, et que tout n'est pas dit, elle a été condamnée par l'Église lorsque le modernisme a voulu l'appliquer aux dogmes. Un mouvement intellectuel jeune catholique ne trouve d'ordinaire la voie libre que s'il emploie son esprit inventeur à réhabiliter paradoxalement un passé qu'on croyait mort : voyez le néo-thomisme.

Le mouvement de *l'Avenir* a, pour la première fois je crois, posé devant la hiérarchie, dans toute son étendue, ce problème de la jeunesse, de sa vertu et de sa fonction sociales : de jeunes clercs, mêlés au monde laïque, pris dans la fermentation d'une grande époque, prétendirent alors accorder l'Église à cette époque, l'appeler à un rôle et à des devoirs nouveaux, représenter une génération qui sait et fait ce que les générations antérieures ne savaient ni ne faisaient. La hiérarchie condamna ces aspirations insolites, brisa Lamennais, mais Gracchus jeta vers le ciel la poignée de poussière d'où naquirent plusieurs Marius. Depuis la séparation surtout, il y a en France un problème du jeune clergé. Et le jeune clergé suit plus ou moins la ligne du mouvement de *l'Avenir*, ou la ligne du mouvement tout court. Le jeune clergé est le clergé de paroisse, né du peuple, qui vit dans le peuple, qui demeure souvent isolé et mal vu s'il se montre réactionnaire, s'il se met au service des « gros ». Dans ce jeune clergé le mouvement popu-

laire du *Sillon* avait été bien accueilli. Il me souvient qu'en pleine époque de Pie X, en 1911, voyageant dans un compartiment de séminaristes qui partaient en vacances (et qui appartenaient au diocèse de Julien Sorel) je fus surpris en voyant cette jeunesse, libérée de l'œil des supérieurs, tirer des poches l'organe du *Sillon*, comme les soldats de 1815 la cocarde tricolore cachée au fond des sacs. Au contraire, le mouvement réactionnaire de l'Action Française, plutôt que dans le jeune clergé, avait trouvé de l'écho dans certains « gros » de la hiérarchie, tant française que romaine. C'était même d'autant plus remarquable que l'antisémitisme et la *Libre Parole* avaient fanatisé le petit clergé dans les derniers temps du régime concordataire : ni Léon Daudet, élève de Drumont, ni Maurras, n'ont pu gagner dans la nouvelle génération cléricale la place que Drumont tenait pour l'ancienne. La Séparation, en liant davantage les destinées de l'Église à l'assentiment du peuple, y a été pour quelque chose. Mais il faut y reconnaître aussi un élan spontané et imprévisible de jeunesse. Notons qu'un des principaux éléments de succès du jeune clergé, qui est aussi le petit clergé, consiste dans ses initiatives et son action en matière de patronages, où les curés ont su faire ce que les instituteurs ne faisaient pas. Il n'est pas sûr que les patronages et la fréquentation de leurs prêtres aient considérablement augmenté la foi des jeunes gens, mais il est certain qu'ils ont mêlé davantage les prêtres à la vie, en les rapprochant d'une jeunesse, dont l'âge est souvent très près du leur, et en engageant le jeune clerc dans des liens de camaraderie laïque. Par eux et par là a été surmonté en partie ce préjugé de défiance populaire, né, comme son produit direct, du cléricalisme militant qui va de 1815 à l'Affaire Dreyfus.

Ce mouvement de démocratie interne modérée et d'adhésion à la démocratie externe, en lui-même, ne gêne pas beaucoup l'Église, dont l'organisation est si souple, qui n'est liée à aucun système particulier de gouvernement, et qui a, pour s'accommoder en France au régime démocratique, toutes sortes de raisons, dont l'une tient dans la définition célèbre : la démocratie est le nom qu'on donne au peuple quand on a besoin de lui. Et séparée de l'État, l'Église a moralement

grand besoin du peuple! Les trois derniers pontificats ont réagi, dans une certaine mesure, contre la gérontocratie traditionnelle, en faisant une place plus grande à la jeunesse libérale dans les hauts postes ecclésiastiques. Et le : « Il faut que l'Église marche avec son temps », tend à remplacer le : « Il faut que le temps marche avec l'Église ».

Mais le rôle grandissant des laïques, de l'esprit laïque, de l'invention laïque dans la vie intellectuelle et spirituelle de l'Église ont fait tout de même une situation délicate à la hiérarchie cléricale. A la fondation de l'*Action Catholique*, aux condamnations du *Sillon* et de *l'Action Française*, on peut, entre autres causes, reconnaître celle-ci : la défiance et l'irritation de cette hiérarchie consacrée contre des mouvements d'idées que des laïques produisaient chez des catholiques, et qu'ils utilisaient à des fins de politique laïque. Encore faut-il établir entre *le Sillon* et *l'Action Française* une distinction. La condamnation du *Sillon* a été prononcée par Pie X sur une question de discipline, la discipline des cercles sillonnistes, que Rome jugeait trop indépendants des évêques, et qui durent se dissoudre. Mais la lecture du journal de Marc Sangnier ne fut pas interdite, et *le Sillon* ne fut pas l'objet d'une condamnation doctrinale. Au contraire, la condamnation de *l'Action Française* est portée contre un doctrinaire laïque, d'ailleurs étranger aux croyances catholiques, et contre un système d'idées qui, ayant conquis de nombreux catholiques, a dû être examiné par Rome, dès l'époque de Pie X, sur l'ordre du pape, par des censeurs patentés. Il est remarquable que le même prélat, le cardinal Andrieu, fut chargé de solliciter, avec la certitude de la réponse, l'avis de Rome sur le cas du *Sillon* et sur celui de *l'Action Française*. Et un observateur ironique, placé dans la coulisse derrière le vieux soldat de Rome, reconnaîtrait que les deux mouvements ennemis sont en réalité deux parties du même serpent (dont la tête mord d'ailleurs colériquement la queue), deux moitiés de ce reptile aujourd'hui centenaire qu'était le mouvement de *l'Avenir*, le mouvement laïco-journaliste de 1831. La condamnation du *Sillon* est un acte d'autorité du clerc contre l'intrusion des laïques. La condamnation de *l'Action Française* est un acte d'autorité

du clerc contre le journal, de la chaire à prêcher contre les inventions de Gutenberg, de Pascal, de Girardin, de Moïse Millaud et de Veuillot.

En condamnant Lamennais, Grégoire XVI avait dénoncé *haec detestabilis atque exsecranda libertas artis librariae.* Le pouvoir du journaliste sur l'opinion égale ou dépasse celui du prêtre. Cette action, cette concurrence terrible de la presse, à laquelle le clerc n'est pas adapté et à la rude matérialité de laquelle, comme l'ont montré les maladresses des Assomptionnistes, il ne pourrait s'adapter sans déchoir, telle est la situation nouvelle illustrée et rendue consciente, en 1832, par la condamnation non plus d'un homme et d'un in-folio, Jansenius et l'*Augustinus*, mais d'une équipe et d'une feuille volante, qui portent ce nom, gros de menaces ou de promesses, qu'elles ont réalisées : le mouvement de *l'Avenir*, — mouvement et avenir. *Le Sillon*, beaucoup plus fort par ses orateurs que par son journal, relevait encore de la chaire à prêcher. Au contraire, *l'Action Française* est un mouvement de journalistes, nullement d'orateurs. Or, sans remonter plus haut que la Troisième République, il faut reconnaître que l'Église a été conduite deux fois à une catastrophe par de grands journalistes. La première fois par Veuillot, le principal responsable : d'abord du grand refus de Chambord en 1873; ensuite de ce bellicisme contre l'Italie unifiée, qui fit passer auprès du pays pour un danger de guerre l'Assemblée conservatrice élue pour la paix; enfin de ce recours quotidien au miracle, de ce mysticisme d'écrivain irresponsable et irréaliste qui transpose en facilité des choses la facilité de sa plume. La seconde fois par Drumont, qui créa et entretint l'affaire Dreyfus. Veuillot et Drumont, journalistes des presbytères, n'avaient réussi qu'à hâter, le premier le vote des lois laïques, le second la séparation de l'Église et de l'État. En frappant le journal et les journalistes qui succédaient à *l'Univers* et à *la Libre Parole*, Rome suivait la ligne et utilisait l'expérience d'une mémoire tenace.

Pour s'être laissé conduire par *la Libre Parole* dans l'affaire Dreyfus, le clergé français a paru devant le pays un bloc noir d'action anti-républicaine. L'Église n'entendait pas courir une troisième fois, dans un pays républicain, pareille aven-

ture. Elle y coupa court avec rigueur, et même, chez certains prélats, avec brutalité; des refus de sacrements et d'obsèques, comme au temps de la bulle Unigenitus, qui n'eurent rien de paternel, et où l'on sentit toute l'aigreur du conflit professionnel entre ces deux chefs rivaux de l'opinion : le clerc enseignant et le journaliste laïque.

Voilà pour éclairer le passé et l'avenir de ce catholicisme social, républicain, démocratique, qui répond à une part aujourd'hui vivante du spirituel français, et a produit sur l'échiquier parlementaire un parti capable de jouer un rôle encore vague d'appoint, et qui, devant le pays, demeure d'assiette politique incertaine : les démocrates populaires.

Quoi qu'il en soit, la démocratie catholique justifie d'une manière singulière le Lamennais de 1830.

En effet, le mouvement de *l'Avenir* posait trois conditions d'un catholicisme régénéré : la séparation de l'Église et de l'État, un pape libéral, un clergé du peuple et pour le peuple. Plus précisément une réforme dans l'État, une réforme dans le chef, une réforme dans les membres, — et les trois réformes de caractère démocratique et populaire. Qu'en est-il advenu?

***

Séparation de l'Église et de l'État. En 1830, et pour de longues années, l'Église ne comportait pas d'atmosphère favorable à une séparation qui eût ôté à l'État un moyen de gouvernement, au Souverain Pontife une part de prestige politique, au clergé la qualité et les bénéfices d'allié des classes dirigeantes. Et pourtant Lamennais, comme tous les génies réformateurs de cette grande époque, voyait loin. La séparation de l'Église et de l'État, qu'il aurait voulu voir demandée par l'Église, souhaitée par le pape, fut commandée par l'État, contre l'Église, à titre de défense du temporel contre le spirituel, de moyen de combat dans une guerre religieuse. Malgré cette différence, les résultats de la séparation ont été pour l'Église à peu près ceux que Lamennais prévoyait : elle l'a rapprochée du peuple, elle l'a obligée à plus de souplesse et d'adaptation, et surtout elle a mis fin pratiquement à ces

deux mouvements corrélatifs, à cette systole et à cette diastole du malaise français; le cléricalisme et l'anticléricalisme. La séparation que réclamait *l'Avenir*, c'était la décompression naturelle après les quinze ans de cléricalisme militant qui avaient marqué la Restauration et dont l'auteur de *l'Essai sur l'Indifférence* avait d'ailleurs pris sa bonne part avant d'y reconnaître sa grande erreur. Le côté confessionnel de la politique du 16 mai rendirent pareillement actuelle la Séparation dans le programme du parti radical, où elle resta d'ailleurs inopérante et simplement virtuelle, les lois laïques suffisant alors à la défensive anticléricale. Contre-épreuve : le clergé n'ayant point pris part à l'assaut boulangiste contre la République, la période qui s'étend du boulangisme à l'affaire Dreyfus est celle de l'apaisement et de l'esprit nouveau. Puis l'Église est jetée par l'affaire Dreyfus dans une situation politique qui rappelle parfois celles de la Restauration et du 16 mai; alors la Séparation est votée par les Chambres et acceptée par le pays dans l'atmosphère même où son idée était née, et chez des catholiques populaires après la Restauration, et chez des républicains radicaux après le 16 mai. *Fata volentem ducunt, nolentem trahunt.* Le même destin, la même fortune, le même avenir favorable, refusés en 1832 par *l'Ecclesia volens* sont échus en 1907 à *l'Ecclesia nolens.* Comme les livres de la Sibylle, ces destins demeuraient les mêmes, sauf ceci, qu'entre l'offre et le consentement, deux batailles avaient été perdues.

Mais ces deux batailles perdues n'en ont que mieux lié l'avenir de l'Église à une acceptation ouverte et à une utilisation habile de la règle du jeu démocratique. Elle ne tient plus à perdre d'autres parties, et a dû reconnaître qu'elle perdait toutes les fois que ses couleurs servaient d'atout dans le jeu de la réaction.

Ce que Lamennais avait fort bien compris, c'était que la Séparation de l'Église et l'État profiterait au Saint-Siège : l'ultramontanisme fait la liaison entre le Lamennais de l'*Essai* et le Lamennais de l'*Avenir*. Et en effet Rome a gagné ce qu'a perdu Paris. Le Concordat (les deux Concordats, celui de François Ier et celui de Napoléon) obligeait Rome à passer par Paris pour gouverner l'Église. La Séparation oblige Paris

à passer par Rome pour parler à l'Église. La Séparation telle que la concevaient les radicaux était la séparation de l'État d'avec les membres et le chef de l'Église : donc la suppression de l'ambassade auprès du Vatican en formait une pièce essentielle. Or cette expérience a échoué. Les relations avec le Vatican ont dû être reprises, mais avec un Vatican qui, dans l'intervalle, et du fait de la République, avait gagné automatiquement, sans même l'avoir cherché, et en protestant contre la violence qui le lui imposait, le gouvernement absolu de l'Église de France. La République lui avait livré le dernier lambeau d'esprit gallican que laissait subsister le concile de 1870. Tout a succédé selon les convenances de Rome. Le rejet de la loi de séparation par le pape, contre l'avis des évêques et des notabilités catholiques, la mise à néant de tout son contenu par le *veto* romain, la docilité avec laquelle ont été exécutées les décisions piodécimales et anti-gallicanes sur la prononciation du latin d'église ou la première communion à sept ans, ont permis à Rome de mesurer son pouvoir sur l'Église de France. Aujourd'hui la France est presque le seul pays du monde où le Vatican ne rencontre pas de difficulté sérieuse, le seul où les assemblées des évêques aient pu être supprimées : l'indulgence pour la démocratie d'État va de pair avec une singulière rigueur envers la démocratie d'Église.

***

Le mouvement de l'Avenir exigeait pour réussir cette deuxième condition : un pape libéral. Ce fut le contraire qui advint, d'abord avec Grégoire XVI, ensuite et surtout avec Pie IX, qui, ayant tenté l'expérience personnelle du libéralisme, écrasa, par le Syllabus, presque toutes les têtes de l'hydre libérale. Je dis presque, car il en resta une, impossible à trancher, vu qu'elle fait corps avec le Siège romain, et qui a suffi depuis à régénérer les autres. Voici.

On peut concevoir trois formes du libéralisme non politique : 1° Le libéralisme à l'égard des idées, chacune étant acceptée comme une forme ou un moment de l'éternel esprit humain et pouvant contenir une âme de vérité : soit une tolérance active, dans laquelle est compris un libéralisme envers

les religions; 2° Le libéralisme à l'égard des personnes, de leur intelligence et de leur conduite, que vous ne condamnerez ou ne ridiculiserez pas dans la mesure où elles diffèrent des vôtres. Leibnitz donne une formule du premier libéralisme quand il dit : « Je ne méprise presque rien! » Pareillement on exprimerait le second par un : « Je ne méprise presque personne! » Ni l'un ni l'autre ne nous empêchent de tenir à nos idées et à nos amis. Or le premier, sur qui porte en plein l'anathème du *Syllabus*, demeure et demeurera toujours réprouvé par l'Église, qui croit à l'existence active, diabolique, de l'erreur et du mal, et qui, dogmatiquement, exclut, condamne, définit. Sur ce terrain, la question du libéralisme se pose à son maximum, et elle est résolue par Rome contre le libéralisme. Mais en ce qui concerne le second, la question du libéralisme est posée au minimum, puisque le libéralisme envers les personnes ne représente qu'une forme pâle, une ombre timide de la charité chrétienne, et que, le corps de la charité paraissant à la lumière de Dieu, l'ombre ne peut que suivre le corps.

Reste une troisième forme du libéralisme : c'est le libéralisme à l'égard des nations. Il ne se confond pas avec le premier, puisqu'une nation n'est pas seulement une idée, mais une réalité de chair et d'os, et qui, par la guerre, tombe rudement sur notre chair et sur nos os. Il ne se confond pas non plus avec le second, puisqu'en guerre, le chrétien qui pratique la charité envers le blessé ou le prisonnier ennemi ne se sentira obligé par là à aucun libéralisme envers la nation ennemie, se croira, en temps de guerre, tenu à l'exterminer, en temps de paix à affaiblir l'ennemi éventuel. Le libéralisme envers le génie, les droits ou les intérêts des nations ne va guère sans un certain internationalisme des sentiments, des idées, ou une position de dépatrié que l'Église elle-même ne recommande pas. Bossuet, dans la *Politique tirée de l'Écriture Sainte*, rappelle que Jésus a eu une pensée particulière pour son pays, et qu'il a pleuré en annonçant la ruine de Jérusalem comme en perdant son ami Lazare. Il ne pleure même que ces deux fois. De ces larmes-ci, Vigny a fait naître Éloa. On imagine le romantisme décoratif de *la Fin de Satan* suscitant, de celles-là, Jeanne d'Arc.

Or un libéralisme actif entre les nations, donc un internationalisme par position, le Saint-Siège n'y est pas seulement appelé, il y est contraint. Maurras a appelé le Vatican, la seule Internationale qui tienne. Internationale qui tient, internationale aussi à laquelle le Vatican est tenu.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, ce libéralisme allant de soi, cette Internationale tenait toute seule. Le Syllabus ne s'en préoccupe nullement, et l'on eût fort étonné Pie IX en lui disant qu'il faisait là du libéralisme comme M. Jourdain faisait de la prose. Cette dernière tête de l'hydre ne se discernait pas. Le Saint-Siège savait ce que lui avaient coûté les papes politiques de la Renaissance, les Alexandre VI et les Jules II : la moitié du monde chrétien avec Luther, le sac de Rome avec Bourbon. Comme l'Église de France après l'Affaire Dreyfus, ses fautes l'avaient instruit. Il est même remarquable qu'elles soient presque reconnues dans et par le Syllabus lui-même, où est anathématisé qui voit dans les abus romains la cause du schisme oriental, mais où aucune condamnation ne tombe sur l'historien qui explique de ce point de vue la Réformation. Depuis la Contre-Réforme, les papes ont pratiqué ce libéralisme international avec sagesse, mais en somme sans grand mérite, vu qu'ils n'avaient à traiter qu'avec les souverains, lesquels n'engageaient pas dans leurs guerres l'âme et les destinées de leurs peuples, pratiquaient une limitation des armements spontanée, et qu'en somme les nations n'existaient pas. La naissance des nations, et des nations armées, avec la Révolution française, a tout changé et tout compliqué. La formation d'une nation italienne rendit plus paradoxal et d'aspect plus difficile l'internationalisme constitutif de la papauté. Jusqu'au traité de Latran, la nation italienne fut même condamnée par le Vatican et dans son droit vital et dans son unité consentie. Une troisième étape entre tant d'obstacles accumulés comme à plaisir par un malin génie paraît encore quand, l'Italie passée nation, cette nation, avec le fascisme, passe nationalisme, puis super-nationalisme. Or non seulement l'Internationale qui tient a continué de tenir, mais la Cité du Vatican se trouve dans cette position, que le super-nationalisme, en la frappant, ne ferait qu'enfoncer et compléter l'In-

ternationale vaticane, la faire mieux tenir encore. Tout acte de violence du pouvoir qui pèserait matériellement sur le pape, comme le coup de force de Napoléon, ferait du pape, automatiquement, le représentant d'une liberté, et solidariserait son internationale avec les autres internationales. Le statut du clergé, l'enceinte des églises et des séminaires, la vie catholique, sont, au delà des Alpes, les points où le faisceau se desserre. Comme Lacordaire en robe de dominicain à l'Assemblée de 1848, le pape peut dire à l'Italie : « Je suis une liberté. » Et aujourd'hui la force du Saint-Siège réside en partie dans sa place indépendante au carrefour des peuples, dans le rôle modérateur auquel les circonstances le rendent plus apte que jamais, dans le barrage qu'il élève, et par position et par opposition, devant les nationalismes, et donc enfin dans un libéralisme international.

Non moins important qu'en Italie, quoique fort différent, est le rôle que tient aujourd'hui en France cette Internationale par position, qui y a permis, sous le pontificat de Pie XI, à l'Église un rétablissement inattendu. L'opposition de la droite et de la gauche, qui donne son axe à la vie politique française, comporte en effet, comme le vers d'un bon poète, non une césure fixe, mais une césure mobile. Expliquons cette métaphore. La finesse de l'oreille poétique consiste à discerner, dans un vers de Racine, de Chénier ou de Victor Hugo, la césure intérieure, organique, qui peut se trouver à n'importe quelle place, et la césure extérieure, mécanique, celle qui tombe obligatoirement après la sixième syllabe. Pareillement, il y a entre la droite et la gauche une césure extérieure, automatique, celle qui met à droite les intérêts, les noms à particule, les militaires, les curés, et à gauche la laïcité, l'esprit de la Révolution, le progrès, comme on dit, vers plus de lumière, de solidairté et de justice. Or il semble qu'aujourd'hui cette vieille césure soit devenue accessoire, mécanique, ronronnante, et que la vraie césure, l'intérieure, l'organique, soit celle qui sépare le national et l'international, l'intérêt français et l'intérêt humain, la préparation à une guerre possible, ou la préparation d'une paix nécessaire. Dans ces conditions l'Église, cette internationale, sous

un chef international, trouverait, si besoin était, bien des raisons de figurer à gauche de la césure.

D'appartenir à une Internationale par position, évidemment, pour un grand nombre de catholiques français, pour le haut clergé, l'aristocratie, la bourgeoisie, les familles militaires, c'est dur. L'affaire de *l'Action Française* a mis en pleine lumière des cas de conscience tragiques. Il faut cependant reconnaître un caractère presque miraculeux au service qu'en ont reçu le libéralisme international du Saint-Siège et la politique de Pie XI. La condamnation du maurrasisme a été le coup de cloche à la césure, le trait de feu qui marque le temps d'un vers aux oreilles les plus prévenues. Elle a vivifié avec éclat le mot de Maurras lui-même sur la seule Internationale qui tienne. Elle a identifié aux yeux des Français la politique de Pie XI, sinon la politique éternelle de l'Église, avec un libéralisme international, et, trente ans après l'affaire Dreyfus, elle a, par un coup d'État spirituel, séparé du sabre le goupillon. Trente ans, soit l'espace d'une génération. Voilà une génération catholique qui a opéré un singulier redressement ou plutôt un remarquable gauchissement.

***

C'est qu'entre temps, la troisième condition exigée par Lamennais, un clergé populaire, en accord avec des laïques populaires, s'est réalisée depuis un quart de siècle par un mouvement venu du fond. A vrai dire, le clergé a toujours été, et depuis le Concordat de 1802 plus encore que sous l'ancien régime, et depuis la Séparation plus encore que sous le Concordat, une classe d'origine populaire. Il n'y a qu'une corporation dirigeante aussi intégralement populaire : c'est l'enseignante. Le clergé et l'enseignement se recrutent exactement au même étage des familles françaises, soit dans la paysannerie et la toute petite bourgeoisie. Dans les écoles normales les futurs instituteurs sont boursiers de droit, et les neuf dixièmes des professeurs du secondaire et du supérieur sont d'anciens boursiers. Sauf ce point, que les catholiques aisés font eux-mêmes les frais des bourses dans les séminaires, il

en va ainsi pour l'Église. Au village, l'instituteur recrute pour l'École Normale, demain pour l'École Unique, le curé pour le séminaire. Numériquement les deux corporations se balanceraient presque : aux 175 000 membres de l'enseignement public, en opposerait environ 150 000 séculiers, réguliers, laïcisés, membres de l'enseignement privé plus ou moins contrôlés par l'Église. C'est une manière de *Rouge et Noir* 1930. Dans le *shiboleth* de la « laïcité » est comprise l'option pour le rouge. A des points de vue différents, Stendhal et Flaubert retrouveraient là, également, un grand sujet.

Dans un pays catholique, une place évacuée par le clergé est automatiquement occupée par l'instituteur et le professeur. Il faut admirer ce parallélisme et cette solidarité des deux corporations. Je dirais même, au risque d'être noté sévèrement par les laïcitoyens, qu'il serait beau et libéral d'en conserver l'équilibre. La révolution espagnole a mis des professeurs partout et elle ne pouvait faire autrement : ce sont les cadres naturels d'une jeune République. Or le professeur Miguel de Unamuno a prédit à l'Espagne une ère de professorisme, qui ressemblerait comme un frère au militarisme et au cléricalisme et devrait être un jour combattu comme eux. Quoi qu'il en soit là-bas de la boutade dont nous amuse le recteur de l'Université de Salamanque, nous avons toutes raisons d'espérer que le « professorisme » ne dépassera pas en France le coteau moyen où s'asseyait naguère l'auteur de la *République des Professeurs*, et qu'il ne trouvera jamais l'occasion d'exercer les monopoles tyranniques du cléricalisme au temps de la Congrégation. Comme l'autre, ce cléricalisme serait notre ennemi.

J'ai insisté ici sur le parallélisme des deux professions, parce qu'il était naturel qu'une évolution analogue à celle de la corporation enseignante s'accomplît dans le clergé. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'instituteur a été plus ou moins le délégué sinon d'une classe, tout au moins d'un organisme spirituel dirigeant. Le corps enseignant représentait un spirituel de gouvernement, qui eut ses évêques, son haut clergé, les Buisson, les Steeg, les Pécaut. Les grands ministres de l'Instruction Publique, opportunistes, Jules Ferry et Spuller, radicaux, Léon Bourgeois, ont fait de leurs discours et de leurs

circulaires de véritables mandements, où ils tenaient le rôle de chefs du spirituel républicain. L'obligation, pour la République anticléricale, de se créer un spirituel qui lui fût propre fut d'ailleurs un des événements les plus importants et les plus remarquables de l'histoire contemporaine, un de ceux qui expliquent le mieux l'extension et le rôle de l'affaire Dreyfus.

Mais précisément l'Affaire, ici comme ailleurs, a marqué, presque autant que la grande guerre, une coupure profonde. En descendant sur la place pour la défense de la République, et pour ces Droits de l'Homme qui étaient à la base du spirituel qu'on le chargeait d'enseigner, le petit laïque, le fonctionnaire de l'Université, dut commencer par un combat contre son haut clergé, ses évêques. Les premiers universitaires dreyfusards furent frappés. Le doyen de la Faculté des Lettres de Bordeaux, Paul Stapfer, qui appartenait à une famille protestante célèbre, ayant prononcé sur la tombe d'un revisionniste des paroles revisionnistes, fut suspendu de ses fonctions de doyen par le ministre. Et qui était ce ministre? Léon Bourgeois. L'opportunisme des chefs fut toujours en retard d'un semestre sur le civisme de l'infanterie enseignante, du poilu spirituel. Les chefs en furent diminués. L'autorité passa à ceux qui avaient pris leur place : un Zola, un Jaurès. L'associationnisme universitaire, plus tard le syndicalisme universitaire, la liberté civique qu'acquirent pratiquement les fonctionnaires de l'enseignement, le mouvement des Universités populaires, une démocratie pratique du personnel doublant dans l'école la démocratie théorique de la doctrine, telles furent les conséquences de l'Affaire, le début d'une évolution qui n'est pas achevée, et qui inquiète aujourd'hui, légitimement, les gardiens stricts des droits de l'État.

Pendant ce temps, le clergé régulier et séculier subissait les rigueurs de lois nouvelles, l'exil et la famine, parce qu'il s'était solidarisé, par l'effet d'une vieille habitude, avec les anciennes classes dirigeantes et avec des cadres militaires dont le recrutement était resté en partie aristocratique. La loi de classe, le fait même de leur recrutement populaire, avait jeté les boursiers d'École et de Faculté (à bien des exceptions près, évidemment) du côté de la démocratie.

Comment et pourquoi cette loi de classe, ce fait du recrutement populaire, n'avait-il pas joué pour les boursiers de séminaire? D'où venait cette hostilité du peuple contre les fils du peuple, l'infanterie de l'Église? Le roseau de l'Église allait-il se briser à son tour? Portait-elle ce bandeau sur les yeux que ses sculpteurs donnaient jadis à la Synagogue? De là le mouvement du *Sillon* et la démocratie chrétienne.

Et c'est pendant ce temps aussi que la séparation de l'Église et de l'État mettait l'Église sous l'autorité absolue de Rome, sans les contrepoids que ménageaient les Concordats. Les évêques français, de formation souvent aristocratique ou bourgeoise, et aujourd'hui à droite de leur clergé, durent employer dans leurs fonctions plus de résignation et moins d'autorité. Le catholicisme actuel, en France, exclurait automatiquement le caractère, l'action et l'indépendance d'un Dupanloup.

« Il faut, disait un cardinal américain à M. Paul Bourget, que l'Église accepte franchement toute la science et toute la démocratie. » Laissons la science de côté. En France, aujourd'hui, il semble que, partie par conviction et partie par nécessité, l'Église ait accepté résolument la démocratie. Nous ne nous plaçons pas ici au point de vue des partis, mais des courants d'idées qui les portent. C'est pourquoi nous ne nous demanderons pas quel est l'avenir du parti démocrate populaire, qui d'ailleurs ne comprend pas seulement des catholiques. Disons simplement que ce qui assurerait le mieux l'avenir d'un parti populaire à base et à sympathie catholique, ce serait sans doute un tribun laïque ou un journaliste puissant, et, s'il fallait choisir entre les deux, plutôt un tribun. Le *Sillon* a été créé par la loi et la parole d'un oratoire pur, c'est-à-dire qui avait des limites assez strictes, le petit-fils de Lachaud. Un grand oratoire cultivé, un nouveau Lamartine, un de Mun de gauche, un Montalembert, un Jaurès catholique, ferait pour un parti catholique populaire précisément ce que Jaurès a fait pour le parti socialiste. Si aux yeux de Jaurès la supériorité du socialisme était, selon le mot de Barrès, d'avoir un idéal, si ce ciel de l'idéal peut devenir, avec le tribun catholique de demain, ce qu'il est devenu avec Jaurès, soit un ciel politique, alors le christianisme social connaîtrait une belle carrière. Il a une jeunesse, elle attend un guide;

des cadres, ils sont prêts pour un tableau; des hommes, il leur faudrait un homme.

LE JACOBINISME

Il y a un parti radical et un personnel radical, dont il est remarquable que, d'un côté qui compte tant de professeurs distingués, l'histoire n'ait jamais été faite. M. Jammy Schmidt, dans un livre de propagande sur les *Grandes thèses radicales*, rappelle que le mot date, en France, de la Monarchie de Juillet : importation anglaise, comme le reste de la vie parlementaire. La devise de ce parti, celui de Ledru-Rollin et de la *Réforme* pourrait être : les droits du peuple pour principe, les sociétés secrètes pour base, la conquête du pouvoir pour but. Cette devise s'est maintenue avec une certaine constance.

Mais si le parti radical a une doctrine, une politique, a-t-il une idéologie? Représente-t-il une idée? Quand Barrès dirigeait la *Cocarde*, à un moment où, n'éprouvant qu'une haine politique, l'opportunisme, il se trouvait fort tenté par le socialisme, il déclarait ne l'être nullement par le radicalisme. Pourquoi? Parce que, disait-il, le parti socialiste a un idéal, tandis que le parti radical n'en a pas. A quoi le chef du parti radical, René Goblet, répondît à Barrès : « Pardon! Le parti radical a un idéal : la séparation de l'Église et de l'État! » Les jeunes gens qui entouraient Barrès s'amusèrent beaucoup, tant la séparation de l'Église et de l'État leur apparaissait comme une vieille lune et Goblet une bonne tête du temps des barbes. Et Barrès articula, de sa grosse voix lorraine, que c'était tout de même, à côté de l'idéal socialiste, quelque chose d'un peu court. A quelques jours de là, la femme de charge de l'ambassadeur d'Allemagne, employée du service des renseignements français, trouvait dans la corbeille à papiers de son maître les morceaux du bordereau, et le capitaine Dreyfus était arrêté. La séparation de l'Église et de l'État allait sortir de cette corbeille. Et avec elle des précisions sur l'idéal radical : l'ancienne jeunesse de la *Cocarde* vit alors que c'était sérieux.

Le radicalisme n'est pas un parti traditionaliste. Mais il

peut passer pour le plus traditionnel des partis français. Il est en effet le parti de la Révolution Française. Et la tradition actuelle, vivante, de la France d'aujourd'hui, c'est celle de la Révolution Française. Est radical qui professe à l'égard de la Révolution Française un loyalisme analogue à celui des royalistes pour leur roi. A droite du radicalisme, il y a les partis qui tiennent la Révolution pour une chose passée, acquise, plutôt mal que bien, et, tout en la supportant, ne la feraient pas si elle était encore à faire. A gauche du radicalisme il y a le socialisme, parti de la Révolution non politique, non propriétaire et non française, mais sociale, collectiviste et internationale. En Saône-et-Loire le radicalisme a été longtemps le parti des disciples de M. de Lamartine : symbole de l'*Histoire des Girondins*, ce livre capital de la mystique politique française, qui, s'il ne passe plus en torrent dans la rue, continue à goutter tenacement dans les urnes.

La Révolution Française, dira-t-on, c'est grand et c'est vague, et l'on y trouve tout, et les révolutionnaires se sont dévorés les uns les autres. Justement! Il ne faut pas mettre dans le radicalisme, parti et pensée et politique de la Révolution, plus de précision qu'il n'y en a dans la Révolution. L'un et l'autre sont des complexes, non des idées simples. Toutes les tendances et tous les groupes de la Révolution française sont encore représentés chez nos radicaux, et s'affrontent dans leurs congrès. La psychologie des partis révolutionnaires joue toujours chez eux. M. Caillaux est un Feuillant, M. Herriot un Girondin, M. Daladier un Jacobin, et le sobservateurs discernent de l'hébertisme chez les jeunes-radicaux. Qui sent la vie organique de la Révolution Française sent, par le même mouvement, la vie organique du radicalisme.

M. Daladier disait un jour à M. Buré : « Il n'y a plus que deux vrais Jacobins, toi et moi. — Et encore, répondit Buré, toi c'est douteux! » On reconnaît le vrai Jacobin à ce que, de temps en temps, il se dit : « Il n'y a décidément qu'un pur, c'est moi! » Telle fut la pensée ordinaire de Robespierre. Mais comme il y en a beaucoup qui se le disent, sinon qui le disent, comme c'est même là une pente invincible de l'idéaliste de province (le mot reste toujours au singulier, comme

le serpent de mer), soit du militant jacobin, nous conclurons que les Jacobins sont beaucoup plus nombreux que ne le croit individuellement chaque idéaliste jacobin. Nous dirons même que, si toutes les tendances de la Révolution Française sont représentées dans le radicalisme, si son chef actuel nous offre une belle et riche sensibilité girondine (M. Herriot eût été en 1793 guillotiné à Paris ou mangé par les loups à Saint-Émilien ou mitraillé dans la plaine des Brotteaux, puis, en 1847, canonisé magnifiquement par Lamartine), le quartier général des idées politiques radicales reste, tout bien pesé, le jacobinisme.

Les cadres radicaux sont jacobins, et, bien que M. Painlevé, le Condorcet du radicalisme, nous paraisse très girondin, c'est lui qui dans un congrès radical proclamait : « Nous, les fils des Jacobins! »

Si René Goblet avait eu plus de jeu dans la réplique, et s'il avait vu plus loin dans le passé et dans l'avenir, il eût pu répondre à Barrès que le radicalisme tenait de la tradition jacobine deux grandes idées politiques, deux idées qui, après avoir procuré sa vie à la première République, ont fourni sa durée à la troisième : le nationalisme doctrinal et les sociétés de pensée. Le jacobinisme, c'était cela, et le radicalisme, c'est encore cela.

Le nationalisme, dont le nom, les attitudes et les doctrines sont dus à Barrès et à d'anciens boulangistes, appartient aujourd'hui à l'idéologie réactionnaire, et, par un curieux renversement, ce mot, discrédité devant l'électeur, noté de *dextrisme* et de réaction, évité avec soin par les politiques, ne figure plus que sur le titre du journal royaliste : *l'Action Française, organe du Nationalisme intégral.* Or, bien que le suffixe *isme* soit ici récent, son radical dérive d'un sentiment et d'un ordre d'idées révolutionnaire et anti-royaliste. Le nationalisme, cela signifie la politique vue sous l'angle des intérêts, des droits et de l'idéal de la nation. Et la nation distinguée du roi, puis séparée du roi, puis opposée au roi, puis héritière du roi supprimé, est une idée et une création de la Révolution, ou plutôt du XVIIIe siècle, puisque Louis XV s'élevait contre elle dans le discours qu'il prononça devant le Parlement, au lit de justice appelé, pour l'énergie de ses propos, séance

de flagellation. Le jour où Gœthe déclara que quelque chose était changé dans l'histoire du monde est celui où des Allemands entendirent, à Valmy, ces Français qui se battaient contre eux depuis des siècles au cri de *Vive le Roi*! pousser cette clameur insolite : *Vive la Nation*! la nation eut ses soldats comme le roi avait eu les siens. Elle eut ses procureurs et ses légistes comme le Capétien avait eu ses légistes et ses procureurs. Depuis Philippe le Bel, la monarchie française s'était faite par ses légistes, et depuis Charles VII, par son armée permanente. La nation se fera par des légistes nationaux et des armées nationales. Le patriotisme, le nationalisme qui se formeront autour d'eux répondront à ce qu'étaient le loyalisme et le royalisme pour l'ancienne France. Entre les soldats et légistes du roi et les soldats et légistes de la nation, il n'y a d'ailleurs pas de solution de continuité technique : ce sont les solides armées royales qui ont fait le noyau des armées de la Révolution, et ce sont les dossiers des Bourbons qu'ont plaidés avec intempérance devant l'Europe, avec le canon pour huissier, les procureurs jacobins. Mais s'il n'y a pas solution de continuité technique, la solution de continuité idéologique apparaît, la nation jacobine est une nation doctrinaire, doctrinaire d'une doctrine nouvelle.

La doctrine, la voici. Nation, la France a, pour truchement et pour signe, des idées, tandis qu'avec le roi elle avait pour truchement et pour signe des personnes, personnes physiques et personnes morales. Ces idées sont celles des écrivains du XVIIIe siècle, condensées dans les principes de 1789. La nation française est une nation missionnaire, chargée d'un message. Et l'expression Évangile des droits de l'homme s'écrit couramment. Officiellement cet Évangile tient en ces trois mots : Liberté, Égalité, Fraternité. Peut-être ceux d'Égalité, Laïcité, Raison serreraient-ils de plus près la réalité du message. Quoi qu'il en soit de la précision des idées révolutionnaires (et un sentiment fort n'a pas besoin d'idées claires), l'esprit de la Révolution consiste à établir un rapport de solidarité et de fonction entre un pays et des idées, comme l'esprit de la monarchie établissait ce rapport entre un pays et un roi.

Théoricien du royalisme, Maurras n'a pas eu tort d'atta-

cher, avec une insistance curieuse, grande importance à ce cri du vieux républicain Ranc : « Vive la France, mais la France de la Révolution, de la justice et du droit » et d'en tirer une théorie de la *France mais*, qu'il impute à l'esprit républicain. Cela d'ailleurs n'est pas si méchant qu'il le paraît au soupçonneux Martégal, et signifie surtout que chacune des familles spirituelles de la France, y compris la jacobine (qu'on ne peut pourtant pas tuer) a ses raisons particulières de se sentir fière d'être française : les unes en regardant la Colonne, les autres en invoquant la Révolution, et ceux là en pensant au roi de France. Le comte de Chambord aussi choisissait, qui voulait bien être roi de *France, mais* de la France du drapeau blanc. Et « Vive la France, mais la France A », ne signifie pas nécessairement : « A bas la France B ». Le mot de Ranc est un témoin de l'idéologie jacobine, devenue l'idéologie radicale, et du besoin français de mettre une idée comme rallonge au drapeau.

C'est ce nationalisme doctrinal qui a fait, après 1871, le fond de l'enseignement de l'histoire. Il a été défendu par tous les hommes d'État radicaux. Un des mots-clefs de l'histoire de France est ici un mot de Léon Bourgeois, à l'époque du ralliement. A des membres éminents du groupe rallié, qu'il recevait dans son cabinet, et dont il ne mettait en doute ni la bonne foi, ni la bonne volonté : « Vous acceptez la République, Messieurs, dit-il, c'est entendu! Mais acceptez-vous la Révolution? » Ainsi, pour le radical, il ne s'agit pas seulement de la France, mais... Il s'agit de la République, mais... La République, mais celle de la Révolution. Il y a un sens du mot républicain, le sens compris et senti par les masses, qui ne prend vie et force que par une acceptation profonde et quasi-religieuse de la Révolution. Pareillement, il y a une critique et un refus de la Révolution qui font apparaître automatiquement au-dessus d'un parti une sorte de disque blanc, lequel signifie la réaction. Sa raison profonde du refus du drapeau tricolore, le comte de Chambord l'a exprimée dans ce mot : « Je ne veux pas être le roi légitime de la Révolution ». L'instinct radical, en accord avec un sentiment français, soupçonne toujours les « blancs », c'est-à-dire, électoralement, ceux qui s'appellent « républicains », d'un :

« Nous ne voulons pas être les citoyens de la Révolution ».

Dans un pays très conservateur, très idéologique, et qui tient, par toutes ses fibres, à la Révolution française, on conçoit que les radicaux, interprètes, conservateurs, idéologues de la Révolution, représentent une infanterie, une reine des batailles de la politique, celle dont parlait M. Herriot. Le radicalisme est le parti du Français moyen. L'idée radicale la plus ancienne, la plus profonde, c'est l'idée nationale, c'est la patrie. Au moment du projet d'union douanière austro-allemande, nous avons été quelques-uns à nous trouver surpris de l'émotion patriotique qui a circulé dans les cadres radicaux. M. Herriot a écrit à ce moment ce mot émouvant et instructif, que le sentiment de la patrie était tout ce qui lui restait, à lui, de religion. Traiter aujourd'hui le parti radical d'anti-France relève d'un comique excessif.

A l'Assemblée Nationale, entre les blancs monarchistes et les Rouges de la Montagne, Victor Hugo, en 1851, voulut fonder le parti des bleus, auquel il se proposait pour chef. Mais Hugo n'avait rien d'un chef politique, et l'Assemblée inexperte de 1849 était extrémiste (il faut une génération entière à un régime nouveau pour que s'y forme un centre). Hugo n'en est pas moins un bleu, et, entre les blancs et les rouges, le parti radical reste le parti des bleus. De la Révolution à la guerre de 1914, le bleu est chargé d'un patriotisme sous lequel on discerne facilement un nationalisme doctrinal.

La plus longue tradition radicale, et la plus dramatique, et la plus lourde de signification, qui ait été vécue par un homme politique, est certainement celle que personnifie Clemenceau, et qui va du lendemain du coup d'État, où il vit son père emmené, menottes aux mains, par les gendarmes, jusqu'à ces traités de Versailles où il vit ou fit naître pour on ne sait quels redoutables destins une Europe nouvelle. Et l'on peut, à volonté et du même fonds, appeler Clemenceau le plus grand des radicaux ou un demi-radical.

Le plus grand, parce qu'il a reçu la tradition non seulement de son père, mais des Pères du radicalisme; le plus grand parce que seul d'entre eux il a été un grand homme; le plus grand, parce qu'il a été chef radical et radicalement chef à trois moments capitaux de la vie de la République. Chef de

la résistance au colonialisme. Chef dans la bataille des idées de la Révolution contre l'anti-Révolution au temps de l'Affaire Dreyfus. Chef, enfin, le grand chef, au grand moment, dans la grande guerre. Les trois fois, ce Vendéen, ce bleu de Vendée, a figuré la Révolution française elle-même, non la Révolution jouée, comme elle l'était en 1848, par Ledru-Rollin ou Lamartine (voyez dans les *Souvenirs* l'admirable diagnostic de Tocqueville), mais la Révolution sérieuse, retrouvée, directe.

La Révolution n'a rien à faire de colonies, ni aux colonies, où sous le blanc, et quoi qu'il en ait, reparaît toujours plus ou moins le traiteur de nègres. Le Vendéen patriote lui, dit *Non*, qui tourne le dos à Nantes et fixe les yeux sur le Rhin de 1871, comme il les fixera sur le Rhin de 1918, comme Danton, Carnot ou Cambon les ont fixés sur le Rhin de 1792. Patriote terrien et territorial de 1871, il n'a pas perdu un degré du feu avec lequel dans l'Assemblée de Bordeaux, il a dit *Non* aux préliminaires de paix. Dans l'opportunisme colonial il a vu le masque, la monnaie et le pourboire d'un *Oui* à l'abandon de l'Alsace-Lorraine. Le radicalisme, alors, c'était le pays : le pays à qui la politique coloniale a été, contre sa volonté, imposée par des groupes d'hommes d'affaires intelligents et prévoyants. Les idées et les hommes de la Révolution font ici bloc contre le colonialisme.

On s'est étonné du contraste entre le Clemenceau militant de l'Affaire Dreyfus et le Clemenceau ministre du temps de guerre. Nous n'avons pour comprendre ce Clemenceau qu'à l'appliquer sur la Révolution, et à faire coïncider les deux figures. Le même élan formule en 1789 les Droits de l'Homme, et en 1793 les suspend par cette parole : « Le gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix. » Le sabre du représentant est fait pour défendre les Droits de l'Homme et au besoin pour les combattre. Mais si le Clemenceau de l'Affaire n'est pas continué par le Clemenceau de la guerre, il le sera, dans une certaine mesure, par le Clemenceau de la victoire. Clemenceau a bien conçu la victoire comme celle de la Révolution et des Droits de l'Homme. Il a voulu qu'elle se traduisît par cette libération : les huit heures. Il est remarquable que le ministre le plus impopulaire dans le parti et le pays socia-

listes ait été le créateur du Ministère du Travail et le père de la loi de huit heures. Les socialistes ont moins reproché à la signature qu'à la main qui signait, individualiste et patriote.

Par son nationalisme doctrinal, son patriotisme des Droits de l'Homme, sa constante référence jacobine, sa température intacte de Révolution Française, Clemenceau figurerait tout le radicalisme de la République, si la moitié précisément du radicalisme ne lui avait manqué, absolument manqué. Le radicalisme, s'il est d'abord un nationalisme doctrinal, est ensuite, peut-être surtout, ceci : les comités.

***

Le comité ou l'anti-Clemenceau. Clemenceau n'est même pas, pendant la guerre, l'homme du Comité de Salut Public, puisqu'il règne seul, gouverne tout, ramasse des muets dans son antichambre ou sur les champs de course pour en faire son ministère, comme Bonaparte constitue Lebrun ou Roger Ducos en figurants consulaires. A plus forte raison, il ignore ou méprise les Comités politiques, les cadres. Arthur Fontaine l'appelait le dernier homme d'État de l'Empire. Pour un radical les élections, soit le tout de la vie politique, ce sont les Comités. Pour Clemenceau, les élections ce sont les préfets et la police. L'échec de Clemenceau vient du même fonds que sa grandeur politique et poétique : c'est le radical sans les comités ».

Or, plus encore qu'un nationalisme doctrinal destiné à s'atténuer et à s'effriter par les infiltrations socialistes, ce sont les comités et les cadres qui font le radicalisme, qui soutiennent effectivement et même qui figurent formellement la doctrine radicale. Là, l'héritage révolutionnaire est partout, la charpente de la Révolution subsiste, et ses idées circulent. Augustin Cochin, historien de la Révolution, a créé un mot qui mérite de rester : celui de sociétés de pensée, ces sociétés de pensée dont Cochin retrouve l'eau-mère dans le cours même de la Révolution. Les sociétés de pensée s'opposent aux sociétés naturelles et aux sociétés d'intérêt, en ce que les hommes s'y réunissent pour discuter, critiquer, remuer

des idées, agir par les idées. La franc-maçonnerie est le type des sociétés de pensée. Comme, dans l'ancienne France, l'Église tenait le rôle de Société de pensée à monopole, officielle et unique, les Sociétés de pensée durent se former contre elle et ne répondirent guère qu'à des pensées ou à des volontés anti-religieuses. Pareillement, en politique, ce ne sont pas les satisfaits de l'ordre établi, mais les mécontents, qui se forment en sociétés de pensée. Les clubs ont été les plus célèbres de ces sociétés, et les Jacobins le plus célèbre des clubs, et le plus puissant. Le plus puissant à cause de ses nombreuses filiales en province. A ces sociétés filles autant qu'à la société mère est dû le triomphe de la Révolution. Elles se sont trouvées être la seule force organisée pendant quelques mois, dans un pays centralisé où les fameux leviers étaient au premier qui pouvait les saisir. Taine, qui transforme en croquemitaines des gens qui étaient généralement de braves gens et des gens braves, a dramatisé la *Conquête Jacobine*. Il ne l'a pas inventée. Ébranlées par la réaction thermidorienne, refoulées dans le néant par la police de l'Empire, les sociétés de pensée ont reparu après 1815 sous forme de sociétés secrètes. Elles ont contribué à la Révolution de 1830, elles ont fait la Révolution de 1848. Elles ont connu, au 2 décembre, un nouveau Thermidor. Mais la police impériale malgré son habileté n'en vint pas à bout. La République conservatrice les fixa d'un regard triste, sans employer la force. Et le phénomène corrélatif de la *Fin des Notables* fut la *Formation des Cadres* par ces sociétés de pensée, dont le génial commis-voyageur s'appela Gambetta.

Elles donnent sa température et son mouvement au radicalisme. Le radicalisme, par ces intermédiaires, a hérité de la Révolution et la forme des sociétés de pensée, et la matière que pensent ces sociétés, et la ligne de leur action politique.

La vie politique de la France est commandée par ce fait qu'il n'y a de vrais comités qu'à gauche, radicaux et socialistes. Partis des comitards, dit-on à droite. Soit! Entendons parti vert et bon pour les goujats. Les organisations de droite ont fait ce qu'elles ont pu pour créer de vrais comités. Elles ont toujours échoué. C'est qu'à droite on va des idées et des hommes aux cadres, alors qu'à gauche on va des cadres aux idées ou aux hommes.

Cercles catholiques d'ouvriers d'Albert de Mun, Action Libérale Populaire de Jacques Piou, Patrie Française de Barrès, Lemaître et Cavaignac, Action Française de Charles Maurras, ont formé des mouvements, des groupes autour de grands noms ou de grandes idées. Leurs initiateurs n'ont jamais réussi à créer des sociétés de pensée, des blocs vivants et durables, de militants. Première raison : à droite, une société de pensée sera plus ou moins une ombre ou timide ou fantaisiste de la grande société de pensée qu'est l'Église catholique. Deuxième raison : ces sociétés de pensée politique ne pourraient agir sur la démocratie que par une organisation démocratique. Or leur organisation est toujours monarchique ou aristocratique. La règle du jeu de leurs congrès est que le brigadier y ait raison. Les congressistes n'y viennent pas pour discuter, mais pour entériner. Il ferait beau voir qu'un indépendant critiquât les directives des chefs! Le militant moyen y trouve la même atmosphère que trouve l'actionnaire à l'assemblée générale d'une société. Précisément, à l'époque de la Chambre bleu-horizon et du triomphe des intérêts, cette expression était à la mode : la Société France le bilan de la Société France. Peau de lion fallacieuse, d'où pointait le bout de l'oreille : cette Société gouvernée, comme toutes les Sociétés, par un Conseil d'Administration, l'actionnaire indiscret sidéré et liquidé, comme il se doit, par un président qualifié. D'un certain point de vue, et depuis qu'on ne vote plus pour ou contre l'Église, l'opposition droite et gauche s'établit entre l'esprit de société économique et l'esprit de société de pensée. Nous vivons aujourd'hui, comme on dit, sous ce signe.

La différence entre un congrès politique de droite et un congrès politique de gauche est frappante. Un congrès de droite est une assemblée de gens corrects, bien élevés, où tout se passe avec cordialité et distinction. Elle est dépourvue de ce comique provincial, en long et en large, sur lequel, lors des congrès radicaux et socialistes, les journalistes et les caricaturistes de droite n'ont qu'à se baisser pour en ramasser autant que leur en commandent leurs patrons. Et pourtant, même auprès des journalistes de droite, il n'y a que les congrès de gauche qui fassent recette. Un chef de droite, qui gémis-

sait sur cette situation et qui cherchait à y remédier, mais qui, enfin, comme journaliste, devait se soucier de ce que lit de préférence son public, se voyait obligé, disait-il, de donner, dans son journal aussi de droite, la page-vedette, et les images, et les envoyés spéciaux, au Congrès radical, tandis que les Congrès du bon parti doivent, dès le second jour, passer en quatrième, « entre les cours des huiles et le compte rendu des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ». Au contraire, les Congrès qui portent la marque des Sociétés de pensée sont de petits Parlements, où des adversaires s'affrontent, où les tendances diverses se font jour, — et surtout où le militant n'est plus l'actionnaire innocent et passif, où le militant compte, où le militant discute, où le militant milite.

ALBERT THIBAUDET

(La fin dans le prochain numéro.)

LE ROMAN
D'UNE DEMOISELLE D'HONNEUR

Sophie Marie de Pannwitz, comtesse de Voss, fut une figure très en vue à la cour de Prusse où elle passa sa vie presque entière. Cette cour était tout imprégnée de culture française, Frédéric, le premier roi de Prusse, avait cherché à imiter le faste de Louis XIV, et, si Frédéric-Guillaume son fils, le roi Sergent, y était plus rebelle, jugeant que son père avait appauvri les coffres du Trésor par ses magnificences, Frédéric II fit une grande place à tout ce qui était français dans ses États. La peinture, les jardins, les modes, la langue, les usages français, y étaient en honneur : on avait accueilli avec faveur les réfugiés, accourus à Berlin après la révocation de l'édit de Nantes; ils apportèrent, avec des talents solides, cette bonne grâce et ces nobles manières qui étaient alors l'apanage de la France. Mademoiselle de Pannwitz fut donc élevée dans un milieu choisi, que de charmantes femmes rehaussaient de leur beauté.

Elle eut, dès son enfance, ses entrées chez la reine Sophie-Dorothée, mère du Grand Frédéric, et, à quatorze ans, elle était demoiselle d'honneur. Belle, vertueuse, d'un esprit distingué, elle fut passionnément aimée du prince Guillaume-Auguste, frère de Frédéric II. Pour échapper à cet amour qui ne la laissait pas insensible, Sophie Marie épousa son cousin, le comte de Voss, et, après son veuvage, revint à la cour pour ne plus la quitter.

Grande maîtresse de la cour de la reine Louise, et, à la mort de cette princesse, grande gouvernante et surintendante des enfants royaux, elle prit part à tous les deuils, à toutes les joies, à toutes les angoisses de la famille royale, à laquelle elle s'était profondément attachée. Les princes, de leur côté, lui témoignèrent une véritable et constante affection. Un incendie, où la presque totalité des souvenirs précieux, des lettres, des papiers, furent anéantis, a malheureusement détruit des documents qui auraient complété les souvenirs de madame de Voss. Son journal et quelques notes furent épargnés et permettent de reconstituer sa vie et les principaux événements qui la marquèrent.

***

Elle naquit à Schönfliess, terre familiale, le 11 mars 1729. Mademoiselle de Jasmund, sa mère, était de vieille souche mecklembourgeoise. Son père, le général de Pannwitz, s'était distingué à Malplaquet, il y avait reçu une blessure qui l'avait marqué d'une grande balafre au front, et le roi, qui le prisait beaucoup, ne manquait jamais de l'inviter à être son hôte à Wusterhausen[1] pour y célébrer l'anniversaire de cette bataille. Colonel du régiment de gendarmes, major général de Prusse, les devoirs de sa charge retenaient à Berlin M. de Pannwitz. Sophie-Mary y fut élevée sous les yeux de sa mère et reçut une éducation très soignée et plutôt supérieure à celle des jeunes filles de son temps. Elle fut une personne très accomplie. La générale de Pannwitz, particulièrement aimée de la reine Sophie-Dorothée (fille du roi Georges d'Angleterre), sans charge à la cour, y était cependant presque constamment, la reine la faisant continuellement demander.

« Sa Majesté avait un tel penchant pour ma mère, — écrit madame de Voss, — qu'elle voulait toujours l'avoir auprès d'elle et ne pouvait s'en passer, en sorte que ma mère, parfois, était presque toute la journée à la Cour. »

Madame de Pannwitz, ne voulant pas se séparer de sa petite fille, la menait avec elle chez la Reine, qui reporta sur

1. Résidence d'été de Frédéric-Guillaume.

l'enfant la tendresse qu'elle avait pour la mère. Cette vie un peu décousue ne nuisit pas à la formation d'esprit de mademoiselle de Pannwitz, — d'ailleurs si jolie déjà à onze ans qu'elle fut particulièrement remarquée par Sa vieille et peu galante Majesté Frédéric-Guillaume. La Margrave de Baireuth note dans ses mémoires l'admiration ouverte que le Roi témoignait à la petite beauté, qui s'évertuait à le fuir. Un incident que la Margrave, qui avait tâté du bâton paternel, conte non sans quelque satisfaction narquoise, en fut l'épilogue.

« La jeune Pannwitz était jolie comme un ange, mais aussi décidée qu'elle était ravissante. Or, le Roi l'ayant rencontrée dans un escalier en colimaçon qui menait à l'appartement de la Reine, et où elle ne pouvait l'éviter, il tenta de l'embrasser, mais elle, lui échappant, lui donna un si retentissant soufflet que ceux qui se tenaient au bas de l'escalier ne purent mettre en doute son bon effet. Le Roi ne lui tint pas rigueur de cette vigoureuse défense, et lui garda, comme avant, ses bonnes grâces. »

Sophie-Marie se borne à dire dans ses souvenirs qu'elle avait douze ans, lorsqu'elle parla au roi Frédéric-Guillaume Ier pour la dernière fois. C'était en 1740, peu avant la mort de ce prince, à une assemblée chez le comte Schulembourg. Elle ne le revit plus et porta son deuil, en laine et crêpe, comme madame de Pannwitz. Elle ajoute : « Le Roi n'était pas très grand, mais avait bonne mine, et paraissait bien ce qu'il était : un Roi. Il n'était pas d'un mauvais naturel, mais d'une excessive violence et maltraitait fort parfois la pauvre Reine et les enfants royaux. Malgré sa parcimonie habituelle, il savait être généreux, et je me souviens très bien qu'une fois, apprenant que Kleist et Einsiedel se trouvaient dans de grands embarras d'argent dont ils n'étaient pas responsables, il leur fit cadeau d'une somme importante sans en avoir été sollicité. Il apporta même l'argent lui-même dans sa voiture, dans un énorme sac rempli d'écus d'or. »

« Ma première éducation, — dit-elle, — me fut donnée par une gouvernante française qui s'appelait Bonafond et que j'aimais tendrement. Elle vint chez nous lorsque j'avais sept ans et ne me quitta pas d'un jour, tant que je ne fus pas définitivement à la Cour. Ma mère mit tous ses soins à me donner

les meilleurs maîtres et n'épargna ni peine, ni argent pour me faire instruire le mieux possible dans les sciences et les arts. Je n'avais qu'un frère unique, de dix ans plus âgé que moi et qui embrassa très jeune la carrière des armes. Mes parents vivaient l'hiver à Berlin et l'été à Schönfliess, qui n'est qu'à une heure de la ville. La guerre contre l'Autriche commença en 1741; mon père et mon frère, ce dernier faisant partie des gardes du corps, durent partir. Ce fut un très triste jour pour nous tous. Ma mère resta à Berlin, la Reine mère ayant une grande amitié pour elle »...

Mais vint l'automne de 1741; le général de Pannwitz, ayant pris ses quartiers d'hiver en haute Silésie, désira que sa femme vînt l'y rejoindre, — il fallut donc se séparer : — madame de Pannwitz quitta Berlin au mois d'octobre, emmenant sa fille et presque toute sa maison. Elles rejoignirent M. de Pannwitz à Tost, beau château appartenant au comte Pottulinsky, qui ne les garda pas longtemps, le général ayant reçu son ordre de marche au bout de quelques mois. Elles allèrent donc à Olmütz en Moravie, où le gouverneur feld-maréchal Schwérin et le prince évêque de Liechtenstein les comblèrent de prévenances. Le général prenant ensuite ses quartiers à Sternberg, elles l'y suivirent et y demeurèrent six semaines, jusqu'au moment où il se remit en campagne. Elles retournèrent alors à Olmütz, allant plus tard à Neiss pour se rapprocher de lui, puis rentrèrent à Berlin.

« Quelle joie n'éprouvâmes-nous pas lorsque enfin la paix fut conclue et que nous eûmes le bonheur d'embrasser mon père et mon frère; ce dernier prit garnison à Charlottenburg, d'où il pouvait souvent nous rendre visite.

» Mon père demanda son congé en 1744, il était déjà âgé et souffrait tellement de la goutte qu'en fait il ne pouvait plus servir. Le Roi lui fit une pension de 3 000 thalers et le comte Goltz eut son régiment. Ce changement ne modifia en rien la manière de vivre de mes parents : nous demeurâmes comme auparavant huit mois à Berlin et le reste du temps à Schönfliess.

» J'eus la petite vérole en 1743, je fus très malade, et les soins de ma mère ne me sauvèrent pas seulement la vie, mais aussi la beauté. Car il a plu à la Providence de me faire

les traits plus beaux que laids. Cela semble un avantage, mais, je l'ai éprouvé, ce n'est pas la beauté qui rend heureux.

» La feue Reine avait sollicité maintes fois mes parents depuis quelques années de me donner tout à fait à elle, et ils consentirent enfin. Je fus nommée en 1743, à quatorze ans accomplis, dame d'état et de cour de la Reine, mais j'habitai encore quelque temps chez mes parents et ne vins prendre de service actif à la Cour qu'en 1744, après le mariage de mademoiselle de Borke, dame d'honneur, avec M. de Maupertuis; je la remplaçai.

» Je fus admise à la sainte communion au commencement de l'année 1743, par le pasteur Koppe de Berlin, et, dès lors, fus menée plus souvent aux redoutes, assemblées et opéras. Le Roi m'avait même fait commander tout spécialement en janvier 1743 d'assister à une redoute, et me fit l'honneur de m'adresser la parole. Il me demanda entre autre des nouvelles de la santé de mon père et je répondis : « Il se trouve mieux, par la grâce de Dieu. »

» Le Roi se tourna et dit : « Elle est encore pleine d'innocence, pour parler ici du bon Dieu. »

» En 1744 aussi, lors des épousailles de la princesse Ulrique, sœur du Roi, avec le prince héritier de Suède, auxquelles d'après l'étiquette, je ne devais pas paraître, le Roi envoya l'avant-veille le comte Gotter à ma mère, pour lui mander qu'elle devait me mener sans faute à la Cour le lendemain. Ordre qui ne lui convint guère, car il me fallait avoir un riche habit et cela lui occasionna double dépense de me faire faire une robe de cour aussi promptement; il lui fallait aussi ne pas me perdre des yeux, car j'étais encore si jeune et j'avais si peu l'habitude du grand monde que je pouvais facilement manquer en quelque occurrence. Elle m emena cependant à la Cour — ce qui me fit grand plaisir, chose bien naturelle à mon âge.

» Peu après, je fus, comme je l'ai dit, tout à fait à la Cour. Il m'en coûta quelques larmes de quitter mes parents, mais, au vrai, elles ne coulèrent pas longtemps et je fus suprêmement heureuse dans la nouvelle vie qui s'ouvrit à moi. J'avais alors quinze ans, mais j'étais très inexpérimentée et très

enfant en mes pensées. Mon éducatrice avait mis tous ses soins à remplir autant que possible mon temps par des études utiles, menant à des connaissances sérieuses, et la conduite du monde m'était encore si étrangère, si inconnue, malgré l'habitude superficielle que j'en avais, que je tenais tous les humains sans exception, pour pieux et bons, sans détours ni fard, ni méchanceté aucune. L'avenir me fit bientôt voir le contraire par d'amères expériences.

« Je restai sept années pleines à la cour de la reine Sophie-Dorothée et lui étais très respectueusement dévouée. Elle n'avait jamais été belle, mais avait très grand air et le garda jusque dans sa vieillesse. Elle avait plus d'esprit acquis que d'esprit inné, mais était très instruite et bien élevée, savait parler à tout le monde et avait une très agréable conversation. Elle aimait l'éclat et la société, voyait grande compagnie toutes les après-dînées et tous les soirs et restait volontiers longtemps à table, ce qui parfois nous pesait fort, à nous autres dames d'honneur. Il était beau de voir quelle grande et prévenante tendresse le roi son fils avait pour elle. De ses filles ne vivait alors près d'elle que la cadette, la princesse Amélie, née le 9 novembre 1735. Elle était encore jeune, bien que de six ans plus âgée que moi; malgré sa jeunesse, cependant, méchante, redoutée, et nous causant à tous beaucoup d'ennuis et de désagréments.

» Le Roi et les princes se remirent en campagne comme je vins à la Cour, la guerre éclatant de nouveau en 1744. Nous fûmes inquiétés par les Autrichiens pendant tout l'automne de 1745, ils menacèrent les Marches et Berlin. Mais le prince de Dessau ayant gagné, le 15 décembre, la bataille de Kesselsdorf, les Autrichiens se retirèrent en toute hâte et le Roi signa la paix à Dresde le 25 décembre.

» Le carnaval avait commencé comme de coutume le 1er décembre. Il y avait cour, chaque semaine, chez ma Reine à jours fixes, de même chez la Reine régnante; les redoutes, l'opéra et la comédie étaient réglés pareillement. Ma Reine allait partout très régulièrement et ce n'était pour moi que fêtes et plaisirs.

» La Reine mère avait quatre dames d'honneur ou d'état, mesdemoiselles de Knesebeck, de Kalkstein, de Bredow et

moi. Cependant mademoiselle de Knesebeck avait accompagné la princesse Ulrique en Suède et n'en revint qu'au commencement de l'année 1746 et mademoiselle de Bredow ne put de tout l'hiver être de service, ayant eu la joue blessée par une dent mal arrachée. Mademoiselle de Kalkstein se maria l'été avec l'aide de camp du Roi, le général de Willich, et son éloignement de la cour fut pour moi une grande perte. Elle était ma meilleure amie depuis mon enfance, bien qu'elle fût de plusieurs années mon aînée. Elle avait le meilleur caractère du monde, était extrêmement douce et aimable et avec cela pleine d'esprit et de vie. Une demoiselle de Viereck, avec laquelle j'étais liée aussi et qui avait à peu près mon âge, mais plus jeune, la remplaça auprès de la Reine. Je ne trouvai pas chez elle la tendresse vraie et les sages conseils que j'avais toujours reçus de mademoiselle de Kalkstein et cela me manqua doublement dans la difficile position où j'étais déjà. Les événements qui se précipitèrent alors furent cause non seulement de la plus grande douleur et du plus terrible combat de ma vie, mais en déterminèrent l'acte le plus important et le plus lourd de conséquences : ils me contraignirent à des résolutions qui décidèrent de ma destinée. »

Frédéric était rentré à Berlin au milieu de la joie générale. On vint à sa rencontre en magnifique équipage, la ville fut illuminée, et nulle part on ne le fêta mieux qu'à la cour de la Reine mère. Cette princesse résidait à Berlin depuis son veuvage et habitait hiver comme été le château de Monbijou. Le Roi ayant fait don à l'aîné de ses frères du château d'Oranienburg, le prince y installa sa cour, et y invita aussitôt la Reine. La souveraine passa donc régulièrement une partie de l'été à Oranienburg pendant la paix.

Le prince Auguste-Guillaume, solennellement déclaré prince héritier de Prusse par Frédéric II, était né le 9 août 1722. Fiancé dès l'enfance par son père à une fille du duc de Brunswick, il lui fallut l'épouser, à vingt ans, malgré le peu de goût qu'il avait pour elle. Deux enfants naquirent de cette union : le futur roi Frédéric-Guillaume II et la princesse Sophie-Wilhelmine qui fut mariée au prince de Nassau et Orange.

Le prince de Prusse avait dix ans de moins que Frédéric. Sans avoir le génie de son frère, le prince était fort bien doué

et d'un extérieur séduisant. Thiébault dit de lui : « Plein d'esprit et très aimable, il relevait ses autres qualités par une modestie naturelle qui dégénérait souvent en une timidité singulière[1]. »

Il avait été le préféré de son père et le fut longtemps de son royal frère, jusqu'au jour où ses revers militaires lui perdirent la faveur de Frédéric. Il était le bien fait de sa personne, de manières nobles et polies; la petite cour d'Oranienburg fut bientôt le lieu où la plus aimable et la plus spirituelle société se trouva réunie. Le prince restaura le château resté vide pendant les 27 années de règne de Frédéric-Guillaume Ier. Les jardins dessinés par Le Nôtre avaient poussé librement, les allées formaient des berceaux, des salles de verdure où l'on dansait, où l'on soupait, où l'on jouait la comédie. Le prince faisait des vers et animait toute cette compagnie. C'étaient aussi des parties de chasse, des chevauchées. Mademoiselle de Pannwitz était de toutes ces fêtes, de tous ces divertissements. Un portrait d'elle, au château d'Oranienburg, nous la montre en costume de chasse de velours rouge, un tricorne à plumes blanches sur la tête, une carabine à la main, un coq de bruyère et d'autre gibier à côté d'elle. Une copie du même portrait se voit à Gross Giewitz, terre de son mari.

Ces vers, trouvés dans les papiers de madame de Voss, témoignent que la demoiselle d'honneur ne passait pas inaperçue :

A Mademoiselle de Pannwitz.

A peine hier eus-je pris votre gant
Vous prendre un gant, hélas! c'est bien peu de chose! —
Surtout pour moi — mais chut encore! — je n'ose
Laisser éclore un désir trop ardent! —
Puis, je le dis en vers ainsi qu'en prose,
Tout vaut son prix aux yeux du sentiment.
A peine donc me fus-je rendu maître
Du gant heureux qui toucha votre main;
Je dis la main — il toucha mieux peut-être? —
Que je courus vite au séjour divin.
Je vous entends : Comment, par quel miracle
Auprès des dieux pouvez-vous être admis? —
Qui peut vous voir, aimable Pannwitz,
De votre cour voir le brillant spectacle

1. *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, p. 85.

Tous les amours et toutes les beautés,
Une déesse, en un mot, accomplie,
Qui sur la terre enfin vous voit, Sophie,
Peut bien aux cieux voir les divinités! —
Arrivé donc à la voûte étoilée
En méditant le tour le plus mutin,
Tel que celui d'un diable féminin
Mit en usage aux noces de Pelée,
J'entre en tenant votre gant en main.
A qui le gant, — quelle est la main charmante
Qui de ce gant relève la beauté? —
Dis-je, en feignant un air de vérité, —
Car cette main doit être séduisante,
Chef-d'œuvre qu'à genoux il faut baiser
Si de la main le gant nous fait juger?
Tout aussitôt Déesses de répondre
A l'unisson : « C'est moi qui l'ai perdu —
« Oui, c'est mon gant! » — il vous sera rendu,
C'est bien justice et j'en fais la promesse.
Allons, sachons qui en est la maîtresse,
Vous l'essayerez, Mesdames, tour à tour,
Pour notre juge ici, prenons l'Amour!
Dans tous les cœurs soudain siffle l'envie,
Comment vous peindre un semblable débat?
Jamais la pomme avec tout son éclat
N'avait causé une plus grande jalousie,
Junon l'éprouve — elle a les doigts trop gros;
Pallas trop longs; — d'Hébé la main d'ivoire
Qui du nectar faisant jaillir les flots
Charme les dieux en leur versant à boire
Au gant fatal voit échouer sa gloire.
Enfin — Vénus vient d'un air dédaigneux,
L'essaie en vain et donc en est outrée.
« Contentez-vous, lui dis-je, de ce prix
Qui vous donna le nom de la plus belle,
Mais croyez-moi, Déesse, à Pannwitz
Laissez ce gant, il n'est fait que pour elle!
A Pannwitz cet objet séducteur! —
Je la connais, dit le Dieu de Cithère,
Qu'elle est charmante! mais quelle beauté sévère!
Elle a vraiment toutes les grâces de ma mère,
Mais quel dommage qu'elle n'en ait point le cœur!

Le Prince cependant, ne s'en tint pas longtemps aux seuls vers. Mais revenons un peu en arrière et reprenons le journal de mademoiselle de Pannwitz.

« Le Roi, ses frères, les généraux, étaient rentrés à Berlin le 28 décembre 1745. Le prince de Prusse, arrivé avec le Roi, était beaucoup à Monbijou auprès de la Reine, qui l'aimait particulièrement, et avant que j'aie pu seulement me douter qu'il faisait attention à moi, il se prit pour moi d'une passion qui fut un grand malheur dans ma vie et dans la sienne. L'inclination qu'il ressentit pour moi en me revoyant ne s'est pas évanouie aussi vite qu'elle lui vint; il ne l'a éprouvée pour moi qu'avec trop de fidélité et de constance. J'ai vécu plus de cinq ans à la cour avec lui depuis cette époque et en vérité j'ai fait alors tout ce qui m'était possible pour combattre cette passion et l'en guérir. Ma résistance et ma froideur furent vaines — rien n'a ébranlé son attachement. Quoi que je fisse, il était pour moi toujours le même. Au lieu de se calmer avec le temps, il devenait au contraire toujours plus malheureux et plus pressant. Il chercha d'abord à me cacher ses sentiments, mais abandonna toute retenue au bout de quelques mois, me fit la déclaration passionnée de son amour, et commença bientôt à me poursuivre véritablement de ses aveux et de ses serments. J'étais hors de moi et me confiai à mademoiselle de Kalkstein, qui m'engagea avec force, ce qui d'ailleurs allait de soi, à dire au Prince avec la plus respectueuse fermeté — qu'il devait cesser de me parler ainsi, car il ne pouvait causer que mon malheur par son inclination pour moi. — Tant que la bonne Kalkstein fut à la cour, je me laissai conduire par elle, mais, elle partie, je n'avais personne à qui demander conseil dans les mille inquiétudes, les embarras et les fâcheuses situations où me mettaient chaque jour les agissements du Prince, et aussi son chagrin et ses reproches. Il était *très* aimable, de belle taille, le visage beau, fin et spirituel. Il était en outre plein de douceur et rempli de prévenances pour moi et ne me ménageait pas les plus touchantes attentions. N'était-il pas naturel, ma grande inexpérience, ma jeunesse et la nouveauté d'un sentiment que je n'avais encore jamais éprouvé, aidant, que je lui voulusse du bien et qu'après avoir longtemps lutté, ce sentiment devînt le maître et que je m'y abandonnasse?...

» Je prenais sans cesse la ferme résolution d'arracher de mon cœur l'amour qui s'éveillait pour le Prince, je voulais

à tout prix me libérer de l'influence qu'il prenait sur moi, de son emprise grandissante, je voulais à tout prix surmonter ma faiblesse. Je m'exilais moi-même dans ma chambre jour après jour pour ne pas le rencontrer, j'évitais, je fuyais son approche, je ne lui témoignais que froideur et dureté et cherchais volontairement à exciter sa colère contre moi. Et quand rien de tout cela ne le rebuta, je le conjurai et suppliai avec larmes de renoncer à moi et de m'oublier. Ce fut en vain. Il n'a cessé de m'aimer jusqu'à la fin. D'un naturel ardent, impétueux, il ne pouvait dissimuler ses sentiments et je crois presque qu'il trouvait quelque consolation et un certain charme à ne pas les celer. Il mettait, semblait-il, de l'orgueil à les montrer au monde entier, du moins ne cachait-il ni sa douleur ni son amour, et cette conduite, née peut-être de la force ou du désespoir que lui inspiraient ces sentiments, qui m'émouvait et me touchait parfois irrésistiblement, était malheureusement toute faite pour mettre en péril la bonne renommée d'une jeune personne. Ma mère aurait eu toute ma confiance, si elle m'avait montré de la tendresse, mais elle était en ce temps-là fort sévère et dure pour moi et ne m'inspirait qu'une terreur d'esclave; je tremblais même à tel point devant elle que je lui cachais tout, jusqu'aux bagatelles les plus insignifiantes. Mademoiselle de Bredow, à laquelle le Prince avait fait la cour auparavant, était très jalouse de moi et mademoiselle de Viereck, à qui j'eus la sottise de donner ma confiance, en mésusa, n'étant pas discrète, en sorte que ces deux compagnes me mirent dans beaucoup d'embarras et de peines.

» En l'été de 1746 la feue Reine alla pour la première fois à Oranienburg, dont le Roi avait fait présent au Prince, et de là nous fûmes à Rheinsberg. Mais où que nous soyons, le Prince nous suivait partout et partout était le même. Chaque matin m'apportait une lettre ou un billet de lui et rien ne pouvait le distraire de la pensée unique qui régnait en lui et faisait son malheur.

» Mademoiselle de Viereck se maria en octobre 1747 avec mon frère que le Roi avait fait major au régiment Schorlemer en Prusse. C'était une ancienne flamme et je me réjouis d'abord beaucoup de leur bonheur. Cependant le temps de

leurs fiançailles m'apporta infiniment d'heures tristes et amères. Mon frère, je l'ai dit, était mon aîné de dix ans et n'avait pas avec moi le ton d'un ami mais celui d'un sévère mentor. Il méconnaissait aussi le caractère du Prince. A peine eut-il quitté Berlin après son mariage, qu'il m'écrivit une lettre qui faillit me coûter la vie. Sa femme lui avait sans doute révélé que je voulais du bien au Prince au fond de mon cœur, en dépit de la réserve dont je faisais preuve, et ce lui fut une raison pour m'écrire cette effroyable lettre qui me donna une maladie presque mortelle. J'aurais dû alors en finir à jamais avec cette malheureuse affaire, mais la fermeté nécessaire me manqua et d'ailleurs je n'ai jamais eu à me reprocher ici que de répondre tendrement en moi-même aux sentiments que le Prince me témoignait de si touchante, si émouvante façon, et je n'ai jamais oublié, fût-ce un instant, ce que commandait la bienséance la plus sévère et la vertu. Je ne pouvais me résoudre à quitter la cour où ma situation était si agréable et où tout le monde était si bon pour moi. Et cependant il le fallait! Hélas, la malheureuse passion du Prince a gâté toute ma vie et l'a remplie de chagrins.

» Le comte Neipperg, fils du feld-maréchal autrichien, vint en ce temps-là à Berlin, eut du penchant pour moi et demanda ma main. Il n'était pas beau, mais aimable et agréable, et j'étais prête à lui donner ma parole, parce que j'espérais, par ce mariage, quitter Berlin et guérir de mon amour. Mais le Prince sut agir sur le Roi d'une façon inexplicable pour moi et Sa Majesté refusa son consentement à cette union, déclarant qu'elle ne la donnerait que si le comte de Neipperg s'engageait à aliéner ses biens d'Autriche pour en acheter dans les états prussiens et s'y fixer. En outre, le Prince fit si bien qu'il fut fait part de cette condition au père du comte de façon si incivile, que cela le détermina à refuser absolument d'y accéder. Le comte fut donc contraint, au commencement de 1748, à la suite de ces peu agréables pourparlers, de quitter Berlin. Mes parents lui ayant donné leur consentement, il continua de m'écrire. Quoi qu'il en soit, je ne puis que remercier la Providence d'avoir écarté heureusement cette union dont je fus longtemps menacée, car le comte Neipperg dissipa dans la suite tout son avoir et il n'a pas, dit-on, donné de

bonheur à sa femme. Elle mourut bientôt et il vient de se remarier.

» Les années 1749 et 1750 que je fus encore à la cour, passèrent de même que les précédentes. La Reine résidait à Monbijou l'hiver et l'été; elle allait de là soit à Potsdam, soit à Charlottenburg ou à Oranienburg chez le Prince. Mademoiselle de Brand avait pris la place de ma belle-sœur et mademoiselle de Bredow, qui épousa en 1748 M. de Schwérin, fut remplacée par mademoiselle de Platen, une merveilleusement jolie fille, mais de peu d'esprit et de très mélancolique disposition.

» J'eus le malheur de perdre mon père en 1750, ce qui me fit éprouver une si grande douleur que je tombai très sérieusement malade et eus de la peine à me remettre.

» En cette même année, si triste pour moi, vint aussi à Berlin un prince Lobkowitz qui se prit de passion pour moi et me demanda. Peu après cependant, il tomba dangereusement malade et devint si bigot au cours de sa maladie que la différence de religion entre nous lui parut un obstacle insurmontable, et lorsqu'il fut mieux, il se fit tant de souci à ce sujet, voyant dans le mariage avec une protestante un si grand mal, que, sur ma prière, les fiançailles furent rompues.

» Le plus jeune de mes cousins Voss, à Dresde depuis quatre ans comme envoyé, demanda vers ce temps-là au Roi son rappel, lequel lui fut gracieusement accordé. Sa Majesté le distingua de la manière la plus flatteuse à son retour, le mit au ministère des affaires étrangères et lui fit une pension de 2000 thalers. Je le voyais beaucoup à la cour et le rencontrais de plus journellement chez mes parents, où il me marquait, comme à la cour, beaucoup d'attention. Il me demanda peu après la mort de mon père, mais ma mère refusa son consentement pour diverses raisons.

» Ma situation était devenue entre temps extrêmement difficile. Le Prince exigeait toujours plus impétueusement de moi la promesse de ne pas quitter la cour, et me renouvelait sans cesse ses propositions. Il voulait faire tout au monde pour moi, mais pouvais-je et devais-je accepter?

» Ma propre angoisse, les peines et les embarras journaliers où me mettait cette malheureuse affaire, avant tout le désir du Roi qui ne voyait pas d'un bon œil le Prince entiè-

rement possédé d'une si violente passion, me forcèrent à prendre une décision. La seule issue qui s'offrît à moi était le mariage avec mon cousin; j'hésitai longtemps, mais eu égard à la disposition exaltée du Prince, il me sembla enfin qu'il était de mon devoir absolu d'en user. Dois-je celer que je n'avais aucun goût pour mon cousin? Mon seul sentiment pour lui était de l'estime. Mais il le savait et se tenait pour satisfait. Ma mère aurait préféré que je revinsse chez elle, mais vivre à la ville au lieu de vivre à la cour n'aurait changé en rien ma situation vis-à-vis du Prince, ce n'est qu'en me mariant que je lui enlevais tout espoir. Ce moment de ma vie fut affreux. J'eus un dur assaut à soutenir contre moi-même. La pensée de quitter le Prince et la cour était pour moi un chagrin à en mourir. Mais que pouvais-je? je n'avais pas le choix, je ne devais pas reculer devant cette douleur : ce devait être.

» Le Roi lui-même pressa instamment ma mère de consentir à une union qu'il désirait et mes fiançailles furent donc solennellement célébrées à la cour le 17 janvier, mon mariage, le jour malheureux de ma naissance, le 11 mars 1751. Cette journée fut à tous les égards la plus épouvantable que j'aie vécue. Je ne me séparais pas sans tristesse de la cour où j'avais été si heureuse et c'est le cœur pénétré d'une profonde affliction que j'entrais dans une nouvelle voie.

» Mes noces furent exactement semblables à toutes celles qui se font à la cour. On avait invité une quantité énorme de monde, et tout se passa extérieurement avec animation et grande pompe, si bien que je ne savais où j'en étais. La Reine m'avait donné de très belles dentelles et 1 000 thalers pour acheter ma robe de mariée, une moire blanche lamée de feuilles d'argent. Je devais partir avec mon mari immédiatement après le mariage, mais on renonça malheureusement à ce projet et rien ne me fut épargné. Le Prince était au désespoir; il avait voulu pourtant assister à la cérémonie, au cours de laquelle il tomba évanoui, il fallut l'emporter.

» Le pas décisif était fait, et je pris la ferme résolution de vivre dorénavant dans l'exacte observance des devoirs auxquels le oui sacré que j'avais prononcé me liait désormais.

» Tous ceux qui avaient assisté au mariage me condui-

sirent en grand cortège à la maison de mon mari et le lendemain matin la cour et toute la terre vinrent nous complimenter et nous souhaiter le bonheur. Puis il y eut dîner chez ma mère, et ce n'est que le jour suivant que je partis avec mon mari. »

Thiébault fait ce portrait de mademoiselle de Pannwitz[1] :

« Grande et faite au tour comme Diane, blonde comme Vénus, elle était aussi douce, aussi naïve, aussi tendre que belle. Le prince voulut absolument l'épouser, les autorités suprêmes furent obligées d'intervenir et les voies obliques employées par la politique la plus active et la plus adroite ne parvinrent qu'à peine à la lui arracher. Mademoiselle de Pannwitz fut obsédée, subjuguée et entraînée par les exhortations, remontrances, supplications et menaces, au point que par un dévouement que les âmes délicates concevront, elle choisit subitement et à l'improviste pour époux l'homme qu'elle aimait et estimait le moins, M. de Voss, son parent, avec lequel elle n'a pas pu être heureuse parce qu'il n'avait pas l'âme faite pour sentir le prix d'une épouse comme elle... Aussi madame de Voss a-t-elle vécu fort retirée, toujours douce et principalement occupée de l'éducation de ses enfants. Il n'est pas douteux qu'elle n'ait été vivement touchée du mérite et de l'amour du Prince. Cependant elle se détermina à se marier d'une manière si prompte, si décisive, si ferme, elle manifesta tant de courage à soutenir sa détermination et à résister à toute la fougue du désespoir de son amant; elle a été si constante dès cet instant à se renfermer dans une solitude presque absolue et à se soustraire à toutes les occasions de rappeler d'inutiles et dangereux souvenirs, qu'elle a vraiment causé l'étonnement, l'admiration et le respect de ceux qui connaissaient le mieux la sensibilité et la douceur de son caractère. Cette époque lui a sans doute coûté bien des larmes, ce ne fut qu'en sanglotant qu'elle déclara sa résolution, ce ne fut que par ses sanglots qu'elle répondit aux plaintes du prince dont elle voyait le désespoir et qu'elle en repoussa toutes les propositions, mais elle n'en eut pas moins de fermeté. »

M. de Voss n'était pas cependant aussi dénué de mérite que le laisse entendre Thiébault, et ne manquait pas de talent.

1. *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, t. II, p. 53.

Né le 25 janvier 1726, Jean-Ernest de Voss était entré dès le mois de juin 1744 au service de la Prusse. Frédéric II le distingua dès ses débuts. Il le nomma conseiller intime en septembre de la même année, ce qui le faisait siéger et voter à la haute cour de justice de Berlin. Il avait dix-huit ans. Il occupa cette charge jusqu'en 1747, puis il passa au ministère des affaires étrangères, et, en janvier 1748, il fut envoyé à Dresde, à la cour du roi Auguste de Pologne. Il suivit ce roi à Varsovie et y travailla activement aux intérêts de la Prusse jusqu'en 1750. Rappelé sur son urgente prière à Berlin en octobre de la même année, il fut accueilli par le Roi avec les marques les plus flatteuses de satisfaction.

Les revenus du jeune chargé d'affaires ne s'étaient pas accrus pendant sa mission. Le Roi l'avait congédié à son départ pour Dresde en lui tenant ce langage :

« Faites bien mes affaires. Vous savez comment sont les Polonais et comment il faut les prendre, vous n'épargnerez donc pas l'argent à Varsovie. Ne le ménagez pas, ce ne sera pas à votre détriment. »

M. de Voss, entré de bonne heure en possession de l'héritage de son père, mort en 1739, ne se le fit pas dire deux fois. Il vécut en grand apparat, tint table ouverte et obéit de point en point au désir royal. Le Roi l'en loua à son retour par ces gracieuses paroles :

« Je suis très satisfait de vous, vous avez très bien fait. Vos dépenses ayant sans doute été grandes, je vous ferai compter en récompense mille ducats. »

Cette somme ne suffisant pas à couvrir les dépenses faites à Varsovie, le jeune homme dut mettre ordre à ses affaires et partit pour le Mecklembourg où il vendit quelques biens. Revenu à Berlin, le roi le nomma envoyé à la cour de Vienne. Mais cette cour pria le Roi de ne pas maintenir son choix, ayant conservé mauvais souvenir de la politique anti-autrichienne de M. de Voss à Varsovie. Alors, à Potsdam, le Roi attache à sa personne le jeune diplomate et lui fait une pension viagère de 1 000 thalers. Il l'emmène à Berlin pendant le carnaval de 1751 où le mariage de M. de Voss avec mademoiselle de Pannwitz ne tarde pas à se conclure. Le Roi, par le billet suivant, témoigne de son approbation :

Berlin, le 20 janvier 1751.

C'est avec bien de la satisfaction que je vous accorde mon consentement, que vous me demandez par votre lettre du dix-huitième de ce mois, pour votre union avec la fille de la Générale de Pannwitz. J'ai été bien charmé que vos vues se soient si bien accordées avec mes intentions et vous ne pouviez faire un choix plus digne de vous, ni qui me fût plus agréable. Je vous en félicite de bien bon cœur, et vous souhaite toute la satisfaction que vous pouvez désirer de cette union. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

FRÉDÉRIC

Un autre billet donne à M. de Voss une dispense au sujet de la publication des bans, lui permettant ainsi de se marier plus promptement.

Potsdam, mars 1751.

Je vous accorde bien volontiers la dispense des formalités ordinaires pour la publication des bans que vous me demandez par votre lettre du 10 de ce mois. Vous recevez ci-joint cette dispense pour vous en servir selon que vous le jugerez nécessaire. Vous souhaitant encore toute la satisfaction imaginable de votre prochain mariage! — Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

FRÉDÉRIC

Quelques lettres du fiancé montrent que M. de Voss pensait depuis longtemps à sa cousine et qu'il avait souffert des obstacles qui avaient retardé leur union; après s'être plaint de toutes les difficultés qu'il a eues à surmonter avant de pouvoir l'approcher, il ajoute :

Mais, s'il m'en coûtait mille fois davantage et quoi qu'il en arrive, je regarderai tout en bagatelle vis-à-vis de ce grand bonheur qui me vient de vous, que depuis tant et tant d'années j'ai aimée et estimée au delà de l'adoration.

Ailleurs il dit, inquiet de la froideur de sa fiancée :

Il est vrai que j'ai journellement le plaisir de vous voir, mais l'agrément que j'en ressens n'est guère complet, vu que je me vois gêné au point de n'oser vous parler qu'en passant. Il m'est impossible d'être tranquille sous ces entrefaites, car vos bonnes grâces m'inquiètent trop pour ne pas être empressé d'en avoir tous les jours des nouvelles. Je crois que j'en prends la fièvre, car, sans être bien sûr de vos sentiments, je ne fais qu'admirer tous les jours votre beauté en public.

Enfin il écrit en envoyant une parure à mademoiselle de Pannwitz et sans signer, cette fois :

Madame,

Ayez la grâce d'accepter ce bouquet avec l'écrin ci-joint, non comme un présent, car je n'en saurais trouver digne de vous, mais comme une marque de la bonne volonté de celui qui certes et sans contredit vous aime et vous estime le plus dans tout l'univers. Je me flatte que, connaissant si bien les sentiments et le caractère des personnes qui vous entourent, vous devinerez aisément son nom, c'est pourquoi j'ai garde de le nommer. Cependant je ne saurais m'empêcher de vous dire que c'est celui dont vous faites la fortune tout entière et qui par conséquent doit bien être de cœur et d'âme tout à vous!

Le Roi avait remis M. de Voss aux affaires étrangères, à la direction de celles de Saxe et de Pologne. Deux ans après, en 1753, le comte, sous prétexte qu'il n'avait pas assez à faire, demanda au Roi de passer dans l'administration de la justice. Le Roi l'envoya à Magdebourg en qualité de Premier Président. Il y demeura dix ans. Nous le verrons plus loin, la jalousie sans cesse croissante du comte ne fut pas étrangère à cette décision. Le Roi y donna sans doute les mains de bon cœur, le prince de Prusse vivant encore. Au cours de ces dix années, le landgrave de Hesse-Cassel offrit plusieurs fois le poste de premier ministre à M. de Voss, et celui-ci, se trouvant négligé par le Roi, qui semblait l'écarter désormais, avait écrit jusqu'à onze fois à Frédéric II pour solliciter son congé et la permission d'accepter les propositions du Landgrave. Mais le Roi refusa catégoriquement. Il le nomma enfin en 1763 maréchal et grand surintendant de la cour de la reine Élisabeth-Christine, sa femme, avec le titre d'Excellence, et, plus tard, grand maître de la cour avec le rang de ministre d'État et l'autorisation expresse de se rendre chaque année dans ses terres pendant plusieurs mois. Elles se trouvaient, nous l'avons dit, dans le Mecklembourg, et c'est là qu'il se rendit d'abord après son mariage. Nous y suivrons madame de Voss.

« Mon mari me mena aussitôt après le mariage dans ses terres du Mecklembourg, mais la saison était encore trop rude pour y demeurer et nous allâmes d'abord à Lubeck, chez une mienne tante, madame de Witzendorf, puis à Hambourg. Nous fûmes ainsi sur les routes pendant plus de trois mois...

et je n'ai pas besoin de dire quel était l'état de mon cœur pendant ces longues randonnées. Revenus enfin dans le Mecklembourg, nous y restâmes cinq mois dans une terre assez isolée et y vécûmes très retirés. Cette terre me plaisait fort par elle-même; la maison était commode, entourée d'un beau jardin borné par un lac et dans un très joli site. Ma belle-sœur se maria peu après notre arrivée à un M. de Rochow et ma belle-mère demeura avec nous pendant tout notre séjour à la campagne. Je la trouvai difficile à vivre, car bien qu'elle fût au fond d'un bon naturel, elle était d'humeur extrêmement peu aimable et était particulièrement désagréable avec moi.

» Nous étions restés éloignés de Berlin plus de huit mois... et mon envie d'y retourner était devenue à la longue très vive. Mon mari avait une maison dans la rue du Saint-Esprit et nous l'habitâmes. Il était attaché au ministère, et de plus allait tous les jeudis aux séances du Conseil. J'avais des espérances et je vécus très retirée. Dieu m'envoya, le 21 janvier, un fils dont la naissance causa une grande joie à mon mari. Il voyait alors beaucoup le Roi qui le complimenta avec une grande et particulière cordialité, ce qui le rendit très heureux. Toute la cour *in corpore* voulait tenir sur les fonts mon enfant et je m'en réjouissais, lorsque trois jours avant le baptême, mon mari eut la petite vérole... Le jour même du baptême il fut si mal qu'on le croyait perdu. La cour envoya dames et seigneurs pour la représenter mais ne vint point elle-même. Ma position était inexprimablement triste. Mariée depuis dix mois, rester seule avec un enfant de trois semaines et des affaires d'argent très embrouillées, que je connaissais mal, aurait été terrible pour moi. La Providence cependant eut pitié de moi : mon mari, tenu pour mourant, guérit. Ma belle-mère, qui était accourue, et le grand chancelier baron de Piéret, m'aidèrent à le soigner, surtout le baron. Il venait tous les jours et avait dans notre maison un costume spécial, afin de pouvoir se dévêtir avant de sortir et ne pas répandre ailleurs la petite vérole. Ma mère venait aussi et se dévoua à m'aider. Aussitôt que mon mari fut en état de voyager, nous quittâmes Berlin et allâmes chez ma belle-sœur de Rochow à Stülpe, puis à Gross Goritz où nous passâmes de nouveau tout l'été et l'automne. Ma belle-mère vint nous rejoindre et

j'allai parfois avec elle passer quelques jours à Neustrelitz, où vivaient un vieux duc et une vieille et très aimable duchesse qui aimait particulièrement ma belle-mère. Mon beau-frère qui avait été envoyé au Danemark en revint et nous fit visite. Cet été fut donc un temps un peu plus heureux pour mon ménage. Nous retournâmes à Berlin en hiver. Je recommençai à aller à la cour, je vis souvent le Prince. Il me marquait toujours les mêmes attentions et me distinguait comme auparavant, mais il avait toujours l'air peiné, plein de reproches, offensé même dans une certaine mesure, ce qui me causait une grande douleur. Mes ennemis — on en a toujours — avaient réussi à l'aigrir contre moi et à lui persuader que je l'avais trahi et m'étais mariée pour braver son amour et ses prières, au lieu de rester à la cour par amour pour lui, et que j'aurais tout aussi bien pu et dû y conserver mon honneur et ma vertu. Il s'en persuada et cela me fit très, très mal.

» J'avais encore des espérances et fus délivrée de mon second fils le 29 mars 1753. Il n'eut pour parrain et marraine que la princesse Henri, née princesse de Hesse-Cassel, que j'aimais et estimais beaucoup et qui s'était mariée l'année précédente, et le prince de Prusse, qui donna ses prénoms de Guillaume-Auguste à mon fils. Vers cette époque mon mari demanda au Roi de passer dans l'administration de la justice. Le Roi le lui accorda et l'envoya à Magdebourg. J'étais inconsolable. Je sais pertinemment qu'il eût mieux valu pour la carrière de mon mari qu'il restât à Berlin, il n'aurait pas été si vite oublié et les gens mal intentionnés n'auraient pas trouvé moyen de le noircir auprès du Roi sans qu'il puisse se défendre. Mais la jalousie qui le dévorait et croissait en lui de jour en jour, pour son tourment et le mien, sans que je lui en donnasse aucun sujet, fut cause qu'il prit ce parti. Je restai quinze jours à Berlin après son départ pour fermer ma maison. Vint enfin le moment des adieux, vraiment affreux. Me séparer de ma mère, de tous mes amis de la cour, de la Reine mère surtout, qui m'avait véritablement accablée de bontés et d'affection, ce furent là des moments d'une peine et d'une douleur inexprimables et je puis dire que cet arrachement forcé qu'une raison aussi injuste et aussi arbitraire avait motivé, commença pour moi le vrai malheur de mon ménage.

Tout, tout, se réunit pour me rendre cet adieu plus pénible et je m'arrachai avec des larmes intarissables de ces êtres et de ce lieu chéris, que je crus alors quitter à jamais. »

Elle ne devait plus revoir le Prince.

A Magdebourg une belle maison a été installée pour la recevoir, la ville lui plaît, mais c'est une forteresse, et cela lui donne l'air un peu triste. Elle vit d'abord très retirée, seule avec ses enfants, son mari passant toutes ses journées dans les bureaux du gouvernement. Elle sort peu à peu de sa retraite. « Je me donnai en vain beaucoup de mal, — dit-elle, — pour m'habituer à une manière de vivre qui m'était si étrangère : on ne donnait à Magdebourg que des dîners incroyablement longs, la journée presque entière se passait à table et on s'y ennuyait mortellement. Je cherchai doucement à en détourner mon monde et à introduire les soupers, comme il est d'usage dans le reste de l'univers. Je commençai à recevoir davantage, tous venaient avec plaisir et j'en avais aussi de la joie. Je me liai intimement avec mademoiselle de Bork, une très aimable et spirituelle fille; la mort, malheureusement, me l'enleva en 1756. »

Le 14 décembre 1755, elle eut une fille. Sa santé un peu ébranlée détermina son mari à la conduire aux eaux. Ils allèrent d'abord à Aix, puis à Spa. Elle trouva là nombreuse et aimable compagnie et fit beaucoup d'agréables connaissances, entre autres celles du feld-maréchal saxon Rutowsky et du comte Golovkine. Son mari lui-même les lui avait fait présenter, mais, sa jalousie reprenant bientôt le dessus, tout commerce se trouva interrompu et madame de Voss connut des heures pénibles. Ils rentrèrent à l'automne à Magdebourg, après avoir été prendre leurs enfants à Gross Giewitz.

Le gouverneur, général de Bonin, était mort pendant leur absence, et le duc Ferdinand de Brunswick le remplaça. « Ce changement fut des plus favorables pour le petit cercle de la ville », dit madame de Voss. « Le Duc donnait chaque jour de grands ou petits soupers, où nous étions invités une fois pour toutes, et, quand il n'avait personne il venait chez nous avec son aide de camp passer la soirée en famille. Mon mari ne tarda pas à être jaloux de lui, bien que le Duc ne lui donnât pas l'ombre de sujet de mécontentement, et il recommença

à me faire d'incessantes scènes. Le Duc, qui joignait beaucoup de fermeté à un sentiment d'honneur, s'en aperçut au bout de quelque temps, il prit avec mon mari le ton le plus sérieux et réussit en fait à avoir sur lui une telle influence, que mon mari changea de conduite envers moi, au moins pour un temps.

» La princesse Amélie passa par Magdebourg en 1756, allant à Quedlimbourg pour se faire introniser comme abbesse. Elle me pria fort de l'accompagner, je la suivis donc et restai avec elle pendant tout le temps qu'elle fut à Quedlimbourg.

» A peine étions-nous revenues que la terrible guerre contre l'Autriche et ses alliés recommença. Toute notre garnison s'en alla faire campagne, et ce fut tout à coup, à Magdebourg, le silence du désert.

» La Reine mère mourut en 1757, elle que j'avais tant aimée et vénérée, et cette perte fut pour moi une grande douleur. Mais ce qui me fut infiniment plus amer, ce fut la mort du Prince de Prusse, qui arriva l'année suivante, je m'en affligeai inexprimablement. Il avait eu du malheur pendant la retraite de Bohême, les Autrichiens l'avaient serré de près, et ses troupes avaient subi de grands dommages, ce qui lui causa beaucoup de souci et lui attira la disgrâce du Roi. Le Prince, au désespoir, quitta alors l'armée, devint très sombre, puis malade, et mourut de chagrin à Oranienburg. »

» Après la bataille de Collin », dit Thiébault[1] (juin 1757), « ayant rejoint les troupes qu'il avait devant Prague, le Roi divisa son armée en deux corps, et, se mettant à la tête de l'un, il se soutint le plus longtemps qu'il put en Bohême et se rendit ensuite heureusement en Saxe, tandis que l'autre, sous les ordres du Prince Guillaume, devait gagner la Lusace, mais après avoir fait de son côté la plus longue station qu'il fût possible chez l'ennemi, et à peu de distance de son frère. Dans cette marche, le Prince trouva les Autrichiens devant ses pas et autour de lui presque partout, il manqua de vivres, ses chariots furent attaqués et brisés en grande partie, il perdit du monde et ses bagages, et ce ne fut qu'avec des peines infinies qu'enfin il put sortir de Bohême et se rapprocher de Dresde pour en tirer des subsistances. Le Prince fut extrêmement mal reçu de son frère ».

1. *Op. cit.*, p. 85 à 92.

Thiébault ajoute : « Peu après, le Prince de Prusse fit une démarche auprès du Roi pour le conjurer de faire la paix, la situation du Roi inspirant alors les plus vives craintes. Frédéric l'écouta en silence et finit l'entretien par ces mots : « Monsieur, vous partirez demain pour Berlin; allez faire des enfants, vous n'êtes bon qu'à cela. »

« De Berlin le Prince se retira bientôt à Oranienburg »

Une lettre de madame de Kleist[1], trouvée dans les papiers de madame de Voss, apprend à celle-ci la mort du Prince et, après avoir exprimé sa douleur et sa sympathie, lui donne les détails suivants :

Le Prince savait très bien qu'il allait à la mort bien avant ses derniers jours. Quatre semaines déjà avant, il dit à son vieux chirurgien militaire, qui ne le quittait jamais, qu'il s'en allait de Berlin pour pouvoir mourir tranquillement à Oranienburg. Il lui ordonna en même temps de ne répéter ces paroles à qui que ce fût, étant déterminé à ne voir aucun médecin et à ne prendre aucuns remèdes, car il avait la ferme et certaine espérance qu'il en serait bientôt fait de lui. Il lui permettait, en récompense de sa fidélité et de sa discrétion, de l'ouvrir après sa mort, au cas où il lui importerait d'apprendre la cause matérielle de sa fin. Le malheureux chirurgien était désespéré; peu après cependant, arriva soudain M. de Forcade, autrefois colonel du régiment du Prince, venu pour le visiter. Forcade est épouvanté du changement du Prince, le chirurgien lui confie la résolution de celui-ci et Forcade envoie aussitôt une estafette à la princesse Amélie pour lui faire part de la maladie de son frère. La Princesse arrive incontinent avec le fameux Dr Meckel, mais le Prince ne veut rien entendre. Malgré les larmes et les prières de sa sœur, il refuse de recevoir Meckel, contraint de se retirer. La Princesse cependant ne se laisse ni persuader, ni éloigner, elle reste auprès du malade, et ne l'a pas quitté jusqu'au dernier moment. Peu de jours après avoir renvoyé Meckel, le Prince était déjà si malade qu'il n'avait plus sa connaissance et ne pouvait quitter son lit. La Princesse profite de cet instant, fait promptement chercher non seulement Meckel, mais trois médecins de Berlin. Ceux-ci déclarent que c'est une sorte d'inflammation du cerveau et usent de tous les moyens pour se rendre maîtres de la fièvre. Ils réussissent à arrêter la maladie, la fièvre cesse, le malade paraît sauvé, mais à peine a-t-il repris ses esprits qu'il renvoie les médecins et refuse obstinément de prendre un remède quelconque. Et il en a été constamment ainsi. Ce n'est que quand la fièvre prenait le dessus et que le délire revenait, qu'on pouvait employer les moyens nécessités par son état et qui combattaient l'inflammation. A peine

1. Mademoiselle de Schwerin ancienne dame d'honneur de la reine douairière.

le mieux se déclarait-il, la connaissance était-elle rendue au malheureux, que toute possibilité de continuer les soins s'évanouissait. Il ne prenait rien, ne permettait même pas qu'on lui tâte le pouls, interdisait toute approche des médecins avec colère et fit tout ce qui était en son pouvoir pour rendre son état désespéré. Enfin il apparut que tout secours serait vain désormais et qu'il était perdu. On le lui dit : pour toute réponse, il joignit les mains et s'écria plusieurs fois de suite avec ferveur : « Jésus aie pitié de moi ! » Puis il demanda l'ecclésiastique du lieu et témoigna à l'arrivée de celui-ci et jusqu'à la fin du plus grand recueillement et de la plus grande piété. La princesse Amélie l'a soigné avec dévouement et ne l'a pas quitté un instant. Je crois que le Roi aussi sera très frappé et affligé en apprenant cette mort, car, dès que la Princesse lui eut mandé d'Oranienburg la maladie du Prince, il lui répondit en la remerciant vivement d'être accourue auprès du malade pour veiller sur lui. Il lui répète plusieurs fois qu'il regardera tout ce qu'elle fera, jusqu'à la moindre bagatelle, comme l'ayant fait pour lui-même. Il la conjure pour tout au monde de ne quitter le Prince à aucun moment et de ne rien négliger pour conserver la vie à un frère qui lui est si cher. Il ajoute : « Bien que l'état du malade paraisse très grave, je mets tout mon espoir en sa jeunesse et sa forte constitution. » Il finit en la priant de dire au Prince de sa part mille tendresses et de lui donner aussi souvent que possible des nouvelles de son état.

Tu le vois, — dit en terminant madame de Kleist, — si le ciel l'eût permis, cette maladie aurait peut-être donné lieu à une réconciliation durable entre les deux frères. Mais le chagrin et le désespoir du malheureux l'ont tué.

Ce fut le dernier mot du roman de madame de Voss.

Elle fut encore cruellement frappée en cette même année : « J'eus le malheur de perdre mon fils aîné dans le même temps, — dit-elle. — Il avait sept ans et mourut presque à table en un quart d'heure pour avoir avalé un noyau de pêche qui l'étouffa ! Cette perte, que je pleurerai éternellement, m'ébranla tellement que je tombai malade et que ma santé en fut longtemps troublée. Tous ceux que nous connaissions à Magdebourg furent d'une bonté indescriptible pour moi et tentèrent tout pour me consoler.

» Mon mari aussi fit tout ce qu'il put pour me distraire et donner du courage et fut très bon pour moi en ces jours de malheur. J'essayai, pour l'amour de lui, de maîtriser ma douleur..., mais je ne pouvais oublier un instant ce cher enfant, dès le berceau si doux, si pieux, si obéissant. Le bon Dieu m'a

fait une grande grâce cependant en ne me donnant que des joies par les deux autres enfants qui me sont restés.

» En 1759, après la défaite de Kunersdorf, les ennemis chassèrent la cour de Berlin. Elle s'enfuit à Magdebourg. Il en fut de même en 1760 et 1761 et la cour fut même contrainte en cette dernière année à y demeurer plusieurs mois. Il nous fallut chaque fois céder notre maison à la Princesse de Prusse, pour laquelle il n'y avait pas d'habitation autre assez vaste. Une partie de la société berlinoise avait suivi la cour pour fuir les ennemis. Presque tous mes amis et connaissances se trouvèrent alors réunis à Magdebourg, et non seulement eux, mais les cours, furent pour moi pleins de bonté et d'amitié, et la présence surtout de la Princesse Henri, tenue en si haute estime par moi, me fut une grande consolation. »

T. THOMASSIN

LE LIVRE RÉCENT DE M. BERGSON

Si la philosophie de la durée était susceptible d'achèvement, le livre que M. Bergson vient de publier sur *Les deux sources de la morale et de la religion*[1] pourrait être présenté comme sa conclusion. L'*Essai sur les données immédiates de la conscience* nous avait invités à reconnaître la tension et la continuité de la durée au cœur du moi profond. Intérieure à nous, elle nous est aussi extérieure, puisque chacun de nous ne fait que participer de sa puissance universelle. Elle nous anime, mais nous y baignons. Aussi l'*Évolution créatrice*, utilisant cette fois les « lignes de faits », qu'aperçoit la biologie, quand elle se dégage du préjugé mécaniste, nous avait fait retrouver la durée à l'origine de toutes les espèces, que la vie dépose où son effort est contraint de s'arrêter. Un seul et même devenir, ainsi reconnu du dedans et du dehors, faisait l'unité des deux livres. Il suggérait deux questions : celle de son avenir prochain, celle de sa source éternelle. M. Bergson y répond aujourd'hui; et sa philosophie se conclurait si l'avenir, qui s'ouvre devant la durée, n'était indéfini, si l'infinité n'était à son principe.

Le présent, suivant le bergsonisme, n'est jamais un repos; il est toujours tendu vers l'avenir. Où allons-nous? En s'inquiétant du destin prochain de l'humanité, M. Bergson se garde de prophétiser. Le futur n'est prévisible qu'en ce qu'il

1. Paris, Alcan, 1932.

conserve et prolonge l'ancien; et l'on ne peut anticiper sur la venue des inventeurs et des apôtres. On trouvera, dans le dernier chapitre du livre, les réflexions de M. Bergson sur les crises que nous venons de traverser, les débats qui sont au fond de nos inquiétudes, les vertus qui devraient nous ouvrir une vie moins tourmentée. Cela supposait qu'il eût élucidé la nature de l'obligation morale. A l'inverse de la science, qui ne peut que connaître rétrospectivement l'immobile et l'achevé, la morale est tournée vers l'avenir : on pourrait dire qu'elle accroît l'impatience de la durée. Quelles « forces » se composent dans l'obligation, c'est ce que le philosophe s'est demandé dans le premier chapitre.

Entre la théorie de l'obligation et le retour aux devoirs opportuns, a été intercalée la théorie de la religion, qui répond à la deuxième des questions relatives à la durée. A quelle source s'alimente-t-elle? Pour en préciser le sens, il convient de se rappeler la nature ambiguë de l'élan vital. Celui-ci n'est ni matière pure, ni esprit seulement. Il est comme perpétuellement alourdi par une résistance, qui l'empêche d'atteindre à la spiritualité parfaite. Si donc la matière persiste en lui comme une inertie toujours à vaincre, d'où vient cette énergie qu'elle ralentit, mais qui peut l'emporter indéfiniment sur elle. L'humanité est tournée vers ce qui la dépasse. Peut-on accéder, comment accéder à la source d'où la vie ruisselle, voilà ce qu'on demande à une théorie de la religion. Tout à l'heure nous nous portions, avec la durée, de l'avant à l'après, du passé et du fait vers l'avenir. Maintenant nous sommes entraînés, par un mouvement pour lequel M. Bergson emploie le mot de « conversion », à nous retourner de la durée comme devenir vers le principe de sa valeur, de l'élan vital vers le jaillissement spirituel, du flux qui produit et traverse les créatures vers ce « point de l'âme d'où part une exigence de création ». Du sommet de la philosophie bergsonienne, la résistance ne paraît plus que l'envers de l'acte éternel, par lequel la puissance suprême se divise, sans s'appauvrir, en âmes, pour les aimer et en être aimée. Nous ne ferons que résumer les étapes qui en approchent.

***

Il est permis d'enfermer le développement psychologique de l'homme, comme l'ouvrage en donne le tracé, entre une sérénité de départ, qui est la placidité de l'animal, et une sérénité d'arrivée, qui est la confiance ardente et active du mystique. L'animal ne regrette, ni n'espère : il jouit de son contentement dans l'instant. Il faut avoir, comme les hommes, goûté à l'intelligence, pour anticiper sur la souffrance par la crainte, connaître la mort avant d'en avoir senti l'imminence. A l'entour de notre inquiétude, végétaux et animaux composent une nature tranquille, dont parfois l'influence nous apaise. Pour elle il n'y a pas encore de doute, comme il n'y en aura plus, à l'autre terme idéal, pour l'âme humaine, quand elle aura retrouvé au sein d'elle-même la puissance généreuse, qui peut être aussi bien appelée amour que création.

Le monde de l'instinct pur, autour duquel il n'y a que comme un liseré d'intuition, est celui des Invertébrés. Ici le livre prend la suite de l'*Évolution créatrice*. Deux directions divergentes sont issues de l'élan vital : l'une a conduit aux sociétés d'hyménoptères, l'autre à l'intelligence humaine. Instinct et intelligence ne peuvent s'opposer sans quelque identité : leur caractère commun est de convenir à la matière. Ils sont utilitaires; mais tandis que les outils employés par l'instinct sont des organes qui lui sont donnés, l'intelligence a dû se fabriquer ses instruments et ses machines. Elle en tire une variabilité, qui fait à la fois son ingéniosité et son incertitude, tandis que l'instinct garde dans ses démarches une sûreté naïve qui l'apparente au génie.

Sur le plan de la ruche et de la fourmilière, instinct et société ne font qu'un. L'unité de la même poussée se retrouve dans la solidarité qui soude les parties d'un organisme et celle qui intègre les membres d'une société. A quel moment les cellules d'un corps vivant deviennent-elles les individus d'un groupe social? C'est le même « souffle de vie » qui se distribue entre les unes et les autres. Aussi, aux différentes hauteurs, où la société pourra s'élever, se retrouvera toujours le « tout de l'obligation », qui maintiendra son unité entre les diverses

actions entre lesquelles elle pourra se partager. Dans les sociétés animales, il se confond avec la nature. Elles sont fermées. A la fois parce que l'élan vital s'y affaiblit et parce qu'il se heurte à des résistances qu'il ne peut franchir, il y tourbillonne sur place au lieu de s'élever. La périodicité de la matière s'y prolonge dans la périodicité de la vie sociale. Comme dans la conscience somnambulique, une lueur diffuse y éclaire les actes de l'individu pour lui-même; mais il ne dépend pas de lui de réfléchir sur leur nature, car l'hésitation sera l'effet de l'intelligence, qui n'est pas encore née.

Rien n'est plus important pour nous que d'avoir reconnu ces sociétés inférieures, où la moralité se réduit à la vitalité, pour nous comprendre nous-mêmes. Le lien social, à l'étage de l'homme, peut se relâcher, il ne se rompt pas. L'une des convictions principales de l'auteur, c'est que la nature se prolonge si fidèlement en l'homme qu'il nous suffit d'observer en nous-même les réactions immédiatement provoquées par les rencontres de l'expérience pour y retrouver sa présence. Cette introspection subtile sympathise avec la continuité, qui fait persister l'animal dans l'homme « primitif », le primitif dans le civilisé. Notre nature instinctive pourrait être intellectualisée, si les caractères acquis durant la vie d'un individu se transmettaient par hérédité à ses descendants. De génération en génération, l'humanité serait portée au-dessus d'elle-même. Mais, c'est l'une des thèses maîtresses de la théorie, la tradition héréditaire des caractères acquis ne peut être au plus qu'exceptionnelle, si même elle n'est pas impossible. Il en résulte que le primitif, que l'on a voulu opposer au civilisé, demeure en lui; et que, si la nature est en nous masquée par la couche épaisse des connaissances et des habitudes que nous recevons de la société, elle devra parfois les bousculer, toujours les orienter, ici et là se révéler à la perspicacité d'un observateur attentif.

C'est donc sous la forme d'une *pression sociale*, que l'obligation doit d'abord s'imposer à nous. Des animaux à l'homme, la contrainte s'est à demi détendue. A cause de la variabilité, que l'intelligence introduit dans les sociétés humaines, ce n'est plus sous les espèces de l'instinct, mais sous celles de l'habitude qu'elle nous entraîne. Cet assouplissement ne change

rien au fond des choses; et ce qui révèle l'essence biologique et sociale de nos habitudes, c'est que chacune d'elles reçoit du retentissement de toutes les autres cette force de coercition, que nous avouons en disant : « C'est le devoir. » Il est là, en chacune, non comme une idée débile, qui commanderait sans pouvoir, mais comme une poussée, qui détourne l'individu de sacrifier l'intérêt social au sien propre.

Voilà la morale « close » : elle nous attache à une société naturelle, dont le caractère essentiel est de se refermer sur soi, et souvent de s'opposer aux autres. Au delà nous appelle la morale « ouverte ». Il y a continuité entre la famille, la cité, à l'extrême la nation; il y a discontinuité entre elles et l'humanité entière. C'est qu'en effet une autre « composante » de l'obligation attire vers le haut ces hommes, que la pression sociale pousse d'en bas : c'est *l'aspiration*. L'obligation morale est comme à mi-hauteur entre l'unité impersonnelle de la nécessité et l'unité irradiante de la personnalité. L'aspiration est issue de l'émotion créatrice, qui emplit l'âme du héros, et elle nous emporte par contagion, à raison de l'amour que nous lui portons. Quand l'obligation ne rencontre pas d'obstacles, elle nous ravit comme une force. L'instinct, ni l'amour ne se discutent, ni ne se justifient. Si par la suite l'élan se diffracte en idées, l'intelligence qui voudrait les déduire montrerait leur harmonie; mais elle ne rendrait pas compte de l'adhésion de cœur que nous leur donnons; et sans cette adhésion, qui exprime en nous son origine absolue, les raisons que nous pouvons donner de notre action seraient sans vertu, elles ne nous persuaderaient pas, jusqu'à ce qu'elle finissent par ne plus être alléguées.

Quand la pression sociale et l'aspiration se rejoignent pour nous obliger, faut-il voir dans leur rencontre l'opposition de deux forces contraires, comme si la réalité devait être livrée à un dualisme de principes hostiles? A deux reprises M. Bergson marque fermement que si, par rapport à nous, la morale a une double origine, pression et aspiration manifestent de façon complémentaire l'unité de la vie. Celle-là, pour ainsi dire du dessous, par une action infra-intellectuelle, assure la stabilité des sociétés constituées; celle-ci, d'en haut, par une action supra-intellectuelle, élève ceux qui en éprouvent l'at-

trait vers la communion universelle des hommes. L'obligation les compose; mais qu'en définitive, ce soit le mouvement qui soit à l'origine de la stabilité, et non l'inverse, le dynamisme essentiel à la doctrine l'exige. La société n'est que l'esprit momentané.

***

Le titre du livre a annoncé le parallélisme de la morale et de la religion. Il doit donc y avoir une religion, qui exprime davantage la société, issue de l'instinct : c'est *la religion statique*. Mais elle doit s'opposer et se subordonner à une religion qu'on peut dire « pure », quand on la considère, par abstraction, à part de toutes les formes intellectuelles et sociales, qui n'en sont que l'expression ou le véhicule : c'est *la religion dynamique*, qui atteint à sa plus haute spiritualité dans le « mysticisme à l'état pur ».

Les analyses délicates et originales, qui remplissent le deuxième chapitre, consacré à la religion statique, portent, soit sur des faits rassemblés et souvent mal interprétés par la sociologie religieuse, soit sur des expériences personnelles. Elles sont nouées par une idée, dont la portée va loin. Au niveau de l'humanité, l'intelligence apparaît. Elle lui confère un pouvoir croissant sur la matière. Mais cet avantage pratique est chèrement acheté, car nous le payons de la confiance perdue. L'intelligence analyse, morcelle : de cette action de dissolution, l'individu est la première victime. Il perd le sentiment de son union avec la durée universelle. Au terme de la puissance pratique, qui mesure la portée toujours bornée de l'intelligence scientifique, s'ouvre un abîme devant lequel il recule. Car en se définissant à lui-même comme un individu isolé et fini, il naît au sentiment de la mort; et quand il cherche à la narguer par la jouissance du plaisir, celui-ci, passager comme une image, ne peut lui tenir lieu de la joie, qui seule se suffit à elle-même.

A ce péril la nature a obvié tant bien que mal. Elle porte en elle comme une finalité gauche; elle procède par un tâtonnement, qui cherche en même temps ses buts et ses moyens. Il ne faut pas lui attribuer d'intention, à moins qu'on n'at-

ténue le sens de ce mot pour le rapprocher de ce que les biologistes appellent une fonction. Aux inconvénients et aux dangers de l'intelligence fabricatrice, la nature a opposé les fictions de l'imagination fabulatrice. Le rôle, que, dans une philosophie dialectique, joue la corrélation des concepts, est joué dans l'intuitionnisme bergsonien par la compensation. L'intelligence menace l'attachement à la vie; la fabulation favorisera la réintégration de l'individu dans l'élan universel. L'intelligence inspire le doute; la fabulation restaurera la conviction, sans laquelle aucune entreprise ne serait possible. Actions compensatrices, dont on devrait admirer l'ingéniosité, si leur complication n'était pas seulement, pour qui la saisit du dehors et par analyse, l'envers d'une activité indivisible.

Pour montrer la richesse de cette conception, il faudrait marquer tous les moments, par lesquels l'homme cherche à retrouver au cœur des choses la personnalité, dont il éprouve en lui-même la durée continue. Dieu semble s'y faire par la recherche qui porte au-devant de lui. L'étude commence par l'analyse d'expériences où le civilisé, quand la peur et l'impatience du succès se le disputent, sent en lui-même la virtualité de l'instinct s'achever en fabulation. Le joueur personnalise le hasard, comme si c'était plus que le nom que nous donnons au mécanisme quand nous le croyons nous viser. Qu'un événement nous menace, nous lui supposons une pointe dirigée contre nous. Mais ce biais nous protège, car il établit entre lui et nous comme une camaraderie, et celle-ci tempère la crainte que nous ressentirions, si nous mesurions l'impuissance de la science à le conjurer.

Il y a de même pour l'homme primitif des lambeaux errants de personnalité, à partir desquels magie et religion ont divergé. La première les dissout dans l'impersonnel, mais elle en garde le sentiment d'une nature directement accessible à nos exigences affectives. Dans le sens contraire, la religion a grossi, cultivé, épanoui la personnalité de ces événements qui nous ressemblent. Elle en a tiré d'abord des esprits perdus dans les choses; puis des génies mal individualisés; jusqu'à ce qu'elle fît foisonner, avec une luxuriance et un caprice vérifiant que l'intelligence n'y est pour rien, un peuple de dieux,

qui aspire déjà à se concentrer dans l'unité d'un dieu suprême.

Au cours de ce progrès, il apparaît de plus en plus nettement que la religion statique n'est que le dehors de la religion dynamique. De même que la pression sociale se rencontre avec l'aspiration, pour retenir son élan, localiser son efficacité, la faire redonder en actions opportunes, la religion statique accommode le divin à des hommes trop engagés encore dans la nature pour en ressentir toute l'intériorité spirituelle. Cela ne doit pas la faire mépriser. Sa vérité est dans les rapports qu'elle institue entre l'âme particulière et la réalité qui la dépasse. Elle se vérifie où elle est vécue. De plus, sans la religion sociale, les mystiques ne trouveraient pas ce milieu de propagation, ce langage cultuel, ce véhicule pour la communication des âmes, sans lesquels leur expérience resterait un secret emprisonné au cœur de leur vie. Comme partout dans le bergsonisme, pensons ici dans l'entre-deux. La fabulation est fictive moins en ce qu'elle atteint qu'en ce qu'elle n'atteint pas encore.

***

La religion statique est comme un vase qui reçoit son parfum de l'essence qui l'emplit. Le mouvement, par lequel nous sommes invités à revenir du dehors vers le dedans, de ce qu'il y a d'extérieur dans la pensée ou les formes de la religion organisée vers ce qu'il y a d'intime dans la vie religieuse, est inverse de celui qui avait mené de l'*Essai sur les données immédiates de la conscience* à *l'Évolution créatrice*. Nous étions sortis de l'intuition pour entrer dans la biologie; celle-ci, prolongée dans la sociologie, nous a conduits à la religion statique. Revenons maintenant en nous-mêmes, et nous y reconnaîtrons la « présence efficace », qui, dès les origines les plus lointaines et les plus maladroites de la fabulation, donne son sens intérieur à toutes les étapes de la religion statique. Il y a comme une convergence de visées entre le progrès, qui a élevé la société vers des religions de plus en plus imprégnées de spiritualité, et l'approfondissement de nous-mêmes, qui rend le divin de plus en plus puissant et clair en nous.

A ce point idéal où les deux mouvements se rencontreraient, la morale la plus haute se perdrait dans la religion la plus pure. Déjà, dans l'ordre moral, nous avons vu la pression sociale s'ennoblir par l'aspiration. De la pression extérieure, prise à part, ne pourrait sortir qu'un dressage, qui conférerait à l'homme comme une perfection professionnelle. Il ne satisferait pas notre désir profond d'obtenir de la simplicité de l'amour tout ce que la complication des habitudes n'engendre que laborieusement, et infiniment plus. Dès le premier chapitre, c'était, au-dessus du dressage, la mysticité, qui, par la médiation d'âmes supérieures, diffusait autour d'elle, dans le don généreux de soi, la moralité la plus haute. Il annonçait la religion dynamique, mais sans nous y introduire. C'est que la morale promet plus qu'elle n'obtient, nous fait mieux ressentir ce qui nous manque que ce qu'elle nous donne. Elle indique une absence à combler où la présence pourra s'épanouir.

Comme la pression sociale, la religion statique semble monter avec nous, la religion pure descendre vers nous; et l'on serait exposé à supposer entre elles une différence absolue de nature, si l'une n'était faite pour se porter au-devant de l'autre. Insensiblement la religion statique s'est illuminée et échauffée aux rayons émis par l'expérience mystique. En face de l'histoire de la religion sociale, il y en a une du mysticisme. Son progrès, dont M. Bergson note les moments, n'a pas été une complication, mais une purification. Il a atteint à la pureté la plus dépouillée, la plus limpide, chez les grands mystiques chrétiens, qui, dans l'ordre spirituel, ont opéré une conversion comparable à celle qui, dans le domaine de l'intelligence mathématique, a ramené de la considération des grandeurs finies au calcul différentiel.

En faisant, dès son début, de l'intuition la connaissance absolue, la philosophie bergsonienne faisait prévoir le terme de sa spiritualisation. D'un bout à l'autre de l'histoire de la philosophie, on pourrait suivre l'opposition entre les « moralisants », dont le premier Fichte pourrait être considéré comme le modèle, et les « contemplatifs », qui cherchent la communion avec le principe absolu de la réalité dans une intuition émotionnelle. M. Bergson évite d'opposer la morale et la

religion; mais il achève la morale dans la religion. Comment se fait le passage de l'intuition, comme elle nous est présentée dans l'*Essai*, à celle qu'enveloppe le mysticisme à l'état pur, c'est ce qu'indique un texte, qui présente l'intuition comme susceptible de devenir de plus en plus intense. On peut, semble-t-il, le comprendre de la manière suivante. L'intuition est sympathie. Toute sympathie unit celui qui éprouve et ce qui est éprouvé. Mais dans cette union la pénétration mutuelle est susceptible d'une infinité de degrés. Que l'âme particulière ne fasse pour ainsi dire que « goûter » à la durée universelle, momentanément, presque furtivement, l'intuition reste une « connaissance», en tant que ce mot peut désigner une participation, qui est encore fort loin d'être une communion. C'est l'intuition de l'*Essai*, dont en somme il n'est que trop facile de sortir, pour retomber dans la pensée abstraite et sous l'empire des habitudes. Qu'au contraire l'âme particulière plonge dans le courant, comme pour pousser la communion jusqu'à la confusion, elle entre dans l'expérience mystique. A la mesure de son succès, elle s'appropriera de plus en plus de l'intensité réelle qui anime la durée; et cette puissance, qui n'était guère d'abord pour l'homme qu'un spectacle dynamique, deviendra lui-même. A la limite, s'il lui était possible d'absorber l'infini, il atteindrait à la personnalité absolue, qui reste pour lui et pour nous un mystère.

La manière dont elle se donne à nous est l'amour; mais par ce mot il faut entendre un amour infini, qui n'a que lui-même pour objet, comme nous l'éprouvons éventuellement dans l'émotion musicale. Un amour fini, qui est l'amour de quelque chose, s'il s'y enferme, sera la haine du reste : de ce type est celui qui nous attache aux sociétés fermées. Il faut presque une révolution de conscience pour que nous y substituions l'autre amour, l'amour ouvert, qui est en même temps l'amour de Dieu et l'amour de tous les hommes. Que le philosophe reste fidèle à l'expérience mystique, dans laquelle il se révèle, qu'il n'altère pas le sentiment de Dieu, en y mêlant des débats qui ne manifestent que des illusions logiques, « la Création lui apparaîtra comme une entreprise de Dieu pour créer des créateurs, pour s'adjoindre des êtres dignes de son amour ».

Au cœur de la connaissance vraie, le mystique est seul. Mais, à des degrés inférieurs, divers passages du livre et surtout du troisième chapitre permettent de grouper autour de lui des musiciens, des poètes, des hommes d'action, des éducateurs, et aussi des savants. Des âmes les plus pures jusqu'aux profondeurs de l'humanité, l'élan de foi se divise et s'atténue, la présence s'obscurcit. Elle ne se réduit pas à rien : des « échos » permettent très inégalement à tous de reconnaître à leur résonnance la musique spirituelle, dont les mystiques n'égrènent plus les notes et qu'ils ne distinguent plus d'eux-mêmes.

C'est ici sans doute, sur le plan de la conscience commune chez l'homme, qu'on peut situer l'office le plus précieux de l'intelligence. C'est une mission de charité négative. En définissant l'intelligence comme une fonction analytique, M. Bergson s'est obligé à ne considérer que l'insuffisance de l'idée. D'être enlevée à la continuité de la durée, toute idée est abstraite; à sa puissance, inerte; à sa fécondité, finie. Le discrédit de l'idée entraîne l'infériorité de la volonté, qui est l'action suivant l'idée. Tout ce que l'intelligence pourra faire, ce sera de se tourner contre soi, de nier ses propres négations; la volonté, d'écarter des obstacles. Mais si l'on songe que, sans les obstacles, les forces morales et religieuses feraient irruption en nous pour nous ravir, le rôle négatif de la volonté, dirigée par l'intelligence, devient éminent. Il rend l'intuition possible; et en définitive la puissance de dissolution critique, départie à l'intelligence, est renversée en moyen d'accès à la connaissance réelle.

L'exemple nous en est ici donné par M. Bergson lui-même, lorsqu'il montre comment les conclusions de ses livres antérieurs écartent les objections, qui pourraient nous empêcher d'admettre la validité de l'expérience mystique. Le premier et le dernier enseignement de la philosophie de l'intuition est une leçon de docilité. Pour connaître et aimer la réalité, nous n'avons qu'à nous offrir à elle avec une sympathie parfaitement souple. Mais des préjugés, conscients ou inconscients, peuvent nous imposer une raideur hostile. Le but avoué de la philosophie bergsonienne, c'est de nous les faire reconnaître pour nous en délivrer. Ne limitons pas l'expérience

aux extraits que la vue y découpe, et nous ne nierons plus la valeur des descriptions que les mystiques ont données, à la manière d'un Livingstone, du pays inconnu qu'ils ont découvert. Ne faisons plus du corps la cause de la conscience, mais seulement l'instrument de son efficacité pratique, et nous ne confondrons plus le rapt mystique avec les effets psycho-physiologiques qui l'accompagnent. Enfin sachons que nous déformons l'intuition en la traduisant en termes d'intelligence, et nous distinguerons la réalité de l'expérience religieuse des formules et des expressions, que les traditions confessionnelles lui prêtent pour se propager. Quand l'intelligence aura ouvert la voie devant le divin, elle aura atteint à sa fonction la plus haute.

RENÉ LE SENNE

L'EXPOSITION MANET

En songeant à tout ce qui a déjà été écrit au sujet d'Édouard Manet, comment n'être pas tenté de laisser sa plume sur la table? Les livres qu'on lui a consacrés garniraient un rayon de bibliothèque et le centenaire de sa naissance vient de provoquer l'apparition de quantité d'articles remplis des vues les plus ingénieuses. Les lecteurs de la *Revue* ont pu lire ici même le portrait si juste qu'a tracé de lui M. Paul Jamot : il ne reste rien à dire qu'il n'ait dit parfaitement sur les circonstances de sa vie, sa personnalité, non plus que sur l'accueil que les contemporains ont fait à sa peinture. Le seul parti à prendre maintenant n'est-il pas d'oublier l'esthétique, de laisser de côté la biographie, d'entrer à l'Orangerie des Tuileries où vient d'être inaugurée une importante exposition de ses œuvres et, une fois là, tout simplement de regarder? Occasion unique pour se rendre compte de l'évolution de son art et pour essayer d'en saisir le caractère. Je ne parle pas du plaisir qu'on y trouve, quoiqu'après tout ce soit le point principal : ce plaisir, quel besoin d'un guide pour le goûter?

L'ensemble réuni à l'Orangerie est de la plus grande beauté. On ne saurait trop remercier le Directeur des Musées nationaux et les conservateurs du Département des peintures au Musée du Louvre, ni féliciter M. Ernest Rouart à qui, si je ne me trompe, est revenu le difficile honneur de choisir les tableaux. Évidemment, un admirateur de Manet peut toujours regretter l'absence de telle toile dont il a gardé un lointain, mais hallucinant souvenir ou de telle autre que l'amorce décevante d'une photographie lui a donné depuis longtemps le désir de connaître. Mais pourquoi les nommer? Ce sont là préférences personnelles. Les salles de l'Orangerie ne sont pas

très vastes, on n'y pouvait placer tout Manet, quand bien même on eût pu l'obtenir. A vrai dire, il ne manque rien de ce qui est nécessaire pour révéler le peintre tout entier.

Les nécessités de l'accrochage ne permettaient pas de suivre l'ordre chronologique; à nous de le rétablir, grâce à un excellent catalogue, car cet ordre seul nous instruira véritablement. Une œuvre d'art, nul n'en est plus que moi convaincu, vaut par elle-même et toutes les considérations historiques ne changent rien à sa vertu. Mais pour se rendre compte de ce qu'est l'œuvre d'un maître dans son ensemble, il faut le suivre depuis les débuts jusqu'à la fin. Ou bien l'auteur a fait passer quelque chose de son intimité spirituelle et morale dans ses ouvrages et ces miroirs échelonnés composeront pour nous une image à la fois du peintre et de l'homme; ou bien il a regardé la nature avec cette espèce d'impersonnalité qui est le propre de quelques-uns des plus grands : dans ce cas, l'homme échappera, mais nous verrons vivre le peintre en tant que peintre. Dans l'une de ces catégories, qui bien entendu ne sont pas nettement tranchées, on trouvera Tintoret, Rembrandt, Watteau même ou Delacroix; dans l'autre, Piero della Francesca, Velasquez, Vermeer et, auprès d'eux, Manet.

Il serait bien vain de chercher à l'Orangerie l'Édouard Manet que ses contemporains ont fréquenté : devinerions-nous en parcourant les salles ce que fut sa vie, sa pensée, sa souffrance? Je ne crois pas qu'un visiteur non prévenu puisse soupçonner même que, pendant ses dernières années, il a été la proie d'un mal cruel dont il est mort à cinquante ans. Qu'il ait passé pour révolutionnaire, tout en désirant le succès auprès du public et les médailles au Salon et qu'il ait eu peine à prendre son parti de rester longtemps méconnu, cela non plus n'importe guère, puisque de ses difficultés, de ses déboires, son œuvre ne porte aucune trace. Il était né pour peindre, et il a peint, comme son tempérament lui enjoignait de le faire, sans que rien l'ait distrait de sa voie.

Ajoutons qu'il n'était pas du tout théoricien, qu'il avait peu d'imagination et qu'il a souvent pris ailleurs l'agencement de ses compositions parce que cet agencement lui donnait du mal et qu'il n'était d'ailleurs pour lui qu'un prétexte. On

conviendra que parler de Manet est une tâche assez incommode, s'il faut s'en tenir à l'essentiel, — je veux dire à sa peinture.

M. Jacques-Émile Blanche, qui étant à la fois peintre et critique, a écrit quelques-unes des meilleures pages qui soient sur Manet, a justement souligné cette difficulté. Comment expliquer en quoi réside la qualité d'une peinture? Comment même le faire sentir?

Ceci dit, en manière d'excuse, prenons Manet à son début. Il est encore chez Couture; au dire d'Antonin Proust, son condisciple, il y faisait figure d' « enfant terrible »; son maître n'en a pas moins agi fortement sur lui. Le portrait de Proust, précisément, qui date de 1855 ou de 1856, c'est-à-dire du temps où il allait quitter l'atelier, ressemble à une peinture de Couture : l'éclairage, la matière grumeleuse, la coloration, accusent son influence. Celle-ci se trouva vite tempérée par des études faites dans les musées de France, d'Italie, d'Allemagne : *La Vierge au lapin* d'après Titien, montre avec quelle intelligence il pénètre la technique d'un maître. Quoi qu'on en ait dit, il n'est pas encore question d'Espagne : *l'Enfant aux cerises* (1858) n'a rien qui y fasse penser; le motif est hollandais; le visage, très coloré, est rendu par hachures minces et courtes, entre lesquelles apparaît la toile; la facture de la main et des fruits, plus égale; plus pleine, paraît le résultat d'observation et de réflexions personnelles. *Le Portrait de ses parents* (1860), avec une certaine gaucherie et des reprises un peu sèches dans les visages, dues sans doute au désir de faire ressemblant, montre des parties de simplicité et de grandeur, des harmonies de couleur tout à fait neuves. *La Dame au gant* est de la même année : c'est déjà un chef-d'œuvre de hardiesse, de spontanéité et aussi d'équilibre. Suivent presque aussitôt *le Vieux Musicien, le Ballet espagnol, Lola de Valence,* le *Jeune Homme en costume de majo* (1861-1862). De 1863 datent *l'Olympia* et *le Déjeuner sur l'herbe*; 1864 est représenté par deux très belles natures mortes, le *Torero mort,* le *Christ aux anges.* Avec une rapidité et une autorité saisissantes, Manet a dégagé sa vision personnelle et trouvé les moyens pour la rendre. Un éclairage presque de face, de grandes lumières, juxtaposées à des ombres fortes et souvent cernées de gris ou de noir, des couleurs en

fait peu nombreuses, assez sobres, mais que le voisinage des tons neutres exalte suffisamment pour que les critiques de son temps les aient jugées « flamboyantes ».

Il n'est pas étonnant que cette manière de voir et de traduire, ait dérouté. Un grand peintre prend toujours sur le monde extérieur un point de vue nouveau; il nous ouvre les yeux sur ce qu'avant lui nous n'avions pas vu; mais pas tout de suite. Il y a des peintres, et de ceux qui ont le plus renouvelé les techniques traditionnelles qu'on a suivies sans trop de peine (quitte à les abandonner parfois en cours de route), parce que l'évolution à partir de l'art de leur époque s'est faite plus lentement — pensons à Rembrandt — ou parce que la nouveauté qu'ils apportaient, correspondait obscurément à quelque aspiration générale, — songeons à Rubens. La nouveauté de Manet, au contraire, se manifestait si brusquement et si fort en dehors des préoccupations de son temps qu'il avait peu de chances de convaincre. Dans une société à la fois démocratisée et conventionnelle, il se trouve toujours des gens prêts à partir en guerre pour « le vrai » et Manet a eu des défenseurs; mais, en réalité, il n'a été aimé au début que par de très rares natures d'artiste : l'admiration de Zola contenait une bonne part de malentendu; Baudelaire, lui, a compris.

On a tellement répété, soit pour l'en blâmer, soit pour l'en louer, que la peinture de Manet, entre 1860 et 1865, était directement inspirée de Velasquez et de Goya qu'il n'est pas inutile de s'expliquer là-dessus. Rappelons d'abord qu'à la date où nous sommes, Manet n'avait pas mis le pied en Espagne. Sa couleur locale, il l'a trouvée chez une troupe de danseurs et de musiciens qui faisait courir à l'Hippodrome un Paris entiché d'hispanisme; ses costumes de « majos » et de « toreros », il se les est fait prêter par un confrère; l'ordonnance qu'on juge espagnole du *Vieux Musicien*, si Velasquez lui en a donné l'idée, c'est à travers une gravure. Mais sa couleur, du moins, son « métier », ne sont-ils pas de Velasquez et de Goya?

Sans être un intellectuel, Manet avait l'esprit clair et juste; il se rendait compte de ce qu'il sentait et de la façon dont il voulait exprimer son sentiment. Comme la plupart des grands artistes à leur début, il a cherché des indications chez ceux qui

pouvaient les lui fournir; les maîtres espagnols étaient de ceux-là. « Le passage immédiat de l'ombre à la lumière était sa constante préoccupation », nous rapporte Antonin Proust, confident de ses premiers desseins; phrase souvent citée mais qu'il faut bien répéter, car elle doit être vraie : à la fin de sa vie, Manet redisait la même chose, presque dans les mêmes termes, à un jeune homme qui le regardait travailler au *Bar des Folies-Bergère*. Les Espagnols, mieux que les autres, lui donnaient un exemple du « parti » qu'il cherchait. Avait-il conservé la mémoire du « Musée espagnol » de Louis-Philippe, qu'il aurait pu voir à quinze ans? C'eût été, en tout cas, un souvenir imprécis, susceptible de l'orienter, non de l'instruire; et, je l'ai dit tout à l'heure, rien n'en paraît à ses débuts. Mais, au Louvre, il a sûrement regardé Ribera, non moins sûrement le *Jeune mendiant* de Murillo, sa peinture épaisse, vigoureuse, ses grands aplats lumineux nettement délimités et cernés de gris. Après 1855, il a copié les *Cavaliers* de Velasquez; il a dessiné et gravé le portrait de Philippe IV en tenue de chasse : bien que ce ne soit pas un original, ce dont Manet s'aperçut dès qu'il visita le Prado, la leçon de simplicité n'en servit pas moins et, nous le savons par une lettre, il avait attentivement regardé l'*Infante Marguerite*. Mais il avait, en somme, trop peu vu de Velasquez pour tirer de lui autre chose que des conseils généraux et le goût de certaines harmonies; à cet égard, l'*Enfant à l'épée* (1861), exposé cet hiver à Londres, avec ses gris où jouent la clarté des carnations et le bleu du bas, est bien caractéristique.

De Goya peintre, je ne trouve rien alors chez Manet. Il n'en est pas de même de Goya graveur. M. Rosenthal a fort bien montré ce qu'il avait emprunté à la technique des eaux-fortes de Goya pour exécuter les siennes; il connaissait à fond ses recueils. Où se serait-il documenté, pour ses scènes espagnoles, en particulier pour ses épisodes de courses de taureaux, lui qui n'y avait pas encore assisté, sinon chez ceux qui les avaient vues? Si Dehovencq, qu'il admirait, a dû être mis à contribution *la Tauromachie* a servi aussi, notamment pour le fond de *Victorine Meureud en espada*; enfin les grands contrastes de noirs et de blancs, si frappants dans les *Caprices*, ont pu agir sur son esprit. Voilà tout. Nul doute que Baudelaire

n'ait dit la vérité le jour où il reprochait à Thoré d'avoir écrit, à propos du salon de 1864, que Manet « pastichait » Goya et le Gréco : « Le mot de pastiche n'est pas juste. M. Manet n'a jamais vu de Goya. M. Manet n'a jamais vu de Gréco... On lui a tant reproché ses pastiches de Goya que maintenant il cherche à voir du Goya... » Il en vit au Prado en 1865 et il ne paraît pas les avoir examinés avec beaucoup de sympathie, car il écrivait de Madrid à Fantin, après un éloge enthousiaste de Vélasquez, que Goya « avait trop imité le maître, *dans le sens de la plus servile imitation* »; jugement surprenant de la part d'un homme à l'œil si fin. Il ajoutait d'ailleurs : « Ce que j'ai vu de lui ne m'a pas plu énormément. » Sa lettre, très simple, est évidemment sincère.

Il faut donc renoncer à la légende du pastiche. Jusqu'à son court voyage d'Espagne, Manet en connaissait l'art assez mal. Mais il faut peu de chose à un peintre-né : la plus légère suggestion suffit. Avant 1865, il avait eu surtout l'intuition de Velasquez et imaginé Goya au travers de ses estampes. C'était assez pour le confirmer dans son penchant à user du gris et du noir, afin de faire chanter une gamme de couleur restreinte et pour l'encourager à chercher un effet puissant par la simplification de la concision. Il a pris aux Espagnols ce qu'il avait déjà presque trouvé lui-même. Baudelaire, une fois encore, avait raison : entre eux et lui il y a eu moins imitation que « correspondance ».

N'attachons pas trop d'importance, d'autre part, au pittoresque d'outre-monts dont il paraît un temps féru; ce pittoresque a été pour lui, comme l'orientalisme pour Rembrandt, un prétexte à s'exercer. Il ne lui fermait pas les yeux sur la vie quotidienne : *la Musique aux Tuileries* de la Tate Gallery, si neuve et si séduisante, les belles natures mortes aux huîtres, aux fruits, aux poissons, sont contemporaines des « espagnolades » et c'est de l'observation de la réalité proche que sont sortis l'*Olympia* et *le Déjeuner sur l'herbe.*

Peut-on donner une idée de ce qu'était vers cette époque le métier de Manet? Voici ce qu'écrit M. Jacques-Émile Blanche (inutile de redire autrement ce qu'il a très bien dit) : « Une toile blanche, très fine, sans grain. Manet semble avoir

enduit cette toile d'une liquide couche d'huile qu'il essuie avant d'attaquer le morceau; huile étendue de façon que chaque touche du pinceau de martre glisse comme le pinceau à l'aquarelle. Cette touche une fois posée, à peine reliée à la voisine, onctueuse, souple, ferme, n'intercepte pas la respiration de la toile... Mais ce n'est qu'un premier état... il y en a un second, un troisième, un vingtième. » Manet reprend son travail, avec le pinceau et la brosse carrée, multiplie « les couches liquides mais denses » auxquelles, par une sorte de miracle, il conserve la fraîcheur de l'esquisse. « Les couches successives de blanc d'argent mélangé à quelques roses et à une pointe d'ocre et de rouge de Venise, ne semblent pas peser les unes sur les autres, mais s'alléger par contact. Rien de plus simple; rien de plus difficile que cette technique où d'autres n'auraient eu que surprises désastreuses. »

Chacun pourra vérifier la justesse de cette description, il ne perdra pas son temps. Autant que de l'imprévu des harmonies colorées, qui s'aperçoit immédiatement, il tirera de la contemplation de ce merveilleux métier une rare jouissance. Il aimera davantage le corps de la baigneuse dans le *Déjeuner sur l'herbe*, auprès des bleus de sa draperie, de sa robe et de son chapeau ou le visage clair de Victorine Meurend avec la grande ombre blonde sur sa joue, ses yeux gris singuliers, entre le ruban bleu de sa coiffure et le blanc relevé de noir de sa chemisette, quand il aura vu exactement de quelle façon cela est peint.

Le métier de Manet ne s'est pas foncièrement modifié au cours des années qui suivirent. D'Espagne il a rapporté quelques souvenirs de l'arène, quelques emprunts faits à Vélasquez : l'un des plus frappants est l'usage d'un fond indéterminé, sans coupure horizontale, qui l'avait enchanté dans le *Pablillos de Valladolid* au Prado : « Le fond disparaît, écrivait-il, c'est de l'air autour du bonhomme, tout habillé de noir et vivant .» Il s'est hâté de l'employer pour *le Fifre* (1866) et il y tenait assez pour l'utiliser encore en 1877, comme l'a remarqué M. Huyghe, dans le *Portrait de Faure en Hamlet*. Mais ce voyage, s'il a servi au *peintre*, n'a point changé la ligne qu'il suit et que son instinct, contrôlé par une nette intelligence, lui trace.

1867 : *l'Exécution de Maximilien*, dont nous n'avons ici que la première version inachevée et qu'il recommença trois fois, tant il eut de peine à se satisfaire; *les Bulles de savon*, cet « arrangement » en noir, gris, beige et rose, avec un peu de bleu et de blanc; *Madame Manet au piano*; *l'Exposition Universelle*; le *Portrait de Zola* — quel bouquet composent les brochures et les livres sur la table! — 1868-1869 : *le Déjeuner dans l'atelier*; *le Balcon*, où apparaît pour la première fois le dramatique visage de Berthe Morisot; *la Lecture* et ses blancs posés contre des blancs; *le Saumon*, rose et gris d'argent, sur une nappe épaisse, auprès d'un bol de Chine bleu et de deux citrons, nature morte égale aux plus belles, depuis la Hollande jusqu'à Cézanne en passant par Chardin... Mais à quoi bon énumérer, à quoi bon décrire? Il faut voir. Chaque année apporte plusieurs toiles où la main s'assure davantage : Manet n'hésite pas sur sa technique comme l'a fait si longtemps cet autre grand peintre du XIXe siècle, Renoir, devant chaque influence inquiet et changeant. Aucune « pratique » néanmoins, rien qui ressemble aux procédés d'un Frans Hals; variété toujours et souplesse. Tantôt les formes sont rigoureusement délimitées par plans d'ombre et de lumière, tantôt les touches s'entrecroisent, se superposent ou se fondent. Manet peut recommencer un tableau, l'effacer au couteau et au savon noir, peiner sur son travail, la décision première demeure et la liberté de facture reste entière.

On établit souvent une démarcation tranchée entre la première manière de Manet et sa manière « claire ». La transition me paraît moins imprévue qu'on ne le dit. Entre 1869 et 1873 les circonstances l'ont amené à peindre souvent en plein air, à Boulogne, à Arcachon, à Berck : c'est l'époque des *Plages*, du *Bateau de Folkestone*, des *Travailleurs de la mer*, des *Hirondelles*. Ces paysages sont d'une exquise sensibilité et l'air y circule avec la lumière. Cependant le soleil y brille discrètement. Durant l'été de 1874, Manet s'est trouvé avec Claude Monet sur les bords de la Seine : il est très vrai qu'à ce contact l'atmosphère de ses toiles s'éclaire tout à coup. Mais là se borne l'influence de l'impressionnisme sur lui : rien ne se serait produit, s'il n'avait été prêt à recevoir, comme jadis de maîtres espagnols assez mal connus, une impulsion qui cor-

respondait à son instinct. Sa vision était exercée au plein air, la main à la plus extrême hardiesse.

Il suffit de regarder le portrait de *Madame de Callias* (1873) pour savoir de quelle vivacité, de quel emportement il était capable dans la touche, sans rien perdre de la précision et de la grandeur de son dessin. La main nerveuse, la tête aux yeux perçants, les étoffes semblent être nées immédiatement sous les doigts; coussin et divan sont indiqués par de violentes hachures blanches, grises, violettes, vertes, sur une toile à peine couverte, et tout est en place. Que Manet appliquât au plein air des moyens analogues et le passage à la manière nouvelle était accompli. C'est avec cette liberté qu'il a peint la lumière argentée du *Grand Canal*, où une gondole d'un noir profond passe entre les riants *pali* bleus et blancs. C'est avec cette liberté, mais contenue, qu'il peint *Argenteuil* et *le Linge*: difficulté plus considérable puisqu'il s'agit de tableaux construits et achevés. L'effort n'en a pas altéré l'éclat, il l'a seulement discipliné : la grande tache bleue, ombrée de violet, de la robe, dans *le Linge*, rejoint à travers les jaunes rosés, les verts, les rouges, les ombres bleues du linge suspendu, le bleu d'un arrosoir placé dans les herbes hautes; et avec quel art la toilette rayée de la femme dans *Argenteuil* se juxtapose aux rouges, aux blancs, aux grenats, contre un fond de paysage intense et si sensible, entre le jaune doré et le bleu pâle des deux barques voisines. *Chez le père Lathuille* (1879) n'est pas une moindre réussite. Lumineuse et forte peinture, à empâtements épais — la joue de la femme, souvent reprise, a la consistance d'un émail — mais où, presque partout, le pinceau est revenu par jeu de hachures vigoureuses et colorées qui raccordent les parties d'exécution différente et donnent à l'ensemble une même vibration.

Manet est si bien dégagé de tout automatisme qu'il retrouve, dès qu'il le veut, pour passer de la lumière du dehors à celle de l'atelier, une facture plus tranquillement délibérée : qu'on voie la jeune femme en robe rose, d'un rose si voisin de celui de sa chair, qui a posé pour *la Prune* ou celle dont le charmant visage est coiffé d'un chapeau jaune à brides dans *la Serre* (1878); qu'on voie également le dernier grand tableau de Manet, terminé en 1882, un de ses chefs-d'œuvre : *le Bar aux*

Folies-Bergère. M. Jamot a dit joliment que c'était son « Enseigne de Gersaint ». Comme Watteau dans cette toile, peinte elle aussi à la veille de sa mort, Manet a mis là tout ce qu'il avait tiré d'une inlassable étude. Mais *l'Enseigne* est presque une esquisse et *le Bar* est un des tableaux les plus « peints » qui soient. On y trouve cette forme grande et noble qui frappe déjà dans ses ouvrages de jeunesse, avec plus de certitude, et je ne sais quel chatoiement mystérieux dont la peinture de plein air a enrichi sa palette.

Quoi de plus neuf, de plus bizarre que cet arrangement? N'est-il pas admirable que tout ce qui entoure la figure principale soit traité sans sacrifice apparent — la nature morte avec les bouteilles multicolores, le compotier d'oranges, les roses dans un verre; le fond où les pectateurs féériquement reflétés dans une glace sont indiqués chacun avec tant de justesse et de grâce, — et que la serveuse blonde, un ruban noir au cou, gainée dans le velours bleu sombre de sa robe, domine cependant le reste comme une jeune déesse immobile?

Il est admirable aussi que Manet ait peint *le Bar*, quand il était déjà gravement malade : aucune faiblesse ne s'y fait sentir. Aucun amoindrissement de la sensibilité non plus dans les clairs pastels où il se délassait alors, dans les paysages faits d'après des jardins de banlieue à Bellevue, à Versailles, à Rueil, où sa santé le confinait, ni dans les natures mortes exécutées au cours des dernières années de sa vie. Je ne sais si je ne donnerais pas un Chardin pour cette pomme verte dans une assiette bordée de vert ou pour le *Lilas blanc* du Musée de Berlin : bien qu'il n'imite pas la matière des grappes de corolles, Manet en suggère l'épaisse blancheur et jusqu'au parfum frais qui distingue les fleurs du printemps, muguet et lilas, des fleurs de l'été. Ici comme ailleurs, et c'est par là que ce soi-disant réaliste rejoint les poètes de la peinture, il a transposé, sans le savoir, le réel. Poésie très particulière, nullement spirituelle, très peu sensuelle, née purement de la sensibilité.

Il voulait « faire vrai », il n'a jamais cessé de le répéter. Mais il était trop *peintre* pour ne pas recréer les choses. M. Georges Moore me paraît l'avoir très bien compris : « Manet peint un tableau d'après nature, se fiant à son instinct pour

le conduire à travers le labyrinthe du choix et cet instinct ne le trompe jamais. Il a devant les yeux *une vision qu'il appelle la nature* et qu'il peint inconsciemment. Il pense et déclare avec force que l'artiste ne doit pas chercher la synthèse et peindre simplement ce qu'il voit... Extraordinaire unité de tempérament et de vision artistique! » *Une vision qu'il appelle la nature...* Quoi de plus juste?

L'obligation que s'est imposée Manet de préparer chaque année deux tableaux pour le Salon a fait sourire. Cet effort persévérant me paraît au contraire lui avoir beaucoup servi. En se contraignant à aller au delà de merveilleuses esquisses dont bien d'autres se seraient contentés et à pousser son ouvrage jusqu'au bout, il a été forcé de résoudre une foule de problèmes techniques. Ses « envois au Salon » ont joué dans son art le rôle des commandes dans celui des peintres d'autrefois. Excellente école qui l'a conduit à une maîtrise de ses moyens, à une virtuosité dont l'élément immatériel de son œuvre a profité. Il a fini, pour emprunter une expression de M. Paul Valéry, par « inventer à partir des moyens mêmes ». Quoique M. Valéry n'ait pas fait allusion à la peinture dans le passage d'où sont tirés ces mots, je ne vois pas de raisons pour l'exclure.

Mettre en évidence la virtuosité de Manet n'est pas le diminuer, c'est contribuer à le définir. C'est indiquer aussi la raison pour laquelle il est trop tôt pour distinguer sa véritable place dans l'histoire de la peinture. L'action d'un Claude Monet, d'un Cézanne, dans l'art desquels on peut trouver les éléments d'une théorie, se discerne chez leurs contemporains ou leurs successeurs immédiats. Mais l'action des grands peintres qui sont de grands exécutants s'exerce à distance. Ce sont ceux dont le rayonnement s'étend le plus loin. Sans Rubens, Watteau ni Delacroix ne seraient ce qu'ils sont. Manet aidera quelque jour un jeune homme à trouver son propre moyen d'expression. Quand? Nous ne pouvons le dire. Nous savons seulement que ce jour viendra.

PAUL ALFASSA

LE SOUVENIR DE GYP

Gyp qui apporta tant d'ardeur à vivre, Gyp qui était le mouvement, la flamme, la vie même, Gyp repose maintenant pour toujours dans le vieux cimetière de Neuilly, sous une lourde croix de granit. Du moins, nous avons abandonné là sa frêle dépouille au milieu d'une profusion de roses, de pois de senteur, de delphiniums et d'iris qui étaient ses fleurs préférées et dont ses mains agiles savaient composer de si beaux bouquets. Mais son esprit étincelant se joue désormais dans les mille reflets lumineux du ciel et de l'air de Paris. La petite-fille de Molière avait pris dans cette atmosphère un peu de son génie ironique et railleur et aussi ce souffle de générosité et de courage qui anime toute son œuvre. A son tour elle a enrichi notre firmament de clartés nouvelles. Je ne sais pas si elle a aimé Paris autant que Nancy, mais j'ai vu avec quelle passion elle se penchait sur la vie de la capitale, sur son mouvement, sur tout ce frémissement qui lui communiquait la fièvre qui fut si longtemps son inspiration...

Elle s'était postée à Neuilly pour mieux entendre dans le silence la rumeur qui venait de la ville, et chaque nuit elle travaillait jusqu'à l'aube pour nous faire part de tout ce qu'elle avait observé et découvert. De ces veilles laborieuses sont nés tant de délicats chefs-d'œuvre d'esprit, de finesse et de gaieté qui enchantèrent notre jeunesse...

Si Gyp aima Paris, comme Paris le lui rendit! Il est malaisé d'imaginer aujourd'hui la faveur avec laquelle furent reçues les premières fantaisies que la comtesse de Martel semait

d'une main négligente dans la *Vie Parisienne*. *Le Petit Bob*, *Autour du mariage*, *Autour du Divorce*, *Dans l'train*, *Pour ne plus l'être*, *Plume et Poil*, *le Plus heureux de tous*, *les Séducteurs*, *Loulou*, rendirent tout de suite illustre l'allègre pseudonyme qu'elle avait choisi. Ce nom de Gyp, qui figura si souvent sur la couverture de la *Revue de Paris*, était pour des milliers et des milliers de lecteurs une promesse de bonheur. *Le Mariage de Chiffon* faisait doubler le tirage. Entre l'auteur et le public circulait tant d'atomes crochus. Gyp était tellement de chez nous : de Bretagne, de Normandie, de Lorraine, de Provence, du faubourg Saint-Germain, des Champs-Élysées, des quartiers populaires, gamin de Paris, amazone infatigable! Paris appartenait alors à la France et Gyp y exerçait une sorte de principat féminin fait à la fois de ses qualités traditionnelles et nationales et de ses audaces qui scandalisaient en la charmant une des sociétés les plus vertueuses que la France ait connues. L'ordre moral n'était pas un vain mot; au lendemain de la guerre et de la Commune, il régna sur la France. Les libertés que Gyp prenait avec les usages et ce que l'on appelait « les convenances », comme avec le langage académique, effarouchaient et amusaient prodigieusement tous les mondes. De sévères censeurs accusaient d'immoralité les propos de Paulette et les esquisses railleuses que Gyp, héritière de l'esprit prompt, indocile et mordant des Mirabeau, traçait du monde où vivait cette délicieuse jeune femme. Mais le public ne s'y trompait point, et, trouvant les « impertinences » de Bob et de Loulou dans le droit fil de la tradition populaire, s'en divertissait sans scrupule. De bons juges comme Anatole France allaient même jusqu'à écrire dans les graves colonnes du *Temps* : « Si j'étais M. Camille Doucet — alors secrétaire perpétuel — je n'aurais point de cesse que *Dans l'train* et *les Séducteurs* n'eussent reçu de l'Académie française un prix Montyon. » Ils étaient dédiés à Jules Lemaître, ces *Séducteurs*, et l'on savait déjà qu'un livre placé sous un tel vocable « ne pouvait offenser aucune des muses ». France, Lemaître, quels parrains! Ajoutez l'ami fidèle, le voisin de Neuilly, Maurice Barrès! Voilà des répondants!...

France avait raison de tenir Gyp pour un véritable philosophe et de vanter sa profonde sagesse. Avec un amour profond de la vie, cette grande observatrice avait pénétré philoso-

phiquement la vanité de nos agitations et elle enseignait que les plus favorisés de ce monde ne sont pas plus dignes d'envie que les plus déshérités, qu'ils sont misérables dans leurs joies et pitoyables dans leurs plaisirs. C'est encore France qui disait que « si saint Antoine avait lu Gyp dans le désert il aurait retrouvé un peu de tranquillité à la pensée que le monde ne vaut pas qu'on le regrette »...

Mais ce qu'Anatole France n'a pas dit, c'est le prix que Gyp attachait aux cadres sociaux, qui ne constituent pas seulement des gênes, mais des protections : Pénétrée de la faiblesse de l'homme, elle professait qu'il n'y a de secours et d'appui pour lui que dans ces institutions naturelles, qui s'appellent la famille, la cité, la patrie. Le sentiment de l'honneur, de l'honneur à la française, à la Bayard, à la Corneille, emplit son œuvre, et donne tout son sens à sa vie de labeur, à ses préférences comme à ses indignations. Dans nos grandes discordes civiles elle prit avec passion la défense de la patrie. Sa conversation, qui avait le ton endiablé de ses livres, revenait toujours à sa famille. Dans la lignée des Mirabeau sa prédilection allait, bien plus qu'au fameux orateur, au Bailli, le frère cadet de l'Ami des Hommes, qui servit toute sa jeunesse dans la Marine royale et devint capitaine général des Galères de Malte. Maurice Barrès dans la belle lettre, qui a été publiée après sa mort sous le titre *le Printemps à Mirabeau*, a noté cette préférence significative pour ce personnage, dont la destinée un peu sacrifiée est pleine de la poésie noble de la famille et du domaine.

Madame de Martel en quelques mots évocateurs faisait merveilleusement revivre ce bailli, tricorne en tête, sa grande canne d'officier de marine à la main. Elle l'aimait de n'avoir rien trouvé de si beau dans le monde où il avait promené sa vie errante que le domaine de Mirabeau et le service de sa famille. Avec quelle émotion elle rappelait, les yeux illuminés de cette belle flamme qui éclairait tout son visage, la déclaration du cadet à son aîné : « Mon rôle n'est pas de dominer, mais de contribuer! » Barrès, qui était frappé plus que quiconque par la grandeur d'une telle formule, la citait fréquemment et il s'en est souvenu en écrivant *le Printemps*. Mais il a omis de rapporter la fin courageuse de l'ancêtre préféré. Gyp nous la racontait pour nous montrer de quelle trempe

était son âme. Sentant venir sa fin, le Bailli, disait-elle, avait fait sonner son propre glas, et s'était endormi pour toujours au son des cloches qu'il avait mises en branle...

Gyp était une frondeuse, une insoumise, une ennemie des lois à la manière dont le fut plus tard Barrès lui-même; et l'on comprenait très vite, plus encore à leurs silences qu'à leurs propos, quelle affinité secrète existait entre ces deux êtres...

Je n'ai connu Gyp que sous ses légers cheveux blancs qu'un ruban, placé comme un diadème, appliquait autour de son lumineux visage, mais, petite et svelte, elle avait conservé, sous la neige de cette chevelure, la grâce flexible de sa jeunesse et une souplesse si merveilleuse qu'ayant à faire répéter au *Gymnase* une pièce intitulée *le Friquet*, où l'héroïne, une écuyère, doit marcher sur les mains et faire la roue, elle avait montré à Polaire, qui jouait le rôle, comment cet exercice s'exécute avec grâce. Elle était toujours habillée de blanc ou de pékin noir et blanc. Ses robes étaient de velours l'hiver et l'été de mousseline ou de crêpe de Chine. Il y avait dans la franchise de son accueil quelque chose qui vous attachait profondément à elle ou vous détournait à jamais de sa maison. Aussi trouvait-on peu d'indifférents autour d'elle.

Elle recevait ses amis le dimanche. Les plus intimes étaient conviés à déjeuner, Barrès, Geneste, Georges Grosjean. Le comte de Martel était l'hôte le plus affable. Son fils aîné Aymar était mort glorieusement au Soudan. Sa fille venait de se marier. Le docteur Thierry de Martel était déjà l'esprit lumineux que nous connaissons, l'inventeur de génie, auquel la chirurgie devra tant de progrès. La conversation était élevée. La chère était délicate et choisie, la pâtisserie exquise confectionnée selon de précieuses recettes. Gyp depuis longtemps ne mangeait plus de viande qu'elle exécrait et ne buvait plus de vin qu'elle aimait, par peur de la goutte qu'elle prétendait avoir héritée de Mirabeau-Tonneau...

Après le déjeuner on faisait le tour du jardin qui possédait de beaux ombrages, une pelouse qui ressemblait à une prairie, où s'ébattaient les bêtes favorites, et des massifs de plantes vivaces protégées contre les jeux des chiens par de petites palissades. La maison était tapissée de lierres, de lianes et de roses grimpantes. Gyp qui était moqueuse et impitoyable

pour les ridicules des hommes n'avait que de la tendresse pour les bêtes et elle ne pouvait voir souffrir une fleur.

Le salon, dont la porte-fenêtre s'ouvrait sur le jardin, était une grande et belle pièce rectangulaire; un de ces divans ronds à la mode sous le second Empire et durant les premières années de la République en occupait le centre. Les sièges étaient recouverts d'un velours pékiné de couleur bouton d'or. Il y avait à gauche de la cheminée un grand fauteuil qui avait été celui de Talleyrand. Le prince de Benevent l'avait légué à l'oncle de madame de Martel, avec beaucoup d'autres souvenirs, épars dans la maison, en lui laissaut la charge de publier ses mémoires. Gyp s'asseyait en face de ce meuble historique, sur une bergère plus petite, tout près d'une table chargée de fleurs, les coudes appuyés sur les genoux, le menton sur les deux mains, la tête un peu en avant, les yeux pétillants de malice, la bouche souriante, et elle écoutait. Elle écoutait avec délices les anecdotes qu'on avait recueillies pour elle tout au long de la semaine, les commentaires de la politique, les impressions de théâtre, où elle n'allait plus. Un mot réveillait dans son esprit des souvenirs, suscitait une réflexion. Alors les mains tombaient à la hauteur des genoux, le visage se relevait et Gyp parlait. Avec quel charme, avec quelle vivacité, avec quel bonheur d'expression! Parfois elle vous racontait une histoire que vous lui aviez narrée huit ou quinze jours plus tôt, mais si embellie, si joliment arrangée que vous hésitiez à la reconnaître; et cela faisait dire à Barrès, qui lui conseillait de publier ses mémoires, sachant bien que ce serait là son chef-d'œuvre, que cette publication n'irait point sans désagrément pour les auteurs de potins, dont elle citerait les témoignages en les accommodant à sa manière. Il faut reconnaître cependant que dans ces « transformations » Gyp respectait généralement le sens des propos qui lui avaient été tenus. Gyp, comme tous les grands observateurs de notre race, se servait pour regarder le monde de ce merveilleux instrument d'optique qu'on pourrait appeler le télescope Molière : il grossit sans déformer. C'est la marque même de nos grands caricaturistes, les Daumier, les Gavarni, les Forain!

Gyp excellait dans la caricature. Paris s'est longtemps délecté aux dessins de Bob, pleins d'esprit, de malice, de courage, et d'un sens si parfaitement exact. Il serait cependant

bien injuste de se laisser aller à considérer les personnages de Gyp, de Bob au Grinchu, comme des caricatures. Gyp a fait mieux. Elle a créé des poncifs. Ils resteront comme des types accentués de la société qu'elle a peinte. Il n'y a guère que la passion politique qui ait profondément troublé sa claire vision des choses.

Gyp élevée dans une famille légitimiste avait, par goût de l'épopée, donné dès son plus jeune âge toutes ses préférences aux Bonaparte. Elle nous a raconté comment, à cinq ans, elle avait laissé éclater ses sentiments impérialistes, au grand scandale des siens. Elle avait entendu dire que l'Empereur allait traverser Nancy et tout de suite elle s'était écriée :

— Il va venir ici l'Empereur!... Quel bonheur!

Son grand-père l'avait regardée, étonné, en lui demandant ce que cela pouvait bien lui faire, puisqu'elle ne le verrait pas. Alors les larmes lui étaient venues aux yeux et son grand-père de plus en plus surpris l'avait interrogée :

— Pourquoi veux-tu voir l'Empereur?

— Mais, avait-elle répondu, pac'que c'est l'Empereur!

Et elle ajoutait :

« C'est que l'Empereur, c'était pour moi le cavalier au cheval blanc qui franchissait les montagnes, sur une estampe, dans ma chambre; le héros qui dirigeait, au milieu des balles, les quatre batailles de Montmirail, de Friedland, d'Iéna et d'Austerlitz peintes par Horace Vernet et par Gérard, qui dans de beaux cadres Empire décoraient la pièce et dont je me faisais raconter les péripéties chaque fois que j'en trouvais l'occasion. »

Ainsi étaient nées des convictions, auxquelles, par amour de la gloire militaire, elle demeura toute sa vie attachée. Gyp nous racontait aussi que sa première vocation avait été de devenir soldat et qu'un immense chagrin lui était venu quand le colonel de Gonneville lui avait expliqué que les petites filles ne font pas la guerre. Cette vocation contrariée a laissé sa trace dans toute son œuvre; son fils aîné la réalisa, et puis son petit-fils engagé volontaire durant la grande guerre, qui tomba glorieusement à son premier combat!...

— Ce que j'aurais voulu être? — répondit un jour Gyp à un journaliste, qui lui posait, pour je ne sais quel magazine, des

questions saugrenues. — Mon Dieu, le colonel Marchand! ou encore Lyautey!

Et se tournant vers nous : « C'est un reproche que ma famille m'a fait durant toute mon enfance, de n'être pas un garçon!... Et personne bien sûr ne le regrette autant que moi... »

Gyp ne s'habillait pas en garçon comme George Sand pour écrire, mais elle écrivit en homme. Nous ne la sentons jamais, nous autres hommes, quand nous lisons ses romans, « de l'autre côté de la barricade », pour employer l'expression dont elle se servait en parlant de la comtesse de Noailles qu'elle admirait d'avoir la première dans notre langue écrit en femme...

Mais, dans son salon, madame de Martel n'avait rien de ces allures masculines si déplaisantes que le sport a mises à la mode. Elle en faisait les honneurs avec une grâce exquise. Elle aimait la douce clarté des lampes, ou l'éclat des bougies. Elle résistait avec énergie à l'électricité, qui, disait-elle, « noyait tout ». Quand la nuit tombait, le valet de pied apportait les lampes drapées de mousseline. Cette novatrice dont les « audaces » avaient surpris ses contemporains écrivait avec une plume d'oie à la lueur d'une lampe Carcel!

Sa large écriture, très appuyée, jetée au travers des feuilles de papier azuré ne ressemblait à aucune autre. Elle écrivait « au galop », comme on charge!

Ces détails paraîtront bien menus, mais ils aideront peut-être quelques vieux amis à faire revivre la figure, les manières, l'apparence charmante et fugitive de celle que nous venons de perdre et qui a emporté avec elle dans la tombe tout un monde révolu.

Gyp a écrit des romans historiques qui sont beaucoup plus des romans que de l'histoire, mais dans le moindre de ses dialogues l'historien de notre époque trouvera plus tard les documents les plus précieux, les plus exacts, sur la société française qui essaya de se reconstituer au lendemain de la Commune. M. Bourget répète volontiers que ce qui assurera la survie de tant de romans dont la sensibilité nous paraît déjà démodée c'est leur « historicité ». Rien n'est plus vrai, nous cherchons aujourd'hui avec curiosité dans les romans de Restif de la Bretonne les secrets de nos trisaïeules. Nos petits-neveux se pencheront avec le même intérêt sur les

romans significatifs de notre temps. Ceux de Gyp appartiennent à cette catégorie. Ils apprendront à ces curieux qu'entre les deux guerres Paris était peuplé de femmes ravissantes mais qu'il était ardu et décevant de vouloir les aimer de trop près; puisque chaque histoire d'amour racontée par Gyp se termine sur un drame. Les nouvelles générations ont cru mettre bon ordre à ces catastrophes en donnant aux affaires proprement dites le pas sur les affaires de cœur. En matérialisant leurs préoccupations, elles ne paraissent pas avoir trouvé plus de sécurité. Et Gyp le leur avait prédit! En lisant, avec le recul du temps, ces brillants dialogues, où les enfants tiennent tant de place, on est frappé de l'intelligence avec laquelle l'auteur prévoit les conséquences de l'éducation matérialiste, ou plutôt du manqne d'éducation de tout ce petit monde!

Gyp a souri un moment avec Bob, Fred et Loulou des effets de ce relâchement. Mais elle n'a pas tardé à s'émouvoir du sort qui serait fait à notre société si la famille bourgeoise cessait un peu plus chaque jour d'être l'excellente éducatrice qui formait dès l'enfance, selon le mot de Guizot, « des hommes capables de tous les emplois et de toutes les charges ». Cela n'a pas été un des moindres mérites de madame de Martel de nous montrer sur le vif le caractère précaire d'une société où les parents ne savent plus comment élever leurs enfants. Les héros de Gyp appartiennent à ces classes dirigeantes qui ne dirigent plus. Ils font partie, comme l'a si bien noté Anatole France, d'une aristocratie qui tombe et s'élève selon qu'elle perd ou gagne l'argent qui devient de plus en plus sa seule raison d'être. Ils sont flottants et abandonnés. Leur progéniture pousse comme une herbe folle au gré de l'instinct. Les secrets d'un avenir sur lequel nous ne sommes pas encore édifiés se cachent dans cette observation.

LUCIEN CORPECHOT

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

THÉATRE ET CINÉMA :

Demoiselles en uniforme et *Mädchen in Uniform.*

Demoiselles en uniforme, le spectacle actuel du *Studio de Paris*, est l'adaptation française, en 12 tableaux, de *Gestern und Heute* (*Hier et Aujourd'hui*), la pièce de mademoiselle Christa Winsloe; mais est-ce bien de cette pièce de théâtre qu'a été tiré, comme l'indique l'affiche du *Studio*, le film *Mädchen in Uniform*, qui connaît depuis des semaines, à *Marigny*, le même triomphe qu'en Allemagne? Il est vrai que la pièce est antérieure au film, mais la pièce n'a-t-elle pas été tirée, elle-même, d'un roman, et, dans ce cas, n'y aurait-il pas abus à prétendre que le cinéma, dans l'espèce, est tributaire du théâtre? Ne serait-il pas plus juste de dire que l'un et l'autre ont exploité un thème commun, fourni par l'œuvre romanesque?

L'occasion a paru bonne à la critique d'instituer, après coup, une sorte de concours entre l'écran et la scène, et l'unanimité des suffrages est allée au premier, ici indiscutablement supérieur, en effet. Mais s'autoriser de ce parallèle pour argumenter contre le théâtre en général serait tout à fait absurde. Un tel raisonnement ne serait recevable qu'à égalité de jeu, si l'on peut dire; il faudrait supposer, *a priori*, un sujet également propice aux deux modes d'expression dramatique; il faudrait, en outre, que madame Sagan, qui a présidé à l'exécution du film, et l'auteur de la pièce fussent égaux en talent. Or, il est évident que le thème en cause, d'abord, convenait beaucoup mieux à l'écran qu'à la scène, et quant à madame Sagan, qui nous apparaît aujourd'hui comme l'un des premiers cinéastes

d'Europe, rivaliser avec elle par les moyens du théâtre est folie, si l'on borne son dessein à vouloir recréer, sur les planches, en quelques tableaux, l'atmosphère d'un milieu. C'est tout autrement qu'il eût fallu concevoir la pièce *Demoiselles en uniforme*, pour que, toute comparaison avec le cinéma étant écartée, le théâtre gardât, sinon sa supériorité (car le cinéma est dès maintenant un art, et l'on ne peut guère établir de classement entre les différents arts), du moins son attrait particulier.

Cela dit, le rapprochement de la pièce et du film est très instructif. Il constitue pour le théâtre, j'entends pour un certain théâtre, celui-là, justement, qui, sous l'influence du cinéma, est sorti de son cadre propre, une leçon sévère.

Mais, avant d'en venir aux réflexions d'ordre esthétique, je voudrais qu'il nous fût permis, sans passer pour un matérialiste grossier, de glisser quelques remarques, touchant le chapitre des commodités. Sous ce rapport, le cinéma, cette création des temps modernes merveilleusement adaptée à l'époque, offre des avantages que le théâtre n'a pas, qu'il ne peut pas avoir. Je ne parle point du confort, encore que les foules surmenées d'aujourd'hui cherchent de plus en plus, au spectacle, l'illusion d'un sybaritisme momentané. Mais il n'y a pas seulement d'innombrables sybarites occasionnels, dans la population de nos grandes villes tourbillonnaires, il y a surtout des masses de gens pressés. Avec ses trois ou quatre séances quotidiennes, ainsi que cela se pratique en beaucoup d'établissements, le cinéma s'insère de soi-même dans le rythme accéléré du temps présent, alors que toute soirée au théâtre est un arrêt dans ce rythme, arrêt que nous serons portés à bénir, si l'œuvre est comme une oasis où il fasse bon rêver, mais que nous maudirons furieusement, si nous avons l'impression d'une halte forcée dans un désert d'ennui. Oh! sans doute, l'ennui règne aussi, bien souvent, dans les salles obscures, et, parfois, il s'accompagne d'une épaisseur de stupidité que le théâtre, tout de même, ne montre qu'exceptionnellement; mais c'est le bénéfice de cette rapidité inhérente au cinéma, que les mauvais films, qui abondent, semblent choses sans importance, comme feuilles que le vent emporte, et, partant, nous irritent moins que les mauvaises pièces.

Donc, l'autre jour, après une matinée de travail et un déjeuner vite expédié, suivi d'une heure de lecture, je me dis que, ayant, à cinq heures, un rendez-vous qui m'obligeait à sortir, je pourrais, entre trois heures et quatre heures et demie, aller voir enfin, à Marigny, *Mädchen in Uniform*, ce film dont j'avais tant entendu parler depuis deux mois. C'est ce que je fis. Comment ne pas trouver cela aisé, agréable? D'autant plus que le fauteuil était bon, la salle ventilée, et qu'il était permis d'y fumer.

Le lendemain soir, le désir de confronter les deux spectacles me conduisit au *Studio de Paris*. La petite salle nouvelle de la rue de Clichy, aménagée dans le bâtiment du *Casino de Paris*, est élégante, mais sans aération. Une chaleur d'étuve. Dans un coin, un ventilateur, mais qui ne fonctionnait pas. Le rideau était pour dix heures. A dix heures et quart, il n'était pas encore ouvert. A plusieurs reprises, entre les plis du velours, un œil parut, qui inspectait la salle. Le public peu nombreux s'impatientait. Pour le calmer et le distraire, on fit, derrière l'étoffe, tourner trois disques bruyants, séparés par des intervalles d'un silence accablé. Ainsi, avant même que le spectacle ne commençât, nous étions plongés dans l'incommodité, la lenteur, le retard, l'attente, l'énervement, bref dans des embarras semblables à ceux d'un mode de locomotion ancien, arriéré. Cela me fit songer aux diligences.

Enfin, les trois coups furent frappés. Après quoi, devant le rideau toujours fermé, nous dûmes réentendre l'un des trois disques qui avaient déjà résonné quelques instants auparavant, car ce disque-là faisait partie intégrante de la représentation; il en était comme le prélude. Mais c'est ici que, sur le plan esthétique, la comparaison du théâtre avec le cinéma nous suggéra une première réflexion. Mademoiselle Christa Winsloe, comme on sait, a voulu, dans son ouvrage, *Hier et Aujourd'hui*, opposer l'esprit de deux époques en matière d'éducation. Elle nous montre, à Potsdam, la vie d'un pensionnat réservé aux filles d'officiers ou d'anciens officiers, car la scène se passe dans les années qui suivirent la défaite de 1918 et le licenciement de l'armée. La règle de l'institut est sévère jusqu'à la dureté — voire jusqu'aux excès d'un régime alimentaire tout spartiate, confinant à l'abstinence.

La directrice, imbue des traditions qui ont fait jadis la grandeur de la Prusse, régente son établissement comme une caserne. C'est afin de marquer cette analogie entre le pensionnat et un régiment que l'air déroulé par le gramophone est une marche militaire. Mais, au théâtre, on fait tourner le disque jusqu'au bout, comme s'il offrait un intérêt en lui-même, alors que ce pas de parade n'a de valeur ici qu'en tant qu'il sert de support à une association d'idées. Quelques mesures y suffisent. Madame Sagan, au cinéma, s'est bien gardée d'appuyer sur l'effet, ce qui, au théâtre, n'aboutit qu'à le voiler bientôt complètement. En outre, dans un temps beaucoup moins long que celui qu'on emploie, au théâtre, à nous faire écouter ce disque, face à un rideau de velours inerte, au cinéma défile, sur l'écran, toute une série d'images destinées à renforcer d'aspects nouveaux la rêverie suggérée par la marche militaire : d'abord, durant quelques secondes, un bataillon de la Reichswehr, casque en tête, se déploie sur un terrain de manœuvre; puis divers monuments du centre de Berlin, ceux-là mêmes précisément qui furent élevés autrefois à la gloire de ce caporalisme prussien qu'on se propose de nous représenter : arcs de triomphe, statues équestres, chevaux de bronze, en perspective plafonnante, cabrés sur le ciel. J'entends bien que des images pareilles, il nous est loisible, au théâtre, face au rideau rouge, de les évoquer intérieurement. C'est même à cela que nous convie le déroulement insistant du disque. Mais il y a des imaginations paresseuses, et c'est une faible incantation que celle de cette musique mécanique. Au surplus l'imagination ne peut se mettre en branle que si elle puise dans la réalité, dans le réservoir du souvenir, quelque aliment à sa force motrice. Or, combien est-il de personnes, dans un public parisien, qui soient allées à Berlin?

Cependant, le rideau une fois ouvert, le théâtre eût pu reconquérir, dans notre esprit, son prestige un instant compromis. Mais il n'y avait à ce rétablissement qu'une seule chance : à savoir que le théâtre excellât dans sa voie propre. Des scènes franchement attaquées, solidement enchaînées, un bon dialogue, enfin, concis, émouvant, intense, nous eussent bientôt fait oublier la pauvreté du décor, l'insuffisance

d'une présentation qui, comparée aux réalisations du film, apparaît fatalement indigente, enfantine, pis encore : vulgaire.

Notez que ce n'est point l'effort tenté par le *Studio de Paris* que je mets ici en cause, mais, à propos d'un cas particulier, c'est une servitude générale, à laquelle tout théâtre, quel qu'il soit, et fût-il le mieux équipé en machinerie, ne peut guère échapper. Au reste, le décorateur de *Demoiselles en uniforme* est M. Paul Colin. Je n'en connais pas qui possède un goût plus fin, une science plus sûre des effets. Mais que peut le talent d'un homme quand tout son art s'épuise à vouloir résoudre un problème insoluble? Assis à quelques mètres du tréteau, comment pourrais-je ne pas voir, *à moins que la qualité du dialogue n'accapare mon attention*, ce fond sur lequel on a peint, d'ailleurs sans vaine recherche d'un trompe-l'œil impossible, quelque silhouette de console Louis XV dans un coin d'antichambre ou quelque massif de fleurs contre un mur de clôture? L'artiste ici renonce d'avance à créer l'illusion; il se borne à combiner des nuances délicates, à organiser des rapports de tons qui soient plaisants à regarder; bref, il traite le décor comme il ferait d'une grande pochade. Cependant, malgré la subtilité du coup de pinceau, l'ensemble garde une ingénuité grosssière, qui fait penser aux décorations des baraques foraines, aux scènes représentées sur la façade en toile des vieux musées de cires. Même si, du point de vue pictural, un décor ainsi conçu offre un intérêt, il est évident que celui-ci ne correspond plus au but que, dans le cas présent, le décor visait, j'entends l'évocation d'un milieu, la reconstitution d'une atmosphère. Le cinéma, en revanche, sur ce terrain, dispose d'une variété, d'une ampleur, d'une promptitude de moyens que le théâtre ne peut ambitionner.

S'agit-il, comme dans *Mädchen in Uniform*, de restituer l'impression de froideur accablante qui vous saisit dès le seuil dans un pensionnat à la prussienne, le magicien, en moins d'une minute, nous promènera, à tous les étages, au long d'interminables couloirs, il nous introduira dans les classes aux murs nus, les parloirs sévères, les dortoirs pareils à des chambrées. L'espace réel, le cube des pièces reproduit dans ses dimensions exactes, les perspectives fuyantes pren-

dront une valeur expressive. La cage vertigineuse de l'escalier central passera et repassera devant nos yeux, obsédante pour la vue comme peut l'être un refrain pour l'oreille, et cette image, présentée sous des angles divers, acquerra bientôt, par sa répétition même, la signification d'une menace. A mesure que se déroulera l'histoire touchante de la pauvre petite Manuela : son arrivée à l'institut, la solitude de son âme au milieu de ses compagnes, puis la passion insensée, innocente quoique un peu trouble, dont elle s'enflamme pour son professeur, la fascinante mademoiselle von Bernburg, nous aurons le pressentiment d'une fatalité qui pousse l'enfant vers cet abîme.

De même, que l'on compare le cabinet de la directrice, tel que l'image en est projetée sur l'écran, avec la réalisation qui en est donnée sur la scène. Le film nous découvre une pièce aux vastes dimensions, de hautes bibliothèques, des tentures rigides, des rideaux de mousseline drapés dans l'embrasure profonde d'une fenêtre; cet éclairage tamisé semble accroître encore le silence, et, derrière un large bureau, plongée dans la lecture d'un journal, la terrible femme est assise, un peu de profil, tournant le dos à la surveillante qui vient d'entrer et qui attend, les pieds joints. Au théâtre, voici ce qui se passe : le rideau de velours s'écarte, les anneaux grinçant sur la tringle; à deux mètres de nous, face au public, madame Jeanne Lion, à son bureau, se tient droite, assise dans un fauteuil. Quelque chose de la hâte que l'on a mise à dresser le décor demeure encore épars un peu partout, de sorte qu'au lieu d'une atmosphère de recueillement, de paix souveraine, d'autorité implacable, ce qui nous est présenté c'est je ne sais quoi de fébrile, de frémissant au long des parois, qui ne peut servir d'amorce à aucun rêve. Le lustre, que la main d'un machiniste vient à peine de lâcher, se balance comme un pendule au-dessus de la tête de madame Jeanne Lion.

Encore une fois, pour que disparussent ces imperfections qui sont autant d'invraisemblances, autant de burlesques parodies du réel, il suffirait qu'un beau texte, joué par de bons acteurs — par madame Jeanne Lion, entre autres — exerçât sur nous son empire. Au cinéma, où le rythme est

celui des rêves, un déroulement savant d'images, éclairé de quelques phrases, suffit à nous engager dans une péripétie ou à nous aiguiller vers les sentiments que l'auteur a dessein de nous faire partager. Au théâtre, compter uniquement sur le pittoresque des tableaux pour créer l'intérêt dramatique, ou faire de l'élément spectaculaire autre chose que le soutien de l'élément principal qui est le drame lui-même, c'est se vouer d'avance à un échec. Avant les perfectionnements apportés au cinéma, une telle conception du théâtre, bien qu'usant de moyens primitifs, pouvait encore étonner. Aujourd'hui, elle est devenue insupportable. Non que le cinéma ait fait perdre à la mise en scène de théâtre sa raison d'être. Il tend à démontrer seulement qu'il est vain de lutter avec lui, dans certains cas. Mais il est une mise en scène purement théâtrale qui, cantonnée dans ses limites, garde toute sa valeur. Et je prie qu'on veuille bien n'attacher au mot *limites* aucun sens péjoratif d'amoindrissement. Le théâtre ne sera en rien diminué par le cinéma. Il ne sera que contraint à se replier sur ce qu'il a d'essentiel. Pour un art, ce que j'entends par *limites*, ce sont les *règles*, sinon toutes, du moins les plus extrêmes, celles qui marquent les points qu'on ne peut dépasser sans péril.

Mais, dira-t-on, vous semblez oublier que l'image visuelle n'est pas, au cinéma, le seul mode d'expression en usage. Le cinéma aujourd'hui est sonore, parlant. — En effet, les personnages y parlent, avec de grosses voix et des vibrations étranges, tonitruantes, comme s'ils articulaient dans des verres de lampes. — Sans doute, mais les progrès techniques vont vite. Déjà, ce qu'on appelle la « sonorisation » s'est, en peu d'années, bien amélioré. On peut prévoir que, dans un avenir très rapproché, les voix au cinéma seront parfaites. D'où cette conséquence : les personnages ne seront plus soumis à l'actuelle convention du dialogue, laquelle consiste pour eux à prononcer quelques mots par intervalles, entre deux séries d'images. Et s'il est permis d'espérer qu'un jour viendra où les « producers » de films rechercheront davantage la collaboration de véritables écrivains, tous les prestiges possibles du texte s'ajoutant, dès lors, à la féerie des images pour composer un spectacle incomparable, ne sera-ce pas la fin du théâtre?

— Non, le théâtre sera toujours une source d'émotions que le cinéma parlant le plus perfectionné ne remplacerait point. L'image sur l'écran, la reproduction mécanique de la voix suffisent à organiser des songes, c'est-à-dire un jeu de fantômes, un monde de reflets. A ce simulacre privé de chaleur et comme fondé sur une perpétuelle absence, d'aucuns ne cesseront jamais de préférer la présence d'êtres vivants, en chair et en os, allant et venant, riant ou pleurant, dans l'espace à trois dimensions. Cet intérêt passionné que nombre de gens prennent à voir le drame vivre, palpiter réellement sous leurs yeux, c'est aux auteurs dramatiques, c'est aux comédiens qu'il appartient de l'entretenir, de l'accroître et de le renouveler.

J'ai entendu disputer du point de savoir si, dans *Mädchen in Uniform*, l'amour de la petite Manuela pour mademoiselle von Bernburg avait un caractère équivoque. J'avoue n'avoir rien vu de pareil dans le film. Car le baiser sur la bouche, tel que celui que le professeur donne à l'enfant, n'est en Allemagne (comme en Russie, et en d'autres pays encore) qu'une expression de vive tendresse. Des mères embrassent ainsi leurs filles. Toutefois, comme tel n'est point l'usage en France, on conçoit que ce baiser ait pu être mal interprété. Au vrai, la passion de Manuela nous est peinte, au cinéma, avec une extrême délicatesse, comme l'élan instinctif d'une âme comprimée, qui cherche un refuge, une consolation auprès d'une grande amie, belle et bonne. Cependant, Manuela n'est pas un corps glorieux, un ange. Ce n'est qu'une pauvre petite fille, et son âge est l'âge inquiet. Qu'un léger trouble sensuel se mêle à ses sentiments, cela n'a rien que de naturel, de normal. Loin d'esquiver cette nuance, le film l'a constamment marquée, mais avec un tact exemplaire.

Par contre, la pièce de théâtre, *Demoiselles en uniforme*, n'est pas exempte, sous ce rapport, de lourdeur, ni de gaucherie. Si c'est la pièce, et non le film, qui exprime le mieux les intentions de mademoiselle Christa Winsloe, nous devons admettre que, dans la pensée de l'auteur, un soupçon d'anomalie entacherait quelque peu l'aventure de Manuela. Considérée sous cet angle, l'histoire, dès lors, se rétrécit : elle devient un cas. Ainsi, dans la pièce, Manuela déclare nettement sa répugnance pour les hommes, à l'occasion d'une lettre d'amour

que le professeur d'escrime lui a glissée dans la main. L'épisode est sans grâce. Louons madame Sagan de l'avoir écarté.

Le film l'emporte encore en qualité sur la pièce aux derniers moments du drame. Celui-ci, au théâtre, se termine par la mort de Manuela. Il faut voir avec quel doigté le cinéma évite cette fin brutale, sans que le pathétique de la conclusion en soit diminué.

L'interprétation de *Demoiselles en uniforme* ne peut être entièrement mauvaise, puisqu'elle réunit les noms de madame Jeanne Lion, de mesdemoiselles Arlette Marchal et Reyna-Capello. Mais l'interprétation de *Mädchen in Uniform*, dans l'ensemble, est si supérieure qu'il serait cruel d'insister.

FRANÇOIS PORCHÉ

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Les frères Tharaud, dont une moitié a volé de Marseille à Saïgon, ont raconté ses impressions dans un très joli livre[1]. Pour la partie du trajet que je connais, l'exactitude savoureuse du récit, le bonheur des mots, la grâce et la force des images sont un enchantement. Après l'Euphrate, je me trouvais en pays inconnu. Mais les auteurs le découvrent avec une maîtrise si pittoresque qu'on croit voyager après eux.

Le voyage, commencé le 31 décembre 1931, à l'aéroport de Marignane, sur l'étang de Berre, a commencé par une tempête. Il y a de jolies impressions de départ : l'hydravion qui descend à l'eau comme un canard, le tumulte du décollage dans les gifles, et tout à coup cet apaisement quand l'appareil a pris son vol : « Comme une pensée s'éveille, comme une inspiration arrive, la nef est devenue oiseau. » — Une jolie note encore sur l'aspect de la côte vue des airs, l'œuvre des hommes s'y effaçant et le pays redevenant sauvage comme du temps des navigations d'Ulysse.

Le temps, qui était mauvais, se gâte tout à fait. Au mistral a succédé un vent du nord-est de vingt-cinq mètres (je crois que la vitesse moyenne à Paris est sept). Naples, qu'on doit atteindre, annonce par radio la tempête. La brume s'étend sur la mer. L'avion descend et remonte, cherchant à voir clair. Après s'être excusés d'ajouter une tempête à celles de Chateaubriand et de Bernardin de Saint-Pierre, Jérôme et Jean Tharaud décrivent d'une façon terrifiante cet ouragan vu,

1. *Paris-Saïgon dans l'azur* (Plon).

pour la première fois, du point de vue de l'oiseau. « Nous-mêmes, aspirés dans les airs, brutalement lâchés dans le vide, bloqués soudain par un mur invisible, retenus par une étreinte qui, se desserrant tout à coup, nous précipite en avant pour nous ressaisir de nouveau, tanguant, roulant, cabrés, virant d'une aile sur l'autre, faisant de brusques tête à queue, nous sommes le jouet de ces forces puissantes, qui ne se révèlent à nous que par les coups qu'elles nous portent. »

Un avion qui fait des tête à queue, c'est bien fort. Mais enfin Jérôme Tharaud y était, et nous devons l'en croire. Les aviateurs prennent le parti d'amerrir à Orbetello, qui est le centre interdit de l'aviation maritime en Italie. Ils sont reçus avec une camaraderie courtoise dans ce camp, d'où sont partis les douze hydravions qui ont traversé l'Atlantique en bataille, de l'Italie au Brésil, le ministre en tête. Jérôme Tharaud a profité de son séjour forcé pour nous donner une jolie description d'Orbetello : « Une haute muraille, symbole d'une idéale et volontaire clôture, règne autour de ce camp. Entre les hommes enfermés là, officiers et soldats, nulle autre différence que celle qu'établit la discipline et le respect du grade. Pour tout le reste, la plus parfaite égalité monastique. Même nourriture pour tous, même règlement de l'existence. Interdiction de tout alcool. Distractions : des films que Balbo choisit lui-même et expurge à l'occasion, et une bibliothèque d'où est soigneusement exclu tout ce qui pourrait affadir les courages. Une sortie tous les quinze jours. » — A ce tableau, l'écrivain a ajouté un curieux croquis de Balbo lui-même, l'homme à la barbiche de fer, ancien instituteur à Ferrare, devenu l'organisateur de la milice fasciste.

Après cette première épreuve, et les dieux de l'air conjurés, Jérôme Tharaud n'a eu que du beau temps jusqu'à Saïgon. J'avoue qu'il m'étonne parfois. Comment a-t-il pu, survolant à mille mètres le golfe de Tarente, reconnaître du fond de sa carapace, emporté lui-même à cent cinquante à l'heure, que la douceur méditerranéenne n'y est plus la même qu'entre Marseille et Naples, « mais plus chaude, plus alanguie, orientale déjà »? Je regrette aussi qu'il ait pris Corfou pour l'ancienne Ithaque, ce qui n'est venu, je crois, à l'idée de personne. C'est Sainte-Maure que Dorpfeld a confondue avec la patrie d'Ulysse

à cause d'un vers de l'Odyssée, et parce qu'elle est reliée au continent.

De là il est reparti le lendemain matin, dans la nuit encore noire, et il nous a donné une jolie description de vol ensommeillé. « Balancé dans mon berceau aérien, avec une confiance d'enfant dans mon pilote et mon mécanicien, je retourne au sommeil, à un sommeil qui n'en est pas un tout à fait, où l'on ne perd jamais conscience de l'endroit où l'on est, où jamais on ne cesse complètement de suivre le ronflement du moteur ni le tic tac de la radio, où votre corps garde toujours le sentiment des mouvements les plus légers des deux plans qui vous soutiennent, où vos yeux s'ouvrent aussitôt qu'un rien, une chute légère, un glissement à droite ou à gauche vient briser l'uniformité du mouvement qui vous emporte. »

Dans ce demi-sommeil, il a cru boire un café à Mégare. Mais, ou bien le débarcadère a été changé, ou bien c'était à Éleusis, qui n'est d'ailleurs pas très éloigné de Mégare. Il n'était pas encore très bien réveillé en abordant les côtes d'Asie Mineure, car il range Cnide parmi les îles, ce qui est hardi. Enfin, à midi, il amerrit dans cette petite île de Castelorizzo, dont le port semble un décor de comédie italienne. Et, le soir tombant, il est à Beyrouth, ayant parcouru en un jour 1 800 kilomètres.

La traversée du Liban, de la Bekaa et de l'Antiliban, de Beyrouth à Damas, s'est faite en automobile et sous la pluie. Il paraît qu'à Damas l'hôtel pittoresque mais misérable que tous les voyageurs ont connu il y a dix ans est remplacé par un palace. Le désert est traversé en avion, et n'a laissé à l'écrivain qu'un souvenir assez morne. Il est vrai que cette étendue gris jaune est assez pelée. Sur l'Euphrate même les hautes falaises de plâtre ne paraissent pas l'avoir frappé. Il se rendort dans la carlingue, jusqu'au moment où le mécanicien lui hurle dans l'oreille : « Bagdad ! » Tiré de son sommeil, il se penche pour voir un petit tas de boue, au bord d'un fleuve de boue, dans un cercle de maigres palmiers. L'avion serait passé sans s'arrêter, si une fuite d'huile ne l'y avait contraint. « Vous avez trois heures de ballade », dit le mécanicien au passager. Celui-ci alla donc dans un faubourg de l'autre côté du Tigre, chez un muphti, et, du haut de sa maison, vit l'intérieur d'une admirable mosquée. « Elle est là, dit-il, sous mes yeux,

avec sa cour et ses fontaines, ses portes en ogive décorées d'azur et de turquoise, ses minarets avec leurs deux balcons en encorbellement pareils à des bagues précieuses, et ses quatre dômes dorés sur lesquels d'innombrables pigeons en train de roucouler au soleil font bouger l'or et la pierre. »

Une pierraille, puis un marais, voilà la Mésopotamie. Mais tout à coup la haute falaise de cristal des arcs iraniens apparaît et Tharaud en fait une admirable description. Il glisse entre les parois miroitantes du ciel, de la mer et des montagnes. Il s'arrête un instant à la ville future de Djask. Mais déjà, pour lui, le plaisir est de voler, loin de ces escales misérables. « Bonheur de remonter au ciel, écrit-il, de ne plus apercevoir que de loin une terre qu'on peut croire encore vierge, dépouillée de sa vermine humaine! » Il a si bien pris le goût de la solitude que l'avion de Batavia, passant par ces parages et traversant son ciel, lui paraît un intrus. Il descend à l'oasis de Gwadar, où le dîner a été commandé, par radio, de cinq cents kilomètres de distance. Ce dîner arrive à dix heures du soir, sous la lune, porté par cinq chameaux.

Voici Karatchi, le désert du Rapjutana, Jeypore qui ressemble aux Indes galantes, et d'un coup d'aile Agra est atteint. Puis voici le Gange et la rive de Bénarès, avec ses escaliers, ses bûchers et ses temples, et la fumée paisible des cadavres qui brûlent, comme les feux d'herbes chez nous. Entre ces merveilles la plaine de l'Inde n'est pas un spectacle gai. « Sur des lieues, toujours le même fleuve, la même Beauce, le même champ avec son trou d'eau et ses rigoles, le même village et la même maison. » Et Calcutta surgit, port immense, usines, fumées, une ville pareille à un grand paquebot, échoué dans les marais. La forêt birmane, l'Iraouaddy, Rangoon, la colline des Bouddhas qui se gravit pieds nus, puis tout à coup un océan de brume, des avalanches de nuées blanches que l'avion traverse. Le moteur du centre donne des coups furieux et s'arrête. On atterrit près d'un rivage d'où surgit une foule de petits bonshommes couleur de bouton d'or, bonzes drapés de cotonnades et portant sur le ventre la soupière aux aumônes. On repart, on couche à Bangkok, et, le lendemain, le voyageur découvre la forêt d'Angkor, Mais verra-t-il le temple? Le pilote, au lieu de

piquer droit, se met à décrire des cercles et l'ensemble grandiose apparaît. Les cours, les péristyles, les galeries, les douves apparaissent. L'avion suit les allées d'eaux ou de pierre. « Nous touchons presque les feuillages, nous effleurons les dieux de nos ailes. Leurs énormes visages, qui forment les faces mêmes des tours, contemplent avec sérénité le vol de cet énorme bourdon qui les enveloppe de son fracas... Aucun autre humain que nous s'est-il approché de plus près de ces yeux, de ces sourires? Pour mieux les voir, je me suis mis à genoux devant la vitre de la carlingue. Qui avant moi s'est promené ainsi, à genoux, autour de ces dieux? »

Cette prestigieuse image est la dernière de la route. Le même jour l'écrivain arrivait à Saïgon.

***

Le livre de madame Denise van Moppès, *Mercredi*, que Grasset a publié dans la collection « Pour mon plaisir », est tout à fait remarquable. Dès les premières lignes, on est surpris par la netteté et le ressenti du dessin. Qu'est-ce que cette première page? Le tableau d'une maison à l'heure exacte où, sortant du silence de la nuit, elle commence à revivre avec le matin. C'est la cuisine qui s'anime d'abord.

« Même si la cuisine n'est pas située à l'est, c'est par là que le jour nouveau s'installe dans la maison. Les autres pièces opposent encore à son avènement trop d'obstacles : tant de traces de la veille, tant de déchets. L'air des salons et des chambres est lourd des fumées d'hier et des rêves de cette nuit, et les coussins des fauteuils gardent encore l'empreinte des corps au soir fatigués. Mais la cuisine est froide et nette. Un chiffon humide a suffi pour effacer sur les dalles tous les pas de la journée morte, et laver la table des travaux et des repas terminés... »

Nous sommes à la première page et le miracle que doit être tout début de roman est accompli. Par le sortilège du style, nous voici transportés au petit jour dans cette maison emmitouflée de silence, où les ténèbres se dissipent comme une nuée qui se défait. Nous sommes seuls dans la lumière encore suspecte. Il traîne dans les pièces fermées des mystères

et des ombres. Une odeur de la veille croupit dans les ténèbres. L'horloge rythme le silence.

Et soudain cette grise et vaine architecture nocturne est dissipée. Un volet bat, une porte s'ouvre, un robinet coule, on brosse des vêtements, l'odeur des aliments frais se répand. « Devant la jeune journée, les humains se sentent tout confus de la lourdeur de leurs corps qui gardent encore la chaleur nocturne du lit sous les plis des robes de chambre nouées en désordre. Ils s'étirent pour repousser les ombres; ils se lavent pour les noyer. » — Ils retardent sur l'harmonie du monde qui est déjà net et frais. Ils ressentent une sorte de gêne d'être encore souillés de nuit au cœur du matin. C'est l'heure de la famille, écrit l'auteur avec une naïveté féroce. Le facteur apporte les lettres. Dans le désordre des lits défaits et des meubles battus, la nouvelle journée s'organise.

Seule, Sylvie, attardée au lit, — elle est enrhumée et elle n'ira pas au lycée ce matin, on peut ranger son manteau bleu, — crie d'une voix enrouée qu'on lui monte une tasse de thé et son courrier. Mais de courrier il n'y en a point. Elle mesure sur ce plateau blanc le vide de sa vie. Son frère Jean vient lui dire adieu. Il serre « dans sa main propre et qui sent le savon la main moite de sa petite sœur ». Le voilà parti. Sylvie entend la porte de la villa qui se referme. Elle songe à la classe d'anglais qui se fait à neuf heures, dans cette matinée du mercredi. Puis elle entend sur les dalles du vestibule les pantoufles de sa mère, dont les pas s'approchent.

Nous quittons alors la villa et nous suivons Jean. « Chaque matin, dès le seuil du jardin franchi, il goûte l'impression de délivrance de celui qui vient d'abandonner, toute chaude encore et molle, sa vieille peau et se sent libre, prêt. » Il respire avec délices la solitude et la liberté. Il appelle solitaires et libres toutes les heures, quelles qu'elles soient, qu'il passe loin des yeux de ses parents. Mais ces heures sont rares. Ayant une mère admirable, il a grandi sous un contrôle étouffant. Il a espéré sa libération de son travail. Mais, au contraire, ce travail quotidien dans la fabrique qui fait la fortune des siens le lie à eux par un lien nouveau.

Revenons à la villa. Madame Bergue, la mère de Sylvie et de Jean, en sortant de la chambre de Sylvie rencontre la

femme de ménage qui emporte la corbeille à papiers de la chambre de Jean. Il y a là une enveloppe bleue arrivée tout à l'heure et que madame Bergue reconnaît : la lettre de l'ennemie. Cette femme qui accapare la vie sentimentale de Jean, madame Bergue la déteste. Elle qui répète volontiers : « Je suis une amie pour mes enfants », elle souffre d'être exclue et abandonnée. C'est là un de ces innombrables petits échecs qui sont toute la vie. Elle a toujours, dans ces rêveries vagues où notre inconscient se berce, imaginé quelque grande circonstance où elle réparerait d'un coup ces échecs et donnerait sa mesure. Encore maintenant, en inspectant le jardin, elle prépare un de ces plaidoyers pour elle-même. « Je ne suis ni stupide, ni tyrannique... » Elle le réserve à son mari, qui doit rentrer le soir.

Nous voici en effet dans la chambre d'hôtel où M. Bergue rangé son nécessaire, en pensant qu'il ne sera pas fâché de rentrer chez lui. Et tout de même il n'est pas fâché non plus d'être seul. « Être seul pour une heure, pour deux heures, pour tout le jour, absolument seul, quel luxe! » Il scrute dans la glace les traits de son visage, comme il faisait adolescent, il essaie d'y retrouver la ressemblance de Jean, il essaie d'y deviner le masque de la mort... »

Le procédé de l'auteur nous est maintenant connu. Ces personnages que nous venons de laisser, Sylvie dans son lit, Jean dans la rue, M. Bergue dans son hôtel de province, madame Bergue dans son jardin, nous allons les suivre au cours de la journée. Jean passe par Auteuil pour voir cette Juliette Varaldi qui lui a écrit la lettre bleue. Elle arrive d'Égypte et il croit l'aimer d'ivresse. Il la revoit et ne la retrouve pas. « Comment ai-je pu être si fou que de l'aimer? songe-t-il. Elle n'est rien ». Et il s'en va, remportant toutes ces heures qu'il comptait offrir à son amie. « Toutes ces heures vides qu'il voyait dorées par la promesse de l'amour l'accablent à présent d'un poids de plomb, d'un goût de cuivre. »

Cependant Sylvie s'est levée. Elle descend au salon, elle regarde un tableau de sa mère avec Jean nouveau-né. Elle se berce de cette rêverie, croit tenir un enfant dans ses paumes et tout à coup, entendant du bruit, se précipite au piano pour ne pas être surprise. — Jean, qui arrive à l'usine en retard, a

la désagréable surprise d'y trouver son grand-père, le fondateur de la fortune, et la présence de ce vieillard simple et clairvoyant cause au jeune homme brillant, qui essaie en vain de bluffer, une insupportable gêne. — Une amie de Sylvie, Nicole, vient lui apporter le cours du matin. — Jean va voir une amie qu'il a depuis quatre ans, Aline, et lui demande de déjeuner avec lui...

— Ah! dites-vous, ce n'est pas un roman que vous nous racontez là, c'est un film que vous déroulez. — Je n'en disconviens pas. Et même il est probable que, la technique du film agissant sur celle du roman, nous verrons se multiplier les récits sous forme de scènes. Mais la ressemblance s'arrête là. Je veux dire que, dans le roman de madame van Moppès, le charme de chaque scène est dans le naturel de la pensée. Un sentiment qui passe comme une lueur, un frémissement, un écart entre le rêve et la vie, une déception invisible : voilà le fond du livre, et c'est justement le contraire d'un film.

Jean souffre de vivre au milieu des siens sous des regards qui le connaissent trop et de leur être trop transparent; il se plaint de cette contrainte; ce rêve de l'aventure, qui est le principal bien des vingt ans, a besoin de solitude. Et en même temps, il se plaint d'être méconnu. Il sent la gêne de cette attention indiscrète qui le surveille et il n'en a même pas le bénéfice. Car cette curiosité maternelle l'importune sans réussir à le comprendre. — Entre Sylvie et sa mère, mêmes froissements. L'intrusion d'une telle sollicitude exaspère la jeune fille. Il existe aussi d'autres malentendus. C'est l'impétuosité tendre et rêveuse de sa fille que madame Bergue ne comprend pas. Comment une mère comprendrait-elle une fille qui, au lycée, pendant la classe, rêve qu'elle se suspend aux longues tiges où les lampes sont suspendues et qu'elle bondit de flamme en flamme sur la bibliothèque? Le sens freudien n'est pas douteux. En fait Sylvie est amoureuse du frère de Nicole. — Dans ce monde tourmenté, seul M. Bergue ne souffre de rien. Jadis adolescent nerveux et inquiet, il est un homme en bel équilibre, et bien calé dans la vie. « De toutes les interrogations, de toutes les défaites, de toutes les angoisses de l'enfance et de l'adolescence, l'action l'a délivré, et du même coup les lui a fait paraître méprisables. » Ainsi l'état

stable du père est une autre cause de malentendu. Il ne comprend plus le trouble de ses enfants, et il ne leur est d'aucun secours.

Les heures s'écoulent. Aline n'a pas pu déjeuner avec Jean; mais il lui a fait visite et il a rencontré chez elle une belle jeune femme nommée Régine, dont il a été aussitôt aimé. Tandis que sa destinée se fait, celle de Sylvie se défait : ce frère de son amie, ce Maxime dont elle emprunte avec délices le savon et les cigarettes, en aime une autre. Cependant le soir est venu. Chacun est rentré au logis. Alors, entre tous ces êtres qui semblaient divisés, se reforme une union profonde. M. Bergue a le sentiment que sa femme lui est un trésor inestimable. Sylvie, à la clarté d'une lettre interceptée, reconnaît la profonde ressemblance qui l'unit à son frère. Jean, enivré de son jeune amour, ne sait pas encore que c'est à un bonheur semblable à celui de ses parents que son cœur aspire à travers les aventures. Mais ce rêve qu'il fait d'un abri pour son amour nous avertit de son avenir. Tel est le livre. Il ressemble à un morceau de musique qui serait d'abord tout fait de mille dissonances délicates et douloureuses. Mais la cadence est un accord parfait.

HENRY BIDOU

LE MOUVEMENT HISTORIQUE

Du nouveau sur le Masque de Fer.
Deux histoires provinciales : le Limousin et Nice.
Une vue d'ensemble de la France.

Voltaire est un metteur en scène incomparable. Il a lancé le Masque de Fer et le Masque de Fer court toujours. Voici une nouvelle étude, le *Masque de Fer*, par M. Maurice Duvivier (Colin), qui prétend donner, autant que le permet l'état présent de la documentation, la solution de cette énigme bicentenaire.

N'essayons pas de rappeler toutes celles qui ont été proposées. Il n'en reste que deux. La première, c'est que le Masque de Fer est Matthioli, un agent du duc de Mantoue, qui avait négocié avec Louis XIV la cession de Casal contre argent comptant, avait révélé ce secret d'État à la cour de Piémont, pourquoi il avait été arrêté et interné à Pignerol. C'est cette solution qu'a adoptée Lavisse dans sa grande histoire de France, à la suite de M. Funck-Brentano. La seconde est qu'il s'agit d'un certain Eustache Dauger, homme de petite condition, un simple valet, dit Louvois, mis au secret pour des raisons qu'on n'explique pas. C'est à celle-ci que se rallie M. Duvivier, mais en donnant les raisons de cette insolite sévérité à l'égard d'un personnage d'apparence si subalterne.

M. Duvivier apporte du nouveau. On se demandait ce que pouvait bien être cet Eustache Dauger. Son nom n'est pas douteux, il figure sur l'ordre d'arrestation du 28 juillet 1669

et sur tous les documents se rattachant à son incarcération. Mais qui était-ce? M. Duvivier l'a découvert.

C'est un Dauger de Cavoye, de bonne famille picarde, connue, suivant l'usage, par son nom de terre plus que par son nom de famille. Qui sait que les Montmorency étaient des Bouchard, Mirabeau un Riquetti, La Fayette un Mottié? Cette petite découverte est un fil à travers le labyrinthe. Les Cavoye n'étaient pas de premier rang, mais avaient un rang. Si Louvois le qualifie de « valet » dans sa lettre de service au gouverneur du donjon de Pignerol, c'est pour détourner l'attention. Le père d'Eustache Dauger était capitaine des mousquetaires du cardinal de Richelieu; sa mère deviendra dame d'honneur d'Anne d'Autriche au début de la Régence. Le père, tué le 17 septembre 1641 au siège de Bapaume, laissait neuf enfants dont six fils. L'aîné avait seize ans, Eustache était le troisième. Pierre, l'aîné, est tué à la bataille de Lens, où il sert comme enseigne aux gardes françaises. Il avait vingt et un ans. Le second, Charles, subit le même sort sous Arras (1654) et le quatrième, Arnaud, sera tué au siège de Lille en 1667. Ces familles de petite ou moyenne noblesse provinciale étaient la force et l'honneur de l'armée.

Eustache avait débuté comme ses frères et aurait sans doute fini comme eux. Il était lieutenant aux gardes, quand il fut forcé de vendre sa lieutenance, autrement dit de démissionner, en 1665, à la suite d'un scandale, le second où il se trouvait impliqué. Eustache était, comme tous les jeunes gentilshommes, et même un peu plus que la moyenne, bretteur, querelleur, libertin, dans tous les sens du mot, au total brave et « gratifié » d'une lieutenance à vingt-quatre ans. Mais il a de mauvaises fréquentations, des goûts de dépense supérieurs à ses moyens, des amis haut placés; il est joli garçon, plaît aux femmes, un peu trop aussi à son colonel, le comte de Guiche, celui de *Cyrano de Bergerac*, qui a des mœurs appelées alors « italiennes ». Il avait participé avec Guiche, Bussy-Rabutin et Mancini, neveu de Mazarin, à un premier scandale, au château de Roissy, chez le duc de Vivonne, frère de la future marquise de Montespan. Il s'agissait, pendant la semaine sainte de 1659, d'orgies mêlées de plaisanteries sacrilèges : baptême d'un porcelet dans la chapelle,

messe noire avec évocation du diable. L'affaire fut à demi étouffée, vu la qualité de quelques-uns des compromis, mais laissa un mauvais souvenir. En 1662, Eustache Dauger de Cavoye est néanmoins autorisé et aidé à acheter sa lieutenance, ce qu'indique le mot « gratifié ». Nous le voyons forcé de la résigner quelques mois après. Cette fois, l'histoire est encore plus grave et plus secrète. Le « Journal des gardes françaises » dit simplement que le « chevalier de Cavoye dut vendre sa charge par ordre du Roi pour une affaire malheureuse qui lui arriva à Saint-Germain ». Laquelle? On n'en trouve mention que dans une lettre du duc d'Enghien, fils du grand Condé, à sa cousine Louise de Gonzague, reine de Pologne. Cavoye avait tué, de compte à demi avec le duc de Foix, un jeune page qui les aurait injuriés à la sortie du vieux château de Saint-Germain. Même ainsi présentée, l'affaire était mauvaise. Grâce à la qualité de son complice, grand seigneur et compagnon de plaisir du roi, Cavoye en fut quitte pour une simple démission, mais il est brûlé à la cour comme à la ville. Il va sombrer dans les bas-fonds. C'était au mois de juin 1665. Madame de Cavoye meurt subitement le 9 juillet suivant et son testament désigne comme légataire universel non pas Eustache, devenu l'aîné de la famille par la mort de ses deux aînés, mais son cadet Louis, bien en cour, qui restera en faveur sous tout le règne et deviendra grand maréchal des logis. Leur mère déclare dans ce testament, daté du 8 juillet, qu'elle en use ainsi « pour bonnes causes et considérations à elle connues ».

C'est pour Eustache de Cavoye, réduit à la portion congrue de deux mille livres par an, la vie d'expédients, de louches aventures dans l'obscurité de la haute et basse pègre. Il vit avec son frère, mais nous avons quelques lumières sur ses faits et gestes par certains interrogatoires de l'affaire des poisons, où il est question d'un Dauger, chirurgien et pourvoyeur de messes noires. Une aurait eu lieu au Palais-Royal pour « feu Madame et contre Monsieur », constate La Reynie effaré dans une lettre à Louvois du 16 novembre 1680. L'abbé Guibourg, le prêtre sacrilège de la messe noire, dit que le chirurgien Dauger avait son officine « près de la porte rue Saint-Victor » et demeurait avec son frère « dans une grande

rue, vis-à-vis la grande porte des malades de la Charité ». Justement les deux Cavoye habitent, à partir de 1668, rue de Bourbon (aujourd'hui rue de Lille), à une centaine de mètres de la Charité. Ce chirurgien, dit Guibourg, était un grand jeune homme bien fait, ce qui répond au gentilhomme taré, mais élégant, que nous connaissons. Un autre des accusés déclare que ce même Dauger demeurait dans la cour Saint-Éloi. C'est là que résidait la marquise de Brinvilliers, cousine de Cavoye, qui, dans le projet de confession générale trouvé parmi ses papiers, s'accuse d'avoir été la maîtresse d'un cousin à elle « non marié », et d'une manière durable, car elle ajoute en consciencieuse pénitente : « deux cents fois ».

Tout cela est ingénieux et plausible. Les dessous du règne de Louis XIV, tels qu'ils apparaissent brutalement éclairés par le phare de l'affaire des poisons, sont déconcertants. On peut douter de la curiosité perverse de Madame, encore que La Reynie ait reçu comme consigne de ne pas pousser Guibourg sur cette affaire, ce qui est assez troublant, mais le cas de madame de Montespan n'est pas douteux et avec des détails répugnants dont on voudrait pouvoir douter. L'affaire des poisons est de 1679, dira-t-on. Dix ans auparavant elle avait eu un prologue (1668). Quelques comparses avaient été arrêtés. Cavoye dut sentir le danger Rien ne fut approfondi, le président de Mesmes avait des raisons de ménager un des principaux accusés, le prêtre satanique Mariette, cousin de sa femme. Ce ne fut qu'un orage. Les coupables furent traités avec singulière indulgence ou négligence et reprirent peu après leur industrie. Cavoye fut-il prévenu? Rappelons-nous que le château de Roissy, théâtre du scandale de 1659, était le château de famille des de Mesmes. Il gagna Londres, comme fera quatre ans plus tard la Brinvilliers. Mais Louvois, qui ne l'aime pas, avait à Londres sa police, ses agents secrets. Cavoye est découvert comme beaucoup d'autres. Il s'ennuie là-bas, il se laisse persuader par un faux frère qu'il pourrait revenir à Paris sans encombre. Le nommé Eustache Dauger fut cueilli au passage de la frontière belge et transporté à Pignerol.

Pourquoi? L'ordre d'arrestation dit simplement que le Roi est « mal satisfait de la conduite du nommé Eustache Dauger ».

Il n'était pas d'usage de préciser, la lettre de cachet ayant pour objet de couper court à tout débat et indiscrétion. Dauger est incarcéré à Pignerol sous son nom patronymique, le gouverneur du donjon où étaient les prisonniers ne le connaissant pas. Ce modèle des geôliers, qui a illustré son nom de guerre de Saint-Mars, s'appelait en réalité Dauvergne. Il était simple brigadier aux mousquetaires, lorsqu'il fut chargé, sous les ordres de son lieutenant d'Artagnan, d'arrêter Fouquet en 1661. Il est attaché à la garde de l'ancien surintendant pendant son interminable procès et on le lui confie en 1664 quand il est envoyé à Pignerol. Il épouse là-bas la sœur d'un commissaire des guerres, qui a elle-même une sœur mariée à un commis du ministère et maîtresse affichée de Louvois à partir de 1670. Sa fortune est faite. Il est en confiance et faveur auprès de Louvois, il le restera auprès de son fils et successeur Barbezieux.

Jusqu'ici pas de mystère, pas de masque de fer, pas même de loup en velours. Dauger est au secret, dans la tour d'en bas, très surveillé, mais pas spécialement énigmatique. Il est un prisonnier exemplaire, un excellent chrétien « résigné, dit Saint-Mars, à la volonté de Dieu et du Roi ». Pendant six ans, il n'a pas d'histoire. Saint-Mars est moins heureux. En plus de Fouquet, on lui envoie Lauzun (10 janvier 1671), qui est insupportable et qu'on est forcé de ménager, parce qu'on sent bien qu'il n'est pas là à perpétuité. Fouquet et Lauzun avaient droit à deux valets de chambre, mais comme ceux-ci devaient partager la captivité de leurs maîtres, on en trouvait difficilement, surtout pour Lauzun qui n'est pas commode. Saint-Mars propose de lui donner Eustache Dauger, puisque c'est son ancien métier. Sa suggestion n'est pas accueillie parce que Louvois sait bien que Cavoye et Lauzun se connaissent. Saint-Mars qui ne le sait pas, et pour cause, est désespéré. Il propose alors Eustache pour Fouquet, dont un des serviteurs est mort et l'autre malade. Cette fois il est écouté. Cavoye connaissait Fouquet, mais la réciproque était improbable. Le tout-puissant ministre n'avait pas dû remarquer un blanc-bec de sous-lieutenant aux Gardes. Dauger quitte la tour d'en bas pour le logement de Fouquet, plus habitable.

A partir d'ici nous passons dans le domaine de l'hypothèse.

Si Dauger est l'homme au masque de fer, comment expliquer le mystère, l'anonymat, le secret jaloux où Voltaire nous le montre confiné? Voltaire ignore Pignerol, il prend son prisonnier à son arrivée à Sainte-Marguerite, sans rien savoir de ce qui avait précédé. Quel fait nouveau a pu amener ce redoublement de rigueur? M. Duvivier suppose un crime, un crime sensationnel, dont il fallait à tout prix effacer la trace pour ne pas mettre en cause des responsabilités trop hautes. Dauger aurait empoisonné Fouquet. L'ancien surintendant venait de bénéficier d'adoucissements considérables; il avait reçu l'autorisation de voir son co-détenu Lauzun, et même de partager sa prison avec sa femme et sa fille. Tout semblait présager une prochaine mise en liberté lorsqu'il mourut subitement le 23 mars 1680, à soixante-cinq ans.

Sur le premier moment, cette mort imprévue ne paraît avoir éveillé aucun soupçon. Nous n'avons pas la lettre de Saint-Mars l'annonçant à Louvois, mais nous avons la réponse du ministre. Elle indique seulement la nécessité de tenir au secret Dauger et l'autre valet de chambre de Fouquet et de dire à Lauzun qu'ils ont été remis en liberté, pour qu'il ne se préoccupe pas de leur disparition. Cette mesure s'expliquait par la crainte qu'ils n'eussent connaissance de certains secrets de l'ancien surintendant. On met sous scellés, les papiers d'un homme d'État, on peut mettre sous clé ses domestiques. Ils étaient coupables en tout cas de complicité ou de silence au sujet d'un trou au plafond qu'on venait de découvrir, par lequel Fouquet et Lauzun avaient communiqué secrètement avant d'être autorisés à le faire ouvertement.

Tout paraissait fini. Au bout de six semaines, tout rebondit. Le 4 mai, Saint-Mars écrit une lettre concernant des « papiers » trouvés dans les poches de Fouquet. Cette lettre, nous ne l'avons pas, mais la réponse de Saint-Pouenges, au nom de Louvois absent, réclame ces papiers (16 mai). Il est étrange que le méticuleux Saint-Mars ait mis six semaines à trouver des papiers si peu cachés, ou qu'il ait attendu six semaines pour en parler. Ce qui est encore plus étrange, c'est qu'il n'envoie pas à Saint-Pouenges les documents réclamés. Louvois les réclame à nouveau le 29 mai, Saint-Mars répond mais n'envoie encore rien. Le 22 juin Louvois insiste. Il

parle d'une « feuille volante » qui accompagnait la dernière lettre de Saint-Mars et le blâme de ne pas lui avoir révélé « ce qu'elle contient dès le premier jour ». Saint-Mars enfin s'exécute (4 juillet). Le paquet, dont Louvois accuse réception le 10 juillet, contenait autre chose que des papiers. « Mandez-moi, écrit le ministre, comment il est possible que le nommé Eustache ait fait ce que vous m'avez envoyé et où il a pris les drogues nécessaires pour le faire. » A noter que ces quelques lignes sont de la main du ministre, à la fin d'une lettre écrite par un secrétaire.

A cette époque où l'affaire des poisons bat son plein, étant donné le passé de Dauger, on voit la conclusion. Fouquet aurait été empoisonné par Eustache. Le fait est que le corps de Fouquet, qui devait être remis à la famille, ne le fut pas et qu'on ne sait même où il fut inhumé. Mais pourquoi ce crime? A la suggestion de qui? Le mystère ici s'épaissit. Lauzun, facile à enflammer, surtout dans la continence d'une prison, s'était épris de la fille de Fouquet, d'ailleurs jolie et fine, et l'avait demandée en mariage. Il se serait vengé du refus de Fouquet par les soins de Cavoye, dont il connaissait le passé et les talents de chirurgien apothicaire. Autre hypothèse : la mise en liberté de Fouquet inquiétait les Colbert et le coup viendrait de là. Il est vraiment regrettable que nous n'ayons pas la « feuille volante » de Saint-Mars, qui avait, dit-il, une chambre à « faire parler les muets ». C'est regrettable, mais non étonnant; ce n'était pas une pièce pour Archives.

On ne peut rien affirmer. Si l'empoisonnement est possible, on n'en voit pas bien les raisons, ni celles que pouvait avoir Cavoye de courir un pareil risque. Ce qu'on voit mieux, c'est le pourquoi du secret imperméable auquel sont désormais soumis « les prisonniers de la tour d'en bas ». Plus jamais on ne les désigne autrement à Pignerol. Plus tard, on les appelle « les anciens prisonniers », quand ils sont transférés au fort d'Exiles, puis à Sainte-Marguerite, on dit « l'ancien prisonnier » quand Cavoye reste seul. Même si l'empoisonnement n'est pas réel, ou s'il est imputable à un autre qu'à Dauger, il suffit qu'on ait eu des raisons d'y croire pour murer un pareil secret. L'honneur du Roi eût été entaché si, dans une prison d'État, un pareil crime avait pu être commis contre un

homme enfermé par autorité du Roi. Quant à Lauzun, c'est un homme à ménager, puisque de lui dépend la donation que le roi, bon père de famille, attend de la Grande Mademoiselle en faveur du duc du Maine. A plus forte raison une grande dynastie ministérielle comme celle des Colbert doit rester au-dessus de tout soupçon, même indirect. Louvois déteste les Colbert, mais il sait qu'il y a des vérités qui ne sont pas faites pour le peuple. Il lui suffit que le Roi en soit informé, et il l'est.

Dauger, Saint-Mars, Louvois, Barbezieux, Louis XIV se sont tus : le premier par nécessité, le second par discipline, les autres par raison d'État. Dauger n'a pas porté le fameux masque de fer « dont la mentonnière avait des ressorts d'acier, » que décrit Voltaire. Ce qu'il a surtout porté, c'est un masque administratif. C'est la princesse Palatine, mère du Régent, qui a le plus fait de mélodrame. « Il avait à ses côtés, écrit-elle dans une lettre d'octobre 1711, deux mousquetaires pour le tuer s'il ôtait son masque. Il a mangé et dormi masqué. » Voltaire n'en dit pas tant. Il ne parle de masque qu'en voyage. En réalité le prisonnier ne porte à la Bastille qu'un loup de velours, et exceptionnellement. Les commérages romanesques avaient été répandus pour brouiller la piste. Ils ont amusé et déçu la badanderie populaire pendant plus de deux siècles. Le travail ingénieux et fouillé de M. Duvivier ne se flatte pas d'y mettre fin. Il est des morts qu'on tue, on ne tue pas les légendes.

***

Deux volumes viennent de paraître dans la collection des *Vieilles Provinces de France* (Boivin), le *Limousin* de M. J. Nouaillac et le *Comté de Nice* de M. Robert Latouche. Les deux pays ne se ressemblent pas, les deux ouvrages ont de commun la méthode et la réussite.

Le Limousin (et la Marche qui s'y rattache tout naturellement) est le type classique de ce que les géologues appellent une « pénéplaine », autrement dit un plateau dû à l'érosion d'anciens massifs. Ce n'est pas l'Auvergne, montagnarde et exclusive, c'en est un bastion usé, incliné vers la plaine et y

conduisant par des cours d'eau divergents qui favorisent l'expansion plus que la pénétration. Limoges a toujours été un important nœud de croisement, jamais une de ces grandes capitales attractives, pourvues de tous les organes administratifs et gouvernementaux nécessaires à l'organisation d'une vie pleinement originale. Le Limousin a concilié les influences du Nord et du Midi, comme il convient à un pays frontière, une « marche », au sens propre du mot. Les Lémovices n'avaient même pas de chef-lieu dont les anciens nous aient transmis le nom. Auguste donne le sien (Augustoritum) à la modeste agglomération située au gué (ritu) appelé encore de temps immémorial le Gué de la Roche ou la Roche au Gô.

Le Limousin est froid, moins que l'Auvergne, mais beaucoup plus que les autres pays limitrophes de l'Auvergne, à cause de la nature du sol. Les calcaires, les craies du Berry, du Poitou, de l'Angoumois, voire du Périgord et du Quercy, sont « terres chaudes » parce qu'ils pompent l'humidité et s'imprègnent du moindre rayon de soleil. Au contraire, les roches imperméables (granits, gneiss, micaschistes) sur lesquelles est assis le Limousin sont « terres froides », qui réverbèrent la chaleur solaire, au lieu de l'accumuler pour la nuit et qui gardent à la surface l'eau des pluies au lieu de l'absorber en sous-sol. De là montent ces brouillards pénétrants dont l'ombre flotte la nuit et souvent le jour sur les tourbières, les prés humides et les étangs ocreux. Il ne s'est pas trouvé partout des couvents de Cisterciens pour dessécher et défricher, comme à Obazine (vulgairement Aubazine), les fourrés incultes et en apparence incultivables.

M. Nouaillac dit finement que « la plus belle histoire du Limousin est celle que l'on n'a jamais écrite ». Le Limousin a eu sa part d'invasions, de batailles, de jours héroïques ou tragiques. Là n'est pas son originalité. Il a eu aussi son rôle dans l'histoire de l'art, ne fût-ce que par les émaux et les tapis d'Aubusson. Mais son titre de gloire particulier, et dont on ne parle pas assez, c'est quelque chose de plus modeste en apparence, de plus prodigieux en réalité. C'est l'aménagement d'un sol ingrat, le vaste, patient et minutieux labeur de colonisation accompli par le paysan sur cette terre

déshéritée. « Pas un coin où fume un foyer qu'il n'ait arraché, avec sa peine de vilain, à la broussaille et à la rocaille; pas un champ, pas un pré qu'il n'ait construit motte à motte et arrosé goutte à goutte. Et comme ce pays de montagnes était d'accès rebutant, il a dû se suffire à lui-même pendant des siècles. »

C'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons, — et les grands peuples.

***

M. Robert Latouche nous introduit dans un milieu bien différent, surtout aujourd'hui, car on ne pense guère à son ancien aspect quand on évoque le comté de Nice. On ne songe pas au chaos des plissements alpins, aux gorges rougeâtres où le Var et la Vésubie se creusent un lit laborieux au travers des éboulis, aux villages autrefois fortifiés et toujours perchés que reliaient à regret des sentiers muletiers plus faits pour écarter le visiteur que pour l'attirer. C'est pourtant cela l'ancienne « province de Nice », comme on disait de préférence au temps des rois de Sardaigne et comme dit encore le traité secret de janvier 1859 qui prévoyait son retour à la France. La vie y était chétive et dure, et aussi sur le littoral, qui n'avait pas d'arrière-pays à ravitailler ou à desservir. Nice, au moment de son annexion ne dépassait pas vingt-cinq mille habitants.

Tout cela a changé. Le littoral est une plage mondaine ininterrompue, les collines qui le protègent contre le vent du nord sont un espalier fleuri où domine l'œillet, les terrains bas et marécageux sont transformés en potager de luxe ou règnent les primeurs. Le comté de Nice éveille maintenant l'idée d'un pays de délices. Les parties sauvages n'ont gardé de leur caractère rebarbatif que le minimum utile au tourisme. Les sentiers muletiers ont monté au rang de routes carrossables et les autocars serpentent sur leurs rampes abruptes. Cet intérieur qui se dépeuple n'a jamais été si visité, c'est même ce qui l'empêche de se vider entièrement. Quand on pense que le duc de Savoie Amédée VIII acquit tout ce pays en paiement de cent soixante-quatre mille livres dépensées par son aïeul pour une expédition à Naples au service de la

maison d'Anjou, on se dit que les ducs de Savoie ont toujours su monnayer leurs droits et faire payer leur concours.

L'acquisition de Nice par la maison de Savoie au début du xve siècle avait été le prix d'une aide inefficace. La cession à la France en 1860 est le prix d'une aide plus fructueuse. La fondation et l'unification du royaume d'Italie n'eussent pas été possibles sans la France. Il était convenu que la Savoie et Nice, placés sur le versant français des Alpes, feraient retour à la France, à condition « que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations ». Cette volonté n'était pas douteuse. Pour le comté de Nice il n'y eut, sur vingt-cinq mille neuf cent trente-trois votants, que cent soixante non. Il est même à remarquer que les communes de Tende et de Briga, qui resteront finalement à l'Italie, avaient voté comme les autres pour l'annexion. Pour tout le canton de Tende, il n'y avait eu qu'un seul non.

La vérité est que le comté de Nice était pour les ducs de Savoie, et encore plus pour les rois de Sardaigne, une possession lointaine, peu accessible et négligée. Napoléon III s'y montra aussitôt : on n'y avait jamais vu un roi de Sardaigne, ni peut-être un duc de Savoie.

***

Ces histoires provinciales donnent une image fragmentaire de la France. Voyons l'image entière. Depuis Vidal de la Blache et son immortel tableau de la France qui ouvre l'Histoire de Lavisse, toute une école s'est vouée à la « géographie humaine », pour reprendre le terme créé par un des ses plus fervents apôtres, Jean Brunhes. L'heure n'est-elle pas venue de mettre à la portée du grand public les résultats de cette science encore un peu confinée dans le laboratoire des spécialistes? C'est à quoi s'applique M. Ernest Granger dans un brillant volume, où la vulgarisation atteint l'originalité à force de pénétration et de distinction : *La France, son visage, son peuple, ses ressources* (Fayard). Ce volume est le premier d'une série : elle s'annonce bien.

Il est à la fois amusant et instructif de rapprocher ces miniatures locales de la fresque nationale largement brossée par M. Granger. On voit ainsi le pays par les deux bouts de

la lunette, et on peut constater que les traits sont bien les mêmes de près ou de loin. Cette concordance témoigne en faveur de la science historique et géographique de la présente génération. L'unité de méthode explique l'identité des conclusions. Ni M. Nouaillac, ni M. Latouche n'ont connu ce que dit du Limousin et de Nice M. Granger, — et réciproquement. Leurs conclusions, leurs prévisions sont pourtant les mêmes, parfois en termes presque identiques.

Nous avons cité un passage de M. Nouaillac sur la vie âpre, sobre et laborieuse qui caractérise le Limousin. Voici le croquis qu'en trace M. Ernest Granger, et qui est bien dans son genre un modèle. « L'abondance des arbres, l'épaisseur des haies et des branches bornent partout la vue, et les hameaux, les métairies isolées, dissimulées derrière le rideau des bois, semblent fuir les grands chemins. Il faut s'enfoncer dans les sentiers boueux pour découvrir des groupes minuscules de maisons et de granges, dont le pullulement des sources facilita la dispersion. Les gens s'entassent dans une ou deux pièces obscures, à peine meublées, pavées de galets, luisantes de suie; mais la grange est haute et vaste, car sous ce ciel mouillé on ne laisse dehors ni paille, ni foin... »

On pourrait se donner le même plaisir pour le comté de Nice. C'est un lieu commun de déplorer l'abandon des hauts lieux et la banalisation de la Riviera. Un historien et un géographe, même lettrés, et à plus forte raison s'ils sont lettrés, ne font pas de littérature. Ils expliquent les changements. « L'existence de certains villages, dit M. Latouche, a été imposée jadis par des nécessités défensives qui n'existent plus. Il n'est nullement désirable que des modes archaïques de vie survivent aux causes qui les ont fait naître. » M. Granger non plus n'attache pas à la glèbe déshéritée ceux qui cherchent le mieux-être. « Abandonnant les vieux villages fortifiés où ils cherchèrent, au temps jadis, un refuge contre les incursions des pirates barbaresques, les gens de l'intérieur descendent vers la côte, recueillant le manne tombée des mains des étrangers. » Pour leur en faire un crime, il faudrait être bien sûr de ne pas, à leur place, faire comme eux.

A. ALBERT-PETIT

PARMI LES LIVRES

Les Papiers de Stresemann.
Tomes I et II, trad. franç. (*Plon*).

Si jamais le vieil adage : *habent sua fata libelli*, a pu s'appliquer, c'est bien à cette collection hétérogène de documents réunis sous le titre de *Papiers de Stresemann*. La volonté des éditeurs, combinée avec les événements, a fait qu'ils ont été publiés au moment où ils pouvaient avoir le plus de retentissement. Pourtant il n'est pas sûr que, dans le pays le plus directement intéressé aux divulgations qu'ils apportent, on leur ait accordé toute l'attention qu'ils méritaient : de pareilles pages devraient fournir l'occasion d'un examen de conscience sérieux, d'une révision systématique des directives politiques suivies. Qui a fait l'un et l'autre en France?

Cet ouvrage encore incomplet — et dont la suite verra le jour à une date indéterminée — a commencé à paraître peu de temps après la mort de Briand, de l'homme qui a le plus fait pour encourager la politique de Stresemann et lui permettre de remporter les succès que l'on connaît : il n'y aurait donc eu aucune raison d'amour-propre personnel qui s'opposât à ce que les erreurs commises fussent reconnues. Et pourtant la mystique briandiste survit encore, et qui peut dire pour combien de temps? La publication a coïncidé aussi, presque exactement, avec la seconde manifestation officielle du progrès du mouvement national-socialiste en Allemagne, l'augmentation considérable (100 p. 100) par rapport à la première, les élections au Reichstag de septembre 1930, des suffrages hitlériens lors de l'élection de ce printemps pour la présidence de la République allemande. Le maréchal Hindenburg a été réélu contre le candidat hitlérien, mais la poussée nationale-socialiste a montré sa puissance non seulement par l'augmentation du nombre de suffrages, mais encore et surtout par l'intransigeance grandissante qui devient la directive la plus nette de la politique allemande. Avant cette poussée hitlérienne, le chancelier Brüning prenait la peine de rectifier des déclarations à lui attribuées par la presse, d'où il résultait que l'Allemagne ne *voulait* plus faire de paiements de réparations; il affirmait avoir dit qu'elle ne *pouvait* plus. A Lausanne, son successeur von Papen a bien fait voir qu'il s'agissait moins de capacité que de volonté. De mauvaise volonté.

Or, il faut bien poser la question : d'où vient le succès du mouvement hitlérien, sinon de l'évacuation anticipée de la Rhénanie au début de l'été de 1930? Et cette autre question : l'évacuation de la Rhénanie n'a-t-elle pas été l'objectif primordial de la politique de Stresemann, qui ne devait d'ailleurs pas le voir atteint? « Gustav » a-t-il prévu « Adolf »? Il est probable que non; et, d'ailleurs, il n'aurait pas pratiqué la folle politique de M. Brüning, qui a tout fait au printemps et à l'été de 1930 pour favoriser le mouvement nationaliste destiné à l'emporter deux ans plus tard. Peu importe, du reste; le fait est là : Adolf est l'héritier de Gustav; il n'était pas le seul théoriquement possible; il a été du moins le premier bénéficiaire de l'évacuation anticipée de la Rhénanie.

Tout cela était connu en France lors des élections du mois de mai. Et les révélations des *Papiers de Stresemann* n'ont rien changé au résultat. Il a été encore plus à gauche qu'on l'admettait généralement; il a été, dans la mesure où la politique extérieure conditionne les élections, une affirmation nouvelle de la mystique briandiste. Cela au moment où la pieuse publication faite par les défenseurs attitrés de Stresemann dans son pays venaient substituer à la figure de Gustav l'Européen celle de Gustav le bismarckien.

Cette figure, nouvelle pour beaucoup, et qu'un certain nombre de Français s'efforcent encore de méconnaître, cette figure sera définitive. Sur elle se fondera le jugement de l'histoire. Les documents qui nous sont livrés risquent-ils de rendre le lecteur français trop sévère pour le disparu? Son fils a tenté de le démontrer dans une lettre que nos journaux ont publiée, du moins par extraits, et qui ne manque pas d'une certaine habileté. La thèse est simple : quelles que fussent ses convictions intimes, Stresemann était bien obligé d'exposer sa politique à ses adversaires et de la défendre devant eux avec des arguments qui fussent de nature à la leur faire admettre.

Il y a de tout dans ce qu'on nous offre sous le nom de Stresemann. Il y a d'abord une sorte de fil d'Ariane surtout historique, qui est dû au secrétaire du disparu, M. Henry Bernhard. Cet exécuteur testamentaire manque trop souvent d'objectivité. Au tome Ier, le récit qu'il fait de l'occupation de la Ruhr par les Français en 1923 est entaché de nombreuses erreurs matérielles. Au tome II, M. Bernhard présente de bien singulières interprétations : à l'en croire, par exemple, le protocole de Genève de 1924, qui fut repoussé par le gouvernement de Londres, aurait eu pour objet de garantir à la France une aide internationale en cas de conflit avec l'Allemagne. D'autre part, la traduction française que l'on nous présente est singulièrement plus courte que le texte allemand. Une comparai-

son détaillée des deux serait sans doute édifiante quant à la psychologie contemporaine. » La gauche arrive » en 1932 comme en 1924 : il faut bien lui aplanir un peu la route.

Cela a pu sembler d'autant plus nécessaire que les documents publiés ne laissent guère de doute sur la pensée de Stresemann. Documents disparates : ce sont des discours prononcés dans des circonstances variées, des articles de presse, dont on apprend qu'ils sont sortis de la plume de Stresemann, des lettres, des notes personnelles et des fragments de journal. Qu'on le veuille ou non, il y a dans tous ces papiers une unité de pensée indéniable qui donne à l'ensemble une cohésion absolue. Si Stresemann avait réuni lui-même le tout pour en tirer les mémoires qu'il projetait d'écrire, il aurait peut-être su donner à cette publication une allure plus adroite, bien qu'il ait toujours pratiqué un langage direct et concis, ne se permettant que les développements indispensables. Son intention principale eût bien été cependant celle qui anime M. Henry Bernhard : justifier sa politique aux yeux du peuple allemand. Rendre possible sa continuation en évitant de froisser trop ouvertement le peuple français n'eût été qu'une donnée accessoire. Au moment de la mort de Stresemann, il n'y avait plus guère de doute, le premier résultat fondamental était presque acquis : la Rhénanie serait évacuée par anticipation.

Quelle fut donc la politique de Stresemann?

A l'intérieur, elle était simple. Il déclarait comme chancelier devant le Reichstag, le 14 août 1923 : « On attend de nous une politique extérieure active. La politique extérieure la plus active que nous puissions faire, c'est d'abord de mettre de l'ordre à l'intérieur de notre pays. » A cette époque critique pour l'Allemagne, où l'on sent déjà depuis plus d'un mois fléchir dans la Ruhr la résistance dite passive qui sera bientôt officiellement abandonnée, où un secours longtemps attendu de l'étranger ne peut plus venir empêcher la nouvelle défaite maintenant certaine, où le gouvernement républicain est en butte aux rancœurs du peuple allemand trompé, — tout comme l'a été le gouvernement impérial en 1918, et pour les mêmes raisons, — Stresemann lance l'indispensable appel à l'union de tous les Allemands. Politique extérieure active? Oui, certes. Mais d'abord reformer un front unique et uni contre l'adversaire. L'appel n'est pas entendu; les deux éphémères cabinets Stresemann sont remplis par la lutte contre les « putschs » plus que par les joutes diplomatiques : Küstrin, Saxe, Hitler, sans oublier le mouvement séparatiste en Rhénanie. Stresemann chef de gouvernement n'a pu survivre à tout cela : du moins son action s'est-elle opposée au triomphe des forces de dissolution menaçantes. Il a à peu près maintenu la consti-

tution. Une suffisante unité pourra se refaire sur le plan national. Il va désormais être disponible pour la politique extérieure : son vrai domaine, car la politique intérieure ne l'intéresse manifestement que dans la mesure où elle rend possible la politique extérieure. Stresemann était-il fermement républicain? Il ne le semble pas. Il n'aurait sans doute pas repris à son compte la formule d'un homme politique français : « La République est la forme de gouvernement qui nous divise le moins. » Il reconnaissait seulement que, dans les circonstances du moment, une tentative de restauration monarchique eût été ce qui aurait divisé le plus l'Allemagne. Si, de son vivant, il avait cessé d'en être ainsi, tout porte à croire que Stresemann eût accueilli l'idée d'une restauration; ses efforts couronnés de succès pour faire rentrer le Kronprinz en Allemagne donnent à le penser, ainsi que sa correspondance avec lui, dont certaines lettres rappellent le rapport (Vortrag) d'antan devant le Kaiser.

Pour Stresemann, visiblement, ce sont là questions de pure opportunité qui ne peuvent être résolues qu'en fonction de la politique extérieure. Le but que doit se proposer celle-ci, c'est la destruction du traité de Versailles. Le moyen, ce sera la revendication perpétuelle du droit prétendu violé, revendication d'autant plus aisée que la phraséologie à la mode la favorise étrangement. Il suffit de parler une certaine langue pour conquérir l'audience d'un vaste public international. La revendication du droit est le langage naturel de celui qui se sent faible. Elle vient donc sans effort dans la bouche de Stresemann. Mais le jeu est tellement facile, il ouvre de telles perspectives, qu'il devient comme une seconde nature : la sincérité qui a pu exister au début a bien vite fait de s'effacer. Un Allemand prend facilement l'habitude de parler européen, quand cela suffit à faire triompher les fins allemandes.

Quand Stresemann arrive aux affaires, le point essentiel est de libérer le bassin de la Ruhr. Ce sera, après des mois d'attente, pendant lesquels le ministre allemand marque une incompréhension totale de la politique de M. Poincaré, l'objet de la conférence de Londres de 1924, où le plan Dawes sera admis comme la nouvelle charte (oh! provisoire) des réparations. Ensuite il s'agit de libérer la Rhénanie; car l'Allemagne n'a pas les coudées franches et ne peut faire la grande politique dont rêve Stresemann, tant qu'une portion de son territoire est occupée. Le problème va se poser tout entier à propos de la première zone. La France soutient que, par suite des innombrables manquements de l'Allemagne dans l'exécution du traité, les délais d'évacuation n'ont pas commencé à courir. Obtenir la fixation d'une date pour la zone de Cologne, c'est, à tout le moins, fixer un point de départ ferme pour les délais. C'est

aussi faciliter par avance la négociation éventuelle relative à l'évacuation des autres zones : car, si les manquements constatés avant l'évacuation de la première n'en interdisent pas l'évacuation, il sera facile de s'arranger pour que d'autres manquements — qu'il faut bien prévoir — n'empêchent pas celle des autres zones. Les circonstances, il faut l'avouer, favorisent les plans de Stresemann, puisque la première zone à évacuer est aux mains des Anglais, qui, pour de multiples raisons, ne tiennent pas à rester en Rhénanie. Et toutes les questions se posent à la fois, ou presque.

Les paiements de réparations? La chose est réglée par le plan Dawes adopté à Londres. Mais il est bien entendu que ce plan n'est pas définitif. Pour Stresemann aucun plan engageant l'Allemagne n'est jamais définitif. Il s'inscrit énergiquement en faux contre l'idée qu'une politique d'exécution aurait seule pu amener des adoucissements à la situation de l'Allemagne. Revenant sur le passé, il écrit dans une note du 3 janvier 1925 : « Il n'y a eu d'arrangements qu'à la suite des conflits les plus violents et après que nous avons déclaré nettement que nous ne pouvions plus exécuter. » Conclusion facile à deviner; quand le moment opportun sera venu, l'Allemagne déclarera à nouveau qu'elle ne peut plus exécuter; et, au risque d'un conflit « des plus violents », elle cherchera à obtenir une réduction. De là est sorti le plan Young dont Stresemann lui-même disait qu'il durerait au maximum dix ans. De là est sorti le conflit actuel, délibérément voulu par l'Allemagne, aidée des États-Unis, pour en finir avec les réparations. Au risque de contrarier beaucoup d'illusionnistes de chez nous, disons que von Papen a chaussé les bottes de Stresemann; seulement avec un peu plus de hâte d'arriver au but.

L'exécution des clauses militaires du traité? Ici, Stresemann se sent faible. Il conteste tout ce qu'il peut; mais il ne peut pas beaucoup. Alors il se plaint d'un manque de loyauté. Il n'est pas *fair* de dire qu'il y a violation du traité parce qu'on a découvert 20 000 ébauches de fusils : on pourrait le dire pour un seul; ce qui suffirait à entraîner le maintien de l'occupation rhénane, sanction manifestement disproportionnée. Stresemann se refuse à comprendre l'état d'esprit qui règne en France. Les Français n'en sont pas à redouter l'existence de 20 000 fusils de plus ou de moins en Allemagne. Ils se demandent combien il en existe en réalité, alors qu'on en découvre d'un seul coup 20 000, malgré toutes les précautions qui ont été prises pour dissimuler les excédents. Cela, aucun Allemand n'acceptera jamais de le comprendre. Il est plus facile d'incriminer l'hystérie de la crainte et le sadisme des Français.

Et de revendiquer perpétuellement en suivant une politique qui

s'efforce « de repousser la France de tranchée en tranchée puisque l'offensive générale n'est pas possible ». Pour cette lutte d'usure, le pacte de Locarno et l'entrée dans la S. D. N. enrichiront l'arsenal de l'Allemagne. Ce que Stresemann se promet de Locarno? « Empêcher la constitution d'une Entente nouvelle déjà en train de s'établir, et qui, sous l'impulsion de Chamberlain, devait aboutir à un pacte franco-anglo-belge; enlever aux alliés la possibilité d'éterniser le régime d'occupation sous prétexte de manquements de l'Allemagne dans l'exécution des clauses militaires; éviter que les territoires rhénans fussent soumis à un contrôle permanent exercé par la S. D. N.; obtenir une détente internationale tout en conservant toute liberté pour obtenir par des moyens pacifiques la modification de notre frontière orientale, le relèvement de l'Allemagne devant être cherché dans un effort pour rattacher ultérieurement au Reich les territoires allemands situés à l'Est. » On le voit : l'esprit de Locarno, pour son inventeur, n'est pas européen, il est spécifiquement et uniquement allemand. C'est pourquoi, parler aujourd'hui de l'esprit de Locarno, ce n'est même pas du spiritisme; car c'est parler d'un mythe et non pas d'un mort; c'est peut-être de l'histoire, ce n'est pas de la politique.

Voyons maintenant ce que Stresemann attend de la S. D. N. « Toutes les questions qui pour le peuple allemand sont brûlantes, par exemple la question de notre culpabilité, celles du désarmement général, de Dantzig, du bassin de la Sarre, etc., sont de la compétence de la S. D. N. et un orateur habile peut les présenter à l'Assemblée de la Société de façon à créer de sérieux désagréments à l'Entente. » Voilà comment Stresemann se représentait l'entrée dans le temple de la réconciliation des peuples : créer des désagréments. Cette phrase, dira-t-on, est extraite de la lettre au Kronprinz dans laquelle se trouve le fameux *finassieren*. Oui, mais elle trace très exactement le programme qu'ont suivi les représentants de l'Allemagne à Genève. On chercherait vainement dans tout cela la moindre trace d'esprit européen; d'ailleurs l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. a été précédée de négociations presque honteuses : Stresemann s'est attaché à rejeter par avance toutes les obligations éventuelles, notamment celles qui découlent de l'article 16 du pacte, et il y a déployé une ingéniosité remarquable; comment ne pas voir qu'il s'agissait uniquement dans son esprit d'entrer dans l'institution de Genève sans compromettre aucune des possibilités que l'amitié russe donnait à la politique allemande?

Le prétendu grand Européen Stresemann a donc été, exclusivement, un grand Allemand. Il n'y a rien là de surprenant. Il était un des types les plus achevés de cette petite bourgeoisie allemande,

républicaine en 1848, attachée à l'empire après 1871, et toujours nationaliste. Le parti national-libéral, auquel il a appartenu dès le début de sa carrière politique, a toujours été plus national que libéral. Et, pendant la guerre, Stresemann a été un des thuriféraires les plus décidés du commandement, surtout quand celui-ci fut assuré par Hindenburg et par Ludendorff. Il a été aussi un des plus acharnés partisans des conquêtes de territoires et d'avantages économiques draconiens. Aussi, la défaite, avec le caractère de soudaineté que lui ont donné les rodomontades prolongées du G. Q. G. allemand, a-t-elle été pour Stresemann un coup de tonnerre, une catastrophe, un anéantissement. Parvenu à l'âge d'homme un peu avant 1900 (il était né en 1878), il n'a connu que la période la plus brillante du développement inouï de l'Allemagne dans le dernier tiers du XIXe siècle et au début du XXe. Dans son esprit, forcément, s'est incrustée l'image d'un Reich puissant, riche, orgueilleux, pouvant tout se permettre en Europe, exerçant en fait l'hégémonie sur le continent et troublant la quiétude des puissances au delà des mers. De pareilles impressions de jeunesse ne peuvent s'oublier. A l'assemblée de Weimar, Stresemann vote contre le traité de Versailles. Aussitôt qu'il le peut, il s'attache à sa destruction.

L'adversaire a toujours affirmé vouloir la justice et le droit, Stresemann va crier encore plus fort qu'il les veut lui aussi, et que c'est justement en leur nom qu'il réclame pour son pays. Qu'il ne soit pas toujours de très bonne foi, peu importe; son action est efficace. Et c'est la seule chose qui compte. On ne peut blâmer Stresemann d'avoir détourné à des fins patriotiques les plans européens qu'on lui offrait. Il faut plutôt l'admirer d'avoir su donner le change si longtemps. Il avait d'ailleurs la partie facile, et en Aristide Briand un adversaire singulièrement accommodant. La politique du ministre français a été exposée, jugée et condamnée à maintes reprises dans la *Revue de Paris* par M. de Fels. Condamnation justifiée. Il y eut cependant une époque où l'on pouvait penser à une politique de réconciliation; et, fatalement, cette politique entraînait à des concessions unilatérales : c'était à nous à en faire les frais d'abord, le bénéfice éventuel ne pouvant se trouver que dans l'avenir. Mais cette politique-là était difficile à suivre. Des notes de Stresemann sur la conférence de Locarno il résulte que Briand ne sut pas s'y prendre : comment empêcher les Allemands d'obtenir cent pour cent de ce qu'ils désiraient — comme Stresemann s'en est vanté — alors que le ministre français, stupéfait de la témérité de son partenaire, admettait cependant la justesse intrinsèque de toutes ses thèses et les déclarait seulement un peu prématurées à cause de

l'état de l'opinion française? Toute résistance devenait impossible après un aveu aussi maladroit.

On s'est demandé en France pourquoi la suite de la publication des *Papiers de Stresemann* était ajournée. Risquons une hypothèse. Si habile, si patient que fût Stresemann, il eut un jour la tentation d'abattre son jeu d'un coup : ce fut à Thoiry. Il offrit, dans l'agréable auberge de ce village du pays de Gex, l'aide de l'Allemagne pour redresser les finances françaises. En échange il demandait l'effondrement de tout un pan de l'édifice de Versailles. L'entrevue de Thoiry avait lieu trois ans après la défaite allemande dans la Ruhr. Les propositions de Stresemann montraient avec quelle rapidité le Reich avait récupéré ses forces. C'est le souvenir de ce précédent que les Allemands ont voulu repousser dans l'oubli — provisoirement — au moment de tenter le grand coup à Lausanne.

De Versailles au plan Young, par **Jacques Seydoux** (*Plon*).

Un peu après le premier volume des *Papiers de Stresemann*, a paru en France un livre consacré à la mémoire d'un Français qui a tenu lui aussi une place très importante, sinon de tout premier plan, dans la politique européenne d'après-guerre. Comme l'ouvrage allemand, l'ouvrage français est dû aux héritiers de la pensée du disparu; comme M. Henry Bernhard pour Stresemann, MM. Jacques Arnavon et Étienne de Felcourt ont réuni les *reliquiæ* de Jacques Seydoux Quelle différence entre les deux ouvrages! Quelle différence, surtout, entre les pensées directrices des deux hommes dont ils font revivre le souvenir!

Cette différence — on ne peut ni le négliger ni le contester — tient avant tout à ce que l'Allemand était un homme politique, et le Français un expert, un technicien. Ils n'avaient pas, de leur vivant, exactement les mêmes soucis, et l'intention de leurs éditeurs n'est pas exactement la même. Mais, tous les motifs de divergence reconnus, il reste encore dans la pensée fondamentale du Français un désir sincère de travailler à la reconstruction générale de l'Europe, dans celle de l'Allemand la volonté de travailler uniquement pour son pays. Et, si ce sentiment s'explique chez Stresemann, il n'empêche que, dans la mesure où la valeur d'un homme se détermine à l'envergure de sa politique, l'homme d'État allemand reste bien au-dessous de l'expert français.

De très bonne heure, Jacques Seydoux avait saisi le double aspect des problèmes financiers et économiques de l'après-guerre : nécessité de faire passer dans la pratique l'idée féconde de la réparation des dommages de guerre par le pays responsable du conflit; nécessité d'empêcher les paiements d'être une cause excessive de

trouble dans la vie internationale. Pour répondre à cette double nécessité, un seul moyen : proclamer et maintenir la solidarité de tous devant l'œuvre à accomplir. Naturellement, la direction principale devait revenir d'abord aux puissances victorieuses : c'était chez elles que, grâce à l'absence de l'amertume spéciale due à la défaite, on pouvait s'élever le plus vite à la sérénité voulue. Cette idée fut, dès le début, celle des gouvernants français, et c'est à tort qu'on leur a reproché une âpreté excessive dans la revendication de ce qui était dû à leur pays : cette revendication créait un droit international nouveau en vue du maintien de la paix.

Avant de se heurter à l'égoïsme du vaincu, cette conception se heurta à l'égoïsme moins compréhensible de nos alliés et associés. Quelques mois après l'armistice, il ne restait plus rien, en matière de finance, de la solidarité du champ de bataille. Malgré ces difficultés de principe, Jacques Seydoux s'efforça de préparer les résultats dans la sphère qui était la sienne. Du moins arriva-t-il sans effort à se concilier l'estime respectueuse de tous les représentants de l'étranger avec lesquels il traitait.

Comment aurait-on pu arriver à une entente « définitive » avec l'Allemagne? Les plans mêmes de pensée sur lesquels se plaçaient ses représentants, d'une part, et Jacques Seydoux, de l'autre, étaient trop éloignés. Même quand le principal représentant de l'Allemagne fut Stresemann. Quand on rappelait à celui-ci le précédent de l'occupation allemande en France après 1870, il ne voulait en retenir que les remerciements protocolaires des hommes d'État français au commandement allemand lors de l'évacuation; il négligeait entièrement le fait que cette évacuation avait été achetée par la France de l'exécution complète et anticipée de ses obligations.

L'ouvrage publié en mémoire de Jacques Seydoux montre combien est vain le reproche adressé à la France d'avoir, après sa victoire, manqué d'idées, et d'idées généreuses, en présence de l'œuvre de reconstruction européenne qui s'offrait à elle. Il restera devant l'histoire un témoignage irréfutable de ces intentions constructrices. Si cette politique n'a finalemant pas réussi, ce n'est ni sa faute, ni celle de Jacques Seydoux, qui en fut des principaux animateurs.

J.-M. BOURGET

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.